

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT.

ESSAI

D'UNE

Définition de la Congrégation

SELON LA LOI DE 1901

ÉTUDE DE DROIT CANONIQUE ET DE LÉGISLATION CIVILE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon,
le Mardi 27 Juin 1905, à 1 heure 1/2 du soir

PAR

PAUL GRUET

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT
AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. DESLANDRES, Professeur.
Suffragants : { M. PAUL GAUDEMET, Professeur.
 { M. ROUX, Professeur.

DIJON

IMPRIMERIE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, J. BERTHOUD
15, Rue Bossuet, 15

1905

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT.

ESSAI

D'UNE

Définition de la Congrégation

SELON LA LOI DE 1901

ÉTUDE DE DROIT CANONIQUE ET DE LÉGISLATION CIVILE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon,
le Mardi 27 Juin 1905, à 1 heure 1/2 du soir

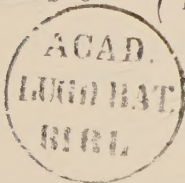
PAR

PAUL GRUET

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT
AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. DESLANDRES, Professeur.

Suffragants : { M. PAUL GAUDEMET, Professeur.
M. ROUX, Professeur.



DIJON

IMPRIMERIE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, J. BERTHOUD
15, Rue Bossuet, 15

1905



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Qu'est-ce qu'une Congrégation ? N'est-ce pas là un problème qui, à l'heure présente, en raison même de son actualité, ne paraît pas exiger un effort considérable pour le résoudre. Sans doute, à voir les choses à un point de vue autre qu'à celui d'une définition, on peut se contenter de dire que les Congrégations c'est l'ensemble des « communautés séculaires, conservatrices et fermées que combat une législation tendant vers le progrès par la différenciation sociale (1) ». Mais si, en présence d'une loi comme celle du 1^{er} juillet 1901, on s'en tient à cette notion, exacte mais très compréhensive, on assume d'un cœur léger une lourde responsabilité puisqu'on présente sans la délimiter une institution que le législateur cherche à détruire. Les problèmes qui se posent à propos de cette question spéciale sont donc, à notre avis, particulièrement graves, parce que, tout d'abord, c'est de la solution qu'on leur donnera que va résulter la plus ou moins grande étendue d'application de la loi de 1901 ; et le législateur s'en est bien lui-même rendu compte en faisant ce terme de Congrégation aussi compréhensif que possible :

« Communautés religieuses, ordres monastiques ou congrégations, établissements ecclésiastiques reconnus

~~Source: <http://www.digitaleurope.com>~~

par la loi ou légalement reconnus par décrets d'utilité publique, il semble que ces dénominations si diverses, si différentes d'origine, les unes empruntées au droit canon, les autres créées par le langage de notre droit nouveau, aient le même sens, la même valeur et qu'elles répondent au même objet. Impuissants en quelque sorte à les reconnaître, les auteurs de la loi de 1901 les synthétisent tous dans une même appellation : Les Congrégations (1) ».

Mais une analyse un peu serrée des documents préparatoires de 1901, nous révèle à propos de ce point spécial une question beaucoup plus large encore, dont l'intérêt est évident et qui n'aurait pu que gagner à être posée franchement : le gouvernement civil tendant à s'émanciper complètement de tout lien avec l'Eglise catholique, croit, dans la lutte qu'il engage contre les institutions de celle-ci, qu'il lui est nécessaire, pour faire une œuvre radicale de ne pas les examiner sur le terrain qui est le leur : il les frappe sans dire quelles elles sont ; pour un peu, il n'aurait pas osé les nommer, laissant alors aux intéressés le soin d'interpréter ses intentions. Cette manière de faire est-elle justifiée, est-elle scientifique ? C'est ce que nous verrons.

Nous remarquerons dès maintenant et une fois pour toutes, que notre rôle, dans ce travail, n'est pas de prendre parti pour ou contre le système politique que symbolise la loi de 1901 : nous procédons simplement à une analyse de sa méthode.

La question qui se posait devant le Parlement, comme elle s'est posée depuis qu'on légifère sur les Congrégations est la suivante :

(1) V. LORTAT-JACOB. *Les Congrégations devant la loi de 1901*, chez Marchal et Billard, 1905, p. 6.

Dans la société existent des institutions, des communautés qui font partie intégrante d'un tout inspiré de principes totalement opposés à ceux de l'état laïque : l'Etat désire légiférer sur elles dans le but de mettre un obstacle à leur développement : ne pourra-t-il les connaître et les désigner avec exactitude ? Il le pourra, à notre avis, s'il consent à rechercher sur le terrain du droit ecclésiastique, quelles sont ces institutions-là ; et il semble que c'est le premier résultat auquel il visera s'il veut faire une œuvre qui soit limpide et dont il puisse lui-même concevoir la portée dans la mesure du possible. Avec cette méthode, il devra avant tout chercher à analyser les communautés dont il s'agit, à connaître quels sont leurs éléments fondamentaux, à déterminer la nature des liens qui les maintiennent et qui font qu'elles sont des organismes si cohérents et si résistants malgré les heurts auxquels elles sont exposées dans une société aux besoins de laquelle elles sont jugées ne plus répondre.

Si au contraire le législateur craint de s'aventurer sur ce terrain qui ne lui est plus familier, il affectera de l'ignorer ; il se contentera de réglementer les institutions religieuses sans préciser ce qu'elles sont ; il songera à une notion très compréhensive et très vague de Congrégation hostile à sa politique plutôt que de chercher à se rallier à un critérium scientifique ; ce sera aux magistrats de découvrir à des indices de fait, essentiellement variables, les groupements qu'a voulu désigner la loi.

Et, chose curieuse, ce premier point, à savoir la détermination exacte des institutions dont il s'agit a toujours été, en cette matière, celui qu'on a abordé avec le plus d'hésitation et de gêne : nous signalerons dans notre travail de nombreuses incertitudes législatives à propos des congrégations. Les mêmes difficultés se présentent encore à l'heure où nous écrivons ces lignes à

propos de l'attitude de l'Etat à l'égard de l'Eglise dont il se sépare : l'Etat peut-il ne pas connaître les congrégations dans leur réglementation canonique, les prêtres dans leur hiérarchie spécifique, en un mot sur leur terrain exact toutes ces institutions qu'il ne reconnaîtra plus comme siennes ? D'excellents esprits en doutent :

« La forme (1)... la plus radicale de l'indifférence, c'est en effet « l'ignorance »... Comment un gouvernement ferait-il abstraction de cette colossale force morale qu'est une Eglise et de toutes les forces matérielles qui en dépendent... L'ignorance n'est donc ni possible, ni permise à l'Etat... L'indifférence pure et simple, l'universelle et sereine tolérance, la parfaite impartialité, la balance absolument égale pour tous les cultes, toutes les sectes, toutes les philosophies, cela est trop beau pour être vrai et je ne crois pas à la neutralité sans épithète. »

Citons encore les paroles de M. Briand devant la Chambre (2) :

« ... Il faut interpréter autrement la situation. Il s'agit de régler les intérêts de l'Eglise catholique non pas telle que vous la pourriez désirer, mais telle qu'elle est en réalité... J'ai fourni des explications nombreuses sur le même point et je constate qu'elles n'ont pas été acceptées de mes collègues de gauche. Je suis convaincu que c'est parce que, entre nous, il y a un malentendu. Voulez-vous me permettre, je ne dirai pas de le dissiper — je n'ai pas une telle prétention — mais de m'y essayer sincèrement. (*Parlez ! Parlez !*)

(1) V. G. NOBLEMAIRE. *Concordat ou Séparation*, chez Plon-Nourrit, 1904, Chap. V : « L'hypothèse séparatiste », § L'Eglise libre dans l'Etat neutre, p. 153-154, et aussi chap. IV, p. 100.

(2) Deuxième séance du 22 avril 1905, *J. O.* du 23, p. 167.

« Nous sommes en présence de l'Eglise catholique, avec la constitution qu'elle s'est donnée et que vous ne pouvez ignorer.

« Il y a des curés dans l'Eglise catholique, il y a aussi des évêques, il y a même un pape. Que voulez-vous, ce sont des mots qui peuvent écorcher les lèvres de certains d'entre vous, mais qui correspondent à des réalités. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

« ... J'ai bien compris tout à l'heure que vous voudriez, par une jurisprudence de nos tribunaux civils, créer, à côté de la constitution de l'Eglise catholique et en concurrence avec elle, une constitution nouvelle. Il y aurait demain, si l'on adoptait votre système, le curé nommé par l'évêque, ratifié par le pape et à côté le curé nommé par telle Cour d'appel, le curé investi par nos juridictions civiles : nous aurions ainsi deux Eglises catholiques pour se disputer les biens ». (*Applaudissements.*)

La question, on le voit, est, au fond, la même en 1905 qu'en 1901. Nous ne nous occupons naturellement que de ce qui touche aux Congrégations et notre tâche sera encore suffisamment vaste ; heureusement elle sera intéressante grâce au nombre et à la qualité des documents à exploiter. Nous commencerons bien entendu par examiner ce qu'est réellement une Congrégation et, pour l'analyser en détail, nous nous placerons résolument sur son terrain — le plus commode, cela va de soi — celui du Droit Canonique.

A qui cette étude semblerait hors de propos, nous répondrions sans peine, en nous couvrant de l'autorité de quelques-uns des auteurs qui en ont reconnu toute l'utilité en une semblable matière, auteurs dont l'indépendance ne peut d'ailleurs être suspectée : tout d'abord l'abbé Fleury, dans la préface de son *Institution au Droit*

Ecclésiastique (1), ouvrage auquel nous avons fait de fréquents emprunts.

Citons encore Dupin (2) : « Depuis longtemps, je conseille aux jurisconsultes, aux magistrats, à tous les hommes publics de reprendre une étude jadis fort cultivée... Je veux parler du droit canonique... Ces principes importants souvent controversés, rarement bien connus, doivent être étudiés, médités à l'égal de nos autres lois politiques sur lesquelles ils exercent tant d'influence. Une connaissance exacte du droit sera toujours le meilleur moyen de confondre l'usurpation et d'y résister avec succès ».

Quoi qu'il en soit, l'étude du droit canonique est sinon indispensable, du moins extrêmement utile pour comprendre la raison d'être, les conditions de la création, du fonctionnement ou de la suppression des communautés religieuses :

« Lorsque le législateur a frappé les congrégations, il ne leur a pas constitué un état-civil, il les a prises

(1) Cet ouvrage a été mis à l'Index par la Congrégation romaine du Saint-Office, sans que cela ait altéré en rien l'estime dont il a toujours joui en France :

« Tel est le juste hommage que nous rendons à tous nos écrivains ecclésiastiques et nommément à l'histoire de Fleury comme à la plus exacte et à la plus parfaite ou du moins, suivant l'avis de ses plus sévères critiques, comme à la plus complète pour l'Histoire de l'Eglise. »

(*Histoire de l'Eglise* de BÉREAU-BERCASTEL et de l'abbé comte DE ROBIANO, 1835. Préface, p. VII.)

(2) *Manuel du Droit public ecclésiastique*, 1844, Introd., § I. On peut voir aussi sur les avantages que présenterait l'étude de ces questions : A. FRANCE, *L'Eglise et la République*, 1904, chap. VIII, p. 94 : « Le Pape a une grande puissance en France depuis qu'on n'y sait plus ce que c'est qu'un Pape. Le Concordat est un danger pour l'Etat, depuis que l'Etat ne sait plus ce que c'est que le Concordat ».

telles qu'elles sont dans la réalité des choses, comme des institutions religieuses établies par l'autorité de l'Eglise et auxquelles on ne peut s'affilier que par un acte essentiellement religieux, la profession. On ne contestera pas à l'Eglise le droit de dissoudre le lien que seule elle a créé ; on ne saurait, sans une contradiction évidente, reconnaître l'existence de ce lien d'ordre religieux, lorsqu'il s'agit d'appliquer la loi et méconnaître le fait de sa résolution, lorsqu'elle a été prononcée par les mêmes autorités qui lui avaient donné sa force, lorsque cette résolution est, du reste, conforme à la loi de leur institution, au droit canonique (1) ».

Partant donc de ce point de vue, nous diviserons notre travail en trois parties principales : la première sera consacrée à l'étude de la naissance et de l'évolution de l'idée de Congrégation en droit canonique, à la recherche du point de départ des premiers Règlements de Réguliers. La notion de l'*Ordre*, une fois solidement établie, nous montrerons comment celle de *Congrégation* séculière *stricto sensu* s'en sépare aux *xvi^e* et *xvii^e* siècles. Nous quitterons le Droit canonique en emportant une notion générale de Congrégation caractérisée par l'idée de vœu. Le pouvoir laïque au début sanctionne purement et simplement les règlements canoniques, sûr ainsi de ne pas réglementer à côté de la question.

Dans une seconde partie, qui débute précisément aux *xvii^e* et *xviii^e* siècles, à l'époque où les grands Ordres ne suffisant plus sont complétés par les Congrégations séculières dont nous venons de parler, nous verrons tout d'abord le pouvoir royal fortifié com-

(1) Note de M. PILLET, D. 1902, 2. 257.

mencer, dans le but d'entraver l'essor considérable du mouvement congréganiste, à s'éloigner du critérium infailible que nous avons établi précédemment : pour savoir quelles corporations il régleme, il suffira de savoir lesquelles il combat, car désormais on ne s'occupera plus des Congrégations que pour porter atteinte à leurs privilèges. Tel sera donc l'objet du premier chapitre important de notre seconde partie : les Congrégations qui sont visées par les actes que la Monarchie édicte pour se défendre contre elles. Le second point important sera l'étude de la notion de Congrégation sous la Révolution, à cause de son exactitude et de la nécessité de connaître cette époque pour approfondir la loi de 1901. Enfin, la loi de 1825 nécessite aussi une étude sérieuse, car c'est le texte législatif qui précède notre loi de 1901 ; c'est elle qui représente le mieux le « critérium politique » dont nous voulons démontrer le manque de précision. Cette partie contenant une critique négative n'aura forcément pas la netteté de la première ; autant le critérium canonique nous semble limpide, autant l'autre est troublé.

La loi de 1901 doit, bien entendu, être considérée jusqu'à nouvel ordre comme la conclusion des systèmes gouvernementaux antérieurs ; elle avait à choisir entre les deux critères que nous avons examinés ou, plus exactement peut-être, entre un critérium exact et l'absence de toute espèce de critérium. Elle a préféré le second système : nous en critiquerons les conséquences sur le terrain théorique et pratique.

GRUET.

Auxonne, 19 Mai 1905.

ESSAI
D'UNE
DÉFINITION DE LA CONGRÉGATION
SELON LA LOI DE 1901

PREMIÈRE PARTIE

Les Congrégations en Droit canonique

Avant d'aborder le fond même de notre sujet, il nous sera permis de dire quelques mots des origines de la vie monastique. Nous verrons donc brièvement les unions des premiers cénobites, puis leurs groupements en monastères, les accroissements de ceux-ci et la décadence morale des moines de la seconde génération.

Ceci amène les réformes de plusieurs empereurs romains. Saint Benoît dans sa Règle cherche à obvier aux mêmes abus ; aussi cette Règle, universellement approuvée, se répand-elle très vite dans tout le monde chrétien.

Après une brève allusion aux ordres militaires, nous jetterons un coup d'œil rapide sur l'évolution et les fortunes diverses des ordres depuis le ^{vi}e siècle jusqu'au Concile de Latran de 1215.

Quels matériaux utiliserons-nous ? En première ligne, les documents ecclésiastiques, puis accessoirement les décisions du pouvoir laïque. Le second confirme les

premiers : il n'y a pas entre eux de conflits d'attributions.

*
* *

L'Empire d'Orient fut le premier à voir surgir des associations religieuses, groupements librement formés entre anachorètes (1), poussés par le même désir de fuir une société corrompue et tyrannique. Mais des difficultés assez considérables se sont élevées sur les origines exactes de ces communautés et sur la date à laquelle il est nécessaire de remonter pour retrouver l'idée initiale qui présida aux rapprochements dont elles sont issues. Le P. Butteau, de la Congrégation de Saint Maur, résume dans son « Histoire de Saint Benoît » les systèmes qui ont été proposés : d'après les uns les premiers monastères se trouveraient dans l'Eglise d'Alexandrie avec l'institution de Saint Marc ; ou bien ils auraient été fondés par des chrétiens fuyant la persécution de Décus et des autres Empereurs. Mais le système le plus vraisemblable et qui a rallié les suffrages de la majorité des DD. c'est que les premières institutions de ce genre, qui répondaient à un véritable besoin (2), ont suivi de près les édits pacificateurs de Constantin (3). Ce serait à notre avis, une erreur de considérer les Apôtres, non

(1) Sur les premiers Solitaires, on trouve d'abondants renseignements dans les Pères de l'Eglise. CASSIEN les divise en trois classes : les Cénobites, qui vivaient en commun sous un abbé ; les Hermites qui se retiraient dans un isolement complet ; les Sarabaites qui formaient à trois ou quatre une petite communauté. — S. BENOÎT (*Rég.*, cap. 1.) ajoute une quatrième catégorie : les Gyrovagues ou Moines errants qui abusaient de l'hospitalité des vrais religieux. — On peut voir aussi FLEURY, *Institution au Droit ecclésiastique*, édit. de 1711, t. I, chap. XXI, p. 188, et l'intéressante division en six classes de MARTENE, *De Antiquis Ecclesiæ Ritibus*, t. III, liv. II, chap. II, p. 67.

(2) V. YVES DE CHARTRES, *Epit.* 192 et 256, et HERMANT, *Hist. des Congrég. rég.*, chap. I, p. 12 et 13.

(3) HERMANT, cité, p. 7.

seulement comme les modèles et les précurseurs des moines mais comme leurs instituteurs (1) : il serait difficile de prouver que les premiers fidèles de l'Eglise de Jérusalem renonçaient aux mariages et à leurs héritages. Ce qu'il y a de sûr c'est qu'il y eut des particuliers qui ont vécu dans la retraite en y pratiquant toutes les vertus de véritables solitaires (2) par exemple saint Paul Hermite. Tel est l'avis de Thomassin : «... Mais à dire la vérité l'enchaînement (ininterrompu depuis le début de l'Eglise, que l'on veut établir) est imaginaire, l'Histoire ne nous apprend rien de cette continuation, elle n'est appuyée que sur des conjectures. A quoi il faut ajouter que ces solitaires des premiers siècles n'ont point formé de disciples, n'ont point ouvert d'écoles, n'ont pu se distinguer par aucune sorte d'habits, n'ont point formé de corps différent du clergé et des laïques, ce qu'on ne peut opposer à saint Antoine et à ses imitateurs... Il faudrait outre cela rencontrer une règle, une communauté, un habit particulier, un état distingué des autres, des exercices réglés et uniformes, des écoles, des colonies et c'est ce qu'on ne trouve point qu'après saint Antoine (3) ».

Saint Antoine (310) fut le fondateur du premier mo-

(1) CONTRA. V. BOLLAND, *Examen libri Mariani Verhaeven*, t. I, p. 32. — V. aussi S. J. CHRYSOST. Hom. 17, *ad popul. Antioch.*

(2) V. BOUX, *De Jure Regularium*, Pars I, S. 4, cap, II, § 2.

(3) THOMASSIN, *De veter. et nov. Eccles. disciplin.* (1679), t. I, chap. XLVI, § 10-11. — V. aussi le P. LORiot, *Abrégé de la discipline du P. Thomassin*, 1702, et OBERHAUSER, *Thomassinus abbreviatus*, Salzburg, 1777, in-4^o.

Remarquons toutefois que nous trouvons l'opinion contraire soutenue dans l'*Histoire des Ordres monastiques, extraits de tous les auteurs qui ont conservé à la postérité ce qu'il y a de plus curieux dans chaque ordre*, Berlin, 1751; l'*Histoire des ordres monastiques religieux et des Congrégations séculières, etc.*, Paris, Gosselin, édit., 1714.

nastère régulier. Ayant passé vingt ans dans la retraite, il réunit au mont Nitria, dans la Thébaïde, les anachorètes qui devaient former les Antoniani et s'étendre plus tard dans la Syrie et le reste de l'Egypte.

Autrement importante fut, quelques années plus tard, la création à Tabenne des monastères de saint Pacôme (1). Les ouvrages religieux (2), très abondants sur la vie de cet ermite, nous apprennent que sa famille, qui était païenne, le fit, dans sa jeunesse, soigneusement instruire dans les Lettres Egyptiennes, puis le destina au métier militaire. L'hospitalité qu'il reçut comme tel dans une maison chrétienne attira son attention sur la religion de gens aussi charitables et il se fit baptiser à Chinobosque. Il alla ensuite dans le désert visiter un solitaire nommé Palémon avec lequel il s'associa, ainsi qu'avec son frère Jean et il s'installa à Tabenne où il travaillait et répandait en aumônes les produits de son travail.

Des disciples toujours plus nombreux se groupaient autour de lui, cependant qu'il rassemblait à des heures régulières les bergers des environs pour leur lire l'Ecriture. Il mourut à la fin du iv^e siècle; la date exacte de sa mort est incertaine (3).

Viennent ensuite les moines de saint Basile (4) qui se

(1) *V. Vies des saints de Bollandus et de Papebroch et Vie de saint Pacôme*, par Holstein, Vatic. bibl., 1769.

(2) *Histoire Ecclésiastique*, Cologne, 1752, t. II, art. XII, § 4, et FLEURY, *Histoire Ecclésiastique*, 1704, liv. II.

(3) HERMANT (*Hist. des Relig.*), la place en mai 350. — Trithème en 390, Sigebert en 406, etc.

(4) « Si saint Antoine a été le restaurateur de la vie cénobitique; si saint Pacôme lui a donné une meilleure forme, c'est saint Basile qui lui a donné son entière perfection en obligeant par des vœux formels ceux qui sont engagés dans ce genre de vie. » HELYOT, *Histoire des Ordres monastiques*, 1^{re} partie, chap. XIII. — Cf. BUTTEAU, *Histoire des Moines d'Orient*, p. 305 et 402.

sont multipliés dans l'Eglise grecque à partir de 363 ; cette époque est à retenir, parce que c'est d'elle que datent les premières communautés de femmes dont on soit sûr : le P. Thomassin, malgré le texte, d'ailleurs assez incertain de Tertullien, se refuse à faire remonter au II^e ou au III^e siècle l'origine des Congrégations de femmes et à en trouver d'absolument certaines avant celle que fonda la sœur de saint Basile sur les rives du Nil. Auparavant, il est probable que les vierges, même solennellement consacrées par l'évêque, vivaient sous le toit de leur famille ; ce n'est guère que vers la date que nous indiquons plus haut qu'elles paraissent avoir suivi la police et le gouvernement des religieux dont elles ont embrassé la règle ; elles en diffèrent toutefois au point de vue de la clôture et de la nécessité d'être gouvernées par des hommes (1).

Ces groupements encore rudimentaires sont intéressants à de nombreux points de vue. Au début, chaque monastère est une petite république indépendante de la voisine ; l'évêque seul en approuvait le régime et en autorisait l'établissement dans son diocèse « Monachi non erigant monasteria sine auctoritate et licentia Episcopi » (2). Les religieux s'assemblaient tous les dimanches dans l'oratoire commun, où souvent le prêtre était un étranger. « Chaque monastère (réunion d'une trentaine de maisons) avait un abbé, chaque maison un supérieur ou prévôt et chaque dizaine de moines un doyen » (3). Plus tard, quand les religieux se réunirent

(1) De plus dans certaines maisons existe l'obligation de respecter un silence absolu. (*Code Théodosien*, XII, 1-63.)

(2) V. PASSERINUS, *De Statu Hominum*, quaest. 189, art. 10, n° 666, et THOMASSIN, ouvrage cité, I. III, cap. 27, § 2.

(3) DURAND DE MAILLANE, *Diction. Can.*, v° « Moine ».

en Congrégation sous l'autorité d'un supérieur général et dans une forme de gouvernement comme monarchique, il fallut recourir au pape pour l'approbation de la règle (1) par ce que, devant être observée dans tous les diocèses du royaume et même dans tous les Etats du monde chrétien, elle devenait ainsi un objet de discipline générale sur lequel l'Eglise seule, par la voix de son chef avait le droit de se prononcer. Il semble bien que les vœux de religion, dans la forme complète sous laquelle on les connut plus tard, étaient ignorés dans les monastères de saint Antoine et de ses successeurs ; on ne retrouve la trace d'aucune formule de profession ; il n'y avait probablement même pas de vœux particuliers ; on s'engageait simplement à suivre la vie monastique et cet engagement n'avait pas pour objet déterminé une règle particulière ; ceux qui le contractaient s'engageaient à suivre celle qui, au jugement de leurs supérieurs, était la plus convenable. « Il pouvait même parfois bien se faire qu'il y eut plusieurs règles dans un même monastère (2) ». Saint Athanase (3), qui visita le monastère de saint Antoine, nous rapporte, et nous pouvons considérer comme à peu près sûr, le fait que les premiers religieux portaient le vêtement du commun

(1) Au moyen âge grande controverse sur le point de savoir si le Pape, comme l'affirmaient les ultramontains qui lui donnaient plus de pouvoirs qu'à l'Eglise en le plaçant au-dessus des Conciles généraux, si le Pape, dis-je, était infaillible dans le jugement qu'il porte sur le mérite de ces règles de religion (comme dans ses décrets sur la foi), ou si, comme le prétendaient leurs adversaires, cette infaillibilité était impossible à soutenir ici comme contraire aux libertés de l'Eglise gallicane. V. note au chap. 264 du *Songe du Vergier*, liv. II, et d'HÉRICOURT, *Loix Ecclés.*, chap. « du Pape ».

(2) MABILLON, *Histoire des Bénédictins*.

(3) Sur Athanase, v. ALBERT DE BROGLIE, *L'Eglise et l'Empire romain au IV^e siècle*.

des paysans et des bergers, une coule sur la tête, une saie et des manteaux en peaux de brebis (1) ; nombreux étaient ceux qui ne quittaient jamais leur cilice ; quant à la tonsure, « c'est une opinion courante qu'elle doit son origine au zèle des moines de notre époque qui se rasaient la tête pour se rendre plus méprisables aux hommes » (2).

Mais si la dignité de la vie dans les premiers monastères put servir d'exemple au milieu de la décadence des temps qui les avaient vus naître, les générations de moines suivantes n'étant plus soumises aussi étroitement à la règle austère de fondateurs de l'ordre laissèrent se relâcher les traditions généreuses et désintéressées qui avaient valu à saint Antoine les éloges de l'empereur Constantin. Dans les temps de Théodore et de Justinien trop de gens entraient en religion sans des motifs sérieux ; en effet, on lit au Code (3) :

« Nombre de gens, par un esprit de paresse et de fainéantise, abandonnent les charges publiques et s'associent sous prétexte de religion aux communautés monastiques. Après avoir mûrement délibéré sur ces abus, nous voulons qu'on tire ces gens-là de leurs retraites et qu'on les ramène aux fonctions et aux charges envers la patrie » (4). Saint Grégoire de Naziance (5) se plaint, à la fin du ^{vi}e siècle, des captations opérées par les moines et les clercs auprès des

(1) CASSIEN, *Institution des Moines*, liv. I, chap. III, et FLEURY, *Mœurs des Chrétiens*, p. 320.

(2) DURAND DE MAILLANE, ouvrage cité, v^o « Tonsure ».

(3) Livre X, t. XXXI.

(4) V. *Dict. Hist. des cultes rel.*, par X..., religieux, publié à Liège en 1772, v^o « Religieux ».

(5) LOUIS DE HÉRICOURT, *Les Loix ecclésiastiques*, 1721, III^e partie, ch. XII, art. 1.

filles et des veuves sans défense contre leurs agissements ou leurs manœuvres intéressées.

L'abus de semblables pratiques devint si criant que les empereurs Valentinien, Valens, Gratien firent une loi insérée depuis dans le code Théodosien, défendant aux clercs et moines d'accepter des donations entre vifs et testamentaires. Il était temps qu'apparut un homme capable de réunir toutes les bonnes volontés éparses en les pliant à une règle commune et universellement acceptée. Saint Benoît fut celui-là. Il fonda en 529 au Mont-Cassin, entre Rome et Naples le premier monastère de bénédictins ou moines noirs. Sa règle est plus douce que celle des orientaux : elle permet un peu de vin et deux sortes de mets outre le pain ; elle n'oblige pas à jeûner tous les jours ; « c'est la première qui prescrive la forme de la profession et qui renferme dans elle les vœux de stabilité, pureté des mœurs et obéissance (1) » ; elle préconise surtout les travaux manuels et l'agriculture. On a prétendu qu'elle ne fut, du vivant de saint Benoît, appliquée qu'aux religieux de son ordre et qu'elle ne fut publiée qu'en 586 par l'abbé Simplicius. Mais il semble plus vrai de penser qu'elle fut connue dans tout l'Occident avant la mort de son auteur puisque celui-ci, en 543, envoya saint Maur avec quatre de ses disciples porter cette règle en tous lieux « ainsi qu'un poids et un vase pour mieux observer ce qu'il prescrit de la quantité de pain et de vin (2) ».

(1) Voici la formule de cette profession :

« Ego promitto stabilitatem meam et conversionem morum meorum et obedientiam secundum regulam S. Benedicti coram Deo et sanctis ejus, in hoc monasterio quod est constructum in honorem S. N., in præsentia hujus abbatis. »

V. MARTENE, *De Antiq. Eccles. Rit.*, t. III, liv. II, cap. II, p. 86. V. aussi DURAND DE MAILLANE, *ouv.* cité, v^o « Profession ».

(2) *Histoire des Ordres Mon.*, cité, t. I, § 9.

En 595, le pape saint Grégoire le Grand approuva sa règle dans un Concile tenu à Rome ; elle ne tarda pas alors à être connue d'une manière universelle et à attirer à l'ordre de nombreux disciples ; dès le Concile de Constance, on comptait parmi les religieux 55.460 saints, 35 papes, 200 cardinaux, 1.164 archevêques et 3.512 évêques (1). Cette règle est réputée très douce ; saint Augustin l'appliqua (2) à tous les monastères qu'il fonda en Angleterre.

Ayant vu les monastères primitifs (3) dont les sui-

(1) Sur la compatibilité de la cléricature avec l'état monacal, v. THOMASSIN, *De vet. et nov. discipl. Eccles.*, part. I, liv. I, cap. 47. — FLEURY, *Inst. au Dr. Eccles.*, 1711, t. I, cap. 25, p. 222. — B. P. DAMIANI *Opera*, t. III, op. XXVIII, cap. 1 et 2, citant le décret de Boniface IV, d'après Gratien.

(2) MABILLON, *Histoire des Bénédictins*.

(3) Les personnes désireuses de contrôler ou d'approfondir les intéressantes questions qui s'y rattachent pourront, en plus des ouvrages auxquels nous avons déjà renvoyé, consulter avec intérêt :

Saint GRÉGOIRE LE GRAND, *Dialog.*, lib. II, traduction française par dom Mège, Paris, 1690 ; les nombreux ouvrages religieux de SWEDENBORG. — Dom LUIGI TOSTI, *Della vita di S. Bened.* — *L'Abrégé de l'Histoire ecclésiastique contenant les événements considérables de chaque siècle*, BONAV. RACINE, Cologne, 1754. — *Annales Ecclesiastici*, auctore CÆSARE BARONIO, Anvers, 1670. — *L'Abrégé chronologique de l'Histoire Ecclésiastique*, DE MACQUER, Paris, 1752. — LAURENT DE LA BARRE, *Historia chron. veterum patrum*. — *L'Histoire de l'Eglise*, de l'abbé DE CHOISY. — Mgr BASNAGE, *Histoire de l'Eglise depuis J.-C. jusqu'à maintenant* — La traduction des œuvres de RENÉ CHOPPIN, 5^e vol., 1663.

Le Recueil de jurisprudence canonique et bénéficiale de GUY DU ROUSSEAU DE LACOMBE, 1771, 1 vol.

Les Preuves des libertés de l'Eglise gallicane, Paris, 1651, 1 vol. et *le Traité des droits et libertés de l'Eglise gallicane*, 1731, 2 vol., tous deux vraisemblablement composés par des religieux. — *Preuves des libertés de l'Eglise gallicane*, PIERRE PITHOU, 1751. — *Les Libertés de l'Eglise gallicane*, DURAND DE MAILLANE.

A côté de ces ouvrages, dont plusieurs sont considérables, on peut citer le travail moderne de dom WOLTER, *La Vie monastique*, Paris, 1902.

vants ne furent que la copie ou le développement, nous devons dire quelques mots de deux ordres militaires créés un peu plus tard et qui jouèrent un grand rôle dans l'histoire religieuse.

Le plus connu est celui de Saint-Jean-de-Jérusalem (1) qui commença par un hôpital où l'on recevait les pèlerins. Il ne se compose pas d'un certain nombre de maisons, mais bien de membres épars dans toute la chrétienté ; son action fut très grande pendant les Croisades ; il se fit donner les biens des Templiers et des propriétés considérables que des « commendeurs » allaient gérer sur place. Dans chaque province, un grand Prieur détient la principale Commenderie. Le grand Maître (2) après la perte de la Terre Sainte (3) résida à Rhodes (1310), puis à Malte (1530) ; il était électif et à vie ; son conseil était composé de grands officiers de l'ordre et des prieurs conventuels qui tous portent la grande croix. Dès le début (4) ils furent divisés en chevaliers, clercs ou chapelains et frères servants. Comme l'ordre ne se charge de l'entretien de chacun que dans l'auberge de sa nation à Malte, il était permis à ses membres en tous autres lieux de demander des pensions à leurs parents.

L'ordre de Saint-Lazare remonte vraisemblablement au ^x^e siècle. Les premiers chevaliers ne furent que

(1) Il fut fondé à la fin du ^x^e siècle, probablement vers l'an 1095.

(2) Ces différentes dignités peuvent être conférées en dehors de l'ordre sans donner d'autorité effective : c'est ainsi que le roi d'Italie et le duc d'Orléans sont baillis grand'croix de l'ordre et que le cardinal Rampolla est grand-prieur.

(3) Sur les débuts de l'ordre, v. une brochure récente, RASTOUL, *Les Templiers* (1158-1312), Paris, 1905.

(4) Bulle d'Anastase IV, en 1154.

d'humbles frères voués, dans la Terre Sainte, à la conduite des pèlerins et au soulagement des malades, sous un grand maître qui, dit-on, devait être lui-même un lépreux. C'étaient de véritables religieux ; ils faisaient des vœux solennels de pauvreté et de chasteté et suivaient la règle de saint Augustin. Quand ils préférèrent la vie militaire à la vie religieuse, leur vœu de chasteté ne fut plus que de chasteté conjugale et le vœu de pauvreté leur laissait, à la faveur d'une bulle, le droit de posséder des bénéfices (1).

Les Congrégations eurent donc, dès le ^{vi}^e siècle, des règles et une discipline leur permettant de s'accroître en nombre et en puissance avec une grande rapidité, étant donnée la ferveur des chrétiens de ces époques reculées, mais avec des alternatives de bonne et de mauvaise fortune suivant les vicissitudes des temps, les modifications dans les gouvernements ou les mouvements de peuples venus de l'extérieur. Le premier roi de France baptisé fonda de nombreux et riches monastères ; de même ses successeurs, dans le but de léguer leurs noms à la postérité. Les seigneurs, même ceux dont la vie était des plus déréglée, tel Ebroïn, suivirent cet exemple. Mais vinrent des époques moins heureuses : les populations paisibles connurent aux ^{vii}^e et ^{viii}^e siècles les horreurs de guerres prolongées et les communautés opulentes furent en mainte

(1) V. FLEURY, *Inst. au Dr. Eccl.*, t. I, p. 197 et 247.

Sur tous les ordres militaires et spécialement les Templiers et chevaliers du Saint-Sépulcre : AUGUSTINUS SARTORIUS, *Ordino ordinum religiosorum*, Pars Tertia complectens instituta equitum et militum, p. 366 et 371. — HELYOT, *Histoire des Ordres religieux*. — GAUTIER DE SIBERT, *L'Histoire des Ordres de Saint-Lazare*. — DE BELLOY, *De l'origine de la Chevalerie*.

circonstance la proie facile des Sarrasins ou des hordes pillardes d'Atolfe et de Didier (1).

Saint Benoît d'Aniane (2) ramena les Règles éparses à celle du grand saint Benoît et donna les instructions sur lesquelles on dressa, en 817, le Règlement d'Aix-la-Chapelle (3).

Au ix^e siècle, le malheur semble encore s'abattre sur les pays latins avec les troubles que font surgir de toutes parts les incursions des Normands. Saint Odon finit par grouper à nouveau la foi à Cluni en reprenant encore les traits principaux de la Règle de saint Benoît. Mais à partir de ce moment les couvents n'étant plus arrêtés dans leur essor par aucun obstacle, se multiplient dans des proportions considérables et — ce qui est plus important — le nombre des Règles nouvelles va croissant, suivant une même progression. Le Concile de Latran, tenu en 1215 sous le Pape Innocent III, trouva que cette surproduction devait être limitée et qu'il était temps de mettre fin à ces abus : il défend de faire de nouveaux règlements, aux religieux il prohibe de tenir des places dans différents monastères, aux abbés d'en gouverner plus d'un à la fois (4) : «... ne nimia Religionum diversitas gravem in Ecclesiam Dei confusionem inducat firmiter prohibemus nequis de cætero novam religionem inveniatur sed quicumque ad religionem converti

(1) C'est alors que les clercs, voyant la détresse qui les menaçait, commencèrent à demander au peuple, d'une manière qui se fit de plus en plus impérative, de leur payer une dixme pour subvenir aux coûteuses dépenses nécessitées par l'entretien des maisons religieuses.

(2) Fondateur du monastère d'Inda, près d'Aix-la-Chapelle. Son principal ouvrage fut la *Concordia Regularum*.

(3) *Capitulaire* « De vita et conversatione monachorum ».

(4) Cap. ult^o de religios. domib.

voluerit unam de approbatis assumat, similiter, qui voluerit religiosam domum de novo fundare Regulam et institutionem accipiat de approbatis. Illud etiam prohibemus nequis in diversis Monasteriis locum Monachi habere præsumat, nec unus abbas pluribus monasteriis præsidere. » (1).

Le Concile de Lyon, tenu en 1273, renouvelle les mêmes dispositions et condamne à perpétuité toute religion non approuvée du Saint Siège (2).

Maintenant que nous sommes parvenus à une époque où les communautés sont en possession de toute leur force et de tous leurs moyens d'action, puisque les membres des Conciles eux-mêmes cherchent à mettre des bornes à leur puissance et à limiter leur développement exagéré, il serait oiseux de continuer à examiner chronologiquement une évolution dont aucun événement historique imprévu ne vient modifier les phases. Il est plus intéressant de diriger nos recherches vers une analyse approfondie des caractères intimes de la nature et des éléments constitutifs de la Congrégation, tout d'abord parce que les autorités ecclésiastiques nous fournissent sur cette question d'abondants et précieux renseignements, sûrement impartiaux d'ailleurs grâce à la neutralité plutôt bienveillante des pouvoirs publics et parce que, grâce aussi aux mêmes motifs, les com-

(1) On peut citer dans le même sens les décisions du Concile provincial de Vennes, et aussi THOMASSIN, *De vet. et nov. discipl. eccles.*, III, 1, chap. XXXX, § 9 sq.

(2) Dans le même sens, *Extravag. de religiosis domib.*, JOANNIS, XXII.

Aujourd'hui, dans l'état actuel de la législation ecclésiastique, toute nouvelle communauté religieuse, ordre ou congrégation, doit prendre pour base de ses constitutions l'une des quatre règles suivantes adoptées comme types : la règle de saint Basile, celle de saint Augustin, celle de saint Benoît et celle de saint François d'Assise.

munautés qui alors s'épanouissent au grand air, n'ont pas à recourir à des expédients pour tourner des dispositions législatives oppressives.

Nous sommes ici en plein sur le terrain ecclésiastique et il nous faudra donc recourir tout d'abord aux documents que nous fournit le Droit canonique. Toutes les fois que les décisions anciennes ont été modifiées d'une manière importante par des Bulles, des Constitutions ou des Décrets modernes, il nous a semblé utile de signaler l'évolution des idées du Saint-Siège ou des conciles généraux, bien que la partie canonique de notre travail fut enclavée dans l'Ancien Droit (1).

(1) Le droit canon se divise en Droit divin et en Droit ecclésiastique ou en Droit écrit et en Droit coutumier. Ses sources sont les décisions de l'Eglise et les écrits des Pères qui les expliquent. Les canons des Conciles œcuméniques de Nicée (325) et de Constantinople (381) ainsi que de cinq autres Conciles particuliers, furent réunis dans le *Code des Canons de l'Eglise universelle*. On y ajouta ceux des Conciles généraux d'Ephèse (430), de Calcédoine (450), les cinquante canons des apôtres, puis ceux du Concile de Sardique tenu en 347, à la suite du Concile de Nicée. En 530, l'abbé Denis le Petit fit du tout une version plus fidèle que l'ancienne; elle ne fut d'ailleurs introduite dans les Gaules que par Charlemagne. Les Orientaux y ajoutèrent trente-cinq canons des apôtres, le Code de l'Eglise grecque, les canons du Concile de Trulle (692), puis du second Concile de Nicée (787).

Il faut citer les recueils d'Ansgise, Benedictus Levita et Angilramus qui contiennent les *Capitulaires des Rois de France*, actes qu'ils faisaient comme chefs de l'Eglise et qui sont applicables à tous.

Au ix^e siècle, se répand la collection d'Isidore le Marchand qui contient des canons de Conciles espagnols et de vieilles *Décrétales*, mais dont l'authenticité est très discutée. La *Compilation*, d'YVES DE CHARTRES (Panormie et Décret) est de 1100; celle de GRATIEN, moine bénédictin de Bologne, de 1130, porte le nom de *Décret*. Elle eut longtemps une grande autorité et fut commentée par l'école de Bologne et les commissaires pontificaux. Les nombreuses *Décrétales* parues ensuite ont été recueillies par Raymond de Pegnafor, dominicain; son ouvrage, qui contient les décrets du grand Concile de Latran de 1215, fut envoyé par Grégoire IX aux Universités de Bologne et de Salamanque. En 1298, Boniface VIII fait

De plus, à côté des dispositions admises par l'Eglise, nous avons souvent cité des décisions du pouvoir laïque, pour une triple raison :

A) Etudier le Droit canonique indépendamment des actes du gouvernement français ou réciproquement les actes de notre ancienne monarchie en faisant abstraction de l'influence de l'Eglise, serait se placer à un point de vue abstrait, donc à un point de vue faux :

« Sous l'ancienne monarchie, la loi civile et la loi religieuse s'étaient confondues dans l'alliance du catholicisme et de la royauté. L'Etat avait sanctionné les règles canoniques sur la vie monastique. Et comme les religieux étaient morts au monde temporel, l'Etat, par contre-coup, les frappait de mort civile. Bien d'autres conséquences avaient passé dans la législation ; l'ordonnance de Blois les avait recueillies et s'était ouverte largement à l'application d'une religion d'Etat... (1). »

publier un sixième livre de *Décrétales* qu'on appelle le Sexte. Vient ensuite les *Clémentines* qui ne contiennent que les constitutions de Clément VI faites dans le Concile général de Vienne de 1311. Enfin les *Extravagantes* de Jean XXII, les *Extravagantes communes*. Il n'y eut plus, jusqu'au Concile de Trente, de considérables que les réformes du Concile de Constance (1414) et la Pragmatique Sanction rendue devant le roi Charles VII à Bourges, par laquelle l'Eglise gallicane adhère au Concile de Bâle. (V. FLEURY, *Instit. au Dr. Eccl.*, chap. I. — V. aussi A. TARDIF, *Histoire des Sources du Droit canonique*, Paris, 1887.)

Parmi les canonistes contemporains que nous avons le plus fréquemment consultés, nous citerons *Manuale Totius juris canonici, auctore* CRAISSON. (Editio Quarta. 1875.)

Praelectiones Juris Canonici, quas juxta ordinem Decretalium Gregorii IX, in scholis pont. seminarii romani tradebat FRANCISCUS SANTI. (MDCCCLXXXVI.)

Praelectiones Juris Canonici, ad methodum Decretalium Gregorii IX exacte quas in scholis pontificii.... tradebat PHILIPPUS DE ANGELIS. (1879.)

(1) LAFERRIÈRE. *Essai sur une Histoire du Droit français*, t. II, p. 100.

Tel est aussi l'avis d'un auteur dont nous faisons grand cas (1) :

« Les autorités que l'on doit suivre dans la matière que je traite ici sont premièrement l'Ecriture Sainte prise dans son sens propre et littéral, puis les canons des Conciles généraux et ceux des Conciles particuliers (2) que toute l'Eglise a reçus (3), les Constitutions des papes dans les Eglises qui les ont reçues et les règlements de chaque diocèse. Enfin les loix que les princes temporels ont faites pour le maintien de la discipline ecclésiastique et l'exécution des canons et que l'usage a autorisées..... ». Ainsi, dans un cas particulier, bien clérical, la poursuite de l'hérésie, définie : « Attachement opiniâtre à quelque dogme condamné par un jugement de l'Eglise universelle » nous voyons le concours des deux juridictions : « Les juges laïcs prétendent en France que ce jugement leur appartient quand l'hérésie se manifeste, sans préjudice du jugement de l'Eglise, parce qu'il ne s'agit que d'exécuter les loix des princes et faire punir ceux que l'Eglise a

(1) FLEURY, *Institution au Droit ecclésiastique*. Préface.

Il est intéressant, si on veut voir le chemin parcouru par ces idées et la manière dont le Saint-Siège envisage leur mise en pratique possible dans la société moderne, de considérer les dispositions de l'Encyclique *Quanta Cura*, de Pie IX.

(2) Parmi les ouvrages qui les contiennent, que nous avons le plus souvent consultés, on peut citer *Le Recueil* de MANSI, « Conciliorum collectio regia maxima ad Philippi Labbei et Gabrielis Gossartii labores », édit. de 1683 et 1715. — V. aussi : HEFELE, *Histoire des Conciles*, trad. par l'abbé Delarc, Paris, 1869-1876.

(3) On sait que, d'après une doctrine qui date du XVIII^e siècle, les Congrégations romaines jugent sans appel ; leurs décrets sont respectés dans toute la catholicité. (Benoît XIV, *Institutions*, LXXVIII, 8.)

condamnés. Or, les princes ont établi des peines temporelles contre ce crime... (1). »

B) L'intérêt ne peut que croître par l'examen des influences qu'ont pu avoir les décisions ecclésiastiques sur la vieille société française et si ce rapprochement enlevait un peu de son aridité à notre étude, ce ne serait certes point à dédaigner.

C) Enfin, dans une étude de Droit public, il est logique de ne jamais perdre de vue une tradition gouvernementale vraiment digne, d'ailleurs, d'une sollicitude particulière puisqu'elle s'est, paraît-il, continuée pendant quelque dix siècles.

Depuis Charlemagne jusqu'à la fin du moyen âge, on peut trouver sans peine les traces du courant ininterrompu de dispositions qui témoignent des regards favorables avec lesquels la monarchie française voyait les communautés. Les actes du gouvernement et les canons des Conciles nous apportent parallèlement (2) la preuve que de part et d'autre, on considérait comme primordiale l'union des intérêts communs sous des règles de police sanctionnées par les deux autorités. Parmi les cas où cette communauté de vues et d'intérêts est le plus digne d'être remarquée, on peut citer par exemple celui des études monastiques. Voici ce que nous dit un religieux, dom Jean Mabillon (3), bénédictin et bourguignon :

(1) FLEURY, cité, t. II, p. 77.

(2) Suivant Guy-Coquille « le Roi est le chef de tout le corps politique dont l'Eglise est membre ».

(3) *Traité des Etudes monastiques*, tiré de Fr. Bazin d'Axone et profez du couën de Dijon, chap. VIII, p. 46.

Du même auteur, v. aussi *Annales ordinis S. Bened.*, jusqu'en 1167.

« La solitude, la retraite, le silence, le détachement des choses de ce monde et de soi-même, le désir de s'attacher uniquement à Dieu concourent, avec les vœux essentiels, à établir ce bel ordre que l'on voit dans les communautés monastiques bien réglées... Mais on peut avancer aussi avec assurance que tout ce bon ordre ne peut subsister longtemps sans l'étude au moins particulière et sans science, non seulement à l'égard des supérieurs, mais aussi à l'égard des inférieurs... » De son côté, la royauté a toujours vivement désiré voir les moines instruits et mêlés à l'élite intellectuelle de la nation, ce à quoi ils n'ont pas manqué, d'ailleurs ; voici par exemple l'ordonnance de Blois (1) portant que « les abbés, couvents et prieurés seront tenus d'entretenir aux écoles et universités tel nombre de religieux que le revenu du couvent pourra porter. » (2).

Le sixième Concile de Paris, tenu en 829, nous dit :

« ... Les rois, en entrant dans le détail de la discipline, ont laissé à l'Eglise ce qui est purement spirituel ; ils n'ont même touché à ce qui se déclare au dehors qu'autant qu'il est mêlé avec la police du royaume. » Ceci est bien la preuve que la discipline laïque, dont la royauté cherche à assurer le respect dans tout le pays, loin de s'élever en face des règlements canoniques dans un antagonisme rival, en est plutôt le complément (3).

(1) Art. 26.

(2) V. à ce propos DUPUY, *Commentaires sur les libertés de l'Eglise gallicane*, t. II, p. 344.

(3) *L'Autorité du Roy sur l'Aage des Vœux*, Paris, 1669, chez Cottin ; p. 12 : « Personne ne doute que le Roy n'ait l'exécution des sacrés canons et le droit de conserver et de faire entretenir la discipline ecclésiastique ».

Telle est, ajoutons-le, la manière de voir d'Hotman, peu soucieux, par ailleurs, de donner une extension exagérée aux moyens d'action du souverain. La royauté en viendra elle-même plus tard à limiter avec plus d'exactitude encore ses prérogatives et, chose remarquable, ce sera à l'époque de l'absolutisme ; l'édit d'avril 1695 (1) nous apprend que « ... les cours devront laisser toutes les questions spirituelles, toutes les affaires de nature ecclésiastique, si ce n'est qu'il n'y eut appel comme d'abus... ou qu'il s'agit d'une succession ou d'autres effets civils ». Dans ces cas, les monarques interviennent en qualité d' « évêques extérieurs », comme disait Constantin, c'est-à-dire en tant que magistrats politiques qui connaissent des contraventions aux lois qu'ils ont promulguées comme défenseurs de l'Eglise.

L'arrêt du Conseil d'Etat, « Sa Majesté y étant », du 24 mai 1766, est encore une preuve du désir royal de maintenir la bonne harmonie entre les gens d'Eglise ; il fut rendu à propos d'actes parus au nom de l'Assemblée du clergé, qui avaient suscité des controverses et il contenait des phrases comme celle-ci : « ... considérant combien il est essentiel pour le bien de la religion et pour celui de l'Etat *qui ne peuvent être séparés...* ».

(1) Art. 24.

LIVRE I

Constitution et Fonctionnement d'un Ordre Régulier

Ainsi que nous l'avons annoncé, nous allons chercher à analyser les éléments constitutifs de l'ordre. Nous verrons comment ses membres s'engagent envers lui et comment il s'engage envers eux par la profession, contrat synallagmatique placé au début de la vie religieuse immédiatement après la période d'épreuve qu'est le noviciat.

Les ordres, par opposition aux Congrégations *stricto sensu*, ont comme caractéristique : la solennité des vœux et l'exemption (1).

Les vœux constituent l'élément fondamental : ils sont prononcés lors de la profession. De leur plus ou moins d'étendue dépend la physionomie particulière de l'ordre. Les ayant examinés avec soin, nous pourrions notablement simplifier notre étude des congrégations à vœux simples.

Les conséquences de l'exemption seront loin de nécessiter d'aussi longs développements.

(1) Le terme de Congrégation n'a été que très tard réservé exclusivement aux Instituts à vœux simples. Donc, dans tout le livre I, nous employons indistinctement les mots « Ordre ou Congrégation » pour désigner les corps de Réguliers.

TITRE I

CONDITIONS DANS LESQUELLES LES VŒUX SERONT ÉMIS

Sans qu'il soit besoin d'insister, le long stage du Noviciat qui précède l'émission des vœux, la stricte nécessité d'accomplir toutes les formalités qui entourent la profession pour en garantir l'indépendance, sont la preuve de l'importance que le Droit Canon attache aux conséquences qui résulteront de cet acte complexe.

CHAPITRE I

Le Noviciat

L'existence religieuse commence par le Noviciat.

« Le Noviciat, nous dit le Président Bouhier dans une comparaison heureuse, est une expérience pour fonder les forces et le courage et reconnaître la capacité de celui qui voulait entrer en religion (1) et cette forme semble être tirée de la milice des Romains, *qui volebant Tyrones suos exerceri*, avant qu'ils fussent enrôlés (2). »

(1) V. MARTENE, *ouvr. cité*, t. III, liv. II, chap. II, p. 66, et B. PETRI DAMIANI *Opera*, t. III, op. XVI, p. 163 : « *Probatio ad religionem venientium cur exigatur ?* ».

(2) P. BOUHIER, *Œuvres de Jurisp.*, livre I, n° 164. — V. aussi THOMAS CELANO, *Vita prima ap. Bollandus*, t. II, p. 685.

Saint Benoît, dans sa règle, nous dit : « Après avoir reconnu par le « Scrutinio » (1) dans celui qui se présente une volonté telle que la résistance et les injures n'ont pas rebuté, on doit l'admettre à la Chambre des Hôtes et si le prosélyte continue à donner des marques d'une volonté sincère on le fasse passer au Noviciat » (2). Saint Paul et saint Thomas, soucieux de ne pas priver les familles de la présence et des secours que pouvaient leur fournir les enfants, défendent à ceux dont les auteurs ou les descendants sont dans un état qui réclame des soins, d'entrer en religion : « Si quis suorum et maxime domesticorum curam non habet, fidem negavit et est infideli deterior. » (3).

Pour être novice, l'âge de puberté est suffisant (4) : on a en effet alors assez de discernement pour connaître le propre de l'état religieux et de ses rigueurs et pour les comparer à sa résistance physique et morale. Ainsi les pubères qu'aucun empêchement ne retient peuvent entrer en religion ; il faut excepter : 1^o les évêques sans le consentement du S. S. ; 2^o les époux mariés ; 3^o les esclaves sans le consentement de leurs maîtres (5) ; 4^o les comptables et ceux qui doivent rendre compte d'une gestion ; 5^o ceux qui détiennent de grosses sommes appartenant à autrui ; 6^o les infâmes ; 7^o les corpore vitiati.

(1) V. MARTENE, D. A. E. R., III, II, II, p. 80.

(2) V. RENATI CHOPPINI, *Monasticon sive de Jure cœnobitarum* (1624), I, III, § 3.

(3) 1 Ad. Timoth., 5.

(4) Concile de Trente, Sess. XXV, de Regularibus, cap. 17.

(5) Constitution de Sixte V, *Cum de Omnibus*, 1^{er} déc. 1587. — Institution de Clément VIII, 19 mars 1603.

Dans les temps modernes intervinrent deux décrets de Pie IX du 25 janvier 1848 (2) :

1° Le décret « *Romani Pontifices...* » : Tout ordre religieux doit exiger, avant de laisser entrer une personne en religion, des références sur son âge, ses mœurs, sa vie, fournies par l'ordinaire du lieu d'origine et par celui du lieu où elle se trouvait à l'âge de 15 ans.

2° Le décret « *Regulari disciplinæ...* » :

A) Premier ordre de dispositions de ce décret : mode d'acceptation des novices à la prise d'habit. Voici les recherches prescrites : dans la province où la personne postule l'habit religieux, le provincial et sept religieux idoines de son chapitre s'enquièrent et votent au scrutin secret sur la dignité d'acceptation : la majorité des voix plus une est exigée. De plus, à Rome, le général de l'ordre, ou le procureur général résidant à Rome quand le général n'y est pas, et au moins trois autres généraux reçoivent le résultat du premier scrutin en la forme authentique : s'il y a des difficultés pour réunir ce conseil à Rome, on envoie les renseignements au supérieur général. En plus des deux scrutins, il faut respecter les règlements particuliers de l'ordre dans lequel on veut entrer.

B) Autre partie du même décret « *de lege servanda in admittendis novitiis ad professionem* ». Le provincial ou en son absence le supérieur de la maison, ouï

(2) Les décisions qu'ils contiennent ont été déclarées applicables aux Congrégations d'hommes, à vœux simples : v. l'art. 58 des *Normæ*, de la S. C. des Evêques et Réguliers (VERMEERSCH, *De religionis institutis et personis*, t. II, p. 275), et l'Instruction sur la Discipline régulière, du 27 décembre 1892.

le Maître des Novices, deux mois au moins avant la profession, doit interroger ou faire interroger le novice sur sa volonté et sur la règle de l'ordre, puis entendre les religieux un à un, convoquer le chapitre et prendre son avis. Il doit ensuite communiquer les résultats obtenus aux trois examinateurs qui, ayant entendu à nouveau le Maître des Novices (1), jugent si le postulant est digne d'être admis ; il doit enfin rendre compte au général dont l'enquête personnelle amènera d'ailleurs confirmation ou infirmation des sentences.

Remarquons que l'entrée en religion crée non un régulier mais un novice : celui-ci n'est pas tenu à une stricte observation des trois vœux ni des règlements de l'ordre ; mais il doit respecter une grande dignité dans la communauté dont il goûte les privilèges ; il peut rentrer librement au siècle.

La durée du Noviciat était de trois ans chez les anciens moines d'Orient que suivit Justinien (2). Saint Benoît la réduisit à un an. Au x^e siècle, Grégoire V, en maintenant cette durée d'un an, dit qu'elle est suffisante même pour l'inconnu qui demande à embrasser la règle d'un ordre parce que, s'il n'est pas libre, il sera réclamé avant ce délai. A la différence des anciennes Décrétales qui recommandaient seulement qu'une année de noviciat précédât la profession, le Concile de Trente (3) exige formellement l'écoulement de cette année de probation.

(1) Le Maître des Novices ne peut être examinateur pour l'admission de ses Novices à la profession (*Décret de la Cong. des Evêq. et Rég.*, 14 juin 1904).

(2) Nov. 5, cap. II.

(3) C. 15, S. XXV, d. R.

Cette année doit être comptée « de die ad diem » (1) renfermant même le jour supplémentaire des années bissextiles (2) et ne pas comprendre d'interruption de même deux heures à moins de dispense du S. S.

La probation doit se faire en tenue religieuse dans les monastères et endroits réservés à cet effet (3). Pie V dans sa Constitution « Summi Sacerdoti » (4) a fait exception en faveur des novices de Saint-Dominique auxquels il a accordé la faveur, étant à l'article de la mort, et pourvu qu'ils aient l'âge requis, de faire profession avant l'année complète de probation (5). Cette faveur toutefois ne leur compte pas pour l'acquisition des indulgences et de toutes les grâces spirituelles qui résultent de la profession. Mais s'ils reviennent à la santé, pour appartenir à l'ordre, ils doivent, leur année de probation écoulée, faire à nouveau profession. Le Concile du 14 janvier 1641 a déclaré que la profession faite par des moines malades avant l'écoulement de leur année de probation ne donnait au monastère droit ni à la dot ni à l'héritage. Les autres ordres, d'hommes et de femmes réclamèrent pour leur compte ce privilège accordé aux moines prêcheurs et ils dirent que le retour de la Constitution (6) de Grégoire XIII aux décisions du

(1) CONGRÉG. DU SAINT-CONCILE, 1^{er} fév. 1631 et 21 janv. 1617.

(2) Concile de Pavie, 5 juillet 1617.

(3) CLÉM. VIII, *Regularis disciplinæ*, 12 mars 1596, et Ssmus, 20 juin 1599. Disposition étendue à tout le monde chrétien par URB. VIII, *Sacra Congregatio*, 21 sept. 1624.

(4) 23 Aug. 1570.

(5) V. le P. PIE DE LANGOGNE, *La profession religieuse anticipée in articulo mortis*. *Can. contemp.*, 1895, p. 1.

(6) *In tanta*, 1^{er} novembre 1573.

Concile de Trente ne visait pas les indulgences et les grâces auxquelles donne droit une profession prématurée mais bien plutôt ses autres conséquences surtout civiles. Cependant (1) le novice sorti du monastère pour cause de santé après une année complète de probation, pouvait être admis sans autre année de probation à faire profession à moins que les règlements de l'ordre ne fussent opposés à cette faveur. Le texte du Concile de Trente : (2) « *Finito tempore novitiatus superiores novitios quos habiles invenierunt ad profitendum admittant aut e monasterio ejiciant* » ne vise que les personnes qui ayant fini leur noviciat ne sont empêchées par aucun obstacle de faire immédiatement profession.

Avant de passer à l'étude de la profession et en considérant les effets du noviciat (3) répétons encore, puisque cela a été contesté, qu'il n'est qu'une simple épreuve, qu'il ne lie point, n'engage à rien, ne présente jamais rien à réformer ou à annuler ; c'est la profession, l'émission des vœux qui seule forme l'engagement et qui peut, le cas échéant, « donner matière à l'appel comme étant d'abus ».

(1) Concile de Naples, novembre 1605.

(2) C. 16, Sess. XXV, d. R.

(3) Sur les occupations des Novices, on peut consulter utilement le décret *Cum ad Regularem*, de CLÉMENT VIII, du 19 mars 1603, notamment nos 17, 18, 19.

CHAPITRE II

La Profession

Nous verrons rapidement dans ce chapitre les définitions de la profession puis les conditions auxquelles on peut faire profession.

De quelles autorités dépend la réception du profès et quelle opinion doit-on se faire des professions tacites : voilà la matière d'autant de sections.

Nous terminerons par une brève allusion aux conséquences générales de la profession et aux cas de nullité des professions

Enfin cette étude sera complétée par l'examen de faits un peu spéciaux, modifiant d'une manière légale ou illégale l'immutabilité de principe des engagements professionnels et du cas particulier de l'époux qui veut faire profession.

SECTION I

Définitions de la Profession

Qu'est-ce donc que cet acte que nous trouvons au seuil de la vie monastique et qui va lier à jamais le religieux aux règles qu'elle résume ? Quelle est la nature de ce « *vinculum juris et religionis* » et quelles sont les conditions requises de celui qui aspire à devenir profès ?

On a donné de nombreuses définitions de la profession : c'est « l'émission de vœux solennels ou simples qui lient celui qui la fait à une religion approuvée » (1).

(1) DURAND DE MAILLANE, *Dictionnaire canonique*.

« ... Un vœu solennel par lequel les chrétiens de l'un et de l'autre sexe s'engagent publiquement à suivre les conseils de l'Evangile selon une des règles approuvées par l'Eglise » (1), ou encore « la promesse solennelle et publique que font les personnes qui embrassent la vie religieuse d'observer les règles de l'ordre dans lequel elles entrent » (2).

Ces définitions sont bonnes à retenir en ce sens que toutes tiennent compte de l'engagement votif — le vœu étant l'élément fondamental et de la profession et du lien congréganiste lui-même, ainsi que nous le démontrerons plus loin — mais elles sont incomplètes en ce qu'elles négligent de faire sentir qu'en face de l'abandon complet de tous ses droits, de l'engagement absolu du profès, naît à son profit une créance sur la communauté qui devra subvenir à tous ses besoins (3).

Nous préférons donc définir la profession :

« Le contrat synallagmatique (4) par lequel le profès s'engage à respecter les vœux prescrits par la règle d'une communauté, qui, de son côté, s'oblige à lui assurer la

(1) LOUIS DE HÉRICOURT.

(2) MERLIN.

(3) De nombreux fondateurs d'ordres ont cherché à se réserver le droit d'expulser arbitrairement les religieux qui leur déplairaient. Cet usage fut formellement prohibé au début du XIII^e siècle par GRÉGOIRE IX (*Can. abbates*, T. de regular. cap. ult^o). Cependant bien longtemps après nous voyons Ignace de Loyola (1522) décréter que dans son ordre il n'y aura « nulle réciprocité d'engagements entre la Compagnie et ses écoliers : l'écolier ne peut sortir et il peut être chassé par le général ».

(4) V. FRANÇOIS RICHER, *Traité de la Mort civile*, page 641, et FLEURY, *Institution au Droit ecclésiastique*, première édition, t. I, p. 238. V. aussi l'*Authorité du Roy*, cit., p. 62 : « Il y a contrat synallagmatique avec le public ! le religieux s'oblige à demeurer exclu de toutes sortes de successions, d'être incapable.... ».

vie matérielle dans la bonne et la mauvaise fortune et la nourriture spirituelle pour le salut de l'âme ».

Tels sont d'ailleurs le sens et la portée des définitions canoniques de la profession :

« *Professio est quæ hominem religiosum facit. Definitur autem ; libera et solemnis promissio qua homo fidelis religiosum statum firmiter assumit religione per suum praelatum expresse vel tacite approbante et acceptante.* ». « *Qui converti desiderat habitum recipit et professionem emittit, abbate per se, vel per alium professionem recipientem monasticam.* ».

« *Professio est onerosus contractus ultro citroque obligans.* ».

L'ordre contracte l'obligation de traiter et de nourrir le religieux suivant son règlement ; le supérieur compétent pour l'acceptation est soit le général, soit le provincial (1).

(1) En Droit canonique moderne, une fois trois ans écoulés après les vœux simples (v. note 1, page 48), le Chapitre doit éclairer la religion des supérieurs. Le Supérieur général ou son délégué ne sont pas tenus de s'attacher à la délibération du Chapitre. Quand le Chapitre conclut à la non admission aux vœux solennels il faut tenir compte des articles 4 et 5 de la déclaration du 12 janvier 1858 :

1^o L'expulsion compète au supérieur de l'ordre assisté du Chapitre général. 2^o Dans les cas graves le Supérieur et son Conseil peuvent envoyer pour les enquêtes lointaines au moins trois religieux avisés. 3^o Les supérieurs doivent être modérés et charitables, sans quoi ils chargeraient lourdement leurs consciences.

SECTION II

Conditions requises pour faire profession

§ I. — Age.

A quel âge le novice peut-il faire profession (1)? Cette limite a varié suivant les époques : elle a quelquefois, en fait, dépendu du crédit que l'on possédait près du supérieur. Mais ces tolérances ont été formellement prohibées. De même « il est un usage assez répandu de donner des repas splendides le jour de la prise d'habit et de la profession religieuse. Urbain V s'est élevé avec force contre la pratique de forcer les parents à donner des repas splendides aux monastères. Ces défenses ont été renouvelées par Grégoire XI en 1372 (2) ».

Disons d'abord quelques mots d'une coutume bizarre et qu'on ne s'explique guère (3). Au xiv^e siècle, on donnait quelquefois le voile de religion à des filles de l'âge de huit ans, sans bénédiction solennelle, ni vœux. Il semble cependant qu'après cette cérémonie, si elles sortaient du cloître afin de se marier, il fallait des Lettres de légitimation pour rendre leurs enfants habiles à succéder. Quant à l'âge régulier requis pour

(1) Voici un exemple de profession : « Ego frater N. promitto stabilitatem meam et conversionem morum meorum et obedientiam secundum regulam S. Benedicti coram Deo et Sanctis ejus in hoc monasterio quod est constructum in honorem Sancti N. in præsentia domini N. abbatis. V. MARTENE, *De Antiquis Ecclesiæ Ritibus*, t. III, liv. II, 2, page 81.

(2) GAUTRELET, *Traité de l'Etat relig.*, t. I, p. 292.

(3) PRÉSIDENT HÉNAULT, *Abrégé de l'Histoire de France*.

faire une vraie profession, il fut toujours beaucoup plus avancé; en 1109, saint Hugues, abbé de Cluny, dans une supplique à ses successeurs, où il leur recommande l'abbaye des filles de Marcigny, leur enjoint de ne pas souffrir qu'on recueille de sujets au-dessous de vingt ans, faisant de ceci un point irrévocable appuyé de l'autorité de toute l'Eglise.

Sous le règne de Charles IX, les Etats Généraux, convoqués à Orléans en 1560, demandèrent qu'il fut défendu de recevoir aucun religieux à faire profession « avant qu'ils eussent atteint l'âge de trente ans et les filles l'âge de vingt-cinq ans au moins ». L'édit exigea l'âge de vingt-cinq ans pour les hommes et celui de vingt ans pour les filles (1). Mais le Concile de Trente ayant ramené cette limite à seize ans (2), l'ordonnance de Blois la consacra dans son article 28 (3). Enfin Banne-

(1) Edit d'Orléans 1560. Art. 19 : « Défendons aux père et mère, tuteurs et parents de permettre à leurs enfants et pupilles faire profession de religieux ou religieuse qu'ils n'aient, les mâles vingt-cinq ans et les filles vingt ans. Et où avant ledit temps lesdites professions se feraient, pourront lesdits profès disposer de leur portion héréditaire échue ou à échoir en ligne directe ou en ligne collatérale au profit de celui de ses parents que bon lui semblera et non du monastère. Et pour cet effet les avons dès à présent déclarés capables de succéder et tester nonobstant ladite profession, toute rigueur de droit ou de coutumes à ce contraires. » (DUPUY, *Comment. sur les Lib. de l'Egl. gallic.*, 1740, t. II, p. 315.)

(2) « In quacumque Religione tam virorum quam mulierum professionem fieri non debere ante decimum sextum annum expletum, et professionem antea factam esse nullam, nullamque inducere obligationem ad alicujus regulæ vel religionis vel ordinis observationem aut ad alios quoscumque effectus (Sess. XXV, d. R., cap. 15).

(3) Ordonnance de Blois, 1572. Art. 28 : « La profession tant des religieux que religieuses ne sera auparavant l'âge de seize ans accomplis ni devant l'an de probation après l'habit pris. Et où elle serait faite auparavant nous avons déclaré et déclarons les contrats obligatoires et dispositions de bien faites à cause d'icelle nulles et de nul effet. » (DUPUY, *Comment. sur les lib. de l'Egl. gallic.*, page 344.)

lier, dans une note sous le commentaire de Davot, nous rapporte que Louis XV fixa l'âge pour faire des vœux de religion à vingt et un ans accomplis pour les hommes et à dix-huit ans pour les filles. Voici ce que nous apprend le préambule de l'édit très modéré et sage dans ses dispositions : « ... Nous avons choisi un terme mitoyen entre ceux qui ont été successivement prescrits et qui ne fut ni assez reculé pour éloigner du cloître ceux qui y seraient véritablement appelés, ni assez avancé pour y faire admettre ceux qu'un engagement téméraire pourrait y conduire. Nous avons donc choisi pour les hommes le même âge que celui qui a été prescrit par l'Eglise pour leur entrée dans les ordres sacrés ; et à l'égard des filles nous avons préféré l'âge auquel il est le plus ordinaire de pourvoir à leur établissement ». Dans le même sens, les *Lettres Patentes* du 17 janvier 1799 « ... la profession ne pourra être faite qu'à vingt et un ans accomplis pour les hommes et à dix-huit ans pareillement accomplis pour les femmes, le tout conformément aux articles dudit édit » (1).

§ II. — *Quid du consentement des parents ?*

Personne ne met en doute que l'assentiment, même tacite des parents à l'entrée de leur enfant dans un monastère, ne soit suffisant. Mais sur le point de savoir

(1) Remarquons toutefois que les textes législatifs ne se sont jamais opposés à l'application d'obligations plus rigoureuses stipulées par le règlement d'un ordre : voici, par exemple, dans la congrégation des Jésuites, les conditions pour être admis à la profession : deux ans de noviciat, sept ans d'études, sept ans de régence, une troisième année de noviciat et l'âge de trente-trois ans.

si l'on peut passer outre à leur consentement, grande controverse tant en Droit civil qu'en Droit canonique :

A) La négative invoque tout d'abord les Capitulaires de Charlemagne (1) qui défendent de donner l'habit religieux aux enfants sans le consentement de leurs parents ; dans le même sens de nombreuses autorités ecclésiastiques (2), puis les ordonnances d'Orléans et de Blois (3) qui fixent comme minimum les âges de vingt-cinq et de vingt, puis de seize ans. Un mineur est incapable pour les moindres actes de la vie civile ; comment

(1) *Capitul. Charl.* ANSÉGESE. Liv. I, chap. X et XV : « Ne pueri vero sine voluntate parentum consecrentur, nec pullæ velentur modis omnibus inhibitu est. Et qui hoc facere tentaverit, multam quæ ex capitulis legis mundanæ a nobis constitutis continentur persolvere cogatur », et le chap. CVII du même livre porte que l'évêque qui aura donné le voile à une fille avant l'âge de vingt-cinq ne sera exempt des peines portées par les Conciles qu'au cas qu'il l'ait fait sur la réquisition des parents : « Si quis episcopus velaverit exigentibus parentibus ante viginti quinque annos non ei obsit concilium de isto annorum numero constitutum. ».

(2) Le Concile général de Constantinople, le Concile de Meaux, le troisième Concile de Carthage, canon 4^e : « Virgines non consecrentur ante viginti quinque annos » le canon 28 du troisième Concile de Tours : « Virginibus quoque sacrum velamen accipiendum decreta patrum interdicit ante viginti quinque annos. » S. PAUL (*Epître aux Corinthiens*) : « Filii obedite parentibus per omnia. Hoc enim placitum est Domino. » S. CHRYSOSTOME dans ses *Homélies sur saint Matth.* : « Non est credibile ut Deus jubeat relinquere patrem qui dixit honora patrem tuum et matrem tuam. » S. BASILE et S. BENOÎT (*Regula*, 59) n'approuvent pas la profession de ceux qui la font sans le consentement de leurs parents (V. *De filiis nobilium vel pauperum que offeruntur...*) V. FÉVRET, de l'*Abus*, 1667, t. I, liv. II, ch. I, in fine, p. 153.

(3) Conformément à elles, on peut citer la *Coutume de la Chatellenie de Cassel en Flandre*, art. 2 et 81 « Que les tuteurs seront tenus de représenter les enfants en justice et de les délivrer à leurs parents lors de leur majorité, libres de toutes dettes et de tout lien de mariage et de religion. ».

pourrait-il négliger l'autorité paternelle pour le plus important des engagements. Trois arrêts du Parlement, de 1586-1601-1602, consacrent la prohibition faite aux monastères de recevoir des enfants sans l'autorité et le consentement des parents. Remarquons en passant que ces arrêts sont postérieurs à l'ordonnance de Blois et que les enfants avaient plus de seize ans : « la puberté canonique pour l'émission des vœux n'est qu'une capacité naturelle qui suppose toujours le consentement des parents ». Le Chatelet, en 1760, a admis l'opposition formée par un père à l'émission des vœux de sa fille, l'ordre à elle donné de rester à la maison jusqu'à vingt-cinq ans, et a condamné le couvent aux dépens. Ainsi, avec ce système, impossibilité de faire profession quand on a atteint la majorité canonique, sans le consentement des parents.

B) La théorie contraire, disons-le de suite, compte des partisans plus nombreux et repose sur une argumentation d'ordre religieux plus solide encore et qu'il paraît difficile de battre en brèche ; tout d'abord le texte de l'Evangile :

« Qui amat patrem aut matrem plus quam me non est me dignus » (1). « Si quis venit ad me et non odit patrem et matrem et uxorem et filios et fratres imo et animam suam non potest discipulus meus esse » (2). « Qui dixerunt patri aut matri: non novimus vos, justi custodierunt animam meam (3) vade, quaecumque habes vende et da pauperibus et habetis thesaurum in caelo et veni sequere me ». C'est à Dieu que les pères

(1) S. MATTHIEU.

(2) S. LUC, *Evangile*, chap. XIV, verset 26.

(3) S. MARC, X, verset 21.

empruntent leur autorité : ils ne l'exercent que subordonnément à lui : saint Ambroise : « Si obsequium parentibus exhibendum est quanto magis auctori parentum ». Les Conciles de Tolède et de Tibur se prononcent dans le même sens : « Puella si ante duodecim annos sponte sua sacrum sibi velamen assumpserit, possunt statim parentes ejus vel tutores irritum facere. Si vero in fortiori ætate adolescens servire Deo elegerit non est potestas parentibus prohibendi ». Au point de vue du Droit civil, on invoque les mêmes arguments : « Le présent, que nos père et mère nous font d'une vie temporelle et remplie de misères, peut-il donner le droit de nous empêcher d'en acquérir une infiniment plus précieuse et dont celle-ci ne doit être que le passage ». Justinien nous dit : (1)

« Interdicimus autem parentibus filios suos monasticam vitam eligentes a venerabilibus monasteriis abstrahere ». Les enfants peuvent se marier librement à un certain âge malgré leurs parents ; à plus forte raison, ils peuvent, même avant cet âge, considérant l'importance de leur salut, faire une profession qui laisse les parents maîtres de leurs biens (puisqu'ils ne leur donneront pas d'héritiers).

Tel est le sens d'un arrêt rendu sur appel d'une ordonnance du lieutenant particulier de Lyon (2). D'Héricourt (3) conclut :

(1) *Novelle 123.*

(2) Arrêt de la Grande Chambre de Paris du 23 juillet 1686 (J. d. P.). Une demoiselle Marie Vernat, âgée de 22 ans, s'était retirée à l'abbaye de Saint-Pierre, de Lyon, à l'insu de ses parents. L'arrêt décide qu'elle n'a pas à attendre sa majorité de vingt-cinq ans pour faire profession sans le consentement de ses père et mère.

(3) *Les Loix Ecclés.*, III^e partie, chap. X.

« Les enfants ne doivent pas embrasser l'état religieux sans le consentement de leurs père et mère ; cependant si un jeune homme ou une jeune fille étant parvenu à un âge mûr comme vingt ou vingt-deux ans voulait s'engager dans un monastère, sans qu'il parut aucune séduction de ceux qui le gouvernent, on n'aurait point d'égard à l'opposition des parents qui n'ont pas le droit d'empêcher leurs enfants de se consacrer au Seigneur » et «... les arrêts de la jurisprudence n'ont pour but que d'empêcher la séduction de la part des religieux et nullement de rendre les père et mère arbitres de l'état de leurs enfants. C'est-à-dire que, si après les épreuves et les examens convenables le postulant persiste dans sa vocation, on ne s'arrête pas aux plaintes des parents et on l'admet à la prise d'habit et à la profession. ». Remarquons d'ailleurs, à ce propos, la modération de la jurisprudence de la fin du xvii^e et du commencement du xviii^e siècles (1) qui ordonne, à la demande des parents qui ont changé d'avis, que des enfants mineurs (entrés dans le monastère du consentement de leurs parents et ayant fait profession) seront « placés à fin de réflexion dans une maison bourgeoise ou une communauté » avant qu'il soit statué sur l'appel comme d'abus interjeté.

§ III. — *Autres conditions communes à tous les contrats.*

La santé d'esprit est indispensable, bien entendu, pour entrer dans une communauté : comme en Droit civil, la fureur, la démence, l'imbécillité sont des obstacles à la profession de celui qui en est atteint. Les textes sacrés

(1) Bordeaux, 14 juillet 1673, et Sentence des Requêtes du Palais, 12 mai 1685-4 juillet 1721.

(1) prescrivent la nullité des professions faites sous la crainte de la mort ou des mauvais traitements. La profession doit procéder d'un consentement libre de celui qui la fait : comme en matière de mariage, les actes faits par peur peuvent être rescindés à la demande de la partie lésée : on peut citer comme exemple les menaces contre la personne, l'honneur, le patrimoine : tout ceci amène une agitation d'esprit bien éloignée de la calme réflexion nécessaire aux décisions qui comportent les engagements perpétuels du « Status religiosus ». Le Concile de Trente frappe d'anathème celui qui aurait tenté une pression quelconque sur la volonté d'une femme. La Jurisprudence (2) a jugé qu'il n'y avait point d'abus « dans la sentence qui avait relevé de ses vœux le réclamant parce qu'il avait fait preuve que le père avait menacé son fils pour le faire entrer dans les ordres ». De même elle décide (3) « qu'il n'y a point abus dans une sentence de l'official de Paris qui admettait le sieur Bouret à prouver les mauvais traitements employés par son père pour le faire entrer dans les ordres ».

§ IV. — *Condition spéciale au contrat de profession :*
Consentement du roi.

Dans le très ancien droit, personne ne pouvait se lier par un vœu de religion sans la permission du roi

(1) Décrétale, *Perlatum de his quæ vi metusque causa fiunt*, et Cœil. Trid., Sess. XXV, d. R., cap. 19.

(2) Arrêt du 11 décembre 1656.

(3) Arrêt du 3 septembre 1759.

(1). La formule des lettres que donnait le gouvernement à cet effet est rapportée par Marculphe (2). Il fallait un brevet du roi pour se soustraire aux charges multiples en temps de guerre (3), et à la contribution aux charges publiques en temps de paix. Mais, d'assez bonne heure, l'autorisation générale de la royauté suffit pour toutes les entrées en religion. Il y eut au moyen âge des difficultés sur différentes questions qui amenèrent d'ardentes controverses dont certaines sont intéressantes : l'évêque peut-il empêcher un clerc de faire profession ; quid s'il fait profession lui-même ; quid du religieux profès promu à l'épiscopat ; faut-il être régnicole pour faire profession en France ; l'engagement d'un soldat dans les troupes est-il un obstacle (4) ; quid de l'homme accusé d'un crime capital et qui s'est exilé ou du débi-

(1) *Capitulaires de Louis le Débonnaire*, ANSÉGISE et BENED. LEVITA, liv. V, chap. CCXXVII. — V. aussi *L'Autorité du Roy*, cit., p. 104 et 156 : droit pour le roi d'agir en nullité de la profession.

(2) *Formul. de MARCULPHE*, liv. I, chap. XIX : « Si eis qui se ad onus clericatus transferre deliberant, licentiam non negamus, retributorem Dominum ex inde habere confidimus, quia scriptum est : noli prohibere benefacere ei qui potest, si vales, et ipse bene fac. Ille ad nostram veniens præsentiam, petiit serenitati nostræ, ut ei licentiam tribuere deberemus, qualiter comam capitis sui ad onus clericatus deponere deberet, et ad basilicam illam aut monasterium deservire deberet. Quod nos, propter nomen Domini hoc eidem, gratente animo, præstitisse, cognoscite. Præcipientes ergo jubemus, ut si memoratus ille, de capite suo bene ingenuus esse videtur, et in puleitico publico census non est, licentiam habeat comam capitis sui tonsurare et ad supra scriptam basilicam, vel monasterium deservire, vel pro nobis domini misericordiam adtentius exorare. »

(3) *Carol. Mag.*, cap. CXX, liv. I : « Hoc ideo quia audimus aliquos ex illis non tam causa devotionis hoc fecisse quam pro exercitu seu alia functione regali fugienda. Quosdam vero cupiditatis causa ab his qui res illorum concupiscunt... »

(4) Arrêt du 19 décem. 1769 : « Il y a abus dans l'admission d'un soldat à la profession. »

teur insolvable. Nous retrouverons certains de ces points.

SECTION III

Autorités desquelles dépend la réception du profès

De quelles autorités religieuses dépend la réception du profès ? Avant de toucher à cette intéressante question qui se complique de beaucoup d'autres, remarquons tout d'abord que l'entrée dans un monastère doit être purement gratuite et libre de toute considération pécuniaire. « Celui dont on a exigé quelque bien temporel, nous dit Louis de Héricourt (1), pour sa réception dans un monastère, ne doit point être promu aux ordres sacrés et le supérieur qui l'a reçu doit être suspendu pour un temps des fonctions de sa supériorité. » Ceci a été quelquefois compris comme rentrant dans la prohibition des pactes simoniaques au sens large, édictée par le Concile de Nicée (789). Charlemagne a d'ailleurs renouvelé ses dispositions à ce sujet dans le Règlement d'Aix-la-Chapelle, puis aussi le Concile de Tours en 1163 (2).

Pour l'admission des novices à la profession il faut distinguer, si on veut éviter la controverse qui a partagé les auteurs sur cette question, entre l'admission

(1) *Les Loix Ecclés.*, cité, III^e partie, chap. XII, A, 1.

(2) Remarquons toutefois que quelques Cours admirent des dots religieuses modiques. Louis XIV, en 1693, ne toléra cette manière de faire que pour quelques communautés « non fondées » et régulièrement établies depuis l'an 1600. Mais, en général, Louis XIV sanctionna l'ancienne prohibition. Toutefois, il est permis de faire des dotations aux monastères « pour une rétribution juste et proportionnée des prières qui pourraient être fondées. Finalement l'édit de 1743 autorise la pension viagère pour tous les religieux profès. V. FEVRET, ouvr. cité, I, II, III, p. 183, col. 1.

même du novice à la profession et la prononciation solennelle des vœux (1) :

(1) Une grande complexité règne sur les questions de cette nature que n'ont que partiellement éclaircies dans les temps modernes deux décrets de Pie IX (décret : *Neminem*, du 18 mars 1857 ; décret *Ad Universalis Ecclesiae Dei*, 7 février 1862). Ces deux dispositions amènent un changement considérable dans la condition des monastères d'hommes où on émet des vœux solennels : sans modifier les règles du Concile de Trente ou les règlements particuliers à chaque ordre, elles décident que le novice après l'achèvement de son noviciat doit émettre des vœux simples. Trois ans après, s'il en est jugé digne, il sera admis aux vœux solennels. Les règlements des ordres peuvent allonger le noviciat qui précède les vœux simples. Le supérieur provincial peut différer l'époque des vœux solennels jusqu'à ce que le novice ait vingt-cinq ans : alors il faut l'admettre ou l'expulser de l'ordre. En l'absence du supérieur provincial, la question compète au supérieur de la maison, avec l'assentiment du maître des novices et de deux dignitaires de l'ordre. L'émission des vœux solennels est nulle quand, même de bonne foi, la première a été négligée. Ainsi ce sont seulement des vœux simples qui peuvent être faits à l'âge de seize ans, fixé pour la profession par le Concile de Trente. Les vœux solennels se feront entre dix-neuf et vingt-cinq ans. Pour la prise d'habit des Convers, on conserve l'âge de vingt ans fixé par CLÉMENT VIII (Décret *In Supremo*, 2 avril 1602). Remarquons que les vœux simples prescrits par Pie IX constituent un engagement perpétuel pour celui qui les prononce : ils peuvent être détruits par le Saint-Siège ou le supérieur de l'ordre ; ils donnent le droit à la participation à toutes les grâces et privilèges des religieux de l'ordre, mais voix délibérative au Chapitre seulement dans les discussions sur l'admission à la profession solennelle de ceux qui n'ont fait que des vœux simples (*Décl.* du 7 fév. 1862). Les profès qui ont prononcé les vœux simples doivent obéir aux règles de l'ordre. Pour le vœu de pauvreté, voici ce que porte la déclaration du 12 août 1858 : « *Professi votorum simplicium, dominium radicale uti ajunt suorum bonorum retinere poterunt sed eis omnino interdicta est eorum administratio et reddituum erogatio atque usus. Debent propterea ante professionem votorum simplicium eodem pro tempore quo in eadem votorum simplicium professione permanserint administrationem et usumfructum et usum quibus eis placuerit remittere, ac etiam suo ordini si ita pro eorum libitu existimaverint.* »

Mais la cession ne peut bien entendu être faite à l'ordre que si celui-ci de droit ou par privilège est capable de posséder des biens temporels ; tel est le cas des Prémontrés (BENED. XIV, *Constit. Oneroso*, 1^{er} sept. 1750) :

« Premonstratensibus conceditur ex integro privilegium assequendi et retinendi quascumque parochiales ecclesias et vicarias tam sæculares quam regulares, absque dispensatione Apostolica. » Le « dominium radicale » selon les canonistes est le « purum ac nudum jus seu mera capacitas » opposé à la « plena potestas ad exercitium, jus juridicum quo quis potest libere uti frui rebus propriis de iisque disponere ». Ces vœux simples, considérés seulement comme un achèvement vers les vœux solennels, laissent subsister à l'état latent la capacité juridique. Ils ne font que suspendre l'exercice des droits et l'administration du patrimoine, prérogatives incompatibles avec le respect d'un vœu de pauvreté. Mais les vœux solennels enchaînent irrémédiablement au « status religiosus » et détruisent même le « dominium radicale ». Une remarque doit être faite à propos d'un texte du Concile de Trente (Sess. XXV, d. R. C., 4) : « Nulla renonciatio aut obligatio antea facta etiam cum juramento vel in favorem cujuscumque causæ piæ valeat, nisi cum licentia Episcopi, sive ejus vicarii fiat intra duos menses proximos ante professionem... ». Sur ce texte on peut faire plusieurs observations : 1^o il ne vise ni les actes antérieurs au noviciat faits avant la prise d'habit, d'où court l'année de probation ; 2^o ni les actes révocables comme le testament qui ne portent pas atteinte à la liberté ; 3^o la disposition comprend même les renonciations aux bénéfices : c'est pourquoi ceux-ci ne doivent pas être conférés à un autre pendant l'année de probation (FAGNANUS, cap. XXIII, n^o 19) ; 4^o la forme de ces renonciations est indiquée : il faut la permission de l'évêque, c'est substantiel ; 5^o toutes les renonciations sont faites à condition : « Quoad sequatur professio ». Avec la déclaration du 1^{er} août 1862, ces renonciations peuvent avoir lieu dans les deux mois qui précèdent les vœux solennels. Il est toujours impossible de conférer le bénéfice de celui qui fait probation à un autre pendant l'année ; mais on peut désigner à l'avance le clerc qui remplira les charges du bénéfice et en touchera les fruits et revenus. Pour ce qui est d'un mariage *ratum non consummatum*, il ne peut être rompu que par des vœux solennels ; de même que la profession de vœux solennels est un empêchement dirimant au mariage. Mais à l'époque où on ne connaissait encore qu'une espèce de vœux, elle ne constituait bien entendu qu'un empêchement prohibitif. V. *Edit de Clotaire II*, 15 nov. 614 ; *Décl. de Charles IX*, 4 août 1564. Mais pour qu'un époux ne reste pas lié à l'autre après que celui-ci a prononcé des vœux simples, on peut demander au Saint-Siège l'autorisation de prononcer de suite des vœux solennels.

La profession de vœux solennels doit être faite dans la maison même du noviciat (Clément VIII, xviii^e siècle). Mais Pie IX déclara (9 déc. 1859) que les profès à vœux simples pourraient, le temps venu, prononcer leurs vœux là où ils se trouveraient, à moins qu'ils ne désirent les faire dans la maison où s'est achevé le noviciat. Les majeurs de vingt-cinq ans peuvent faire profession après l'observation d'un stage de trois ans.

A) Le supérieur ne peut, de sa propre autorité, admettre le novice à la profession sans le consentement du chapitre conventuel (1).

Sous-distinguons :

Quand la réception appartient à l'abbé seul, les religieux, ne peuvent admettre le novice à la profession pendant la vacance du siège abbatial, mais quand la réception appartient conjointement à l'abbé et aux religieux ceux-ci peuvent recevoir la profession du novice pendant la vacance de l'abbaye (2) :

« Si ad solum abbatem pertineat creatio monachorum, eo defuncto nequibit novus monachus a conventu creari ; alias poterit si eorum creatio spectat simul ad utrumque ».

B) Pour recevoir les vœux il faut un supérieur ayant pouvoir d'engager la communauté (3) ou un religieux tenant de lui un mandat exprès : « le supérieur général peut même être seul à connaître les raisons secrètes de ne pas dépasser un nombre fixé de religieux (4) ». Quant au fait de la remise de voile aux vierges et aux veuves qui se consacrent à Dieu il ne dépend que de l'Evêque (5). Le Concile de Trente (6) a confirmé expressément ce droit des Evêques, même dans les monas-

(1) V. FÉVRET, *De l'Abus*, II, 3, n° 10.

(2) V. NAVARE et décis. de jurisp. : Grenoble 14 août 1546. — Grand Conseil 10 décembre 1657 et Parlement de Paris 5 février 1698, en faveur du Cardinal de Gondi.

(3) V. les définitions de la profession, p. 35, 36 et 37.

(4) *Bulles de Sixte V et de Clément VIII*.

(5) *Concile de Paris* 829.

(6) XXXII c. 9. 2 et XXV, c. 17. Cette règle n'a pas de rapport avec la validité de la profession, mais la dignité commande de la respecter.

tères exempts, en leur recommandant les précautions suprêmes qui doivent constituer la sauvegarde contre des vocations irréfléchies :

« Libertati professionis virginum Deo dicandarum prospiciens S. Synodus, statuit atque decernit, ut si puella quæ habitum regularem suscipere voluerit major duodecim annis sit, non ante eum suscipiat nec postea ipsa vel alia professionem emittat, quam exploraverit episcopus, vel eo absente, vel impedito ejus vicarius aut aliquis eorum sumptibus ab eis deputatus, virginis voluntatem diligenter ; an coacta, an seducta sit, an sciat quid agat (1) : et si voluntas ejus pia ac libera cognita fuerit, habueritque conditiones requisitas juxta monasterii illius et ordinis regulam, nec non monasterium fuerit idoneum, libere ei profiteri liceat : cujus professionis tempus ne episcopus ignoret, teneatur præfecta monasterio eum ante mensem certiore facere : quod si præfecta certiore episcopum non facerit, quamdiu Episcopo videtur, ab officio suspensa sit »

SECTION IV

De la Profession tacite

Jusqu'à présent, nous n'avons pas rencontré de bien sérieuses difficultés dans cette question des professions : nous avons pu suivre le début d'une vie religieuse à travers les phases successives du Noviciat et des formalités solennelles de la profession, exigeant l'expression de volontés nettes. Mais nous voici en face d'une profession tacite : faut-il l'admettre ou ne pas l'admettre ?

(1) V. CHOPPIN, *ouv.* cité, liv. I, t. III. § 3.

Le terrain est d'autant plus flottant que les autorités appelées à légiférer sur la question ne semblent pas bien fixées et ont penché alternativement vers l'une ou l'autre solution, suivant qu'elles désiraient englober le plus possible de religieux dans les règles monastiques, ou qu'elles voulaient empêcher la retraite déloyale de religieux invoquant l'absence de profession par écrit : « Au début la ferveur était telle qu'une profession solennelle n'ajoutait rien aux engagements pris dans le for intérieur (1) ». La profession tacite pouvait se présumer alors toutes les fois que l'on pouvait discerner la ferme volonté du profès de se faire religieux et son acceptation par la communauté :

1° Dans les ordres dans lesquels l'habit des novices était le même que celui des profès, le fait de le garder pendant un an après la période de noviciat était admis comme profession tacite (2).

2° Dans les autres ordres, même situation si avant l'écoulement de l'année d'épreuve, le religieux avait pris l'habit de profès pour le garder pendant trois ans. Mais alors il n'était lié qu'envers l'ordre dans lequel on avait présumé sa profession.

Mais, avec le relâchement et l'inconstance des moines de la seconde génération, les choses changèrent de face. Saint Basile (3) demande un temps d'épreuve et l'inscription de la cérémonie de profession dans un registre

(1) D'AGUESSEAU, plaidoyer du 14 mars 1697.

(2) PASSERIN, de *Stat. Hominum*. t. III, Quaest. 189, art. 10, inspect. 6, n° 179.

V. surtout la *Décretale* de BONIF. VIII. « *Is qui monasterium*. » qui résume les deux systèmes.

(3) *Ep. à Amph. Can.* 18-19.

public. Justinien (1) prescrit une prise de voilesolennelle. Saint Benoit, saint Isidore et le Concile d'Orléans tenu en 549 exigent une profession expresse et par écrit, de même le X^e Concile de Tolède (2) en 656. Mais du VIII^e au XIII^e siècle, les Papes, pour éviter l'apostasie de réguliers qui se retiraient en invoquant le défaut de la preuve de la profession, tolèrent la profession tacite (3). Sur le point de savoir à quel système se rattache le Concile de Trente, grande controverse (4). Ce qu'il y a de sûr, c'est que l'Eglise d'Angleterre s'en tint toujours aux professions expresses (5). En revanche l'ordonnance de François I^{er} de 1532 ordonne « que les moines qui auront fait profession expresse ou tacite ne pourront succéder » (6). Mais l'ordonnance de Charles IX à

(1) *Nov. 5, cap. 2.*

(2) *Canon Vidua. XX, 9, 2.*

(3) A la fin du XIII^e s., Boniface VIII nous dit que celui qui est entré avant quatorze ans dans un monastère, s'il y reste avec les vêtements de profès pendant l'année suivante, devient véritablement religieux parce qu'il est censé avoir confirmé son engagement avec choix et raison.

(4) A vrai dire le texte sur lequel on discute (XXV. d. R, c. 16 : « Finito tempore novitiatus, superiores novitios quos habiles invenierunt ad profitendum admittant aut e monasterio eos ejeciant ») ne vise pas exactement la question qui nous intéresse. Cependant parmi les DD. les uns concluent qu'il ne laisse guère de place à la profession tacite. Les autres (avec FAGNANUS « *de Regul. in c. porrectum*, n° 10 et in c. statuimus » et le Concile de Crémone 1578) admettent la profession tacite a contrario des dispositions du grand Concile : par exemple dans les cas où l'habit religieux serait porté pendant toute la dix-septième année ; de même passés les seize ans et l'année de probation, il suffirait de porter l'habit religieux pendant trois ans.

Disons d'ailleurs que, se conformant à l'évolution des idées, les décrets pontificaux du 25 janvier 1848 exigent formellement l'émission de vœux solennels dans les ordres approuvés.

(5) *Concile de Londres 1168.*

(6) Dans le même sens l'ord. de 1629, art. 9.

Moulins en 1556 (Art. 55) exige une profession écrite libre et solennelle. « Les preuves des tonsures et professions du vœu monachal seront reçues par lettres et non par témoins sauf si la perte des registres était alléguée, dont la preuve en ce cas serait reçue (1). » La déclaration de la même année, interprétant l'article 55, dit « que registre (2) sera dorénavant fait de la profession monachale qui sera envoyé au greffe du juge ordinaire pour y avoir recours quand besoin sera ». Dans le même sens encore : l'ordonnance de Moulins de 1667 (3), confirmée par celle du 9 avril 1736 (4) : elles détaillent minutieusement les précautions à prendre pour éviter qu'il ne s'élève des doutes sur la réalité des professions. La question des professions tacites était encore plus incertaine sur le terrain pratique puisque les juriconsultes n'ont jamais pu se mettre d'accord à son sujet. Coquille (5) soutient qu'il est indifférent qu'il soit fait profession expresse ou tacite. D'Aguesseau est partisan déterminé des professions tacites, mais c'est dans un plaidoyer. Dumoulin semble d'abord les admettre, au moins en faveur du religieux qui demande que la communauté continue à lui offrir son hospitalité ; puis le même auteur fait, sur la Coutume de Blois (Art. 147), la note suivante : « Hæc valuit sud regno monachorum, sed ætate nostra conse-

(1) V. FONTANON, *Les Edits et Ordonnances des Rois de France depuis saint Loys*, 1585. Sec. édit., t. I, liv. III, tit. XLV, p. 483.

(2) V. GUÉNOIS, *Conférence des Ordonnances et Edits Royaux*, 1678 : I. 1, § 37, p. 59.

(3) Toutefois la *Coutume de Blois*, ch. XI, art. 147, et la *Cont. de Berry*, tit. XIX, art. 36, 37, 39, restent conformes à l'ordonnance de François I^{er}.

(4) Art. 25 à 31.

(5) Décis. 247.

nuît et contra tacitam sufficit allegare dissensum, contra expressam probandus cum aliquibus minis et sic exeunt et succedunt » et « Non valet tacita dedicatio in hoc regno nec recepta est. (1) » Louis de Héricourt (2) nous dit :

« La profession tacite n'a point de lieu en France encore qu'un religieux aurait été admis pendant vingt et trente ans en habit de profès aux assemblées capitulaires... » et Davot : « Mais nous ne recevons pas la profession tacite, non pas même après vingt et trente ans, quoique autorisée par l'ordonnance de 1629 (Art. 9). La jurisprudence l'a suffisamment tempérée. » On peut voir dans ce sens un arrêt du Parlement d'Aix (3) rendu à propos d'un sieur Clément Martin, resté de 1639 à 1646 dans l'ordre des Capucins de la ville d'Avignon : les religieux et religieuses, portant l'habit et faisant tous actes de religieux et de religieuses, sans que l'on justifiât d'actes de profession par écrit, sont capables de succéder quand ils sont sortis du monastère et ont quitté l'habit religieux. « Autrement ce serait introduire double fiction dans un même sujet : l'une, qu'un religieux qui n'a point fait profession serait cependant regardé comme profès, l'autre, que cette profession tacite produirait les mêmes effets que la profession expresse et la mort naturelle. » « L'habit et la tonsure ne font pas le moine » Davot résume fort bien la question en ces termes «... si le registre des professions était perdu par cas fortuit et qu'il

(1) V. BOUGUIER, *Arrests décisifs de certaines questions de droit et de coutumes*, p. 206, et *Institutes coutumières de Loisel*, commentées par DE LAURIÈRE, XXX, n° 346.

(2) *Ouvr. cité*, III^e part., ch. XII, art. 27.

(3) J. du Palais, 18 mai 1679.

y eut preuve du noviciat suivi d'une longue persévérance avec l'habit dans le même couvent, on présumerait la profession : au lieu que si le registre paraît, très inutilement on prétexterait que c'est oubli et négligence : le noviciat et l'habit ne pourraient suffire. » (1)

SECTION V

Effets généraux

La profession de vœux solennels crée des obligations réciproques entre le religieux et l'ordre, que même le consentement mutuel ne pourrait détruire : elle annule les vœux simples, même s'ils engageaient à un ordre plus rigoureux. Elle donne accès dans les ordres et le sacerdoce, fait passer de la puissance paternelle à la puissance du supérieur ; elle détruit les fiançailles, « le mariage ratum et non consummatum (2). »

SECTION VI

Des cas de nullité de la profession

Le Concile de Trente (3) pose plusieurs règles : le profès peut réclamer contre sa profession, quand elle est entachée de violence, défaut d'âge ou quelque vice analogue (interruption du noviciat, défaut de port de l'habit religieux). La réclamation doit être faite dans les

(1) Compar. avec l'art. 55 de l'ordon. de Moulins, cité.

(2) *Concil. Trid.*, can. VI, Sess. XXIV, de Ref. Matr.

(3) *Concil. Trid.*, Sess. XXV, cap. 19, d. R.

cinq ans (1) ; mais dans aucun cas le religieux ne doit avant de la formuler quitter l'habit ou sortir du monastère de sa propre autorité, sous peine d'être déchu du droit d'intenter son action et de perdre tout privilège de l'ordre. La constitution de Benoît XIV « Sed datam hominibus » (2) règle de nombreux points particuliers :

1° Les décisions du Concile de Trente, malgré leur apparence, sont applicables aux Congrégations de femmes ;

2° Même en l'absence de réclamation du religieux, le supérieur peut, dans les cinq ans, conjointement avec l'ordinaire, connaître de la nullité de la profession ;

3° L'instruction ainsi entamée puis abandonnée peut être poursuivie à la diligence du religieux intéressé ;

4° Le supérieur compétent est celui qui est le chef du monastère au moment où s'intente l'action ;

5° Dans les ordres exempts, c'est le supérieur général de l'ordre ;

6° Le supérieur peut se faire remplacer par un clerc instruit dans le Droit canon ;

7° Le S. S. se réserve de connaître des professions émises en dehors du monastère où eut lieu le noviciat ;

8° On peut admettre à se plaindre dans les cinq ans le religieux qui ayant quitté l'habit l'aura repris ;

9° Le procès doit s'instruire en présence du défenseur de la profession religieuse ou d'un mandataire du monastère ;

(1) V. Parlement de Paris, 24 fév. 1624. Parlement d'Aix, J. d. P., 18 mai 1679. — V. aussi de longs détails dans FÉVRET, *de l'Abus*, 2^e édit., Lyon, Ch. Girin, t. II, liv. V, chap. III, p. 86 sq. — Parlement de Bourgogne, 22 mai 1645.

(2) 4 mars 1748.

10° Si l'ordinaire et le supérieur sont en désaccord, le conflit est tranché par le S. S. ;

11° Le religieux peut interjeter appel de la sentence si elle prononce la validité de la profession ; et réciproquement le défenseur de celle-ci peut le faire si les juges se sont décidés pour sa nullité ;

12° En deuxième instance, l'affaire est de la compétence de plein droit de l'ordinaire d'appel (1) ; s'il n'y en a pas dans le ressort du monastère, c'est au supérieur du monastère du même ordre le plus proche que passe l'affaire. Là aussi doivent être présentes les parties ;

13° Il faut que les deux jugements soient d'accord pour que la profession soit anéantie et pour qu'il soit possible de prononcer d'autres vœux.

Le décret de Grégoire VIII (2) ne permettait l'action en nullité dans les cinq ans, que quand le vice qui entachait la profession avait persisté. Mais ces délais ont été de beaucoup élargis, quand on a prouvé qu'on ignorait le vice de la profession ou qu'il était impossible de

(1) A vrai dire, cette expression qu'emploient à l'envi tous les canonistes est peu facile à comprendre si on ne tient pas compte de la hiérarchie des juridictions ecclésiastiques.

En principe, dans l'Eglise d'Occident, l'appel des décisions des évêques est porté aux métropolitains. (Ce n'est qu'exceptionnellement que ceux-ci sont juges de premier ressort de leurs suffragants.) Leurs propres décisions sont toujours susceptibles de recours devant l'autorité pontificale. Remarquons toutefois que cet ordre des juridictions n'est pas obligatoire pour les intéressés : il leur est toujours possible, s'ils n'en redoutent pas les formalités et les frais, d'appeler directement à la cour de Rome.

Quant à l'Eglise schismatique d'Orient, elle a maintenu l'ancienne hiérarchie épiscopale qui soumet les évêques des sièges moins importants à la juridiction des patriarches. (Mais elle a supprimé l'ancienne appellation de métropolitains, sauf en Russie.) (V. FÉVRET, *De l'Abus*, 2^e édit., 1667, t. I, liv. III, chap. III, p. 394 sq.)

(2) 5 mars 1598.

l'attaquer dans de délai de cinq ans, par application dans ce cas de la règle « Contra non valentem agere... »

APPENDICE I

DÉROGATION PERMISE AUX ENGAGEMENTS ABSOLUS

QUI RÉSULTENT DE LA PROFESSION

de transitu ab una religione ad aliam (1)

La profession oblige à respecter les vœux tels que les prescrit le règlement de l'ordre où ils furent prononcés. Le passage dans un ordre à discipline plus relâchée est formellement défendu (2). Le passage sous des règlements également rigoureux peut être permis, quand il y a de justes motifs. Le passage sous une discipline plus dure est permis : il peut être considéré comme un désir de plus grande perfection.

1° Le religieux doit, avant tout, faire sa demande au supérieur de son ordre et lui en exposer les motifs ;

2° L'autre ordre doit se tenir prêt à recevoir le religieux, pour que le changement se fasse sans transition ;

3° Le supérieur qui reçoit le religieux doit, tout d'abord, examiner les lettres du premier supérieur (3).

(1) Pour l'étude de la plupart des questions de cette nature, nous avons conservé les titres usités par les canonistes pour faciliter les recherches des personnes désireuses d'en contrôler ou d'en compléter les développements.

(2) *Concil. Trid.*, Sess. XXV, cap. 29, circa finem, d. R.

(3) *Décret d'URBAIN VIII*, 21 sept. 1624.

Si le vœu a été fait de ne briguer ni dignité, ni prélatrice non régulière, il persiste dans la nouvelle communauté. De plus le passage d'un ordre mendiant à un ordre non mendiant a, pour le religieux, les conséquences suivantes : il devient incapable d'être prieur ou administrateur, et aussi de faire partie du chapitre pour les élections ou autres affaires, sauf pour les conseils de discipline.

Les mêmes règles sont applicables aux couvents de femmes : celles-ci sont dans tous les cas tenues d'une clôture complète (1) sauf en cas de lèpre, épidémie ou de grand incendie.

APPENDICE II

VIOLATIONS ILLICITES DE LA PROFESSION

de ejectis, fugitivis et apostasis

Le religieux « ejectus » est celui qui après avoir prononcé les vœux solennels est chassé de l'ordre par sa faute. (Le novice expulsé n'est pas compris dans le mot « ejectus ».) Les D. D. se sont demandés si l'ordre pouvait en droit expulser le religieux : l'acceptation de sa profession par le monastère crée pour celui-ci un lien qu'il ne peut peut-être pas rompre ? Toutefois un usage antique autorise le contraire (2), en cas d'incorrigibilité indiscutable du religieux : « Il ne faut pas que la brebis

(1) PIE V, *Constit. Decoris*, 1^{er} fév. 1659.

(2) Congr. du S. Concile, 21 sept. 1624, sous Urbain VIII.

malade contamine le reste du troupeau (1) ». Mais il faut qu'il n'y ait pas possibilité de remettre le coupable dans la bonne voie par les moyens employés d'ordinaire : la pénitence, le jeûne, l'emprisonnement pendant un an (2).

L'expulsion (3) doit être faite par le supérieur général et six vénérables religieux élus dans les chapitres généraux parmi les plus compétents. Autrefois les supérieurs devaient s'enquérir, au bout d'un certain temps si les expulsés désiraient rentrer dans l'ordre. Aujourd'hui cela ne se fait plus que s'il y a un espoir sérieux de voir le sujet s'amender — sauf dans les ordres où il est formellement défendu de reprendre les membres expulsés.

Les *ejecti* restent religieux : 1^o ils peuvent, par leur conduite, chercher à se rendre dignes de rentrer dans l'ordre ; 2^o subsiste l'obligation de respecter le vœu de pauvreté et de chasteté ; ils ne sont soumis à l'obéissance que dans leurs rapports avec le supérieur. En tous cas, ils conservent l'habit et la soumission à l'Evêque.

Le *fugitivus* est celui qui, sous un prétexte pieux, est sorti du monastère avec intention d'y rentrer ou qui est sorti sans y être convoqué (4), sous prétexte d'aller vers son supérieur ou vers le S. S. Il faut excepter les cas où a été refusée par les supérieurs la permission de se ren-

(1) *C. ult. de statu monach.*, et chap. VII, *ne clerici vel monach.*

(2) Réduit à six mois par le *Décret de la S. Congrég.*, du 24 juillet 1694 approuvé par Innocent XII.

(3) *Concile du 21 sept. 1624*, cité.

(4) *Concil. Trid.*, Sess XXV, cap. 4, d. R. — THOMASSIN, cité, t. I, p. 1452.

dre auprès du S. S., ou quand le religieux était connu comme tel, sans discussion possible, par les personnes vers lesquelles il s'était retiré.

L'apostat est celui « qui fide recedit a Deo (1) : ita qui ad perversum opus post professionem recedit ab omnipotenti Deo, apostata absque dubitatione ulla deputatur etiamsi fidem tenere videatur ». « Nullum peccatum majus videtur quam cum monachus ordinem suum relinquit et se denegat ore et actione esse monachum. » (2)

1° Les apostats sont tenus à l'observation des trois vœux et des autres règles de leur ordre. 2° S'ils quittent l'habit ils sont excommuniés *ipso facto* (même solution pour les fugitifs). Ils sont excommuniés aussi, même sans quitter l'habit, si le règlement de leur ordre le stipule. 3° Hors du monastère, ils n'ont droit à aucun privilège de leur ordre. 4° Celui qui publie sans le consentement de son supérieur est punissable par l'Ordinaire du lieu comme déserteur de son ordre. 5° Les fugitifs et apostats en tenue ou non, peuvent être emprisonnés par l'Evêque pour être punis suivant le règlement de leur ordre. 6° Le religieux vivant hors du monastère, qui vient à commettre un délit, peut être puni par l'Ordinaire du lieu (3).

Les supérieurs réguliers doivent rechercher et poursuivre les fugitifs et apostats à moins de décision générale inspirée par les circonstances. Ils peuvent demander l'appui des moyens coercitifs du bras séculier (4).

(1) GRÉGOIRE, IX^e *Homél. super Ezechielem*.

(2) V. MARTENE, *De Ant. Eccl. Rit.*, t. III, liv. II, chap. II, p. 71.

(3) *Concil. Trid.*, Sess. XXV, d. R. cap. 9.

(4) BEAUMANOIR, *Cout. de Beauvoisis*, n° 55.

APPENDICE III

De Conversione Conjugatorum

« Si quis dixerit matrimonium ratum non consummatum per solemnem religionis professionem alterius conjugium non dirimi, anathema sit. » (1)

Ainsi après un mariage « ratum non consummatum » l'un des époux peut faire profession, dans un ordre approuvé, malgré l'opposition du conjoint. Sur ce point, grande controverse entre les D. D., pour savoir si cet effet de la profession est de Droit divin ou de Droit ecclésiastique. Sans reproduire tous les arguments en faveur des deux systèmes, disons que celui du Droit divin, dont la base est celle-ci : « celui qui s'offre à Dieu devient mort pour le monde », ne nous paraît guère soutenable ; si la profession devait être considérée comme l'équivalent de la mort civile, elle détruirait même le mariage consommé. Or remarquons que les effets ne sont pas produits par l'émission des vœux : la profession à vœux simples est inopérante à elle seule ; il faut une profession solennelle ; or la solennité est de droit ecclésiastique : donc l'annulation du mariage par une profession solennelle est de droit ecclésiastique (2).

Les époux ont deux mois pour réfléchir sur le parti

(1) Ex can. VI, *De Sacramento Matrimonii*, Sess. XXIV, *Concil. Trident.*

(2) PH. DE ANGELIS, ouvrage cité, liv. III, titre XXXII, p. 130, n° 3.

qu'ils doivent prendre. « Hinc intra hoc bimestre, neuter conjugium tenetur reddere debitum conjugale et matrimonium consummare ».

Autre controverse entre les D. D. à propos de la parole du Christ : « Quod Deus conjunxit, homo non separet. » Cela n'assure-t-il pas la stabilité du mariage dans tous les cas ? Non : « Verba tantum intelligenda sunt de matrimonio rato et consummato ». Quant au lien du mariage, chaque époux au moment où il s'engage, pense s'y soumettre « nisi statum perfectionem intra bimestre suscipiam ». Remarquons que les D. D. ne s'opposent pas à l'entrée en religion de l'épouse qui dans les deux mois, sans qu'elle ait manifesté son désir d'entrer en religion « per vim a viro cognita fuerit ; nemo enim per vim legitime expoliatur jure suo ». Mais alors l'époux qui reste au siècle ne peut s'enchaîner à d'autres liens, car la profession de l'épouse n'a pas rompu, à l'égard de l'époux, le lien conjugal.

Après le mariage « consummatum » l'un ou l'autre des époux peut faire profession si tous deux y consentent et si ce consentement est libre, sans fraude, violence ni crainte. Quid si le conjoint a fait profession, malgré l'autre ou celui-ci l'ignorant ? La profession est nulle ; même si le conjoint resté au siècle meurt, l'autre n'est pas lié à l'ordre « Ratio est quia cum teste Paulo potestatem sui corporis non vir habeat sed uxor et vice versa, hinc professio religiosa unius ex conjugibus ceu læsiva jurium alterius valere non potest. Qui enim professus est, promisit quod promittere non potest ».

Cependant la profession nulle a un certain effet. Nous savons qu'on peut faire vœu de ses biens propres non des biens d'autrui. Celui qui a fait profession à l'insu de son conjoint ou malgré lui, avait en propre le droit « petendi jus conjugale ». Il a pu y renoncer ; conséquence : celui qui marié a fait profession, peut être tenu

à l'accomplissement du devoir conjugal pour ne pas léser l'autre partie ; mais il n'a pas le droit de le réclamer. Mais si l'autre époux meurt, le profès est tenu du vœu de chasteté dans toute son étendue et ceci constitue un obstacle formel à ce qu'un autre mariage soit noué sans dispense. C'est, toutefois, suivant l'avis des D. D., un vœu simple *quod impedit non dirimit matrimonium*.

Le consentement du conjoint est exigé pour que l'autre, qui est jeune et à l'âge des passions, puisse faire profession dans un ordre : l'époux âgé peut donc habiliter l'autre à embrasser l'état religieux : mais cet époux qui reste au siècle doit émettre le vœu de chasteté perpétuelle en présence de l'autorité ecclésiastique et devant témoins à fin de preuve « quia cum vir et uxor una caro sint sicut docet Apostolus, non potest unus ad Deum converti et alter in saeculo remanere ». Quelques D. D. fixent l'âge de la vieillesse dont il est question à cinquante ans pour les femmes et à soixante pour les hommes ; d'autres préfèrent s'en rapporter à l'appréciation de l'Evêque, spéciale à chaque cas. Remarquons que la profession d'un époux est inattaquable quand l'autre a perdu le droit de réclamer le *debitum conjugale* :

1° Si l'époux resté au siècle a fait vœu de chasteté et se laisse décider à embrasser l'état religieux ; 2° si l'époux resté au siècle est adultère, l'autre peut, malgré son opposition, entrer en religion. L'adultère peut entrer en religion avec la permission de l'époux qu'il a offensé ; mais celui-ci doit faire un vœu de chasteté pour la durée de la vie de l'époux adultère qui fait profession.

TITRE II

LES VŒUX

Nous connaissons dès à présent le contrat de profession et les obligations qui en découlent. Ces différentes obligations résultent des vœux qu'a faits le profès et qui sont précisément contenus dans la formule de profession.

Mais en dehors de ces effets, maintenant connus, des vœux, il en est d'autres plus considérables encore qui, une fois les vœux prononcés, continueront toujours à se produire, même si la profession considérée en tant que contrat venait à disparaître comme telle (1). Ce motif justifie donc la nécessité d'examiner séparément la profession et les vœux.

Les vœux ont une importance capitale : ce sont eux qui fondent le lien monastique, l'ordre lui-même et en constituent le critérium.

Dans une sorte d'introduction à cette étude, nous verrons l'importance du vœu en général, surtout au point de vue du lien monastique ; nous reproduirons ensuite l'analyse théologique du vœu, les divisions classiques des vœux et enfin leurs effets.

Nous étudierons ensuite séparément les trois grands vœux, puis les vœux accessoires avec les obligations qu'ils comportent. Un court appendice sera consacré à

(1) Cette situation est très visible dans les Congrégations à vœux simples dont nous parlerons plus loin. Même remarque pour les « professions sans vœux » de certains tiers ordres.

la situation de religieux placés hors des conditions ordinaires de la vie religieuse : comment leurs vœux pourront-ils être respectés ?

Le dernier chapitre sera consacré aux libérations de l'obligation votive, à la dispense et à la controverse sur les personnes compétentes pour l'accorder.

CHAPITRE I

Du Vœu en général

SECTION I

Importance du Vœu à différents points de vue

La Communauté Régulière, l'Ordre, c'est l'ensemble des fidèles qui vivent en commun dans la maison où les a réunis leur communauté d'idées ; ces religieux sont enchaînés à l'ordre par l'indissolubilité des vœux qu'ils ont prononcés ; au point de vue religieux, il y a là des êtres qui, par un vœu solennel, se sont engagés à suivre la règle de la maison dans laquelle ils ont fait profession ; au point de vue civil, il n'y a plus que des morts (1). On se rend facilement compte, tant au regard des personnes qu'au regard des établissements, de l'im-

(1) A vrai dire il est difficile de trouver des textes établissant d'une manière certaine la mort civile des religieux. Ce qu'il y a de sûr, dans tous les cas, c'est que cette mort civile n'est qu'incomplète : nous ne partageons toutefois pas l'opinion du Président BOUHIER (*Obs. sur la Cout. de Bourg.*, ch. XL), disant que « si les religieux passent pour morts c'est *theologice potius quam civiliter* ». Nous aurons l'occasion d'y revenir plusieurs fois ; mais les canonistes ne partagent pas en général cette manière de voir.

portance (1) de l'engagement solennel et absolu par lequel un être humain fait une abdication complète de sa personnalité et de sa volonté en faveur de la règle austère d'une communauté en laquelle il a mis tout son espoir. L'agrégation que forment ces hommes est puissante, puisqu'elle est immortelle, puisqu'à la place des éléments qui la composent, d'autres, puis d'autres encore, viendront se substituer quand les premiers seront disparus, puisque, en raison des vœux qui les lient, elle est en droit d'exiger de chacun de ses membres, à une époque quelconque de son existence et dans un but dont elle est seul juge, l'obéissance. Il est facile de voir, sans plus d'explications, le rôle capital des vœux tant dans l'orientation des pensées et de la vie du religieux que dans la formation du lien congréganiste lui-même : « Accedit etiam quod professio religionis est actus approbatus quia per eam mutatur vita activa in contemplativam quæ dicitur optima portio... (2) ». « On a comparé à tort, nous dit Ferrière, les religieux aux esclaves romains, mais leur renonciation à toutes les choses temporelles les élève à un état de perfection bien au-dessus du commun des hommes, bien loin de leur imprimer aucune marque de servitude. » Le monastère, de son côté, doit son existence et sa force à l'association étroite des hommes qui se sont volontairement liés à sa règle par les vœux qu'ils ont prononcés. Les vœux sont reconnus par l'Eglise et par l'Etat, absolus et irrévocables, lorsqu'ils sont faits librement

(1) « On appelle religieux toute personne qui est engagée soit par des vœux solennels, soit par des vœux simples dans une association religieuse. » (MERLIN.)

(2) FRANCISCI MANTICAE *Vaticanæ lucubrationes*, liv. XIII, t. XXVIII, art. 7, § 1.

et avec toutes les formalités prescrites pour leur validité (1). La formule des vœux diffère d'ailleurs suivant les communautés ; ils sont plus ou moins larges et peuvent impliquer des obligations variables quant à l'habit, quant à la clôture, quant à la stabilité, quant aux devoirs qui résultent de l'obéissance à des règles différentes : toutes imposent plus ou moins largement la vie en commun (2). L'autorité royale de son côté sanctionne rigoureusement cette obligation ; l'expression la plus nette de sa volonté est dans l'ordonnance de Blois de 1579, art. 30 (3) :

« En tous monastères réguliers, tant d'hommes que de femmes, les religieux et religieuses vivront en commun et selon la règle à laquelle ils ont fait profession. Et, à cet effet, seront tenus les Archevêques et Evêques ou Chefs d'ordres en faisant la visitation des monastères dépendant de leurs charges, y rétablir la discipline monastique... »

Qu'est-ce donc que ces vœux ? Quels sont leur nombre, leur nature, l'étendue des obligations qu'ils comportent, les moyens de s'en racheter ?

(1) V. *Dictionnaire Historique des Cultes*, cité, Liège, 1772. Vo « Vœux ».

(2) V. GUÉNOIS, *La grande Conférence des Ordonnances et Edits royaux*, distribuée en XII livres, cit. I, 1, § 89, p. 81.

(3) DUPUY, *Commentaire sur les Libertés de l'Eglise gallicane*, cit., édit. de 1740, t. II, p. 344.

SECTION II

Analyse du Vœu

Le vœu est une promesse faite à Dieu par laquelle on s'engage à quelque chose qui lui soit agréable et qui ne soit pas de précepte. Les canonistes disent : « *Promissio deliberate Deo facta de bono meliori et possibili* ».

1° *Promissio*. — Ceci ne doit pas être confondu avec *Concilium, propositum* qui n'entraînent pas l'obligation absolue d'accomplir l'acte à peine de péché, à moins qu'il ne s'agisse d'une chose défendue ou ordonnée.

2° *Deliberate*. — Il faut, pour s'engager, savoir à fond ce à quoi on s'engage. Il n'y a donc pas vœu dans les cas de promesses inconsidérées ; celles-ci doivent être assimilées à des actes impulsifs et non à des engagements réfléchis. La volonté doit avoir le degré de liberté nécessaire à la perpétration du péché. Les vœux émis sous l'empire de la violence sont nuls (1).

3° *Deo facta*. — Le vœu doit avoir comme but final Dieu, d'une manière médiate ou immédiate.

4° *De bono meliori*. — L'objet du vœu n'est cependant pas forcément la perfection : il suffit que son accomplissement soit une chose honnête ou même simplement indifférente, faite dans un but favorable. On emploie ces mots : *de bono meliori*, parce que la recherche d'une chose agréable ne doit pas entraver l'accomplissement d'une autre préférable. Ainsi, le vœu de contracter

(1) *C. veniens*, 5, « qui clerici vel monachi.. »

mariage n'est pas valable parce que la chasteté (1) et le *status religiosus* lui sont préférables. Un vœu positif d'une chose simplement honnête est admis : c'est un moyen de perfectionner l'âme, utile pour la vie spirituelle et qu'il vaut mieux faire que ne pas faire.

5° *De bono possibili*. — A l'impossible nul n'est tenu ; il y a des impossibilités morales, légales, physiques. Remarquons que souvent on appelle impossibles des choses qui sont seulement très difficiles : ainsi, souvent on dit impossible l'obligation qu'on ne pourrait imposer à tous par une loi (on ne peut, en effet, imposer une loi trop dure dont le respect impliquerait la quasi-perfection de ceux qui la subissent) ; en réalité, on peut en faire vœu. On peut faire vœu aussi d'obligations qu'on ne pourrait remplir avec ses propres moyens, mais qu'on pourra remplir avec une grâce spéciale de Dieu : telle est la chasteté perpétuelle, d'après la parole célèbre : *Scio non esse continens nisi Deus dederit*.

SECTION III

Divisions des Vœux

Les D. D. proposent plusieurs divisions des vœux :

1° Une des plus importantes est sans contredit la distinction en vœux solennels et en vœux simples. C'est en effet sur elle qu'est étayée en grande partie la distinction des Ordres et des Congrégations.

Ainsi, d'une part, nous avons les vœux solennels qui sont reconnus comme tels par l'Eglise ; de l'autre, les

(1) Ce vœu étant supposé contracté en même temps que le premier.

vœux simples, vœux approuvés par l'Eglise qui les qualifie de simples. C'est l'Eglise qui solennise les vœux ; de là, on tire deux conséquences importantes :

A) C'est l'Eglise qui juge si des actes constituent des moyens de perfection : celui qui fait le vœu dans la forme prescrite sera donc sûr de son efficacité et de son acceptation par Dieu.

B) Le vœu solennel (1) donne une garantie spéciale de la part de l'Eglise : tout acte contraire est *invalidus* et *irritus* ; l'acte contraire au vœu simple n'est qu'*illicitus*.

La promesse faite à Dieu participe donc de la nature du vœu. La solennité peut ainsi se définir : « une qualité extrinsèque du vœu procédant d'un acte religieux de l'Eglise dont l'approbation lui donne la force d'annihiler les actes contraires ». Avec ce système, on est donc admis à repousser la théorie de certains D. D. qui veulent que dans le vœu solennel il y ait acceptation de Dieu par l'intermédiaire de l'Eglise ; même dans le vœu simple, puisqu'il y a *promissio de bono meliori*, l'acceptation de Dieu doit être présumée.

2° Ici on différencie les vœux réels, par exemple le vœu de la réparation d'une église ; les vœux personnels, par exemple un voyage, un jeûne ; les vœux mixtes, par exemple un pèlerinage avec obligation d'offrir une statue ;

3° La troisième division distingue suivant que les vœux : *non sunt reservata* (dont le prélat ordinaire peut dispenser) ou qu'ils sont *reservata* (vœux dont

(1) V. S. THOMAS, II, 2, quest. 88, n° 7, et *Concile de Trente* Sess. XXIV, can. IX, cap. unique, « de voto et voti redempt. », in-6°.

l'autorité pontificale peut seule *dispensare, redimere, et commutare*). Les vœux réservés au S. S. sont : 1° Les vœux conditionnels ; 2° Les vœux simples de chasteté perpétuelle ; 3° Les vœux d'un ordre approuvé par l'Eglise (1) ; 4° Le vœu d'un voyage à Rome ou à la demeure des Apôtres ; 5° Le vœu d'un voyage à Jérusalem au sépulcre du Seigneur ; 6° Le vœu d'un pèlerinage à Saint-Jacob-de-Compostelle.

SECTION IV

Effets Généraux du Vœu

De voti obligatione

Tout vœu émis d'après la règle d'un ordre oblige à fournir ce à quoi on s'est engagé. Si le vœu d'un fidèle est connu et peut être prouvé, la juridiction ordinaire peut en exiger l'accomplissement, surtout si l'Eglise ou une bonne œuvre y est intéressée. Le vœu personnel ou mixte, à moins d'empêchement doit être rempli par celui qui l'a fait : ici on n'applique pas le principe « Qui per alium facit per se ipsum facere videtur ». Le vœu réel peut être exécuté par un tiers quand le *vovens* est dans l'impossibilité de l'exécuter.

L'obligation du vœu passe-t-elle aux héritiers ?

Pour le vœu réel, oui quand l'obligation n'a pas été remplie par l'auteur : les héritiers *tenentur ad sol-*

(1) Il semble qu'on pourrait préciser et dire « les vœux solennels », car au temps où remonte probablement cette réserve en faveur du Siège Apostolique, les vœux simples en religion n'existaient pas. Et cependant, dans les dispositions de ses *Normæ* sur les instituts à vœux simples, la tendance à la Sainte Congrégation des Evêques et Réguliers semble être en sens contraire : v. chap. IX, art. 112.

venda onera realia antecessorum ». Dans le vœu personnel, au contraire, on présume que l'auteur a voulu n'engager que sa personne, (excepté quand l'héritier déclare en assumer la charge). Le vœu mixte passe à l'héritier dans la mesure où on peut séparer la partie réelle de la partie personnelle, sauf quand l'obligation réelle n'est qu'accessoire. Toute la charge retombe bien entendu sur l'héritier s'il l'accepte.

CHAPITRE II

Des Vœux en particulier

Les trois vœux constituent l'essence, la substance de la profession religieuse « *Quæ tria et necessaria sunt et sufficiunt ad constituendum completum perfectionis acquirendæ statum qui dicitur quoque status religiosus strictæ sumptus seu completus* (1) ».

Les trois vœux classiques et généraux sont ceux de chasteté, de pauvreté et d'obéissance.

SECTION I

Du Vœu de Chasteté

Le vœu de chasteté est un des plus anciens (2) : le célibat était considéré comme un état supérieur au ma-

(1) SUAREZ, *De Religione*, tract. VII, lib. 1, cap. VIII.

(2) Les ordres où on ne le prononce pas ne sont pas de vrais ordres. V. *La Tradition de l'Eglise sur le sacrement du mariage*, Paris, 1725, p. 464 à 684.

riage (1). En cas de mariage d'un religieux, l'acte était valable, mais le coupable recevait de l'évêque une punition variable au gré de celui-ci (2). Mais les Conciles de Latran (1139) et de Trente en firent un empêchement dirimant au mariage. A propos de ce vœu, notons les deux manières possibles de le formuler, signalées par le P. Gautrelet (3). «... Votum virginitatis extra religionem emissum non obligat ad vitanda peccata interna cogitationis, desiderii, etc... nisi vovens ad ea vitanda expresse voluerit se obligare. Sed qui intra religionem vovit continentiam seu castitatem videtur se obligasse ad vitanda etiam peccata interna quæ etsi non lædant virginitatem, lædunt tamen continentiam et castitatem ».

SECTION II

Du Vœu de pauvreté

Le vœu de pauvreté est plus important tant au point de vue canonique qu'au point de vue civil: il semble qu'on peut considérer comme une dérogation aux traditions admises d'une manière générale, l'arrêt (4) qui décide que « le défaut pour une communauté de l'exi-

(1) Quelqu'important que soit ce vœu, il ne saurait être comparé aux vœux de pauvreté et d'obéissance. Remarquons, toutefois, pour la curiosité du fait, que même le vœu simple de chasteté perpétuelle est réservé au Saint-Siège.

(2) Si qua virgo se dedicavit Deo, similiter monachus, non licet eis nuptiis jungi; si vero inventi fuerint hoc facientes, maneat excommunicati — Statuimus vero eis posse fieri humanitatem, si ita probaverit episcopus loci. (*Concile de Calcédoine* (451), canon XVI.)

(3) *Traité de l'état religieux*, t. I, p. 312.

(4) Arrêt de la quatrième Chambre des Enquêtes, 6 sept. 1702.

ger n'est pas un obstacle à la mort civile des religieux qui ont fait profession dans cette communauté ».

L'étude du vœu de pauvreté est particulièrement complexe en raison des incertitudes des textes et des controverses qui partagent les auteurs.

Nous allons voir : 1° les effets du vœu sur les biens du religieux qui entre en religion, la nature et l'étendue du pécule que l'on tolère aux profès ; 2° la capacité de posséder et de recevoir du religieux et accessoirement la naissance historique de la notion de mort civile des religieux ; 3° la capacité de disposer.

Quels sont donc les droits qu'au total peut conserver le religieux ? Sa mort civile n'est qu'incomplète : il conserve une assez grande capacité en matière d'administration. Nous terminerons par l'étude de quelques situations particulières et des sanctions.

§ I. — *Sort des biens de celui qui fait profession.*

Du Pécule.

Justinien et aussi les Capitulaires de Charlemagne (1) avaient décidé que les biens du profès passeraient au monastère où la profession avait été faite. Avec l'ordonnance de Blois (2), quand les religieux ont fait profession avant l'âge fixé, leurs biens passent à leur famille dans les trois mois qui suivent leur majorité de seize ans.

Du XI^e au XVI^e siècle, de nombreux abus se produi-

(1) V. cap. CVIII.

(2) V. *Coutume de Paris*, art. 337, ainsi que *Coutume de Bourgogne*, art. 81. — V. aussi COQUILLE, *Instit. au Dr. fr.*, p. 128, et LOISEL, *Instit. coutum.*, liv. II, t. V, art. 29.

sirent grâce à la faculté qu'avaient les religieux de posséder un pécule *cum dependenti usu* : ils conservaient des sommes d'argent parfois considérables, quitte à en rendre compte de temps à autre au supérieur. Le Concile de Trente est intervenu (1) pour prohiber toute propriété aux religieux, sauf à ceux qui étaient investis de fonctions administratives, offices ou autres : « Nemini igitur regularum tam virorum quam mulierum liceat bona mobilia vel immobilia cujuscumque qualitatatis fuerint etiam quovis modo ab eis acquisita tanquam propria aut etiam nomine conventus (2) possidere vel tenere sed statim ea superiori tradantur conventuique incorporentur » (3). L'ensemble des dispositions du Concile se résume en ceci :

1° Il est défendu aux religieux profès de posséder des meubles ou immeubles en leur nom ou au nom du couvent.

2° On distingue entre les *bona stabilia* et les *bona mobilia*. Des premiers, le religieux ne peut être ni usufruitier, ni usager, ni administrateur. On peut tolérer la possession de biens meubles dans des limites raison-

(1) *Concil. Trident.*, Sess. XXV, de Reg. et monial, cap. 2.

(2) Sur ce point, v. BOUX, *De J. R.*, II, 1, § 6.

(3) Dans le même sens, on pourrait citer le *III^e Concile de Latran* (cap. Monachi, de statu monach.) « Monachi non pretio recipiantur, nec peculium permittantur habere. »

V. aussi canon IX du *Concile de Francfort* de 787 : « Nous avons ordonné, nous et le Saint Concile, que l'on ne demande point d'argent quand il s'agira d'admettre des pères à ce saint genre de vie, mais que l'on les y reçoive selon la règle de saint Benoît... » Dans le même sens encore, la Règle de sainte Thérèse, plusieurs bulles d'Urbain V, de Grégoire XI, la *Constitution* de CLÉMENT VIII, *Nullus omnino*, et la faculté de Théologie de Paris. — V. *Histoire de l'Eglise*, de Mgr GODEAU, t. V, p. 484

nables. La possession de choses défendues entraîne la privation de toute voix active et passive et en plus les punitions énoncées par la règle de l'ordre. Toutefois, les coutumes toléraient que la profession n'éteignit pas les droits de douaire et d'usufruit : elles admettaient de petites pensions pour les aliments (1), les frais d'étude dans une université éloignée (2) et même des rentes susceptibles de s'élever jusqu'à 500 livres (3).

§ II. — *Capacité de posséder et de recevoir du religieux et accessoirement allusion à la naissance historique de la notion de mort civile des religieux.*

Quelle est la capacité de posséder et de recevoir de la personne qui a fait vœu de pauvreté ? On peut concevoir à ce sujet quatre manières différentes de porter atteinte à la capacité de jouissance et d'exercice des droits civils.

L'Eglise aura à choisir entre elles :

1° On ne peut avoir le *dominium* de ses biens, ni s'en servir en propre.

(1) CUJAS, ad nov. 5, de monachis.

(2) CHARONDAS, liv. I de ses *Rép.*, chap. LXVI et LXVII. — MORNAC, ad lib., VIII, c. de transact.

V. aussi : Arrêts du 14 août 1584 et du 19 avril 1580 (Parlement de Paris).

(3) On a souvent trouvé ce chiffre élevé à côté des portions congrues des curés qui, quoique portées du seizième au tiers environ par le Concile de Trente, étaient limitées à trois cents livres seulement par les déclarations royales du 29 janvier 1686 et du 30 juin 1690. On peut sur cette question et sur tout ce qui concerne la dot, voir DU ROUSSEAU DE LACOMBE, *Rec. de Jurisp. canon...*, au mot « Dot ».

2° Le religieux est admis par tolérance, mais non légalement à avoir le *dominium* ; le droit de se servir d'objets en propre ne lui appartient pas.

3° Il a la capacité de détenir le *dominium*, mais non pas l'usage de ses biens en propre : telle est la situation des écoliers de la Compagnie de Jésus.

4° Enfin vient le vœu de faire un usage modéré de ses biens (1).

Le vœu complet de pauvreté engendre privation même de l'usufruit et de l'usage. Mais si le vœu n'est pas solennel, (et puisque la solennité seule peut détruire d'une manière radicale, avec le droit considéré dans son exercice, la capacité même de posséder et de recevoir) le vœu de pauvreté, même complet, ne s'oppose pas à ce qu'on conserve la propriété théorique et le droit d'acquérir, mais non pas, bien entendu, la jouissance des avantages pécuniaires qui peuvent en résulter : le *vovens* ne peut, de sa seule autorité, se rendre incapable de posséder ou de recevoir (2). On conçoit aisément les conséquences de ceci, surtout au regard des personnes ou des corporations appelées à succéder aux profès ou bien à être instituées héritières à leur place, s'ils sont reconnus incapables de recevoir (3). Les D. D.

(1) CARRIÈRE, *De Justitia*, n° 198.

(2) GAUTRELET, *Traité de l'Etat religieux*, édit. de 1840, t. I, p. 248.

(3) Voici un exemple pratique d'une situation de cette nature, prévu par l'art. 115 des *Normæ* de la Sainte Congrégation des Evêques et Réguliers : « Ante primam votorum emissionem disponere debent (sorores) de usu et usufructu bonorum suorum, quo modo ipsis placuerit, et etiam, si ita pro earum arbitrio existimaverint in favorem sui Instituti. Debent etiam ante prima vota cedere administrationem suorum bonorum personæ vel personis sibi benevisis ; et, si libere velint, etiam proprio Instituto præmonito et acceptanti. »

(V. *Can. Cont.*, XXVII^e ann., n° 313, p. 39.)

disputent pour savoir quel est le degré stipulé par l'Eglise : le troisième réunit le plus de suffrages (Carrière, Bouix, Suarez.).

Au début, les moines étaient capables de recevoir des successions. Au VII^e siècle, d'après Mabillon, ils héritaient complètement ; il le prouve par l'exemple de sainte Abdegonde. Il nous faut noter l'origine bizarre de leur diminution de capacité à ce sujet ; l'Eglise suscita au XIII^e siècle la fondation des ordres mendiants dans lesquels la personne morale de l'ordre devait s'abstenir de toute possession (1). Ce fut ceci qui retint l'attention des légistes, fertiles en expédients, qui, de conclusions en conclusions, finirent par démontrer la mort civile du moine en général ; nous en dirons quelques mots plus loin. « Quoi qu'il en soit, les profès ne succèdent point à leurs parents, ni le monastère pour eux (2) ». Chassenée, en commentant la Coutume de Bourgogne, nous en donne l'explication :

« ... Cum semper religiosi traherent ad se temporalia, eo quod succederent laïcis, et laïci non succederent, sed eorum ecclesiæ et monasteria unde nulla æqualitas observaretur... » (3).

(1) Sur la défense de posséder de l'ordre régulier lui-même, v. le *Traité des Donations*, de POTHIER.

(2) FERRIÈRE, *Note sur l'art. 136 de la Cout. de Paris et Dictionnaire canonique*, art. 2, n^o 80.

(3) Sur la même question on peut voir l'édit. de Chateaubriant, de François I^{er} de 1532.

De nombreuses difficultés furent soulevées par les ordres opulents comme les Chevaliers de Malte et les Jésuites. La législation fut unifiée par Louis XIV en 1715.

§ III. — *Capacité de disposer.*

Les religieux sont incapables de disposer à titre gratuit sans le consentement de leur supérieur. Ce qui est surtout prohibé, ce sont les « donations à cause de mort » faites lors de l'entrée en religion (1). On admettait plus facilement le testament, acte toujours révocable ; dans ce cas, d'ailleurs, il fallait qu'il fut rendu public peu de temps après la profession et qu'il eut date certaine. Le religieux pouvait toutefois disposer, dans la plupart des ordres, de son pécule modique ; mais il lui était défendu de le faire en faveur du monastère.

§ IV. — *De quelques situations particulières qui ne portent pas atteinte au vœu de pauvreté.*

1^o *Ancien Droit.* — Quels sont donc les droits qui restent au religieux dans les différentes situations où il peut se trouver par rapport à son ordre ? Il est certain, tout d'abord, que tous ses biens doivent être rendus au novice quand il sort avant sa profession (2). Les novices ayant l'âge requis peuvent disposer par donations entre vifs ou par testament de leurs biens, pourvu que ce ne soit pas en faveur des monastères du même ordre que celui où ils sont entrés ou d'un autre quelconque (3).

(1) Ordonnance de Blois, 1579. art. 28, § 2, cité.

(2) *Concil. Trident.*, Sess. XXV, d. R., cap. 16, déjà cité. — Ordonnance de Blois, art. 28, cité. — Ordonnance d'Orléans, art. 19, cité.

(3) FERRIÈRE, *Dictionnaire canonique* (V^o Moines). V. Arrêts du Parlement de Paris : 24 mars 1560, 12 juillet 1569, 6 février 1692. — Parlement de Dijon : 15 mars 1622, 17 mars 1664.

Il y a de fort longues discussions sur les exceptions à la règle posée par le Concile de Trente ou sur les autorisations nécessaires pour faire des donations régulières étant novice : nous ne les verrons pas. Les religieux, une fois la profession faite, sont tenus pour morts par la législation civile (1) : « néanmoins, l'équité de l'ordonnance qui veut que ceux ou celles qui font profession avant le temps et l'âge fixés puissent disposer de leurs biens, tout ainsi que s'ils n'avaient encore fait profession, a été quelques fois pratiquée dans différentes provinces et notamment en Bourgogne ... (2) » En Bourgogne également, on a admis assez souvent — plusieurs commentateurs de la coutume nous l'apprennent — que la mort civile du religieux qui a fait profession a été considérée comme incomplète ; même dans le cas où des biens ont été donnés en emphytèse à deux ou trois vies, si à la dernière il ne reste qu'un religieux profès, le Seigneur ne peut prétendre que le bail soit fini sinon après la mort naturelle du religieux (3).

(1) Notons à ce propos les vices, protestations de certains canonistes : « ... tales professi considerabantur non comprehensi in hæreditatibus intestatis sibi obvenientibus, cedentibus deinde in emolumentum monasteriorum, sed recta istae hereditates transibant ad alios tanquam si professi jam mortui naturaliter forent ! » DE ANGELIS, *ouvr. cité*, t. XXXI, § 7.

(2) Pt. BOUHIER, *Œuvres de Jurisprudence* : liv. II, n° 937.

(3) Cette incertitude sur le véritable état du religieux a amené de nombreuses difficultés : le religieux pouvait-il être exécuteur testamentaire ; la profession donnait-elle lieu à l'extinction d'un usufruit (Cujas répondait négativement), à l'ouverture d'une substitution ? Il est certain qu'il y eut une évolution des idées dans un sens restrictif : on finit, pour des raisons sociales, l'intérêt des familles principalement, par considérer la profession comme une renonciation aux avantages du siècle. C'est dans un domaine voisin que, basé sur des raisons fiscales de même ordre, l'édit de 1749 a porté une grave atteinte à la personne morale des communautés.

2° *Droit Moderne.* — Voilà donc la situation faite aux religieux par les textes fondamentaux de l'ancien droit laïque, généralement d'accord avec les décisions canoniques. Cet état de choses fut quelque peu modifié par l'évolution des idées modernes et les décisions pontificales du XIX^e siècle.

Quant à l'administration, on s'est montré de plus en plus large pour le frère économe qui a mandat du supérieur pour gérer les biens du monastère. On toléra que les profès pussent, avec l'autorisation expresse ou présumée du supérieur, garder les meubles nécessaires et en faire un usage honnête et modéré. On revint à l'ancien usage qui faisait passer à l'ordre, capable de possession, les legs en immeubles ou en annuités faits aux religieux. De même les prestations annuelles fournies aux moines par leurs parents, quoique mises en la caisse commune, sous l'administration du supérieur, peuvent être utilisées pour les besoins du moine et par lui distribuées en aumônes et petites libéralités.

Quoique la « vie en commun parfaite » (1) ne soit pas de l'essence du *status religiosus*, Pie IX, par la voie de la S. Congrégation (2), prescrivit trois dispositions dont voici la portée :

Tout l'argent liquide doit être versé à la caisse commune, à moins que l'ordre lui-même ne soit incapable de posséder. L'observation intégrale des constitutions doit

Mais pour les personnes physiques, il n'est peut être pas très exact de parler de mort civile, puisqu'elles conservent des droits importants, comme celui d'ester en justice dans certains cas.

(1) « *Conventus in quibus nullum admittitur peculium dicuntur vitam communem habere.* » (F. SANTI, ouvr. cité, liv. III, XXXV, § 5 sq.)

(2) Décret du 22 avril 1851.

être séparée de la vie en commun parfaite, que les règlements sont loin d'exiger tous ; la vie en commun parfaite ne doit être imposée qu'aux maisons de noviciat, de profession, d'éducation et d'étude. Les canonistes examinent, sur la question, les exemples particuliers fournis par les réponses de la S. Congrégation à Fr. Jean Decius Labois qui posait les questions suivantes :

1^o Le religieux qui a fait profession de vivre dans les maisons où existe la vie en commun parfaite, peut-il être transporté par ses supérieurs dans les maisons où cette obligation n'est pas observée ? 2^o Une fois transporté dans cette maison où il n'a pas fait profession, peut-il être ramené à la maison originaire ? 3^o Les grands chefs de l'ordre qui ne font pas ce vœu de vie en commun peuvent-ils élire domicile dans les maisons de vie en commun parfaite ?

Il lui fut répondu (1) à la première question : non ; à la seconde, oui, à la condition que le premier transport n'ait été que provisoire ; à la troisième non.

Dans certains pays, les législations laïques, après la suppression des ordres religieux, considérant les religieux individuellement comme capables de posséder, le S. S. donna plusieurs instructions spéciales par lesquelles il règle en détail la situation (2).

(1) 1^{er} octobre 1852.

(2) On peut voir notamment pour la Belgique les Instructions du 1^{er} décembre 1820 et du 31 juillet 1878, et pour l'Italie les Instructions du 1^{er} décembre 1820 et du 18 avril 1867.

§ V. — *Sanctions.*

Le religieux qui malgré son vœu de pauvreté fait acte de possesseur, administrateur, usufruitier, usager, tombe sous le coup des peines édictées contre les religieux propriétaires :

1° Celui qui est trouvé propriétaire est privé de voix active et passive pendant deux ans (1) ;

2° Il peut être éloigné de la communion ;

3° Après un avertissement, il peut être chassé du monastère ;

4° Le religieux défunt trouvé avec des possessions contraires à la règle sera privé de sépulture ecclésiastique : certains ordres prescrivent même que, dans ce cas, son corps soit jeté au fumier (2).

Pèche contre le vœu de pauvreté le religieux qui, même avec la permission de son supérieur, dépense plus que le nécessaire dans ses vêtements et ornements : il doit en être corrigé et en cas de récidive expulsé du monastère.

(1) C. 2, Sess. XXV, de Reg., *In Tridentino*.

(2) V. FÉVRET, *De l'Abus*, cit., t. I, liv. IV, chap. VIII, p. 565. — BOUX, ouvr. cité, rapportant Ferrière, nous dit : « Regulares deprehensi in morte habere aliquam proprietatem debent cum ipsa subterrari extra monasterium in sterquilinio, in signum suæ damnationis æternæ. »

V. aussi J. ALBERTI, *De Sepultura ecclesiastica deque jure sepe-liendi*, Rome, 1902.

SECTION III

Du Vœu d'obéissance

§ I. — *Son importance. — Etendue variable*

L'obéissance est le plus ancien des vœux, puisque c'était celui des anciens moines (1) ; « c'est le nerf principal de la profession monastique (2) ». Elle est restée le vœu le plus important suivant le Pape Jean XXII (3) : « Tota religio perimitur si a materia subditi obedientia subtrahatur : magna est paupertas, sed major integritas. Maximum autem obedientia. Si custodiatur illæsa prima rebus, secunda carni[s], tertia vero menti dominatur, et animo[s] [quos] velut effrenes et liberos, dictioni alterius humili jugo, propria voluntatis astringit (4) » et encore « Hæc est enim perfectio quam requirit mona-

(1) V. *Règle de saint Benoît*.

(2) V. FERRIÈRE, *ouvrt. cité*, v^o « Votum », art. 2, n^o 9, et FLEURY, *Instit. au Droit ecclésiastique*, édition de 1711, cit., t. I, p. 211.

V. aussi MIRANDA, *Manuel des prélats*, t. I, quest. XXVI, et FAGNAN, *in c.* : *De major obed.*, n^o 8.

(3) *Extra v. Quorundam*, de Verb. Significat, c. sciendum, 8, quest. 1.

(4) De grandes difficultés d'interprétation s'élèvent à propos de ce texte : autant il est facile d'en saisir la portée générale, autant l'interprétation littérale en est difficile :

1^o Certains auteurs corrigent ainsi la dernière proposition « effrenes et liberos, dictioni alterius humilis jugo propriæ voluntatis astringit. »

2^o Si on conserve le texte intact, il faut considérer que *dominatur* gouverne le génitif avec son premier complément *carnis* et le datif avec le second *menti*, ce qui est bizarre. *Quos* englobe alors à la fois les deux mots : *menti* et *animo* ; *velut* dans ce cas est un terme qui tend à modérer l'expression un peu risquée de *effrenes*.

chica professio ut nullam omnino rem faciat propria voluntate sed alterius judicio. Id est non stet, non sedeat, non ambulet, non manducet, non vigilet, non dormiat nisi alterius arbitrio et ordinatione » (1). Les religieux doivent obéir à leurs supérieurs en tout ce qui appartient à la supériorité et n'est point contre Dieu, ni contre le salut. Saint François de Sales (2) nous dit : « Quant à l'obéissance qui regarde les supérieurs que Dieu a établis sur nous pour nous gouverner, elle est de justice et de nécessité et se doit entendre avec une entière soumission de notre entendement et de notre volonté : et cette obéissance de l'entendement se pratique lorsque nous acceptons et approuvons le commandement et trouvons bonne la chose commandée ». Saint Thomas (3) distingue :

« ... triplicem religiosorum obedientiam, necessariam, perfectam, indiscretam ; hæc tertia est quæ ad illicita extenditur. Perfecta quæ ad omnia licita etiam si non cadant sub obligationem. Necessaria vero quæ ad votum pertinet. »

3^e On pourrait considérer aussi que *voluntatis* est une faute de copiste et qu'il est mis pour *voluntati* ; et on obtiendrait avec une ponctuation différente « ... effrenes et liberos dictioni alterius, humili jugo, propriâ voluntati astringit. » Mais cette explication quoique permettant d'arriver indirectement aux mêmes conséquences au point de vue de l'obéissance, modifierait un peu, de prime abord, le sens que l'on reconnaît d'ordinaire à la phrase.

4^e Avec le texte tel que nous le comprenons, il faut rattacher à *animo* la lettre *s* de *carnis* ce qui est assez facile à justifier ; *quos* seul ne s'explique plus. *Propria voluntatis* ne sera plus le complément de *astringit* à l'ablatif, mais un nominatif pluriel apposé à *tertia*.

(1) MARTENE, *De Antiq. Eccl. Rit.*, t. III, liv. II, cap. II, p. 79.

(2) *Solide piété*, chap. XXIV, part. 2.

(3) *Somme*, II, 2, quest. CIV, art. 5.

Le religieux doit obéir à son supérieur comme à Dieu, à ses ordres exprès, indirects ou implicites (1); l'obéissance nécessaire est l'obéissance ordinaire commandée par les vœux; elle est parfaite quand on obéit avec une promptitude qui n'était pas de précepte; l'idéal c'est l'obéissance aveugle : « Sed per hujusmodi obedientiam non intelligitur nisi ea pia cordis dispositio quia religiosus paratus est semper ad obsequendum suo superiori, non dijudicando motiva mandati nec opportunitatem, (in iis quæ ceteroquin ipsi non videntur ullo modo illicita) » (2). Toutefois, si le supérieur commandait quelque chose qui fut contraire à la règle, ce serait une nécessité de lui désobéir (3). De même, les D. D. admettent qu'un religieux pourrait sortir d'office du monastère pour aller secourir ses parents parce que le précepte d'honorer ses parents est de droit naturel et divin (4), antérieur par conséquent aux liens de l'obéissance dont on a fait vœu. L'obéissance est due par le religieux d'une manière immédiate au Pape, puis à son supérieur et enfin à l'Evêque (5).

Elle consiste en somme et au total : 1° à montrer de la soumission et de la déférence; 2° à recevoir ou à

(1) V. S. LIGUOR, lib. IX, n° 38.

La proposition enfermée entre parenthèses marque la petite différence qui existe entre le système de Liguori et celui de saint Thomas.

(2) V. *Praelect.* S. Sulpitii, n° 442.

(3) V. S. BERNARD, *Epist.* VII, et BOUVIER, t. V, p. 214 1^{re} édition.

(4) V. MIRANDA, *Manuel des prélats*, cit., t. I, quest. XXVI, art. 11.

(5) LOUIS DU MAY, *Abrégé du Droit public*, p. 438. — S. LIGUORIUS, liv. IV, n° 51. — GAUDRY, *Traité de la législation des cultes*, t. II, p. 359.

exécuter un ordre ; 3^o à souscrire ou à se soumettre à un jugement.

§ II. — *Sanctions.*

Les sanctions (1) de cette obligation sont extrêmement sévères (2) : les prélats réguliers ont à leur disposition comme moyens coercitifs de nombreuses peines spirituelles (3). Ils peuvent également recourir à des peines corporelles très dures : les galères (4) par exemple, Bouix admet (5) la flagellation par un bras *clericus aut religiosus*, l'expulsion de l'ordre, l'emprisonnement, la relégation dans un couvent éloigné, l'exil. Les religieux trouvés en dehors du monastère sans permission écrite de leur supérieur doivent être emprisonnés (6). A propos de cette question, on peut remarquer le parallélisme étroit qui existe entre les décisions

(1) V. *Compendium Juris Regularium*, edidit Bachofen, New-York, BENZIGER, p. 441, et THEODORO A. RIED-BRIG, *Manuale practicum juris disciplinaris et criminalis Regularium*, Rome, 1903.

(2) « Peccatum autem religiosi inobedientis est mortale, vel veniale, aut nullum, secundum materiam et voluntatem præcipientis qui posset non habere animum obligandi ; nec sufficit quod superior præcipiat dicendo : jubeo, præcipio, etc..., nisi addat v. g. : « in nomine Christi », « in virtute sanctæ obedientiæ », « sub pœna excommunicationis », etc... Est sententia communis. » (BOUX, *De J. R.*, p. 428.) — V. aussi S. THOMAS, cité, II, 2, quest. CIV, art. 2.

(3) BOUX, cité, sect. II, chap. I, § 1 et 2.

(4) SUAREZ, *De Religione*, t. IV, traité VIII, liv. II, chap. X, n^o 3 sq.

(5) BOUX, *loc. cit.*, § 2. — V. aussi FLEURY, *Institut. au Droit Ecclés.* t. II, chap. XVIII, p. 176, et GERHARD SCHEEMANN, *Civiltà Catolica*, de 1864.

(6) Edit de 1606, art. 7. — V. aussi GUÉNOIS, *La Grande Conférence des ordonnances et édits royaux*, I, 1, § 89, p. 81.

canoniques et les actes législatifs des rois de France : le Concile de Trente (1) prohibe les voyages sans une permission par écrit que l'on appelle « obédience » parce que le religieux ne sort que pour obéir à son supérieur et comme à regret (2). Dans les Extravagantes communes, on trouve que le pape Jean XXII excommunie les religieux qui entreprennent des voyages d'outre-mer sans l'autorisation de leur supérieur. L'édit de Louis XI à Selaines (3) défend à tout religieux de sortir du royaume. Les lettres patentes de Henri III de 1574 ordonnent aux baillis et sénéchaux de se saisir des fugitifs et de les faire enfermer dans leurs couvents.

§ III. — *Quelles personnes peuvent infliger ces punitions ?
D'où tirent-elles leurs droits ?*

Il est nécessaire ici, puisque nous étudions les monastères non seulement au point de vue des personnes qu'ils renferment mais aussi et surtout au point de vue du fonctionnement de la personne morale même, de savoir précisément quels sont ces supérieurs auxquels les religieux doivent obéir et quelle est leur origine.

Dans les ordres exempts, les chefs de l'ordre ont des pouvoirs aussi étendus que possible : ils ont une juridiction propre et presque épiscopale même en ce qui

(1) Sess. XXV, d. R., c. IV, et 2 Sess. XVI, quest. I, c. quanto...

(2) FLEURY, *Institution au Droit ecclésiastique*, 1711, t. I, p. 220.

(3) Du 3 septembre 1476, enregistré en Parlement le 7 septembre 1476. — V. aussi art. 109 du *Cahier de la Chambre ecclésiastique*, aux Etats Généraux de 1614, et les art. 30 et 31 du *Règlement des Réguliers*.

concerné les choses extérieures : tels sont les généraux, les provinciaux, les abbés, prieurs et gardiens. Ils ont d'ordinaire la crosse et la mitre et autres insignes pontificaux. Dans les Congrégations à vœux simples, ils n'ont que la puissance *dominativam* non la puissance *jurisdictionalem*

La prélature n'est pas héréditaire : elle ne résulte que de la nomination du S. S. ou d'une élection canonique.

Pour être nommé prélat, il faut avoir vingt-cinq ans, avoir fait profession expresse dans l'ordre, être clerc puisqu'on aura juridiction ecclésiastique, être au moins sur le point d'être nommé prêtre puisqu'on aura charge d'âmes. Tous les religieux capables doivent être convoqués pour l'élection : ils doivent avoir au moins rang de sous-diacres et n'avoir subi aucune déchéance de leurs droits. Si aucun électeur ne répond à la convocation, l'affaire est déferée au S. S., même pour un ordre exempt. L'élection est nulle si des voix ont été omises ou si le résultat n'a pas été proclamé en séance publique. L'élection du supérieur général doit être confirmée par le S. S.; quelquefois la nomination d'abbés est subordonnée à l'approbation gouvernementale. Dans plusieurs ordres, les prélats inférieurs sont nommés par les généraux.

La prélature se perd : 1^o par la renonciation, acceptée par celui qui a capacité pour élire le prélat ; 2^o par l'arrivée du terme fixé quand elle n'est pas à vie ; 3^o la mort ; 4^o la déposition pour un des cas suivants : « Hæresim, simoniam, manifestam immunditatem carnalem, furtum, homicidium, grave sacrilegium, solemne perjurium, conspirationem, falsificationem Litterarum Apostolicarum » (1).

(1) CLÉMENT IV, 1624, *Pro Cisterciensibus*.

Les abbesses doivent avoir au moins quarante ans et huit ans de profession : si ces conditions ne peuvent se rencontrer, le supérieur peut se contenter de trente ans d'âge et de cinq ans de profession (1).

Parmi les supérieures il y en a de deux sortes : les unes sont perpétuelles ; leur origine remonte au très ancien Droit ; tout d'abord électives, elles furent plus tard presque toutes à la nomination du roi.

Pratiquement, ces nominations se faisaient d'une manière absolument arbitraire. Le crédit à la Cour était une garantie meilleure que les plus réelles capacités : bien des fois il a permis de violer impunément les conditions d'âge. Dans la Bulle que le pape remet à cet effet il dit, pour paraître respecter l'ancien usage, que la plus grande partie de la communauté consent à l'élection de l'abbesse.

Les autres ne sont que triennales : ce sont celles des anciens monastères réformés ou des nouvelles Congrégations, même des ordres mendiants. L'expérience a montré qu'elles sont d'humeur plus régulière que les premières et qu'elles font mieux respecter la règle. Elles sont électives au suffrage secret, en présence du visiteur qui assiste au vote, à la grille, et confirme l'élection (2).

A côté de la supérieure, se trouve un Conseil de quatre ou six religieuses pour l'aider dans les cas difficiles.

Ont droit de vote, les religieuses dans les conditions d'âge et de capacité requises. L'élection doit être confirmée par un prélat régulier, si le monastère en dépend, l'Evêque pour les monastères non exempts ou le S. S.

(1) *Concil. Trident.*, Sess. XXV, d. R., cap. 7, c. de elect. in-6. L'édit de 1606 exige dix ans de profession et l'exercice d'un office claustral pendant six ans.

(2) FLEURY, *Inst. au Dr. Eccl.*, t. I, p. 2.

Les supérieures ont la puissance *dominativam*. Le vœu d'obéissance ne lie aux supérieures subalternes que dans les limites de leur charge. Les supérieures ne peuvent rien ordonner *contra* et *supra regulam*.

SECTION IV

Vœux accessoires

§ I. — *Obligation de tendre à la perfection.*

A côté des trois vœux existe, dans presque toutes les règles, l'obligation pour les religieux *tendendi ad perfectionem*. Saint Liguori (1) déclare que le religieux pèche mortellement s'il ne s'efforce pas d'acquérir la perfection: d'ailleurs, le seul fait d'accomplir ses vœux, d'observer les préceptes évangéliques l'amène à ce résultat. Les religieux qui émettent des vœux simples, comme les écoliers de la Compagnie de Jésus, commettent un péché mortel s'ils se montrent incorrigibles et même s'ils font diligence pour se faire renvoyer en commettant plusieurs fautes légères. En faisant profession (2), ils se sont engagés à tendre à la perfection, donc à rester en religion.

§ II. — *De la Clôture.*

Comme autres obligations qui incombent au religieux, on peut encore citer: l'obligation de respecter la règle, de porter l'habit et surtout celle d'observer la clôture: sous ce nom on entend l'espace compris entre les

(1) Lib. IV, n° 10.

(2) V. BOUÏX, cité, t. II, p. 584.

murs et enceintes du monastère. La loi ecclésiastique veille beaucoup à son respect parce que c'est surtout d'elle que dépend l'observance des règles monastiques.

1° *Clôture des Moniales.* — Nous verrons d'abord la clôture des femmes, puis celle des hommes et de quelle manière elle peut être violée, soit par la sortie des religieux du monastère, soit par l'entrée dans celui-ci de personnes étrangères.

D'après le Concile de Trente (1) :

1° L'Evêque doit veiller à ce que la clôture soit assurée ou rétablie là où elle a été violée ;

2° Il a droit de contrôle dans les monastères à lui soumis, par sa propre autorité ; dans les autres par autorité apostolique ;

3° Il peut punir de censures et autres peines ceux qui violent la clôture et même en appeler au bras séculier ;

4° Aucune religieuse ne peut sortir du couvent après la profession, même pour peu de temps, sans motif légitime approuvé par l'Evêque ; l'abbesse seule est admise à s'absenter pour rendre foi et hommage des terres de la communauté.

A) *Leur sortie.* — Cette approbation par écrit de l'Evêque est nécessaire même dans les monastères exempts où la permission du supérieur ne suffirait pas ; il faut le concours des deux autorités (2). Les cas de sortie des

(1) Sess. XXV, de Reg., c. V. — V. Ordonnance de Blois, art. 31, et l'Edit de 1695, art. 19.

(2) *Constitution de PIE V, Circa Pastoralis, et Constitution Decorî*, du 1^{er} février 1570.

religieuses sont réduits à trois : grand incendie, lèpre, épidémie. Epidémie signifie maladie contagieuse dont est atteinte une religieuse (1). Donc, une épidémie générale dans la cité, la crainte de sa contagion ne pourraient suffire à motiver une sortie (2). En cas de sortie injustifiée, le Pontife lance l'excommunication réservée au pape contre celle qui est sortie et contre ceux qui l'ont autorisée, aidée et reçue ; et on peut voir combien la règle est sévère : dans l'excommunication est englobée la religieuse qui est montée sur le toit du couvent ; elle est censée sortie des limites fixées. Pie V prive le supérieur qui a accordé à tort la permission de sortir de tout droit aux fonctions et administrations. Les D. D. remarquent toutefois que les peines précitées ne sont pas encourues quand il y a péril en la demeure : le précepte n'est pas considéré alors comme violé.

B) Entrée des étrangers dans un monastère. — Pour ce qui est de l'entrée des étrangers dans un monastère, elle est complètement défendue aux personnes *inhonestis*. Pour les autres, elle est possible avec juste cause et autorisation du supérieur. Le Concile de Trente (3) en défend formellement l'entrée à quiconque n'a pas de permission écrite de l'Evêque et du supérieur pour les monastères ordinaires (4). Deux constitutions de Grégoire VIII et de Paul V (5) excommunient des grands seigneurs qui s'étaient prévalus de leurs titres pour

(1) *Congrég. du S. Concile*, de sept. 1720.

(2) Conf. : card. BIZZARRI. *Collectanea*, p. 345.

(3) Sess. XXV, d. R., c. V.

(4) Concile approuvé par Urbain VIII, 13 nov. 1620, 21 mai 1621.

(5) 13 juin 1575 et 10 juillet 1602.

entrer dans l'intérieur de monastères. Les supérieurs furent frappés de l'excommunication majeure (1) et privés de toutes charges et dignités. Mais la Constitution du Siège Apostolique n° 6 déclare que cette excommunication est conférée au Saint-Siège seulement, pour être appliquée à l'avenir contre ceux qui violent la clôture en entrant au monastère sans permission, non contre ceux qui introduisent ou admettent lesdites personnes.

Les D. D. recherchent si les peines frappent ceux qui introduisent des enfants n'ayant pas l'âge de raison. La majorité pense que oui ; le Concile de Trente stipule en effet « les personnes de tout âge », et Matteucius (2) apporte plusieurs décrets de la Sainte Congrégation en ce sens.

L'Encyclique de Benoît XIV (3) stipule que le Saint-Siège seul peut autoriser l'entrée de servantes ou de jeunes filles qui veulent faire leur éducation. Les prélats séculiers, évêques et cardinaux, ne peuvent entrer dans les monastères que pour des causes nécessaires, avec un petit nombre de personnes âgées et régulières. L'Encyclique prohibe cette entrée aux Cardinaux *non ordinariis* (4). Alexandre VII, dans sa Constitution

(1) C'est-à-dire privés des sacrements, des prières publiques de l'Eglise, des bénéfices et des charges ecclésiastiques, enfin de la sépulture en terre bénite. V. sur cette question les travaux contemporains de l'abbé BERTRIN.

(2) *Official Curiae*, cap. XXXII, n° 22.

(3) 25 janvier 1745.

(4) Ces termes ont besoin d'explication.

Les pouvoirs et attributions des Cardinaux sont doubles.

Ils tiennent les uns de leur dignité cardinalice même ; comme tels ils ont certaines prérogatives et des droits sur les Evêques de leur ressort.

De plus, dans leur propre diocèse, dans les limites restreintes du

Felici (1), décide que les prélats ordinaires peuvent entrer dans les couvents de filles qui leur sont soumis : 1^o seulement une fois par an entre le lever et le coucher du soleil ; 2^o s'ils doivent y entrer plus souvent, ils doivent le faire avec l'Evêque ou un clerc délégué ; 3^o les confesseurs ordinaires ou extraordinaires ne peuvent entrer que pour administrer les sacrements aux religieuses infirmes et ils doivent se faire accompagner d'une personne âgée et sûre. Avec la permission de l'abbesse, peuvent entrer, puisque c'est indispensable, les médecins, chirurgiens et autres personnes de même nature.

Pour finir, disons qu'il y a une clôture papale et une clôture épiscopale. La clôture papale existe dans les monastères à vœux solennels ; elle est alors sous la protection du Saint-Siège. Dans de nombreuses maisons à vœux simples, une décision apostolique impose toutefois cette clôture. La clôture épiscopale existe dans les maisons à vœux simples, toutes les fois qu'elle y a été prescrite par l'Evêque ; la seule différence entre les deux c'est qu'ici la dispense est de la compétence de l'Evêque. Dans les cas de clôture papale, l'Evêque ne peut en disposer que dans les cas déterminés limitativement ; dans tous les autres, la licence du Saint-Siège est requise aussi bien pour la sortie des religieuses que pour l'entrée de personnes étrangères au monastère.

territoire qu'ils administrent ils ont, en tant que représentants de l'Ordinaire, les droits de visite que nous savons dans les monastères. Mais ceci est complètement indépendant et distinct du Cardinalat, et bien entendu ces droits n'existent qu'en faveur des Cardinaux-évêques. Naturellement ils n'appartiendraient pas à celui à qui le Cardinalat aurait été conféré bien qu'il n'appartint qu'aux ordres mineurs (par exemple ordres des acolytes ou de l'exorciste).

(1) 10 novembre 1664.

2° *Clôture des hommes.* — Quant à la clôture des hommes, voici ce qui est stipulé à son sujet : la Constitution *Nullus*, de Clément VIII, prohibe à tout religieux de sortir de son monastère sans permission du supérieur. Mais les D. D. enseignent que la permission du supérieur est facile à présumer : la sortie sans permission n'est pas un péché mortel si elle est faite sans ostentation ni scandale (Nous ne parlons certes ni des fugitifs, ni des apostats). Il est défendu aux femmes, sous aucun prétexte, d'entrer dans un monastère d'hommes (1). Les violations de cette règle sont sanctionnées par l'excommunication majeure. Les religieux qui introduisent des femmes sont privés de leurs offices et deviennent inhabiles à en recevoir d'autres (2).

A propos de clôture, voyons deux cas particuliers qu'il semble assez naturel d'examiner à cette place.

APPENDICE I

DU RÉGULIER PROMU A L'ÉPISCOPAT

Comment observera-t-il la règle de son ordre ? Dans le Décret de Gratien (3) on voit que le moine, qu'une élection canonique libère du joug religieux, peut succé-

(1) PIE V, *Bulle Regularium personarum* et *Décl. Dicit Romanum Pontificem.* — GRÉGOIRE XIII, *Constit. Ubi gratia.*

(2) *Constit. Apostolicæ Sedis*, n° 7.

(3) Can. un., *Statutum*, Caus. XVIII, quest. I.

der à son père comme légitime héritier, mais il doit faire présent de ce qu'il reçoit aux autels près desquels il est sanctifié et titularisé (1). De là, deux conséquences :

1° Le régulier promu à l'épiscopat n'est pas tenu à l'observation de la règle à laquelle le liait sa profession.

2° Après sa promotion, il acquiert non pour lui, mais pour l'Eglise.

A moins d'une permission du Saint-Siège, il ne peut disposer de ses biens par acte de dernière volonté. Mais les D. D. lui reconnaissent le droit, que le Saint-Siège est présumé lui avoir accordé en le nommant, d'employer comme il convient à la dignité épiscopale, les revenus de sa mense et ses autres ressources. Saint-Thomas (2) dit : « Nihil debet habere tanquam proprium sed sicut dispensator communium bonorum Ecclesiæ ». Il est donc tenu d'observer le vœu de pauvreté, mais d'une manière différente d'un religieux. Le vœu de chasteté perpétuelle demeure, bien entendu. Le vœu d'obéissance considéré en lui-même, n'est pas détruit par la promotion à l'épiscopat, mais son observation n'est plus possible, l'Evêque n'ayant plus de supérieur régulier à qui obéir. Mais si, pour quelque raison, il quitte l'épiscopat, il doit revenir à la clôture et se remettre sous les ordres de ses supérieurs.

Quid de l'observation de la règle de son ordre (3) ?

Andreuccijs (4) nous apprend qu'il n'est tenu à l'ob-

(1) C'est-à-dire à l'Eglise.

(2) *Somme*, art. 8, quest. LXXXVIII, 2, 2.

(3) Doit-il conserver l'habit ? V. Mgr GODEAU, *Hist. de l'Eglise*, p. 567-568.

(4) *De Episcopo titulari*, part. II, n° 163.

server que *ex sola decentia et honestate*. Saint Thomas (1) nous dit : « Ille qui de monacho fit Episcopus absolvitur a jugo monasticæ professionis non quantum ad omnia sed quantum ad illa quæ officio pontificali repugnant ». C'est pourquoi les D. D. estiment que celui qui est promu Evêque ou Cardinal reste religieux (2). Alexandre VII, dans le décret (3) que ratifia Clément XI en 1715, confirme cette théorie « ... decernit insuper et declarat Sanctitatis Suæ mentem nequaquam esse eosdem Episcopos si regulares fuerint ab obligationibus professioni regulari quam emiservunt adnexis per adeptionem dignitatis ac muneris episcopalis ulla-tenus absolvere ac eximere nisi quatenus ejusdem muneris ac curæ pastoralis exercitio impedimenti sit ». Dans le même sens, la Constitution *Custodes*, de Benoît XIII (4) : « ... nempe Episcopus regularis tenetur observare regulas suas religionis quæ materiam voti paupertatis determinant ; item tenetur alias regulas et observationis dignitati et officio episcopali non repugnantes eadem obligatione gravi vel levi observare qua tenebatur antequam assequeretur dignitatem episcopalem ita tamen ut in peculiaribus casibus prudenter judicium ferre possit utrum cum dignitate et officio episcopali illæ (regulæ) conveniant (5) ».

(1) Cité, art. 8, quest. LXXXV, 2, 2.

(2) Conf. : DE LUGO, *Resp. Moral.*, lib. V, dub. XII.

(3) Du 26 juillet 1662.

(4) Du 7 mars 1725.

(5) V. FERRIÈRE, v^o « Evêque », n^o 7, et BOUX, aussi cité, t. II, p. 68.

APPENDICE II

de religiosis qui ex indulto Apostolico vivunt in sæculo (1).

Un indult, qui est appelé indult de sécularisation, peut être concédé à temps ou pour toujours. Le religieux qui, pour un temps, quitte sa clôture avec l'autorisation du Saint-Siège, reste religieux et quelquefois l'indult n'est concédé que sous condition de conserver l'habit de l'ordre ; d'autres fois, on est libre de le quitter (mais, dans ce cas, on doit conserver sous le vêtement civil quelque partie du vêtement religieux). Dans les deux cas, le religieux est, pendant le temps où il n'est pas soumis à la clôture, sous la dépendance de l'Ordinaire. Rien de changé à sa vie ; les biens qu'il reçoit vont à son ordre. Le religieux qui obtient un indult perpétuel, se le voit concéder pour le temps qu'il vivra en tenue de prêtre séculier par exemple, ou pour le temps qu'il vivra en habit décent, s'il n'est que clerc ou convers.

Il reçoit l'injonction suivante :

« Retento interius aliquo sui regularis habitus signo... ita tamen ut substantialia votorum suæ professionnis cum statu compatiibilia observet et sub obedientia ordi-

(1) V. S. BENOIT (*Règle*, chap. LXVI-LXVII). — Cap. 4, Sess. XXV, *In Trid.*. — D'HÉRICOURT, *Loix Eccles.*, part. III, chap. XIII, art. 1, et l'Edit de 1606, art. 7.

narii, etiam in vim voti religiosi vivat. » Le Cardinal Bizzarri (1) note un indult de cette nature :

1° On considère comme bénéficiant de la sécularisation perpétuelle les religieux qui vivent séparés de leur ordre ;

2° Ils doivent continuer à observer leurs vœux ;

3° Ils ne sont pas obligés à respecter le règlement de leur ordre, ni par conséquent aucun des vœux supplémentaires que le règlement de l'ordre peut exiger ; les vœux solennels seuls accompagnent la personne une fois sortie de l'ordre ;

4° Malgré le vœu de pauvreté, les biens que le religieux pourrait acquérir peuvent être employés par lui à des usages honnêtes et licites. Mais il ne peut en disposer, surtout à cause de mort, sans la permission du Saint-Siège ;

5° Ceux qui sont sécularisés sans indult du Saint-Siège ne peuvent obtenir de bénéfice ecclésiastique.

Ainsi, les profès qui viennent à être sécularisés peuvent porter des vêtements civils, mais leurs vœux persistent ; ils continuent à produire tous leurs effets ; en particulier, les religieux ne peuvent (2) être rendus succcessibles dans toute l'acception du mot que par la dispense des vœux.

Il y a donc des moyens de porter atteinte aux effets absolus et immuables de la profession religieuse. Quels sont-ils et quelle est leur étendue ?

(1) *Collect.*, p. 775.

(2) Arrêts du Grand Conseil, du 21 mai 1622 et du 2 avril 1626.

CHAPITRE III

« De voti redemptione »

Primitivement, on pouvait assez facilement rentrer au siècle. Justinien le permettait au prix de quelques peines peu sévères. La règle de saint Benoît permettait encore (ch. 29) de quitter le cloître librement. Mais, à partir du ^{xiii}^e siècle, on pose de plus en plus fermement le principe de l'irrévocabilité des vœux (1). Toutefois, le droit canon offre aux profès qui peuvent invoquer des motifs sérieux, des moyens de *redimere* leurs vœux : « Redemptio » stricto sensu sumpta significat mutationem obligationis personalis in realem obligationem. » Mais, communément, les D. D., sous cette appellation, comprennent toute libération de l'obligation, ce qui peut arriver de plusieurs façons.

SECTION I

« Immutatio status rerum »

L'exemple d'un cas de cette nature est celui d'un vœu personnel dans lequel celui qui l'a prononcé devient incapable de l'exécuter. Le *vovens* n'est pas tenu à une autre obligation. Mais à cette théorie semble s'opposer : C. 8 h. t. (2), où le Saint-Siège décide que celui

(1) FRANCISCI MANTICÆ..., loco cit.

(2) F. SANTI. V. ce que nous disons plus loin sous le titre de « dépendance réelle ».

qui a fait vœu d'aller combattre en Terre Sainte dans les milices chrétiennes, ne pouvant combattre doit cependant fournir la somme qu'il devait y dépenser. A ceci on peut répondre : le vœu dont il est question n'est pas seulement un vœu de dévotion et de respect personnel pour le Saint-Sépulcre, mais plutôt un vœu mixte où les deux obligations, réelle et personnelle, avaient une place égale ; le vœu devait profiter matériellement à la Terre Sainte : malgré l'empêchement personnel, la prestation pécuniaire peut être fournie. De même le changement de l'état de choses, tant en matière de vœux personnels qu'en matière de vœux réels, existe quand la matière du vœu change et quand le travail promis à Dieu devient illicite ou constitue un obstacle à un plus grand bien : si, par exemple, après le vœu simple d'un voyage, on désire entrer dans un ordre religieux.

SECTION II

« Annulatio »

On peut également être libéré du vœu par son « annulation » c'est-à-dire par l'acte par lequel la personne de qui dépend le *vovens* ou la matière du vœu, détruit l'obligation. Le vœu est donc valide tant qu'il n'a pas été annulé : l'annulation est unilatérale de la part de la personne indiquée « *Nam vota semper habere præsumantur implicitam conditionem : nisi contradicat ille cui vel vovens vel materia voti subest* ».

Voyons les deux cas :

(A) Dépendance personnelle. — Le supérieur régulier peut annuler le vœu du religieux, lequel n'a d'effet que confirmé ou toléré par le supérieur (excepté pour le vœu de passer sous la domination d'une règle plus étroite : le supérieur n'y peut rien puisque le choix est *bonum*

melius.) L'Evêque ne peut annuler les vœux des clercs qui sont en sa puissance que dans la mesure où ils sont incompatibles avec l'exercice de leur ministère ecclésiastique : quoique soumis à l'Evêque, ils conservent leur personnalité : l'Evêque a donc *auctoritativam potestatem non potestatem dominativam*. Mais si le vœu gênait l'exercice du ministère, par exemple le vœu de ne pas accepter un bénéfice paroissial, l'Evêque pourrait l'annuler, parce que dans ce cas le clerc est réellement subordonné à l'Evêque : il est son inférieur hiérarchique. Le père ou le tuteur peuvent annuler les vœux des impubères : la faiblesse de leur jugement fait dépendre toutes décisions importantes de l'avis du chef de famille.

(B) Dépendance réelle. — Il s'agit ici d'éviter de léser les droits des tiers. Le père et le curateur peuvent annuler les vœux de leur pupille pubère et mineur si ces vœux causent un préjudice aux biens paternels ou à ceux confiés à l'administration du curateur. Donc, le père ne peut annuler les vœux du fils qui concernent ses biens *castrenses et quasi castrenses*, qu'il possède en propre et dont il a l'administration. L'époux peut annuler les vœux de l'épouse qui préjudicient à ses créances conjugales ou à son administration du bien familial ; il est sans pouvoirs sur les vœux faits avant le mariage : l'autorité maritale ne court que du mariage et n'a pas d'effet rétroactif.

SECTION III

« Commutatio »

« Commutatio definitur subrogatio alterius operis pii melioris æqualis vel inferius loco operis voto promissi ».

A) Le remplacement par une œuvre meilleure quelconque peut sans contredit être opéré de la propre autorité du *vovens* : il n'y a pas rupture de la promesse quand on fait mieux que ce qu'on a promis. Il faut faire les exceptions suivantes : Les vœux réservés au S. S. ne peuvent être changés qu'en une profession religieuse.

Les vœux avec serment sont complexes : le serment est à part et d'une stricte observation juridique (1).

Les vœux en faveur d'un tiers qui les a acceptés ne pourraient être rompus unilatéralement sans porter atteinte à des droits acquis par quasi-contrat.

B) Remplacement par un vœu égal ou moindre : il faut un motif légitime, un empêchement et l'assentiment de l'autorité régulière qui est, soit le Pape, soit l'Evêque, suivant que les vœux sont réservés ou non. Les simples prêtres sont compétents, s'ils ont obtenu le privilège spécial de changer les vœux. Autant que possible, il faut changer le vœu réel en un vœu réel ; si on peut facilement transformer en un vœu égal, il faut éviter de transformer en un vœu moindre.

SECTION IV

Dispense du Vœu

« *Dispensatio est actus legitimi superioris quo ex justa causa aufert titulum obligationis voti.* » L'obligation tombe d'elle-même. Il faut une juste cause (2) ; voici les conditions nécessaires :

(1) *Literis Apostolicis* BENEDICTI XIV, *Ad Pœnitentiariorum Urbis datis* die 3 decem. 1749, § 3. N° 43, *Quæ incipiunt inter præleritos.*

(2) PAUL, 2. Cor. 13.

Vœu fait à la légère, l'esprit troublé ou dans l'enfance, grande difficulté d'exécution pour le *vovens* dans la situation où il se trouve;

Exécution du vœu susceptible d'amener de grands désordres spirituels ou temporels;

Dispense opérée pour le bien de l'Eglise ou de l'Etat. Remarquons que la dispense est en principe détestable, et qu'elle ne doit être employée que quand le vœu est impossible à transformer. Pour dispenser, il faut l'autorisation du supérieur légitime. La délivrance du lien spirituel n'est possible que par ceux dont il est dit : « Quæcumque solveritis super terram, erunt soluta et in cælo ».

1° *Dispense Apostolique*. — La dispense compète aux autorités juridictionnelles : le supérieur légitime pour toute l'Eglise catholique est le Pontife romain qui peut dispenser même des vœux solennels. D'après les paroles du Christ *Tibi dabo claves... quodcumque solveris...*, le Souverain Pontife peut décider souverainement sur toutes les affaires spirituelles. D'ailleurs, la solennité n'est pas intrinsèque au vœu : elle dépend de l'Eglise qui, en acceptant la promesse, décrète la nullité des actes faits contrairement au vœu. Donc, à ce double titre, la solennité des vœux ne limite pas l'action du Souverain Pontife. Saint Thomas a d'abord soutenu le contraire (1) ; mais il s'est rallié à la saine doctrine dans ses « Commentaires sur le maître des sentences ». Dans aucun cas, cette compétence ne peut appartenir à la juridiction de l'Ordinaire ou à une Congrégation de cardi-

(1) *Somme*, II, 2, quest. LXXXVIII, art. 2. — Dans le même sens on peut citer ESTIUS, *Dist.*, n° 38, et SYLVIVS, 2, 2, quest. LXXXVIII, art. 11.

naux (1). Il ne semble pas que le S. S. puisse, pour un profès, dispenser des vœux tout en laissant subsister le *status religiosus* : c'est une preuve indiscutable que les vœux constituent la substance du lien monacal. Mais il pourrait dispenser du vœu d'obéissance d'une manière relative à l'égard d'un supérieur déterminé, et aussi d'une manière complète pour permettre une vie privée et solitaire : dans tous les cas, subsiste le devoir d'obéissance au Pape et le plus souvent à l'Ordinaire lui-même comme nous l'avons vu à propos des indults. Les exemples de ces situations sont d'ailleurs assez peu nombreux (2).

2° *Dispense de l'Ordinaire*. — Dans les diocèses subordonnés, la dispense des vœux simples est accordée par l'Evêque, ou, quand le siège est vacant, par le Vicaire à qui passe sa juridiction. Le prélat exempt qui jouit d'une juridiction quasi épiscopale peut dispenser, dans son ressort, des vœux simples. Bien entendu, les Evêques et prélats assimilés ne peuvent dispenser des cinq vœux simples dont la connaissance est réservée au Saint-Siège ; dans ces cinq cas (suivant la théorie la plus digne de foi), l'Evêque ne peut dispenser les auteurs des vœux que quand il leur est impossible d'aller auprès du Saint-Siège et qu'il y a péril d'âme. Bien entendu, la juridiction ordinaire est incompétente pour connaître des vœux solennels approuvés par le Saint-Siège. Remarquons que l'exception faite pour les vœux simples réservés au Saint-Siège est odieuse parce

(1) En cas d'empêchement temporel il faudrait, bien entendu, non plus la dispense apostolique, mais le consentement du prince.

(2) BOUIX, II, 1. § 6, et FAGNANUS, cap. *Cum ad monasterium*, n° 67.

qu'elle diminue la juridiction de droit commun dévolue aux Evêques : elle doit donc être interprétée restrictivement. Par suite, les D. D. rangent dans la compétence épiscopale :

1° Les promesses de chasteté perpétuelle, d'entrer en religion, faites à la B. Vierge et aux Saints ;

2° Les vœux de chasteté à temps, de chasteté conjugale, les vœux de ne pas se marier, de ne pas réclamer son dû ;

3° Les vœux incertains, tous ceux où il n'y a qu'une expression de volonté vague, mal assurée ;

4° Les vœux alternatifs par exemple : « Vovo castitatem perpetuam ant jejunium perpetuum » ;

5° Les vœux conditionnels ; tant que la condition n'est pas remplie, l'obligation ne peut être considérée comme constituée. Certains D. D. des plus sérieux considèrent ces vœux comme non formés : la volonté originaire est imparfaite, liée à une condition suspensive. L'arrivée de la condition ne modifie pas le consentement ni la nature originairement viciée du vœu ;

6° Les cinq vœux simples dont il est question plus haut ne sont plus réservés si le *vovens* y a ajouté quelque clause spéciale, par exemple d'aller à Rome à pied, enfin si le *vovens* ayant bien su distinguer la chasteté de la virginité, s'est voué à une virginité perpétuelle (1).

(1) V. GAUTRELET, loco cit^o, note 3, p. 75.

SECTION V

Qu'est-ce qui opère véritablement dispense ?

Il est sûr que l'obligation cesse par l'acte du supérieur. Mais une obligation peut cesser par l'effet de la loi qui détruit une loi précédente ou par autorité du juge qui déclare que tel lien juridique est sans effet à l'égard de telle personne. Lequel des deux cas s'applique ici ? Il y a controverse :

Parmi les D. D., les uns, avec Paludanus, pensent que « la dispense doit se ramener à la déclaration » que la matière du vœu n'est plus agréable à Dieu » ; du moment que le vœu va du *vovens* à Dieu, il fait loi entre eux ; donc l'Eglise n'a pas de pouvoir propre de dispenser du vœu ou du lien qui en résulte. Et ainsi, il est possible de dire que le supérieur ecclésiastique peut juger avec autorité et annoncer aux hommes les circonstances dans lesquelles l'acte ou la chose promise ne sont pas acceptés de Dieu, et cette déclaration équivaut à la dispense du vœu. De ceci, il résulterait que les dispenses, même émanées du Saint-Siège, sont nulles quand elles sont faites sans cause. Il faut remarquer ici que, en matière de vœu, ne s'applique pas le principe, du reste certain, en matière de dispense générale, à savoir que la dispense, quoique prohibée, est valable quand elle a été prononcée par un supérieur sans cause légitime et d'une manière conforme, seulement en apparence, aux règlements ecclésiastiques ; la raison en est que le supérieur qui accorde une dispense générale procède en tant que législateur revêtu d'un pouvoir propre et que la dispense a effet d'après sa propre volonté. Au contraire, en matière de vœu, la décision de dispense procède entièrement de l'existence

de la cause qui la fait prononcer ; celle-ci étant *posita*, le supérieur peut déclarer l'obligation détruite par le défaut d'acceptation de Dieu ; *non posita aulem causa*, le supérieur ne peut déclarer l'obligation rompue. C'est pourquoi, dans ces matières que propose le *vovens*, le supérieur n'abroge pas, à proprement parler, la loi du vœu, mais porte un jugement sur les circonstances et la cause que le *vovens* propose à son examen.

Le second système, représenté par Lessius (1), semble réunir plus de suffrages parmi les canonistes : l'office de déclarer que la matière du vœu n'est pas agréable à Dieu est plutôt de la compétence des D. D. (2) que de celle des prêtres : dispenser du vœu, c'est défaire un lien qui rattachait directement le *vovens* à Dieu. Comme arguments, on invoque la tradition constante de l'Eglise d'abandonner les dettes contractées par les fidèles envers Dieu, par voie de serment, vœu, etc..., puis le texte de saint Paul (3) : « ego quod donavi, si quid donavi, in persona Christi » ; les paroles du Christ (4) doivent être entendues de tout lien existant entre un chrétien et Dieu ; enfin, raisonnablement, « si Deus dederit Ecclesiæ potestatem solvendi a vinculo culpæ et pænæ, cur non etiam a voto ? » (5).

(1) *De Justitia et Jure*, lib. II, c. XL, dub., XII, n° 98 sq.

(2) Comparer avec les attributions juridictionnelles que les Evêques tiennent dans une certaine limite de l'institution canonique du Saint-Siège.

(3) 2^e ad Cor., c. II.

(4) MATTH., XVI, *Tibi dabo...*, et MATTH., XVIII, *Quæcumque...*

(5) A côté de cas généraux et classiques de « rédemption », quelle est la nature du droit de la Sainte Congrégation des Evêques et Réguliers, de concéder aux Ordres des dispenses partielles et contingentes, pour leur permettre d'échapper aux conséquences des sécularisations civiles ? Malgré l'importance de cette question, il est

TITRE III

DE L'EXEMPTION

de Religiosis domibus : ut Episcopo sint subjectæ

L'exemption constitue, avec la solennité des vœux, la caractéristique de l'Ordre Régulier (1). Les canons, sous le nom de maison religieuse, comprennent tout lieu de piété érigé avec l'autorisation de l'Evêque, consacré ou non ; tels sont les monastères, hôpitaux, hospices, maisons d'éducation, confréries, tous lieux destinés à l'accomplissement d'œuvres de piété ou de religion ; mais à parler strictement, la *domus religiosa* est un endroit pieux non consacré. Tous ces endroits sont, de par les règlements canoniques soumis à l'Evêque, à moins d'exemption, même les couvents de filles où l'on fait des vœux solennels : il y a exception pour les ordres réguliers approuvés par le Saint-Siège. Les cas d'exemption originaires résultent de ce que des Patriarches en fondant un monastère s'en sont réservé la juridiction (2).

impossible de prendre parti sur elle, parce qu'elle est encore plus discutée que la question de la dispense du vœu. On peut par exemple avoir un aperçu de la controverse qui a partagé notamment CARRIÈRE, (*De Justitia*), et BOUX (*De J. R.*, t. I, p. 354), dans ORTS, *De l'Incapacité des Congrégations non autorisées*, 1867, p. 283, n° 262.

(1) V. FÉVRET, *De l'Abus*, cité, 1667, t. I. liv. III, cap. I, p. 333 sq.

(2) III^e Concile de Rome tenu sous Grégoire le Grand en 601. — V. MANSI, *Collect. Concil*, t. X, col. 486.

A partir du x^e siècle, les exemptions, d'abord limitées à la maison, s'étendent à tout l'ordre. Le Saint-Siège a beaucoup légiféré sur la question : il admit assez facilement l'exemption à condition que les ordres religieux soient bien unis dans leur discipline intérieure, dans leur esprit de propagande et qu'ils assurent la vie et le repos des religieux (1). D'ailleurs, il faut remarquer que dans tous les cas où il est compétent, l'Evêque a des droits de juridiction comme délégué du Siège Apostolique. Fagnanus en cite quarante-sept cas ; Barbosa cinquante-deux ; Giraldi en fait deux longues énumérations.

En principe, la création d'une maison exige l'intervention de l'autorité épiscopale : un particulier peut ériger une maison quelconque ; elle ne jouit d'aucun privilège religieux sans l'autorité de l'Evêque (2). Telle est l'opinion courante parmi les D. D. Des textes que nous citons, il résulte : tout nouvel établissement exige l'autorisation de l'Evêque dans la forme canonique. L'Evêque doit s'informer de l'opinion des religieux installés dans un rayon de quatre mille pas. On affiche généralement le projet de décret à la porte de l'église pour que chacun en soit instruit et puisse fournir les griefs qu'il a contre lui. Avant de donner son consentement, l'Evêque doit soigneusement examiner si au moins douze religieux peuvent vivre sur les revenus du monastère, sur les offrandes et aumônes des fidèles. L'autorisation du Saint-Siège est certainement nécessaire pour l'Italie ; les tribunaux décident même qu'elle l'est partout.

(1) BOUX, *De J. R.*, Pars. IV, Sess. II, cap. II, § 2.

(2) *Concil. de Trente*, c. 3, Sess. XXV. — *Décret* de CLÉMENT VIII, *Quoniam ad institutum*, 23 juillet 1603. — *Décret* de URBAIN VIII, *Rom. Pont.*, 21 janvier 1625.

Sur les moyens d'existence des nouveaux monastères, la législation canonique est assez complexe. Le Concile de Trente (1) stipule :

« In prædictis autem monasteriis et domibus tam virorum quam mulierum, bona immobilia possidentibus vel non possidentibus, is tantum numerus constitutur ac in posterum conservetur qui vel ex redditibus propriis monasteriorum vel ex consuetis eleemosynis commode possit sustentari. »

Dans le même sens, on peut voir une constitution de Grégoire XV (2). Le décret du Concile du 21 juin 1625 § 14, émis sous l'autorité d'Urbain VIII, stipule qu' « aucun monastère, couvent, maison, congrégation de réguliers dans l'Italie ou au dehors ne sera créé s'il n'y a pas sur place des ressources assurées pour l'entretien d'au moins douze religieux ; que les établissements de cette nature, fondés après le 21 juin, s'ils n'étaient pas capables de subvenir aux besoins des douze religieux, seraient soumis à la visite, la juridiction et l'action disciplinaire de l'Ordinaire ». Les petits couvents n'étaient pas pour autant soustraits à l'action des prélats réguliers qui conservaient leurs droits sur eux concurremment à l'Ordinaire.

Combinant les dispositions précitées avec celles des Constitutions d'Innocent X (3), nous obtenons les dispositions suivantes :

(1) Sess. XXV, cap. 3, de R.

(2) *Constitution Cum alias*, du 17 août 1622.

(3) *Constitutions Instaurandæ*, octobre 1652, et *Ut in parvis*, 10 février 1654.

1^o Hors d'Italie : A) Les monastères fondés avant le décret sont exempts ;

B) S'ils sont fondés après, l'exemption exige la présence d'au moins douze religieux ;

2^o En Italie : A) Les maisons fondées entre les décrets d'Innocent X et celui d'Urbain VIII sont exemptes si elles se composent de six religieux dont au moins quatre sont prêtres ;

B) Les anciennes maisons supprimées par Innocent X et rétablies par faveur sont soumises à l'Ordinaire jusqu'à ce qu'elles comprennent douze religieux.

La soumission à l'Evêque crée pour celui-ci une obligation de veiller sur l'administration et de la contrôler. Les administrateurs doivent lui rendre compte. D'après les purs principes, il est défendu de créer des règles et des costumes nouveaux dans un ordre non approuvé ; le Saint-Siège s'en est réservé l'approbation ; il ne peut y avoir d'ordres nouveaux avec privilèges des réguliers sans l'assentiment du Siège Apostolique (1).

(1) Cette dépendance directe des religieux au Saint-Siège, est relevée par LOUIS DU MAY, conseiller de son Altesse de Wirtemberg. *Abrégé du Droit public*, cit., p. 438.

LIVRE II

—

Congrégations « *stricto sensu* »

La notion de Congrégation (1) est de beaucoup postérieure à celle d'Ordre. En principe, les Constitutions congréganistes sont la reproduction plus ou moins fidèle des Règlements de Réguliers (et ceci nous permettra d'abréger considérablement l'étude que nous entreprenons). Il est même arrivé souvent qu'une Congrégation se mit en dépendance directe et immédiate d'un Ordre, en adoptant sa règle dans la limite où elle est applicable à un Institut et en se soumettant à l'autorité de ses chefs dans l'intention de bénéficier d'exemptions particulières dont jouit l'Ordre, par exemple au point de vue liturgique : c'est ainsi que s'explique la naissance de ce qu'on a appelé les *tiers ordres*. Mais, même dans ce cas, la Congrégation ainsi fondée se sépare nettement de l'Ordre en ce que ses vœux sont simples et en ce qu'elle ne bénéficie pas de l'exemption générale,

La législation sur la question des Congrégations a été longtemps incertaine et les points discutés nombreux.

(1) Comme traités généraux sur la question on peut consulter BOUX, *Tractatus de Jure Regularium*, déjà souvent cité ; le P. PIAT, *Prælectiones juris regularis* ; le P. VERMEERSCH, *De Religionis institutis et personis*, traité continué par la publication irrégulière, *De Religionis*.

Par bonheur, la Bulle *Conditæ a Christo* est venue, en ces temps derniers, codifier le Droit et éclairer les points douteux.

Dans un premier Titre, nous verrons les origines de la notion de Congrégation et la première réglementation, particulièrement touffue, tendant surtout à délimiter les pouvoirs respectifs des Evêques et des supérieurs.

Dans un second Titre, nous résumerons en aussi peu de mots que possible, les dispositions de la Bulle *Conditæ*, puis les dispositions de détail des *Normæ* de la Sainte Congrégation des Evêques et Réguliers, sur la question.

TITRE I

NAISSANCE DE LA NOTION DE CONGRÉGATION

RÉGLEMENTATION INITIALE

Déjà, à l'époque du Concile de Trente, il se fondait des communautés imitant la forme du *Status religiosus*, avec un seul vœu ou des vœux à temps. On les appelait *Congregationes improprie religiosæ*, et leur situation à la fois irrégulière et vue avec défaveur fut réglementée par Pie V (1). Plus tard, ce devint l'habitude et la règle de la juridiction de l'Ordinaire d'approuver ces congrégations nouvelles quand elles eurent donné des preuves de leur solidité par une longue existence de fait (2).

La question des Instituts à vœux simples est des plus complexes à ses débuts; ces maisons ne sont pas comprises dans les Ordres Réguliers; elles n'ont donc pas droit à jouir de l'immunité; ce ne sont que de pieuses Congrégations, des sociétés ecclésiastiques de clercs séculiers; le Saint-Siège a ainsi décrété que la

(1) V. la fameuse Constitution *Lubricum vitæ genus*, du 1^{er} décembre 1568.

(2) V. *Collectanea* du card. BIZZARRI, p. 828 sq.

La règle qui oblige tout ordre qui se fonde à se référer à la Règle d'un des ordres-types, est applicable en principe aux Congrégations.

Congrégation de la Doctrine Chrétienne de France (1), la Mission de Saint-Vincent-de-Paul étaient des *corporas cleris sæculi*.

Il y a un grand intérêt à savoir si ces corporations sont ou non approuvées par le Saint-Siège avec leurs constitutions.

Si elles n'existent qu'avec la permission de l'Ordinaire, il est certain qu'elles ne sont pas libres de toute autorité de sa part : l'Ordinaire, en leur permettant d'exister, n'a pas fait abandon de ses droits de pleine juridiction.

Si, d'autre part, elles ont été approuvées avec leurs constitutions par le Saint-Siège, elles sont pleinement soumises à la juridiction de l'Ordinaire (sauf pour ce qui touche à leurs constitutions et ce que comprend leurs régime et administration). Quoique cette juridiction soit un commandement sur des subordonnés et concoure avec le gouvernement intérieur de la communauté, elle en diffère cependant ; le gouvernement intérieur se résume dans le soin de faire observer la règle ; la juridiction de l'Ordinaire au contraire s'étend à tous actes juridiques et aux actes de droit commun spéciale-

(1) A propos de cette Congrégation remarquons les dispositions spéciales de l'acte d'enregistrement des Lettres Patentes d'avril 1783 qui sont accordées à cette congrégation par le roi de France : « ... elle est autorisée... à la charge que les supérieurs de ladite Congrégation seront tenus de veiller à ce que la doctrine chrétienne contenue dans la déclaration faite par le clergé de France contenant ses sentiments touchant la puissance ecclésiastique, soit enseignée à ceux qui feront leurs études de théologie dans les maisons de ladite Congrégation et soutenue dans les thèses et autres exercices dont il est question dans les chapitres XVI-XVII du livre I desdites Constitutions ».

ment attribués par le Droit canon à l'Ordinaire des lieux ; c'est donc l'Ordinaire qui est compétent pour autoriser un pécule distinct, pour connaître des crimes et délits de droit commun, pour approuver les confesseurs (1).

L'autorité intérieure a donc des pouvoirs bien moins larges que l'Ordinaire du ressort duquel elle dépend ; si puissante qu'on le voudra dans l'exercice de ses prérogatives internes, elle ne peut empiéter sur les droits juridictionnels ; d'où la formule de l'autorisation de ces Ordres par le Saint-Siège :

« S. Smus præfatum Institutum uti Congregationem votorum simplicium sub regimine moderatoris generalis, salva ordinariorum jurisdictione et præscriptum (a præscripto) S. canonum et Apostolicarum... Constitutionem approbat atque confirmat. »

Mais qu'est-ce que comprend le régime intérieur ?

Nous apprenons (2) que c'est toute l'administration temporelle, la direction des maisons, les élections de supérieurs, les réceptions de novices, les punitions, actes dans lesquels les ordinaires ne peuvent s'ingérer, sauf dans les cas exceptionnels expressément indiqués. La raison en est que le Saint-Siège, en approuvant la constitution d'un ordre, y reconnaît une supériorité avec des droits certains, un pouvoir propre ; l'Ordinaire

(1) Conf. : *Analecta*, XL^e livre, col. 149, 153, 167 : « La vraie maxime en cette matière semble être que les Congrégations à vœux simples dépendent de leurs supérieurs pour l'observation des Règles et l'administration domestique mais elles demeurent sous la juridiction ordinaire des Evêques et sont soumises à leur visite pour les choses de la foi, pour le culte divin, les mœurs et la discipline canonique. »

(2) *Collectanea*, p. 477.

est forcément incompetent à moins que quelque innovation, en plus de ce qui a été approuvé par le Saint-Siège, ne soit introduite par une autorité étrangère et qu'il n'y ait conflit d'attributions amené par les exigences de l'Ordinaire ou, enfin, dans les cas où des réserves ont été faites. Les Evêques ne peuvent s'ingérer pour faire observer les constitutions; mais s'ils connaissent des manquements de profès à vœux simples, il est de leur devoir d'en avertir le Saint-Siège (1).

Pour les établissements hospitaliers, il faut distinguer s'ils sont *religiosa*, *pia tantum*:

Si ce n'est que *pia loca*, l'Evêque n'a le droit de visite que dans les cas fixés ou en cas de décision du fondateur, pour voir si ses intentions sont respectées. Il peut aussi exiger reddition des comptes d'administration (2). Il peut faire employer les ressources de ces lieux pieux par d'autres œuvres pieuses (3).

Quant aux *loca religiosa*, ils restent sous la juridiction épiscopale parce que l'Evêque lui-même a voulu qu'il en fut ainsi à moins d'exemption spéciale. Il faut toutefois faire exception dans les cas suivants :

1° « *Loca religiosa sub immediata protectione regum nequeunt visitari sine eorum licentia* » ;

2° Si la déclaration, lors de la fondation, que l'établissement ne sera pas soumis à l'Evêque n'a pas été improuvée par les S. Canons.

Dans ce cas, l'Evêque a cependant droit d'inspection pour raisons d'administration (4). Enfin, pour les ordres

(1) V. *Bref. de Ben. XIV*, 21 janvier 1758. *Collectanea*, p. 480.

(2) *Concil. Trident.*, Sess. XXII, cap. 9, de reform.

(3) *Concil. Trident.*, Sess. XXV, cap. 8, de reg.

(4) Ses droits et ses devoirs à ce sujet ont été confirmés par le gouvernement laïque; l'Ordonnance de Blois de 1579, art. 32, pres-

militaires et hospitaliers, le Concile de Trente (1) parle d'administrateurs séculiers non d'administrateurs réguliers.

Remarquons d'ailleurs que les dispositions précédentes ne visent que les personnes qui se rassemblent pour vivre en commun sous un habit distinct, non celles qui veulent simplement organiser une maison de vie en commun d'hommes ou de femmes. Aucune peine ne frappe ceux qui font profession dans un ordre non ap-

crit que « les archevêques et évêques seront tenus de visiter en personne... les lieux de leurs diocèses tous les ans ». Et il est hors de doute que ces contrôles, quand ils pouvaient s'exercer d'une manière efficace, étaient très utiles pour prévenir la violation des édits de la royauté et l'apparition d'abus qui parvenaient quelquefois à s'établir précisément sous la sauvegarde des exemptions accordées par le Saint-Siège. Ainsi, à propos de la situation scandaleuse de certaines communautés établies dans le Berry, nous lisons (*Histoire du Droit public ecclésiastique*, par D. B., publié à Londres, chez Harding, 1750, p. 49).

« L'Archevêque (de Bourges) n'entrait pas dans le fond de la question ; il n'examinait pas si le pape était le monarque de l'Eglise ou s'il n'en était que le chef, si les droits de l'Episcopat étaient violés ou ne l'étaient pas ; il insistait fort sur l'exemple récent des Templiers qui avaient si excessivement abusé de leurs exemptions, prétendant que si les Evêques les avaient visités ils n'auraient pas laissé durer si longtemps l'impiété et la corruption de ces religieux... Car les religieux riches sont communément oisifs, fiers de leurs richesses, peu soumis aux Evêques, toujours prêts à plaider contre eux. » Ces discordes et ces rivalités entre Evêques et monastères prenaient quelquefois un caractère très violent ; on en a la preuve par les auteurs qui ont écrit sur cette question : ERASME CHOKIER, *Tractatus de Jurisdictione*, 1629. — FRANÇOIS HALLIER, *Defensio hierarchiæ*, 1632. — NIC. LE MAITRE, *Instauratio episcoporum principatus*, 1633, et les traités de CHASSAING (1653), DU SAUSSAY (1632), et ROBERT DENYALD (1633).

Les difficultés qui récemment, dans le diocèse d'Avignon, mirent aux prises l'Archevêque concordataire, Mgr. Sueur, avec les chefs de certaines communautés, sont trop près de nous pour qu'il soit nécessaire d'insister sur elles plus longtemps.

(1) Sess. XXII, cap. 9, de reform.

prouvé ou ceux qui les reçoivent. Il faut toutefois faire exception pour les ordres mixtes dissous jadis pour des raisons d'ordre public et que le Concile de Vienne (1) a jadis condamnés *ad abolitionem, damnationem, dissolutionem et excommunicationem*.

TITRE II

RÉGLEMENTATION MODERNE

CHAPITRE I

Bulle « *Conditæ a Christo...* »

La Constitution de Léon XIII, du 8 décembre 1900, est une codification officielle de la législation sur les Congrégations religieuses à vœux simples (2). La S. Congrégation des Evêques et Réguliers elabora de suite un travail qu'elle approuva le 28 juin 1901 et qui constitue une interprétation autorisée de la Bulle Pontificale.

La Bulle (3) distingue entre les Congrégations diocésaines et celles qui ont reçu de Rome l'approbation.

(1) V. *Histoire de l'Eglise*, de Mgr GODEAU, t. V, p. 385.

(2) Faite en principe pour les religieuses, elle a été déclarée applicable aux Instituts d'hommes.

(3) Comme travaux sur les Congrégations modernes, on peut citer tout d'abord deux recueils pratiques que nous avons déjà cités :

Le principe est qu'on a voulu assurer aux nouveaux Instituts tout ce qui leur était nécessaire pour la pratique en commun de la vie religieuse et pour leur administration intérieure ; mais, cette limite atteinte, on n'a pas poussé plus loin leur assimilation avec les anciens ordres : ils n'ont pas de prélats, pas de juridiction : ils sont soumis à l'autorité et à la juridiction épiscopale non pas seulement pour certains actes *ad extra*, comme les réguliers, mais d'une manière absolue. Cependant les Instituts les plus importants sont rattachés à Rome, dans la mesure nécessaire à assurer leur stabilité : car pour une Congrégation répandue en plusieurs diocèses, si chaque Ordinaire avait de grands pouvoirs sur les maisons qui sont sur son territoire, l'unité serait rompue et le fonctionnement presque impossible (1).

Nous avons vu l'Eglise hésiter au début sur le sort à faire à ces Congrégations : à la fin du xix^e siècle, les idées changent du tout au tout : on voit se former de nombreuses Congrégations se destinant à la vie active, à des œuvres de charité et d'instruction : c'est qu'il y a une

Mgr BIZZARRI, *Collectanea in usum secretariæ S. C. Episcoporum et Regularium*, Rome 1863.

Les *animadversiones* de la S. C. postérieures, ont été publiées dans *Analecta Juris Pontifici*.

L'Abbé POUGET, *Quest. pratiques de jurispr. canonique et civile*, Paris, Amat. 1904.

V. surtout, Mgr BATTANDIER, *Guide canonique pour les constitutions de sœurs à vœux simples, avec les modifications pour les Instituts d'hommes*, 3^e édition, Paris, Lecoffre 1905 et l'Abbé BOUDINHON, *Les Congrégations religieuses à vœux simples. (Le Canoniste contemporain, 1902, 1903, 1904, 1905.)*

(1) Remarquons que pratiquer la vie religieuse sans réclamer le privilège de l'exemption en demeurant soumis à l'autorité épiscopale et sans attribuer aux vœux la solennité caractéristique des engagements des Réguliers, c'est, après tout, revenir à la pratique des premiers S. de l'Eglise.

grande difficulté à reformer les anciens ordres et à y vivre. Au contraire les Instituts modernes sont plus souples, plus faciles à fractionner, vivent facilement et peuvent sans peine utiliser toutes les ressources locales : toutefois, quand le fractionnement, qui pouvait tendre à la désagrégation sous l'influence des autorités locales, menaça de s'exagérer, on recourut à Rome pour obtenir une approbation qui fut une garantie de stabilité. En principe, Rome les approuve seulement dès qu'ils offrent des garanties suffisantes de durée et de solidité : elle a même institué des étapes jusqu'à l'approbation définitive de l'Institut et de ses Constitutions : depuis un certain temps la S. C. des Evêques et des Réguliers sépare le « décret de louange » de celui d' « approbation ». Ces décrets successifs ne devinrent toutefois la règle commune que quand les demandes se multiplièrent : chaque autorisation est accompagnée des observations, *animadversiones* de la S. Congrégation, recueillies dans les ouvrages que nous avons cités. En 1890, Léon XIII établit une commission spéciale pour l'examen des constitutions des Instituts à vœux simples. Mais, pas plus les usages suivis par la S. C. dans l'approbation des Instituts à vœux simples, que les « animadversions » (prescriptions impératives adressées aux Instituts) n'ont force de loi : seule a une portée générale la Constitution *Conditæ a Christo*.

SECTION I

Congrégations Diocésaines

Toute Congrégation commence nécessairement par être diocésaine et elle l'est tant qu'elle n'a pas été l'objet d'un acte d'autorité de la part du S. S. On peut distin-

guer plusieurs phases avant que la Congrégation ne sollicite l'approbation romaine.

Voici des personnes qui se réunissent pour entreprendre ou soutenir une œuvre locale : au milieu des difficultés du début, elles n'avaient pas songé tout d'abord à faire une Congrégation. Ou bien une personne se charge d'une œuvre qui dépasse ses forces : elle cherche des auxiliaires et les groupe sous la forme d'une petite communauté. Ou enfin des personnes ne craignant pas d'affronter des difficultés en tous genres essayent de bâtir de toutes pièces une nouvelle Congrégation. De quelque manière que ce corps soit constitué, il ne peut avoir d'existence officielle sans l'autorisation épiscopale. Aussi, la première démarche à faire, pour fonder une congrégation religieuse, c'est de demander à l'Evêque l'approbation canonique, c'est-à-dire le droit d'émeltre dans la communauté en formation, les trois vœux, de se dévouer à telle œuvre sous des règlements qu'on soumet à l'Evêque, au moins dans leurs lignes principales.

L'Evêque ne relève que de sa conscience pour se décider. Il peut ne donner qu'une autorisation restreinte où à temps.

Si l'essai réussit, il approuve définitivement, fait procéder à une rédaction plus précise et autorise les vœux définitifs.

§ I. — *Fondation d'un nouvel Institut.*

Quels conseils donne la Bulle aux Evêques pour approuver les nouveaux Instituts ? L'Evêque doit examiner si dans les règlements rien n'est contraire à la foi. Son examen positif portera sur le but de la Congrégation, les capacités et les garanties des personnes qui la composent. Plutôt que d'approuver une nouvelle

Congrégation, il tâchera de rallier ses membres à un Institut existant et se proposant un but similaire.

1° L'Institut doit avoir un but déterminé, ne pas faire double emploi avec des Instituts déjà existants, ne pas s'étendre à des objets trop divers et disparates, se proposer des œuvres que des religieuses puissent accomplir en conformité avec leur état.

2° Il lui faut des ressources suffisantes : la vie matérielle doit être assurée au personnel de la Congrégation : soit qu'un hôpital entretienne les personnes qui y exerceront leur charité, ou bien la libéralité d'une personne pieuse, ou enfin les apports en dot des religieuses. La législation ecclésiastique actuelle s'est bien élargie sur ce point : la dot peut ne plus être exigée que pour le noviciat, ne plus représenter qu'une somme très minime : même le simple travail des religieuses peut être admis s'il suffit à leur assurer la vie. Les Instituts qui compteraient subvenir aux besoins de leur personnel par des aumônes sont peu favorables : « les conditions du travail sont dures pour le peuple et ce genre de vie serait vu d'un mauvais œil ». (Mais il ne s'agit pas, bien entendu, des aumônes à demander dans le « but » de l'œuvre.)

3° L'Institut ne doit pas avoir pour but principal des œuvres susceptibles de s'attirer la critique d'une manière quelconque ; telles seraient : une maison donnant à tout venant, contre rétribution, le vivre et le couvert, les maisons de convalescence, les maternités même. Mais ceci n'est pas pour conseiller à l'Evêque de refuser de prime abord l'autorisation : il devra seulement mûrement réfléchir. D'ailleurs, les soins du genre dont il s'agit sont admis comme licites quand ils sont fournis par une fraction des membres d'un Institut dont le but principal est une autre œuvre.

4° Les moyens doivent être adaptés au but qu'on se propose : c'est là une condition dont les applications sont extrêmement variables.

5° Il sera nécessaire que le titre ou vocable de l'Institut ne puisse donner lieu à aucune confusion.

6° Le costume ne devra pas avoir été déjà pris par une autre Congrégation : conforme à la pauvreté religieuse, il ne sera ni ridicule, ni inconvenant. Un costume religieux est nécessaire pour qu'il y ait Congrégation à vœux simples : même pour faciliter l'œuvre, on ne peut admettre des vêtements laïques (1).

§ II. — *Rapports de la Congrégation diocésaine avec l'Évêque.*

Appréciant ainsi qu'il a été dit plus haut, l'Évêque procède à l'autorisation provisoire puis définitive. Il délègue un prêtre prudent ou conserve pour lui le titre de « Supérieur ecclésiastique de la Congrégation ». Mais comme tel, il n'a aucun pouvoir sur les affaires intérieures de la Congrégation ; c'est un représentant de l'autorité extérieure qui a un droit de contrôle.

Les Instituts en fonctionnement dépendent uniquement de l'Ordinaire au point de vue juridictionnel : juridiction du for interne, juridiction du for externe (2) ; juridiction gracieuse, juridiction contentieuse : ils ne sont passibles d'aucune exemption.

Mais quels sont les points dans lesquels l'intervention épiscopale est permise ou nécessaire alors qu'elle ne le

(1) V. *Décret Ecclesia catholica*, 11 août 1889.

(2) V. ANDRÉ, *Cours de Droit canon*, t. III, p. 422. V° « For ».

serait pas pour une Congrégation non diocésaine ? (Celle-ci dépend de son supérieur général et de la S. C. des Evêques et Réguliers : la juridiction épiscopale ne pouvait être compétente à cause de son caractère local.) Pour une Congrégation diocésaine, l'Evêque a les attributions d'un supérieur général et les droits de contrôle de la S. C. Les dispositions de la Bulle *Conditaë* confirment ceci :

1° L'Evêque a qualité pour approuver et supprimer l'Institut considéré dans son ensemble, et chacune de ses maisons prise individuellement. Il a le droit de visite complet et fixe les dates auxquelles il veut que les rapports lui soient présentés.

2° Il en est de même par rapport aux membres de la Congrégation. Quant à l'entrée dans l'Institut, aucune admission aucune prise d'habit n'auront lieu, sans examen préalable par l'Evêque (1).

Les vœux sont publics : mais il ne sont pas irrévocables : les sujets peuvent être *dimissi*. Pour les Instituts approuvés à Rome, c'est la S. C. qui est compétente pour accorder la « dimission » après avis du supérieur. « C'est ce qui permet de dire que les vœux de religion émis dans les Instituts approuvés par Rome sont réservés quoiqu'ils ne soient pas solennels. »

Dans les Congrégations diocésaines, c'est l'Evêque qui pourra procéder à la « dimission » des sujets : mais il fera bien d'imiter la procédure de la S. C. et de tenir compte de l'avis du supérieur. La dimission comporte, avec la résiliation des engagements, dispense des vœux temporaires ou perpétuels : ces vœux n'étant pas

(1) Applic. de la *Décis.* 17, Sess. XXV, *In Trid.*, pour les Ordres.

réservés l'Evêque peut en dispenser par le même décret qui prononce le renvoi. Quant à la chasteté comme c'est un vœu négatif, il est d'usage de n'en dispenser que quand un projet de mariage l'exige.

L'autorité qui appartient à l'Evêque comme supérieur des communautés diocésaines pourra s'exercer souvent dans des actes d'administration ; les élections des supérieurs se feront sous la présidence de l'Evêque ou de son délégué. Le résultat des élections lui sera communiqué aussitôt : ce résultat n'est définitif que par son approbation.

Les nominations aux emplois importants devront tous être soumis à l'Evêque, sans toutefois que cela soit poussé assez loin pour devenir une entrave.

Il connaît de quelques cas plus ou moins exceptionnels, comme la possibilité d'admettre des postulants après l'âge fixé, la possibilité de concéder une dispense ou une réduction de dot.

§ III. — *L'extension en plusieurs diocèses.*

Tant qu'une Congrégation est strictement diocésaine, elle ne songe pas à solliciter l'approbation romaine. Mais quand elle a essaimé en plusieurs diocèses, la situation est un peu bizarre ; primitivement, on accordait une plus grande autorité à l'Evêque sur le domaine duquel était la maison-mère. Quand un nouvel établissement se fondait dans un autre diocèse, l'Evêque demeurait son supérieur directement ou par l'intermédiaire de la supérieure générale. Ceci a été un peu restreint par la Bulle *Conditæ*, cherchant à assurer à chaque Evêque sa juridiction totale et libre dans son diocèse et à garantir l'unité de l'Institut en exigeant l'action commune de tous les Evêques pour les décisions qui intéressent l'Institut tout entier ; ainsi pour une

nouvelle fondation dans un diocèse autre que celui de la maison-mère, le consentement des deux Evêques est requis ; cette fondation peut tendre soit à la création d'une nouvelle maison, indépendante de la première, lui empruntant seulement ses premiers éléments et formant dans ce cas une Congrégation diocésaine différente, ou plus souvent un établissement dépendant du premier et relié à lui et telle est la tendance moderne.

Rome a peut-être même songé à se réserver les modifications à introduire aux constitutions des Congrégations interdiocésaines : on lit dans l'art. 324 du *Concile de l'Amérique latine* :

« Circa vero instituta illa, quæ diœcesis fines, in qua primitus fundata sunt, non excedunt, immutatio constitutionum ad ordinarium loci illius pleno jure pertinebit ; quatenus autem in alias etiam diœceses diffusa reperiantur, tunc immutationes, vel minimæ constitutionum, Apostolicæ Sedi erint reservatæ. »

Cette constitution sera du moins de droit local pour l'Amérique latine.

La suppression d'un Institut interdiocésain est possible également pour des motifs graves après accord des différents Evêques intéressés. (Notons encore la solution contraire pour l'Amérique latine : Art. 322 du *Concile*.)

Somme toute, la situation des Congrégations interdiocésaines est quelque peu anormale.

SECTION II

Les Congrégations approuvées à Rome (1)

L'approbation comprend plusieurs étapes : dès qu'un Institut a envoyé à Rome ses constitutions pour les soumettre à l'examen du S. S. et que la S. C. s'est chargée de les examiner, si après cet examen elle émet un acte d'autorité, il y a alors ce que les canonistes appellent *affectatio manus*. Le Souverain Pontife étant saisi de l'affaire, toutes les autres juridictions se trouvent dessaisies ; tout le monde doit attendre le jugement du S. S. et s'abstenir jusqu'à lui de tout acte qui pourrait aller contre cette autorité ou se trouverait en contradiction avec le recours qui lui a été adressé.

Le décret de louange est le premier acte qui fasse que la Congrégation cesse d'être diocésaine.

§ I. — *Comment on obtient l'approbation.*

Si on néglige les lettres de félicitation et d'encouragement pour les Instituts naissants, il y a lieu de distinguer entre l'approbation de l'Institut et l'approbation de ses constitutions.

L'approbation de l'Institut a lieu par le décret de louange et par le décret d'approbation formelle. Quant aux Constitutions, la première fois qu'elles sont présentées, elles sont presque toujours retournées avec des modifications, puis elles sont approuvées provisoire-

(1) V. BASTIEN, *Des Congrégations non diocésaines*.

ment ; enfin vient l'approbation définitive. On peut abréger ou faire traîner en longueur ces formalités suivant qu'on a affaire à des Congrégations sérieuses, en fonctionnement depuis longtemps, ou non.

Supposons la Congrégation obligée à franchir séparément toutes les étapes : quelles seront les conséquences de chacun des décrets rendus à son sujet ?

1° Le premier recours sera destiné à obtenir le décret laudatif : pour pouvoir le faire, la Congrégation doit être solidement établie, compter déjà dix ou quinze ans d'existence, être stable, bien répandue et développée. La S. C. en sera informée par le dossier que lui transmet l'Institut et le témoignage des Evêques.

Le dossier comprendra : la supplique elle-même adressée au Souverain Pontife ; un rapport détaillé sur tout ce qui concerne l'Institut (son histoire, son but, combien de classes de religieuses, nomination des supérieures, état du personnel, situation économique et financière,) signé de la supérieure générale, de l'économe générale et de la secrétaire générale ; le texte des constitutions dûment approuvées par l'Ordinaire.

En plus du dossier, Rome exige des lettres des Evêques qui possèdent dans leurs diocèses des établissements de la Congrégation et surtout de celui sur le diocèse duquel est située la maison-mère. Les Evêques donneront là leur appréciation personnelle et indiqueront les modifications ou améliorations qu'ils jugeront nécessaires ou utiles.

Avec ces documents, la S. C. commence son travail : le tout est confié à l'étude d'un ou de plusieurs consultants dont les rapports écrits, complétés par les observations du secrétaire sont ensuite soumis avec le dossier au Cardinal Préfet ou même à la Congrégation tout entière. L'affaire est rapportée au Souverain Pontife par

le Cardinal Préfet et la louange décernée par le S. S. est formulée par un décret invariable mais au nom du Pape (1).

2° « *Decretum approbationis Instituti* » comporte avec l'approbation légale, l'existence définitive de l'Institut. — Mêmes démarches que pour le premier décret : un délai de cinq ans après celui-ci est d'ordinaire suffisant. (2)

3° *Premier examen des constitutions*. — La Supérieure en demande l'approbation par une supplique à la S. C., qui peut être adressée en même temps que la demande d'approbation définitive de l'Institut mais en demeurera distincte. Le premier examen de la S. C. fait le plus souvent ressortir un certain nombre de points à modifier. La S. C. dresse une liste des observations (*animadversiones*) qu'elle communique aux intéressés : il peut s'agir soit de modifications légères, de questions de mots ; ce peuvent être des ordres de changer des dispositions qui ont de l'importance, ou de simples conseils. Quand des changements sont ordonnés, il faut les opérer : la S. C. est juge des règles qui doivent régir les congrégations à vœux simples : si toutefois la Supérieure trouve que ces changements sont trop considérables, elle a le droit de s'expliquer, de demander des mesures moins rigoureuses : le tout est de donner de bonnes raisons : la S. C. peut procéder à un essai provisoire.

4° *Approbation des constitutions « ad experimentum »*. — Après environ cinq ans, l'Institut sollicitera l'approbation de ses constitutions modifiées suivant les indica-

(1) Formule, « Ssmus Dominus Noster... Verbis laudat atque commendat. »

(2) Formule déjà citée : « Institutum approbat atque confirmat. »

tions antérieures : il y joindra, s'il y a lieu, les demandes de changements à y apporter. A moins qu'elle ne supprime ce second degré la S. Congrégation accorde l'approbation provisoire. La période d'expérimentation dure de trois à dix ans.

5° *Approbation définitive des constitutions.* — A l'expiration du temps fixé, une dernière supplique est adressée pour obtenir de Rome l'approbation définitive. La procédure est la même. L'examen de la S. C. portera surtout sur les points expérimentés : enfin vient le décret d'approbation sans restriction.

Ces constitutions une fois approuvées sont définitives. Seul un changement considérable peut motiver une supplique donnant lieu à modification par la S. C. : les premiers règlements adoptés doivent en effet être assez souples pour laisser de la latitude aux administrateurs.

§ II. — *Les Rapports avec l'Ordinaire et avec Rome*

Les Instituts à vœux simples approuvés à Rome n'ont aucune exemption proprement dite. Les membres, en tant que fidèles ou que clercs, relèvent de la juridiction épiscopale ; mais, comme religieux, ils jouissent d'une véritable exemption administrative (mais non juridictionnelle) : de ce chef ils relèvent de leur propre gouvernement. La Constitution *Conditæ* explique donc les termes de la formule :

« S. S... Institutum uti Congregationem votorum simplicium, sub *regimine* (et non pas : *jurisdictione*) Moderatoricis... salva Ordinariorum *jurisdictione*... »

Tout ce qui est nécessaire pour l'administration de la famille religieuse, relativement aux personnes, aux œuvres, aux biens temporels est soustrait au contrôle

des Evêques : Rome y veille soigneusement lors de l'approbation des constitutions : et de même, des modifications sont apportées aux constitutions, quand elles prétendent donner aux supérieurs des attributions juridictionnelles.

Ayant vu les principes, nous pouvons passer maintenant au commentaire des onze articles que la Bulle consacre aux Instituts approuvés par Rome.

1° *Les personnes.* — a) Les constitutions doivent avoir précisé leur recrutement : quels sujets pourront être admis et à quelles conditions ? Quid des postulants, de leur admission ou de leur renvoi ?

Si on excepte l'exigence du Concile de Trente pour l'intervention épiscopale lors de l'admission au noviciat et des premières professions de femmes, la présence de l'Evêque aux prises d'habit et à l'émission des vœux n'est que facultative et bienveillante : la profession est un contrat avec la Congrégation, qui est émis par conséquent entre les mains de la supérieure.

b) Le supérieur qui agit au nom de l'Institut peut, de sa propre autorité, refuser d'admettre un novice à la profession ; de même que celui-ci peut se retirer librement : une des parties se refuse à nouer le contrat : l'Evêque n'a rien à y voir. La situation est la même à l'expiration des vœux temporaires, quelle qu'en soit d'ailleurs la durée (à la différence des vœux triennaux des Ordres).

c) Quid du renvoi pendant la durée des vœux ? On sait que l'engagement de la profession est double : d'une part un contrat avec la Congrégation ; de l'autre des vœux qui lient à Dieu.

A) La Congrégation veut renvoyer un sujet, ou celui qui veut sortir obligé, par sa conduite, les supérieurs à

en venir à cette extrémité : voilà le cas de *dimissio* : l'engagement qui liait à la communauté est rompu par cet acte de l'autorité.

En cas de demande de rupture des engagements, sans manquements, par exemple en cas de maladie du profès, nous avons l'équivalent de la « Sécularisation » accordée par le gouvernement intérieur des grands Ordres. Mais les supérieurs sont incompétents pour l'opérer : ils ne peuvent qu'appuyer la demande à Rome.

b) Les vœux, ne pouvant être rompus que par dispense, nécessitent l'intervention de l'autorité ecclésiastique, soit qu'on lui reconnaisse la compétence nécessaire pour apprécier la situation ou qu'on ne lui donne que le droit d'apprécier le *Jus divinum*.

Dans quelle mesure est requise l'intervention de l'Evêque ou de la S. C. ?

a) Pour les sœurs à vœux temporaires, il faut des causes graves acceptées par le Conseil de l'Institut. Pour les sœurs à vœux perpétuels, le renvoi opéré par la Supérieure Générale doit être confirmé par la S. C. La religieuse doit attendre, dans la Congrégation, la dispense de vœux. Ce n'est que dans le cas de scandale extérieur grave qu'on peut avec l'approbation de l'Evêque renvoyer immédiatement une religieuse.

Quid des Instituts d'hommes ? Tous les renvois peuvent être faits par le vote du Conseil : mais les religieux ont un avantage sur les sœurs : un renvoi sous forme de grâce peut leur être octroyé par la S. C., avec avis favorable de leur supérieur.

b) La dispense de vœux compète au S. S., jamais aux Evêques, ni aux Supérieurs sauf indult : la raison de cette réserve n'est pas dans la nature des vœux de religion en eux-mêmes : on sait qu'il n'y a que cinq vœux

dont la remise soit de Droit commun réservée au Pape : aussi nous avons vu les Evêques dispenser des vœux de religion les membres des Congrégations diocésaines. Mais Rome a seule compétence ici parce que c'est elle qui a donné l'existence légale à la nouvelle famille, et parce qu'un Evêque quelconque serait incompétent pour dispenser des vœux émis dans une Congrégation inter-diocésaine.

Pour les femmes, la dispense des vœux doit normalement accompagner le renvoi, sauf en cas de scandale nécessitant l'urgence. Pour les hommes, le Droit commun est en sens contraire, sauf dans le cas de concession gracieuse dont nous parlions plus haut.

2° *Le Gouvernement Général de l'Institut.* — Cette administration doit se faire conformément aux constitutions de chaque famille religieuse et d'après le Droit commun.

a) Du jour où la Congrégation a recouru à Rome à fin d'approbation, l'Ordinaire et la Congrégation elle-même deviennent incompétents pour modifier ses statuts. Tant que l'administration a lieu conformément aux statuts dont la valeur officielle vient du Siège Apostolique, les Ordinaires n'ont aucunement à intervenir.

b) Dans les Instituts à vœux simples, l'autorité suprême intermittente est le chapitre général assisté d'un Conseil et de certains officiers. Les chapitres généraux s'occupent surtout des élections. La tenue des chapitres généraux ordinaires prévus par les constitutions a lieu sans autorisation spéciale ; pour un chapitre général extraordinaire il faut l'autorisation de Rome. Les chapitres généraux des Congrégations de femmes, en ce qui concerne les élections, doivent être présidés par l'Evêque considéré comme délégué du S. S. Le second objet des chapitres est de prendre les mesures utiles au bien géné-

ral de l'Institut; s'il ne s'agit que d'interpréter ou de préciser les constitutions, ils ont une indépendance complète. Si ces mesures supposent un changement dans les statuts, il faut recourir à Rome.

c) L'assignation des emplois inférieurs, la nomination des supérieurs locaux, les mutations de personnel compétent au supérieur général sans intervention aucune de l'Ordinaire ni de la S. C., sauf pour les cas qui lui seraient déférés par voie de recours.

d) Les supérieurs des Instituts ont la même indépendance pour tous les actes par lesquels ils gouvernent leurs maisons et leurs sujets : par exemple la visite de la supérieure générale ou la correspondance par laquelle elle assure à ses maisons une direction conforme aux statuts.

3° *La fondation et la suppression des maisons.* — Qu'il s'agisse de fonder des maisons qui seront la propriété de l'Institut ou des établissements qui emploieront les services de ses membres, ce n'est pas de la pure administration : donc l'Evêque est compétent, et rarement Rome passe outre à son refus. La suppression d'une maison est odieuse en principe. Il faut que la supérieure ait requis l'avis de son conseil, et soumette la chose à la S. C. La plus grande prudence est de rigueur.

4° *La clôture.* — Elle est de deux sortes pour les Instituts à vœux simples. Les anciennes maisons, les Clarisses par exemple, sont soumises à la clôture épiscopale analogue à la clôture des Ordres, quoiqu'elle ne soit pas sanctionnée par les excommunications du droit commun. Les Instituts récents ayant un rôle très actif dans la société, n'ont qu'une clôture restreinte à un certain endroit de leur maison. Les sorties sont réglées diversement selon les statuts. Quelles que soient les

obligations de la clôture, l'Evêque a compétence pour la faire observer.

5° *La vie chrétienne, les sacrements et le culte.* — Les Instituts, même approuvés à Rome, relèvent entièrement de l'Evêque ; leurs membres doivent être considérés comme des chrétiens qui, désirant faire une œuvre surérogatoire, ont reçu toutes les autorisations opportunes à cette fin, mais celles-là seulement.

6° *Les ordinations.* — Si des sujets désirent être promus aux ordres sacrés, l'Evêque ne les admettra que dans les conditions fixées. Pour les Instituts de prêtres purement diocésains, les ordinations seront faites d'après le droit commun. Quant aux Instituts non sacerdotaux approuvés à Rome, ils n'ont aucun privilège ; leur situation est réglée par le décret *Auclis admodum* (1).

7° *L'administration des biens temporels.* — a) Les biens qui appartiennent en propre à l'Institut ou à chacune de ses maisons sont laissés à la pleine et entière administration des supérieurs généraux assistés de leur conseil ; ils peuvent en disposer librement, conformément aux règles de droit commun et à leurs propres constitutions.

b) Comment ceci est-il contrôlé ? Une ou deux fois par an, chaque maison doit envoyer ses comptes à la maison-mère. De plus, il y a un contrôle extérieur de la S. C. à qui la supérieure, tous les trois ans, doit envoyer un rapport détaillé sur la situation économique et l'état du personnel certifié exact par l'Evêque ; ceci ne

(1) 4 novembre 1892.

constitue pas un acte de juridiction et n'est pas une exception au principe posé plus haut ; l'Evêque n'a qu'un droit de constatation.

c) Les actes graves, les agrandissements de maisons, les emplois ne peuvent être laissés à l'arbitraire des supérieurs ; ils doivent au moins prendre l'avis de leur conseil. Ils ne peuvent faire seuls d'actes d'aliénation ; ceux-ci ne sont permis que quand il y a nécessité manifeste. L'appréciation d'une juste cause d'aliénation n'appartient pas à l'administrateur lui-même ; il est nécessaire d'observer certaines solennités ; la principale est le *beneplacitum apostolicum* ; le S. S. peut autoriser telle ou telle aliénation déterminée ou concéder des indults autorisant pour une période fixée les aliénations et actes assimilés.

d) Quid des biens, fondations ou legs affectés à des œuvres auxquelles doivent se consacrer les religieux ? L'Evêque a de pleins pouvoirs de contrôle ; certes, pour faire l'œuvre de charité, les religieux auront la disposition des biens ; mais tout se passe sous la juridiction et le contrôle administratif de l'Evêque, comme c'est le Droit commun pour toutes les œuvres de religion et de charité de son diocèse. La Bulle met une grande insistance à réserver à l'Evêque le contrôle et le soin de ces œuvres locales. L'Evêque peut se faire rendre des comptes quand bon lui semble. Il doit veiller à ce que toutes les ressources soient employées en exacte conformité avec leur destination et veiller aussi à la conservation du capital.

e) La Bulle insiste sur le droit de visite pastorale dans les communautés de femmes et dans les communautés d'hommes qui ne sont pas prêtres ; pour ces Congrégations-ci, la meilleure opinion pense que les droits de

l'Evêque sont limités à la reddition de comptes, à la surveillance des fondations et de leur exécution.

8° *Le droit de visite et de correction des Evêques* — Il n'y a rien de solennel ni d'officiel dans la visite privée ; cependant, au moment où il la fait, l'Evêque a les mêmes droits que lorsqu'il est dans son palais épiscopal ; il peut donc faire alors sur place ce qu'il est compétent pour faire de son évêché.

La visite canonique, au contraire, est l'inspection et le contrôle officiels exercés personnellement par l'Evêque ou par son délégué, par voie d'autorité. L'Evêque agit comme tel dans la plénitude de son pouvoir administratif, législatif et même judiciaire. La visite canonique supposant une véritable juridiction ne saurait appartenir qu'aux prélats ; les supérieurs à vœux simples doivent donc se contenter de ce qui concerne la vie religieuse et l'administration intérieure. L'autorité épiscopale, dans toutes les maisons à vœux simples, doit vérifier les œuvres de la Congrégation, l'enseignement religieux qui est donné, il doit rechercher si la morale est en honneur, quelles sont les pratiques de piété, comment est organisé le culte.

Sur les églises et chapelles des Congrégations, les Evêques jouissent des mêmes droits que sur les églises purement séculières ; ils ont le droit de visite complet, puisqu'ils l'ont en vertu du Concile de Trente même sur celles des Réguliers.

Voilà pour les établissements du culte ; mais que dire de la vie religieuse des communautés ? Les Congrégations sacerdotales jouissent d'une exemption spéciale ; l'Institut peut, en effet, se suffire à lui-même sans recourir à un ministère étranger pour tout ce qui relève de la conscience, de l'administration des sacrements, du culte ; les supérieurs, étant prêtres, ont qualité pour

veiller à l'observation des règlements. Mais pour les autres Congrégations, les Evêques doivent s'informer de l'état disciplinaire de chaque maison, rechercher quelle procédure est usitée pour la réception des sacrements, comment est observée la clôture. Pour cela, l'Evêque interroge les supérieurs, les personnes en charge dans la maison, les religieux qui voudraient lui parler.

Si l'Evêque relève des manquements, quelles en seront les sanctions? La visite canonique est l'exercice d'un droit de juridiction: l'Evêque peut prendre toutes les mesures opportunes et les sanctionner par des prescriptions pénales dans les cas les plus graves. N'oublions pas d'ailleurs, qu'à l'encontre des individus, l'Evêque a tous les moyens qu'il a contre les clercs pour la répression des délits de droit commun. Dans le cas de contrôle sur les communautés, par rapport à l'observance des règles et statuts, la Bulle emploie un terme atténué, *inquirere*; si l'Evêque constate quelque chose de répréhensible, il prie les supérieurs de faire le nécessaire pour y remédier; si ceux-ci sont négligents, l'Evêque agira d'office. En cas d'urgence, l'Evêque pourra agir d'office et directement, sauf à informer aussitôt et avec preuves à l'appui, la S. C.

CHAPITRE II

Règles de la S. Congrégation « Normæ » La Vie religieuse de l'Institut et de ses membres

§ I. — *Rédaction des Constitutions.*

Les Constitutions sont l'ensemble des dispositions fondamentales qui déterminent la nature, le but, le fonctionnement, le gouvernement intérieur de l'Institut. Elles ne contiendront donc ni préfaces, ni citations des Conciles ou des Pères, rien des dispositions du directeur particulier ou du cérémonial spécial, aucun acte du pouvoir civil, rien de ce qui touche à des controverses théoriques, aucune expression pouvant amener la confusion avec un Ordre. On y indiquera surtout la nature de l'Institut, de ses membres, leur manière de vivre ; les principes qui président à l'administration et à la direction de l'Institut, ses charges.

§ II. — *Les Livres accessoires.*

Ces différents recueils sont variables et instables : la S. C. aime à les examiner, mais elle ne les approuve pas parce qu'il faudrait les mêmes formalités pour les modifier. Parmi les principaux, on peut citer : le *Coutumier* ; c'est une sorte de règlement indiquant comment se font, d'après les usages, les actions prévues pour les communautés et les individus, comment doivent être remplis les menus emplois. Cet ouvrage est commun à toutes les maisons de la même Congrégation ; il peut se compléter au besoin par ceux de chaque

maison. Ses sanctions sont incertaines ; son observation loyale est toutefois très méritoire. Le *Directoire* contient les instructions et les préceptes de fondateurs renommés pour leurs vertus. Le *Cérémonial* est un recueil des usages observés dans chaque Institut pour les cérémonies du culte ; en principe, il ne contient rien de spécial qui ait quelque importance ; tout au plus l'Institut peut être appelé, en tant que Tiers ordre, à bénéficier des exemptions liturgiques d'un Ordre Régulier. Ce que notre ouvrage contient le plus souvent c'est le règlement des formalités de la profession ou du renouvellement des vœux.

§ III. — *Les Membres de l'Institut.*

De quelles personnes se compose une Congrégation ?

1° Il y aura deux classes de religieux au plus ; la situation est la même pour les Congrégations que pour les Ordres ; une catégorie s'occupe des œuvres intellectuelles, l'autre des emplois de la vie matérielle. Les membres des deux classes doivent être astreints à la même discipline.

2° *Quid des « membres affiliés » ?* — On tolère que les grands Ordres groupent des personnes du monde sous leur direction spirituelle ; ces personnes ont une règle approuvée, un noviciat et une profession sans vœux. Rome n'a jamais admis ce système pour les Congrégations ; on permet l'adjonction de personnes du même sexe que les congréganistes pour s'occuper des affaires temporelles.

3° *Dépendance d'un Ordre.* — Les liens qui unissent les membres d'une Congrégation à un grand Ordre dont celle-ci dépend sont très faibles : « Il suffit que ces Congrégations soient affiliées par les supérieurs géné-

raux des Ordres dont elles prennent le nom et l'habit, et qu'elles en reçoivent la communication des indulgences et grâces spirituelles. »

4^e La préséance dans les Congrégations est réglée par l'ancienneté de la profession.

§ IV. — *L'admission des sujets.*

La vie religieuse a pour objet la pratique des conseils évangéliques; elle est facultative, donc l'accession des sujets est libre. Les supérieurs doivent veiller toutefois à admettre seulement les sujets sur lesquels on peut fonder des espérances sérieuses.

1^o *Conditions communes à tous les sujets*; la vocation spontanée comme condition intérieure; et comme conditions extérieures, le baptême, la confirmation, l'honnêteté de la vie certifiée par le curé, l'état libre; en cas de fiançailles ou de mariage, impossibilité d'entrer dans une Congrégation (il n'y a aucune analogie à déduire des décisions canoniques sur les Ordres). La santé physique et morale est aussi requise pour remplir les obligations de la vie commune et les charges de l'œuvre.

Quid du consentement des parents? La situation est la même que pour un mariage: l'Eglise en fait une obligation morale et non une obligation juridique et légale. Les principes des grands Ordres que l'on étend ici par analogie, sont qu'il faut laisser une liberté complète aux enfants. Si les parents sont consentants, il est prudent de leur demander un consentement écrit, sinon, (quoique la loi canonique permette l'entrée en religion à quinze ans) il ne faut admettre que les postulants majeurs au point de vue civil. Dans tous les cas, d'ail-

leurs, une enquête est utile pour voir la liberté de la personne qui veut entrer en religion.

2^o *Mesures spéciales aux Congrégations d'hommes.* — Il n'y a qu'à se reporter aux décisions du décret *Romani Pontifices* du 25 janvier 1848, étudiées précédemment.

§ V. — *Le Postulat*

L'usage s'est établi de faire précéder le noviciat d'une période de probation, qui peut durer de six mois à un an et être prorogée de trois mois au plus par la supérieure pour les raisons dont elle est juge. C'est un simple essai qui n'engage à rien : il n'y a aucun lien contractuel. Il faut pour y être admis la permission des supérieurs généraux ou provinciaux et l'absence d'obstacles insurmontables. Il est recommandé que cette épreuve soit subie dans la maison du noviciat, mais séparément des novices.

§ VI. — *Le Noviciat*

Mêmes règles en principe que pour les Ordres, quant à la durée, les interruptions. Les occupations des novices sont de deux sortes : les exercices de piété, les mêmes que ceux des profès et, en plus, la préparation ou la répétition de ces pratiques. Il est, bien entendu, nécessaire d'observer les préceptes du maître des novices sur le respect dû aux constitutions et sur l'accomplissement des œuvres de la Congrégation. Les arrangements matériels doivent être faits avec la supérieure quant à la nourriture et à l'entretien des novices. Les *Normæ* de la S. C. recommandent à la Congrégation d'observer la plus grande modération et la plus grande dignité dans ces arrangements. Pour la situation juridique des novices, leurs droits à une profession anticipée en cas de

danger de mort, les solutions sont les mêmes que dans les Ordres. Les auteurs qui admettent l'extension, même aux novices de Congrégations, du privilège des dominicains sont assez rares (1).

§ VII. — *La Profession*

La novice doit être informée qu'elle est admise à la profession au moins deux mois à l'avance (les dispositions à prendre en vue de ses biens lui sont possibles dans ces deux mois). L'admission est prononcée par la supérieure générale. La question de la dot doit être réglée le plus tôt possible : des remises de fonds sont possibles longtemps à l'avance. Ces questions sont d'ailleurs spéciales aux religieuses : il leur est nécessaire d'avoir des ressources en cas de sortie de la Congrégation.

La profession ne fait perdre à la religieuse que le droit d'user de ses biens ; elle garde le domaine radical. Mais comme ses vœux tendraient à faire passer à l'Institut la possession de ses biens, on lui en fait régler l'administration avant sa profession. Les droits de la communauté sont sauvegardés par la réception d'une dot égale pour toutes. La propriété de la dot ne passe d'une manière définitive à l'Institut que par la mort de la professe.

Nous n'étudierons ni l'examen de l'Evêque ni les détails de la retraite qui doit précéder la profession. Nous ne verrons pas non plus les formalités de la profession qui, d'ailleurs, diffèrent suivant le Cérémonial de chaque Congrégation. Disons seulement que les formules

(1) *Constitution* de PIE V : *Summi Sacerdoti*, du 23 août 1570. V. PIE DE LANGOGNE, cité.

de vœux doivent être très nettes et précises sur la durée de l'engagement, doivent éviter toute expression qui pourrait laisser croire à des vœux solennels ; le mieux est de faire dire par la professe : «... me donne par la profession à vœux simples... », même si elle ne saisit pas bien la portée de ses paroles. On doit exclure de la profession la formule d'un quatrième vœu qui amène des complications et des difficultés de conscience. L'engagement à l'égard de l'Institut doit être mentionné. Il est utile de dire également : « .. sous l'autorité de M^{sr} l'Evêque de... » ce qui rappelle que les Congrégations ne bénéficient pas de l'exemption.

Disons enfin que souvent, à l'exemple des Ordres, la Congrégation n'exige, par la première profession, que des vœux temporaires. Ceux-ci sont variables au gré de la Congrégation et de ses constitutions : souvent il y a plusieurs périodes successives. Dans aucun cas on n'admet de rénovation tacite des vœux.

CONCLUSION

DE LA PREMIÈRE PARTIE

Résumant brièvement nos développements antérieurs, nous disons que le Droit canonique distingue très nettement deux sortes de « Congrégations » *lato sensu* :

1° Les grands Ordres du passé qui ont été réglementés principalement par le Concile de Trente ; en principe, ils dépendent directement du Saint-Siège (1). Ils sont caractérisés par les trois vœux solennels « *Votum solemne est quod emittitur in religione approbata a S. S. cum solemnitate votorum* » qu'ils sont tenus de respecter plus ou moins étroitement suivant le règlement particulier à leur ordre. Ils sont seuls à bénéficier de l'exemption.

2° Les petites communautés modernes (2) qui ont pullulé d'une manière excessive, sont nées plus tard pour répondre à un besoin : un prêtre ou une femme du peuple groupent autour d'eux une société d'assistance ;

(1) Décis. du Concile de Latran, tenu sous Innocent III, 1179.

(2) Cette distinction est encore rappelée dans le titre de la lettre de LÉON XIII, du 29 juin 1901 : *Aux Supérieurs généraux des Ordres et Instituts religieux*.

V. *Questions Actuelles*, LIX, p. 258.

les règlements sont faits par un prêtre. Ces communautés relèvent alors de l'Evêque sauf, bien entendu, possibilité de recours à Rome si elles croient leurs droits lésés par ses jugements. Mais, même quand leurs règlements sont sanctionnés, les vœux qu'on y prononce ne lient pas avec autant de force que ceux qu'on fait dans un grand Ordre ancien (1). Si on s'en tenait rigoureusement au sens primitif des mots en Droit canon, on réserverait l'appellation d' « Ordre religieux » seulement aux communautés antérieures au xvi^e siècle. La « Congrégation » *stricto sensu* ne comprend que les groupements formés postérieurement où il ne se prononce pas de vœux solennels. Mais, même les auteurs ecclésiastiques les plus intransigeants, ne restent pas fidèles à la distinction et se prononcent en faveur d'une

(1) La distinction a été assez bien notée par GAUDRY, *Traité de la législation des cultes*, t. II, p. 359. « une des règles les plus importantes des statuts ou plutôt indépendamment des statuts est la soumission à l'Ordinaire, c'est-à-dire à l'Evêque diocésain. La loi du 24 mai 1825 exige que cette clause soit insérée dans les statuts. Dans l'ancien état des ordres monastiques, un grand nombre de maisons ne dépendaient que du pape; il y a même encore aujourd'hui une certaine tendance à se soustraire à l'autorité épiscopale. L'union au chef de l'Eglise par l'intermédiaire des Evêques n'enlève rien aux ordres monastiques de leur unité religieuse; elle a même pour résultat de maintenir plus fortement les règles de la discipline. Dans tous les cas, c'est un principe sans contestation possible, que l'Evêque diocésain est le seul chef de toutes les maisons religieuses de son diocèse. Il a le droit exclusif de les visiter, d'en régler l'administration, de se faire rendre compte de toutes les peines de discipline prononcées : les communautés ne peuvent avoir de supérieur ecclésiastique indépendamment de lui, et nul prêtre ne doit s'y introduire pour diriger les consciences et célébrer les offices, sans son consentement. Il nomme les prêtres attachés à ces établissements comme supérieurs, confesseurs, directeurs, aumôniers ou chapelains. »

compréhension très grande du mot « Congrégation » (1).

Nous en avons fini avec cette étude générale de la Congrégation d'après les règlements ecclésiastiques; voici au total ce qu'elle est suivant les canonistes :

« Religio est stabilis in communi vivendi modus fidelium sub certa regula *ad christianæ charitatis perfectionem tendentium*, editis tribus substantialibus votis perpetuæ castitatis, pauperlati et obedientiæ, ab Ecclesia approbatus. »

Disons pour finir quelques mots des classifications des communautés religieuses d'après les auteurs ecclésiastiques : elles sont fort nombreuses en vérité, et il faut en éliminer un grand nombre malgré l'intérêt qu'elles présentent.

Montalembert (2) en fait quatre classes :

1° Les moines proprement dits : tels sont ceux des ordres de saint Basile et de saint Benoît.

2° Les Chanoines réguliers qui suivent la règle de saint Augustin. A eux se rattachent les Prémontrés.

3° Les Frères ou religieux mendiants : Dominicains et Franciscains créés du ^{xiii}^e au ^{xvi}^e siècles.

4° Les Clers réguliers : forme spéciale aux Ordres créés depuis le ^{xvi}^e siècle; tels sont les Jésuites, les Oratoriens, les Sulpiciens qui ne sont que des prêtres séculiers (et sans vœux solennels) réunis en Congrégation.

(1) On s'est pourtant, ainsi que nous le verrons plus loin, tenu avec assez d'exactitude à la distinction pendant la Révolution.

(2) *Les Moines d'Occident*, en sept livres, Paris, 1860.

La classification qu'avait faite Fleury était semblable, sauf qu'il ajoutait les Chevaliers (1).

Parmi les canonistes modernes : en France, Craisson distingue les ascètes (hommes qui s'exercent aux diverses perfections), anachorètes (ascètes qui vivent dans la solitude) moines ou cénobites (hommes qui vivent dans un *cenobio* ou monastère), clercs réguliers (dont les membres sont souvent ordonnés) et mendiants. L'italien de Angelis divise en : moines, clercs mendiants, militaires, hospitaliers.

Mentionnons spécialement la division en Congrégations contemplatives et en Congrégations actives parce qu'elle correspond assez fidèlement à la division fondamentale en Ordres et en Instituts.

(1) *Institution au Droit ecclés.*, cité, t. I, p. 204.

DEUXIÈME PARTIE

Variations des Critériums de la Congrégation depuis le XVII^e Siècle jusqu'à la fin du XIX^e

L'autorité séculière, désireuse de réglementer la question des communautés religieuses dans un sens favorable à leur développement ou, au contraire, pour l'entraver, voit tout d'abord se poser devant elle une question singulièrement délicate ; c'est au législateur, selon sa loyauté et selon son désir de faire une œuvre vraiment juridique, qu'il appartient d'y répondre avec netteté :

Devra-t-on, en réglant le sort des congrégations, s'en tenir aux définitions et aux critères qu'en donnent les autorités religieuses ? Et si une autorité laïque s'en tient à cette première solution, c'est d'ordinaire avec l'idée qu'elle favorise au moins d'une manière indirecte le pouvoir ecclésiastique puisqu'elle part des principes et des définitions mêmes de celui-ci, quoique, à notre avis, il soit au contraire possible, même en admettant

une définition canonique, de combattre d'une manière radicale les institutions qu'elle comporte, et ceci nous le prouverons.

Doit-il, au contraire, négligeant le *Status religiosus*, voir les corporations orthodoxes, les institutions régulières non pas telles qu'elles sont dans la réalité des choses, telles qu'elles se révèlent dans leur fonctionnement intérieur ou dans leurs rapports avec le Siège Apostolique, mais bien dans leur aspect extérieur et telles qu'elles apparaissent vues « du dehors » ? Avec cette conception, on cherchera seulement à discerner ce qui, au point de vue social, différencie ce qu'on appelle les « congrégations religieuses », des groupements de nature similaire et dont il nous semble précisément bien difficile de les distinguer sans se livrer à une recherche approfondie de leurs caractères intimes ; on cherchera à voir quelle peut être l'influence politique, la portée, l'utilité de ces corporations traditionnelles, en affectant d'ignorer l'ensemble des idées et des principes dans lesquels ces groupements puisent leur raison d'être et leur force.

Il va de soi que la première conception présente sur l'autre l'avantage d'être plus simple et plus exacte. Elle est plus simple, puisqu'elle accepte des définitions fermes et séculaires, appuyées sur des traditions historiques certaines que nous croyons avoir examinées assez longuement dans la première partie de ce travail. Cette définition est aussi plus exacte parce qu'elle puise ses éléments dans une analyse serrée de faits existants matériellement et indiscutablement et non dans des apparences tellement peu solides et tellement contingentes qu'il ne s'est jamais rencontré un législateur qui ait osé les dénombrer ou les classer.

Dans cette seconde partie de notre travail, nous verrons les faits eux-mêmes apporter la confirmation

de l'appréciation que nous venons de donner sur les deux systèmes en présence : toutes les fois que le critérium politique (si on peut qualifier de critérium un tel système) a été substitué au critérium canonique, la notion de congrégation s'est trouvée essentiellement vague et troublée ; et, au contraire, dans les époques qui s'en tinrent pour distinguer la congrégation au critérium religieux exact que nous connaissons et qui est constitué en première ligne par les vœux, il n'y a aucune difficulté d'interprétation possible.

Nous avons déjà vu cette définition admise et sanctionnée pleinement par le pouvoir royal jusqu'au xvi^e siècle environ. Mais il faut sur ce terrain se garder complètement d'assimiler les deux derniers siècles de la vieille monarchie à ceux qui les ont précédés. Sous l'influence des théories soutenues traditionnellement par les légistes et les Parlements, la monarchie parvenue en possession de toute sa puissance et de moyens d'action considérables avec l'absolutisme, va réagir contre le mouvement monastique dont elle a encouragé les débuts. Et si, avec la Révolution, il nous est donné de voir un retour momentané aux saines traditions, ce rayon de lumière au milieu des ténèbres dans lesquelles nous sommes plongés sera malheureusement de courte durée ; après lui, nous nous enfoncerons de plus en plus profondément dans une obscure et inextricable confusion.

CHAPITRE I

De la notion de Congrégation au XVII^e et au XVIII^e siècles

Ainsi que nous l'avons dit, c'est de cette époque que date le premier essai en vue d'abandonner dans les définitions de la congrégation le terrain canonique pour les placer sur le terrain politique. Les débats que la loi de 1901 a suscités devant la Chambre ont maintes fois ramené l'affirmation que c'est de l'époque que nous examinons que date la notion de congrégation non autorisée, en rébellion contre le gouvernement. Comment cette notion de communauté révoltée aurait-elle pu se rencontrer à l'époque où le pouvoir laïque se tenait docilement sous la tutelle du Droit canon : ne pouvait alors être illégale que la congrégation qui n'était pas en règle avec l'autorité diocésaine ou apostolique.

Au contraire, à l'époque de la monarchie absolue, le gouvernement s'empessa de mettre en pratique les théories de ses anciens amis les légistes, et de consacrer la jurisprudence des Parlements au moins partiellement, pour combattre les corporations qu'elle avait soutenues jadis.

Et nous avons alors dans l'action gouvernementale une définition et une manière d'agir politiques ; nous verrons les mobiles de cette nature apparaître avec une netteté croissante dans les principes qui inspirent les édits édictés, depuis celui de Richelieu jusqu'à celui de d'Aguesseau.

Résumant brièvement la période dont il s'agit, nous verrons tout d'abord le pouvoir royal poussé à adopter

le critérium politique (que, nous le répétons, il considérerait en quelque sorte comme une manière préjudicielle d'entamer la lutte contre les congrégations) par les légistes et les jurisconsultes, dont c'est le système traditionnel d'une part et, d'autre part, par la persévérance en ce sens de la jurisprudence des Parlements.

SECTION I

Défiances des légistes et du Parlement à l'encontre des congrégations

« Les communautés, selon Bodin (1), sont des gouffres d'où rien ne doit naturellement ressortir. Sans des précautions indispensables, elles engloutiraient insensiblement tout l'état. »

Etienne Pasquier dit des Jésuites, au temps de Henri IV, qu'ils sont « les premiers boute-feux de nos troubles ».

« Toutes assemblées de plusieurs personnes en un corps doivent être illicites à cause du danger de celles qui pourraient avoir pour fin quelque entreprise contre le public. Celles mêmes qui n'ont pour fin que de justes causes ne peuvent se former sans une approbation expresse du Souverain... et ceci pour les communautés de toute sorte et pour quelque usage que ce puisse être »; et encore : l'autorisation royale est nécessaire « pour établir des corps et communautés ecclésiastiques régulières, séculières et de tout autre sorte (2)... » De même l'avocat général Joly de Fleury dans ses conclusions lors de l'arrêt du 18 avril 1760 : « dans l'état, toute

(1) *Traité de la République*, chap. IV.

(2) *Domat. du Droit public*, liv. I, tit. II, sect. II, n° 14.

assemblée particulière qui n'est point autorisée par le Souverain donne lieu à des soupçons légitimes que la police a intérêt de vérifier et présente toujours une matière ouverte à des inquiétudes qu'il est du bon ordre d'écarter ». « Les rois de France ont toujours considéré comme un des privilèges de la couronne le droit d'accorder ou de refuser aux congrégations religieuses l'autorisation de se former et de se développer dans leurs états (2) ». Donc, en France, pour la fondation d'un nouvel ordre ou d'une nouvelle règle de religion, il faut, outre l'approbation du pape, la permission expresse du roi manifestée par des lettres patentes dûment enregistrées, vérifiées avec toutes les formalités que demande l'importance d'une pareille affaire. Après l'autorisation générale, il faut de nouvelles lettres patentes particulières suivies de la même vérification pour l'établissement de chaque monastère en particulier dans les différents diocèses du royaume. A côté du droit gouvernemental d'accorder les autorisations, existe pour lui le droit indiscutable de les révoquer : « on blesserait les maximes du Droit public, en niant que le souverain puisse également supprimer ces ordres religieux dont il a permis l'établissement. Puisqu'on a reconnu la nécessité d'obtenir l'approbation du prince pour l'exercice public d'une nouvelle religion qu'on a voulu introduire dans ses états et par conséquent la liberté qu'il avait de ne point l'accorder, on n'imagine pas que l'ayant donnée le prince soit lié irrévocablement envers un ordre dont l'institut, ayant paru d'abord analogue à son gouvernement et utile à ses peuples, leur est devenu contraire dans un autre temps et par les

(2) SIMONNET, *Les Congrég. relig. non autoris. dans l'Etat*, p. 1.

changements qui, dans la nature humaine, ne peuvent être ni évités, ni prévus ; on ne peut, sans faire tort à son jugement, résister à ce principe qui est comme de droit naturel et des gens. Seulement la suppression ordonnée par la puissance séculière ne touche point aux obligations dont les religieux peuvent persister à se croire tenus en conscience, même quand on leur a défendu l'exercice de leurs vœux. Tel est le sens de l'arrêt du conseil du 24 mai 1766 (1). »

Les auteurs qui s'occupèrent du Droit public ecclésiastique se sont toujours étendus avec complaisance sur les restrictions apportées à la liberté d'établissement ou de fonctionnement des ordres : les habitants des communes devaient consentir aux nouvelles fondations religieuses (2) car ils avaient intérêt à ce que le fisc, en cas de mauvaise fortune de l'ordre, ne se retournât pas contre eux comme solidaires pour le paiement intégral des impôts de répartition : une opposition leur était donc possible devant le Parlement appelé à en connaître (3). Une fois en fonctionnement normal, la communauté doit, pour acquérir, être autorisée spécialement par le suzerain et l'indemniser : les théoriciens justifient ces exigences aux points de vue : militaire, économique et financier. De même « il n'est permis aux communautés ecclésiastiques, posséder biens temporels et les unir à leurs tables soit par donations entre vifs ou testamentaires ni par acquisitions sans la permission

(1) DURAND DE MAILLANE.

(2) V. FÉVRET qui cite : TACITE, *Annales*, liv. III, et SUÉTONE, *Vie de Tibère*, à propos d'excès qui eurent lieu en Grèce. (*Traité de l'Abus*, liv. III, chap. I).

(3) SIMONNET, *Les Congrég. non autor. dans l'Etat*, p. 3.

expresse du Roi, lequel peut, s'il le veut, leur enjoindre d'en vider leurs mains afin que ces biens ne tombent point en main morte (1) ». Dans tous les cas, le Roi devait percevoir une redevance comme droit d'amortissement (2) : à partir du xvi^e siècle, ce droit se paye au souverain d'une manière de plus en plus indiscutée à cause du préjudice qu'il éprouve : la productivité des personnes morales est inférieure à celle des personnes physiques ; les impôts dont les biens de mainmorte s'affranchissent retombent sur les autres biens ; enfin ces biens sont hors du commerce et diminuent les transactions.

Nous avons dit plus haut que l'influence du Parlement (3) s'était exercée parallèlement à celle que nous venons d'examiner. Les rôles multiples qu'il avait à jouer en matière religieuse lui permettaient d'affirmer fréquemment les théories qui lui étaient chères et il finit, à l'époque de sa puissance, par les exposer avec une netteté et un radicalisme qui tendaient presque toujours à dépasser les mesures auxquelles aurait voulu s'en tenir le Roi, principal intéressé.

Ce fut surtout à l'occasion de l'enregistrement des actes qui portaient autorisation des communautés religieuses que le Parlement fit sentir son action.

La nécessité de l'enregistrement en Parlement pour la validité des actes royaux remonte à Louis IX à propos

(1) ETIENNE PASQUIER, *Recherches sur la France*, liv. III, chap. XLIV.

(2) DAVOT, *Des communautés*, liv. I, traité 12.

(3) V. DUCOUDRAY, *Les origines du Parlement de Paris*, Paris, Hachette, 1902.

Voir aussi l'intéressant ouvrage d'un chartiste, Félix AUBERT, *Compétence et attributions du Parlement de Paris*, 1890.

de son édit de 1482 sur les blés, depuis lors, elle fut admise d'une manière constante (1) : « Nuls édits, nulles ordonnances n'ont d'effet s'ils ne sont vérifiés aux cours souveraines et par libre délibération d'icelles (2) ».

Le Concordat de François I^{er} du 18 août 1516 ne fut pas appliqué en Bretagne parce qu'il n'y fut pas enregistré. On peut voir aussi la lettre que ce Roi fit écrire par son chancelier Olivier au duc de Savoie, lequel invoquait des Lettres Patentes de 1523 qui n'avaient pas été enregistrées : « N'y a eu aucune vérification ce que toutes fois est requis et nécessaire tant de dispositions de Droit que par les ordres et usances du royaume et partant lesdites Lettres demeureront encore sans effet aucun tant qu'elles soient vérifiées ». De même en 1561 à l'occasion des plaintes et doléances faites aux Etats généraux d'Orléans contre le Concordat, Charles IX envoya le Président du Ferrier en ambassade à Rome pour représenter au Pape l'invalidité du Concordat «... nam moribus nostris et Regum christianissimorum antiquis constitutionibus in hunc usque diem religiose observatis nihil in Gallia publica quod ad sacros vel humanas res pertineat pro lege statuitur quod non sit parlamenti arresto publicandum (3) ».

Et ce double droit du parlement ne fut jamais lettre morte pour lui : on sait que pendant tout le courant du xviii^e siècle, il se refusa énergiquement à enregistrer les

(1) Auparavant, ce n'était qu'une simple formalité de publicité. Voir BOUTARIC, *La France sous Philippe le Bel*, liv. III, chap. III, page 211.

(2) LA ROCHE-FLAVIN, *Traité des Parlements de France*, Bordeaux, 1617, liv. XIII, chap. IX.

(3) *Preuves des lib. de l'Egl. gallic.*, p. 22, n° 35.

décrets des Congrégations Romaines (1) qui pourtant ont force de loi dans tout le monde chrétien d'après le Droit canonique. Au point de vue de son rôle actif également, il négligea rarement l'exercice des prérogatives qu'il était parvenu à acquérir ; « le possessoire des bénéfices » lui appartenait et il ne craignait pas, si l'évêque hésitait à exécuter ses arrêts, à le contraindre par la saisie de son temporel (2). C'est de même lui qui autorise les agrandissements des couvents et leur permet dans ce but d'accepter des legs (3). Il exerce un droit de police permanent dans les abbayes et y rétablit l'ordre quand il est troublé (4). Il lui arrive fréquemment d'envoyer des commissaires s'informer de l'état des abbayes et au besoin il nomme des administrateurs du temporel. Les contestations relatives à l'exercice du droit de visite qui naissent entre les autorités séculières et les chefs des monastères sont tranchées en la Cour (5).

En somme, dès le début, les Parlements en général prirent parti très nettement du côté du pouvoir, contre les communautés et ils s'accordèrent à déclarer inopérantes les libéralités faites à des agrégations religieuses qui n'avaient pas demandé l'autorisation royale requise par les édits. De plus à l'imitation du Droit romain ils

(1) Arrêts du 18 sept. 1641, 15 av. 1703, 1^{er} août 1710, 16 déc. 1716, 1^{er} juin 1764, 24 fév. 1768, Parlement de Paris, et Parlement de Bourgogne, 4 août 1703.

(2) Arrêts du 6 mars 1380, 10 mai 1402, 19 fév. 1412, cités par DURAND DE MAILLANE, t. I, p. 71.

Voir aussi DUPUY, commentaire cité, t. II. p. 238 et 241.

(3) Arrêt du 23 août 1402.

(4) Arrêt du 24 août 1401 et BOUTARIC, *Actes du Parlement*, n° 7029.

(5) Arrêts du 6 avril 1388 et du 7 janvier 1391.

inventèrent une action *ab irato* : l'art. 199 de la Coutume de Bretagne déclarait qu'on ne peut disposer de ses biens en haine de ses héritiers présomptifs à moins d'avoir des motifs graves d'exhédération : on étendit cela à toute la France (1).

Quand l'autorisation royale était concédée à des ordres qui déplaisaient aux Parlements, ceux-ci n'hésitaient pas à refuser d'enregistrer les Lettres Patentes concédées, et la formalité du Lit de Justice était pratiquement inutilisable car elle ne s'employait que dans les cas exceptionnellement graves. D'autres fois, tout en enregistrant des Lettres Patentes, ils en modifiaient le texte ou mettaient *proprio motu* des conditions à l'octroi de la liberté faite à une communauté : ils lui défendaient, par exemple, d'occuper tel quartier d'une ville, « de mendier », lui demandaient des renseignements sur ses biens etc... (2) La protestation de quelques Parlements au milieu du XVIII^e siècle contre l'édit de mainmorte, semble plutôt témoigner de leur esprit de contradiction que d'une orientation politique nouvelle (3).

SECTION II

Politique gouvernementale

Maintenant que nous avons vu les influences auxquelles va obéir la royauté, voyons la manière dont elle comprend les congrégations, ainsi que les organismes

(1) Arrêts du 27 juillet 1619, 9 août 1642, 3 avril 1655, 28 avril 1716.

(2) Voir FÉVRET, *De l'Abus*, liv. II, chap. I, p. 109.

(3) Voir D'AGUESSEAU, *Œuvres*, t. IX, p. 547-560.

qu'elle vise spécialement en cherchant à entraver leur essor.

Dans les premières ordonnances du ^{xvii}e siècle la royauté cherche surtout à obvier aux inconvénients qui résultent au point de vue social de la multiplicité excessive des maisons religieuses.

En second lieu, elle cherche à entraver les accroissements considérables des fortunes immobilières possédées par des religieux. Telle est la portée de l'édit de mainmorte.

Enfin les mesures de 1762 ont surtout pour but de défendre le pouvoir laïque contre les accroissements exagérés et les tentatives de domination des congrégations actives.

Au total, on le voit, trois mobiles politiques ou sociaux. De ces mobiles à une définition scientifique de la congrégation, il y a loin : bien entendu faute d'indications cette notion reste particulièrement imprécise. Quoi qu'il en soit, voyons de quelle manière elle va se dégager.

En 1305, Philippe le Bel adresse au prévôt de Paris un mandement par lequel il défend toute congrégation « au nombre de plus de cinq » sous quelque forme ou simulation que ce soit (1). Les lettres de Philippe de Valois pour le bailliage d'Auvergne, en 1443, défendent à toutes personnes « de faire assemblées sous couleur de confrérie ou autrement » (2). Comme textes généraux (3), on peut citer la déclaration proposée le 21 novembre 1629, par laquelle Richelieu demandait que

(1) *Ord. du Louvre*, t. I, p. 428.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 189.

(3) Voir *Ordonn. de Moulins*, 1566, art. 27.

aucuns couvents, même ceux des ordres déjà autorisés, pussent s'établir sans permission du roi, signée d'un secrétaire d'Etat (1).

« Il est défendu qu'il ne soit fait aucun établissement de monastère, maison ou communauté régulière de l'un et l'autre sexes en quelque lieu et ville que ce soit du royaume, même des ordres ci-devant reçus et approuvés, sans expresse permission de Sa Majesté par lettres signées d'un des secrétaires d'Etat et scellées du Grand Sceau, afin que Sa Majesté put juger desdits établissements et selon les occasions, ordonner les lieux et villes auxquels ils devaient être faits pour l'avancement de la foi et religion catholique, défense à tous magistrats et corps de communautés d'en recevoir ni d'admettre aucun sans avoir auparavant obtenu lesdites lettres de Sa Majesté et, au cas que sans icelles il fut fait aucun établissement, qu'il serait déclaré nul et comme non fait et advenu sans l'espérance d'en obtenir à l'avenir aucune permission. » (2)

Ce système qui est celui de l'arbitraire gouvernemental, fut modifié par la déclaration du 6 juin 1659 et l'édit de décembre 1666; ils exigent toujours des Lettres Patentes scellées du Grand Sceau et prescrivent des enregistrements supplémentaires dans les bailliages et sénéchaussées dont le monastère devait relever. Voici ce qu'on trouve dans l'édit de 1666 :

« Et en cas que ci-après, il s'y fasse aucun établisse-

(1) Le Parlement de Paris, dans son enregistrement, le 13 décembre, n'accepta l'édit qu'à condition d'y substituer le texte : « Sans Lettres Patentes vérifiées en la Cour ».

(2) FÉVRET, p. 109, cité.

ment de communauté régulière ou séculière sans avoir été satisfait à toutes conditions énoncées sans exception d'aucunes, nous déclarons dès à présent comme pour lors, l'Assemblée qui se fera sous ce prétexte être illicite, faite sans pouvoir et au préjudice de notre autorité et des lois du royaume ». Toutefois, l'application de la peine est limitée aux supérieurs et aux fondateurs des nouveaux établissements à peine d'être procédé extraordinairement contre les supérieurs et contre ceux qui auront été envoyés pour faire ledit établissement (1). La procédure extraordinaire consiste dans l'ensemble des prescriptions suivies pour l'instruction des infractions criminelles passibles d'une peine afflictive et infamante (2). Indépendamment du pouvoir exercé par l'autorité judiciaire, on sait que le Roi, par l'exercice de ses fonctions administratives, dont il était revêtu comme chef du pouvoir exécutif, avait le droit d'ordonner directement par mesure de police la dissolution des communautés non autorisées.

Il faut dire que pendant les difficultés de la minorité de Louis XIV les magistrats avaient toléré l'établissement d'un grand nombre de communautés dont les unes possédaient la meilleure partie des terres et des revenus des lieux qu'elles occupaient ; les autres, à peine dotées, contractaient des dettes et devaient abandonner leurs maisons à leurs créanciers, au grand scandale de l'Eglise et au grand préjudice de ceux qui recueillaient les religieux. La déclaration du 7 juin 1655 se plaignait des mêmes abus : « ... sont souvent établies des communautés sans aucun revenu en sorte que l'on a vu plusieurs être

(1) ISAMBERT, *Rec. des lois anc.*, t. XVIII, p. 94 sq.

(2) JOUSSE, *Commentaire de l'Ordonnance de 1670*.

obligées d'abandonner leurs couvents et laisser par décret les lieux qui étaient consacrés à Dieu ; d'autres ont formé des règles et des constitutions pour leurs communautés sans être approuvées...». L'édit de juin 1671 est toujours aussi prohibitif : « ... voulons et il nous plaît que les religieux des ordres et congrégations ne puissent être établis dans les monastères sans avoir préalablement obtenu nos lettres à ce nécessaires... ».

Toujours inspirée par des idées du même ordre, la déclaration de Colbert du 5 septembre 1684 (1) qui stipule que « les religieux mendiants ne pourront commencer aucun bâtiment dont la dépense excède la somme de 1,500 livres, sans avoir obtenu notre permission par des Lettres Patentes signées de notre main, contresignées par l'un des secrétaires d'Etat et de nos commendemens et scellées de notre Grand Sceau et les avoir fait enregistrer en notre Cour de Parlement de Paris sur l'avis du lieutenant de police et de notre procureur au Châtelet, et des prévôts des marchands et eschevins de notre dite ville et avec les autres formalités que l'on a accoutumé d'observer dans ces occasions. Pour les bâtiments de 3,000 à 15,000 livres, il leur faudra une permission accordée par arrêt de notre Cour de Parlement qui ne sera accordée qu'en grande connaissance de cause » (2).

La déclaration du 28 avril 1693 (3) règle les conditions des donations et rentes aux membres de monastères,

(1) Enregistrée le 7 septembre 1684.

(2) DUPUY, *Commentaire sur les lib. de l'Egl. gallicane*, édition de 1740, t. II, p. 315.

(3) V. aussi la déclaration du 24 mai 1724.

puis à la fin « ... voulons qu'à l'égard des communautés des personnes séculières et régulières qui ne sont point confirmées par nos Lettres Patentes notre édit du mois de décembre 1666 soit incessamment exécuté et à l'égard de celles que l'on ne jugera pas nécessaire de confirmer ou transférer, nous déclarons dès à présent nulles toutes les acquisitions et donations d'héritages, rentes ou autres immeubles faites pour elles et à leur profit ». Cet acte dit encore que les biens passeront aux monastères où les archevêques et évêques jugeront à propos d'envoyer les religieux. Il menace d'appliquer sévèrement les peines portées dans l'édit à ceux qui en transgresseront les dispositions.

Nous arrivons au fameux édit de mainmorte (août 1749) œuvre de d'Aguesseau (1) : c'est une loi générale pour toute la France royale résumant trois déclarations précédentes dans le même sens : celle du 9 juillet 1738 pour les Pays-Bas, celle du 1^{er} juin 1739 pour le pays Messin, celle du 25 novembre 1743 pour les colonies françaises d'Amérique. Voici selon d'Aguesseau (2) les intentions du gouvernement en promulguant l'édit :

« Rien n'est plus éloigné des motifs de l'édit de 1749 qu'un dessein secret de détruire les établissements les plus favorables ; les prélats les mieux instruits des véritables intérêts du clergé ont senti au contraire que le meilleur moyen de soutenir les anciens établissements, d'y maintenir la bonne administration du bien qu'ils possèdent et d'y conserver la plus grande régularité était de mettre des bornes à la multiplication des com-

(1) Enregistré en Parlement le 2 septembre et en Chambre des Comptes, le 5 déc.

(2) V. *Œuvres*, t. IX, p. 452.

munautés et à l'accroissement excessif de leurs biens en fonds de terre ou en rentes sur les particuliers. »

Les dispositions de l'édit sont de trois sortes :

1^o Les établissements à venir ne peuvent être fondés que sous la forme prescrite par l'édit ; et comme sanction du défaut d'autorisation : nullité *ipso facto* de tous actes et dispositions faits à titre gratuit ou onéreux directement ou indirectement en faveur de l'établissement.

2^o Etablissements créés depuis 1636 :

a) Situation de ceux qui sont autorisés : toutes les anciennes dispositions de date authentique faites en leur faveur sont confirmées ; à l'avenir ils ne pourront acquérir sans Lettres Patentes.

b) Quant à ceux qui se sont fondés sans Lettres Patentes, ils sont déclarés nuls : Sa Majesté pourvoiera à la destination de leurs biens.

3^o Les établissements créés avant 1636 sont assimilés à ceux qui ont été faits depuis, avec les formalités requises par les ordonnances : l'édit de 1666 ordonnait aux communautés fondées depuis moins de trente ans de représenter leurs lettres d'établissement au juge des lieux ; si l'état des communautés a été fixé alors par la possession de trente ans, la prescription leur est encore mieux acquise en 1749 (1).

L'édit fut naturellement suivi de vives réclamations du clergé qu'il formula dans son cahier de 1750 : « La réclamation générale contre la plupart des dispositions

(1) Arrêt du 9 mai 1760. Les paroles prononcées par l'avocat général, Joly de Fleury, à l'audience du 18 avril, constituent un commentaire très intéressant de l'édit de 1749.

de l'édit de 1749 sont déjà parvenues aux oreilles de Votre Majesté ; le clergé de votre Royaume ne voit qu'avec la plus grande douleur le peu de succès des représentations qu'il a eu l'honneur de lui faire à différentes reprises sur une loi si funeste à tous les établissements qui ont pour objet le culte de la religion, l'instruction des pauvres et le soulagement des malades ». Les mêmes doléances réapparaissent en 1755 et en 1758. Le roi y fit droit au moins partiellement par la « Déclaration interprétative de l'édit du mois d'août 1749 concernant les gens de mainmorte, donnée à Versailles le 20 juillet 1762 ».

Rappelons le rôle joué alors par le Parlement de Paris (1) ; l'Assemblée des Chambres émue par la situation d'associations et de congrégations non autorisées et non revêtues de Lettres Patentes chargea d'un rapport sur la question, l'avocat général qui conclut à l'exécution des règlements « selon leur forme et teneur ». A cette époque, d'ailleurs, l'opinion publique était attentive à la lutte engagée entre les pouvoirs publics et la vaste congrégation des Jésuites ; celle-ci s'était rendue célèbre par ses grands hommes comme Bourdaloue, Pétau, Le Moine, par ses luttes contre les Oratoriens et Port-Royal. Mais tout ceci, et la trop fameuse bulle *Unigenitus*, lui avait suscité de nombreux rivaux et des ennemis irréductibles : il est facile d'en juger par le ton des réquisitoires prononcés contre elle :

« L'esprit monastique est le fléau des Etats ; de tous ceux que cet esprit anime, les Jésuites sont les plus

(1) Voir note page 171.

nuisibles parce qu'ils sont les plus puissants; c'est donc par eux qu'il faut commencer..... » (1).

Quoiqu'il en soit, quelques-uns d'entre eux lancés dans des spéculations coloniales perdirent tout d'abord un gros procès commercial qu'ils avaient fait porter devant la grande Chambre du Parlement de Paris. Puis ceci ayant attiré l'attention sur la question de savoir s'ils étaient solidaires les uns des autres, il fallut pour se renseigner, recourir à l'examen de leurs constitutions. On vit alors qu'elles n'avaient jamais été approuvées avec les formalités prescrites par les édits. Le Parlement par l'arrêt du 6 août 1761, les ajourna à comparaître au bout de l'année pour le jugement de leurs constitutions : mais par provision la clôture de leur collège était ordonnée pour le 1^{er} octobre suivant.

Le roi prorogea ce temps jusqu'au 1^{er} Avril, puis sur les conseils du clergé séculier et malgré l'opposition de l'évêque de Soissons, il rendit un édit, somme toute favorable à leurs constitutions : mais la violence des remontrances du Parlement fut telle que le roi dut le retirer. Enfin le 6 Août 1762 (2) le parlement rendit son arrêt : « ... les vœux furent déclarés abusifs, les Jésuites sécularisés et dissous, leurs biens aliénés et vendus... ». Le Parlement se fondait, entre autres motifs : « sur ce que l'Institut des Jésuites tendait à introduire dans l'église et dans les Etats un corps politique dont l'essence consiste dans l'activité continuelle pour parvenir par toutes sortes de voies, d'abord à l'indépendance absolue et succes-

(1) Paroles prononcées dans un rapport par De La Chalotais, procureur général du Parlement de Bretagne.

(2) V. aussi les deux arrêts du 1^{er} décembre 1764 et du 9 mai 1767.

sivement à l'usurpation de toute autorité ». La royauté confirma ces mesures par les édits de Novembre 1764 et de Mai 1767 (1).

Après l'expulsion des Jésuites, le clergé comprit la nécessité de réformer les ordres religieux *lato sensu* : l'Assemblée de 1764-1766 décida de recourir au Pape pour qu'il nommât une Commission dans ce but. Mais le pouvoir laïque (par un arrêt du Conseil de 1766) rappela que la royauté se réservait le droit d'admettre arbitrairement les ordres, et on créa la fameuse Commission des Réguliers composée des plus hauts dignitaires de l'Eglise et de l'Etat. Le résultat de ses travaux est consigné dans l'ordonnance de 1768 que nous avons déjà trouvée fixant l'âge de la profession. Pour que les monastères pussent se former sans Lettres Patentes, il fallait la présence d'au moins quinze religieux s'ils n'étaient pas réunis en congrégation et d'au moins huit dans le cas contraire.

De 1768 à 1780 on supprime plusieurs anciens ordres

(1) Clément XIII protesta contre ces décisions dans son allocution du 6 septembre 1764. Mais, finalement, le Saint-Siège confirma les actes du gouvernement français. Voici la traduction des dernières phrases de Clément XIV :

« Nous éteignons et supprimons la Société de Jésus. Nous cassons et abrogeons tous et chacun de ses offices, ministères et administrations ; nous lui ôtons ses maisons, ses écoles, ses collèges, hospices, métairies et lieux quelconques, en quelque province du royaume qu'ils soient, et de quelque manière qu'ils lui appartiennent. A cet effet, nous déclarons cassée et détruite à perpétuité, toute autorité quelconque du général, des provinciaux, des visiteurs et de tous les autres supérieurs de ladite société, tant au spirituel qu'au temporel. Donné à Rome à Sainte-Marie-Majeure, sous l'anneau du pêcheur, le 21 juillet 1773 et la cinquième année de notre pontificat. »

On connaît également l'accord intervenu au XIX^e siècle entre le Saint-Siège et le ministère Guizot sur la même question, les négociations de Rossi avec le cardinal Lambruschini, l'aboutissement des négociations le 23 juin 1845, enfin la dispersion de la congrégation. (V. *Moniteur* du 6 juillet 1845).

qui, grâce à la solidité des vœux solennels qu'ils exigeaient, étaient arrivés à une situation remarquable, et au point de vue de la stabilité et au point de vue de la fortune : on conçoit assez bien que, humilié en quelque sorte par cette opulence, le gouvernement, dont la situation n'était pas bien enviable, surtout au point de vue financier, ait vu avec quelque mauvaise humeur ces communautés puissantes qui existaient depuis bien longtemps.

L'opinion publique n'était pas non plus très favorable aux anciens ordres monastiques : elle leur préférait les congrégations séculières, n'impliquant pas de vœux solennels comme celle de la Doctrine Chrétienne dont nous avons déjà parlé et celle de l'Oratoire.

« Ce qu'il y a de sûr (1), c'est que les congrégations, tant régulières que séculières, étaient en décadence et qu'il n'y avait pas, à la veille de la Révolution, de péril congréganiste » ; bien des religieux partageaient même les aspirations du Tiers-Etat.

Et cependant, à la fin de l'ancien régime, les ordres religieux étaient vivement combattus sur le terrain économique par Turgot et son école : ce ne sont pas ces hommes libéraux et modérés que l'on s'attendait à trouver aux prises avec les congrégations ; et pourtant ils les ont critiquées en se plaçant sur le terrain de l'utilité et des services qu'elles sont susceptibles de rendre aux classes déshéritées et malheureuses : ils partent du principe que « les corps n'existent pas par eux-mêmes ni pour eux : ils n'existent que pour la société et ils doivent cesser d'exister lorsqu'ils ont cessé d'être utiles ». Ils

(1) AULARD, *La Révolution française et les Congrégations*, Paris, 1903, 340 p., et *Rev. polit. et parl.*, 1903, t. 2.

niaient que les « fondateurs d'ordres, particuliers et bornés, pussent à jamais enchaîner à leurs volontés capricieuses les générations qui n'existaient pas encore ». « Les guerres de Palesline ont donné naissance à des fondations qui n'ont plus de raison d'être : l'Europe est couverte de maladreries et il n'y a plus de lèpre ! » Enfin, citons encore la phrase célèbre reprise par Mirabeau : « Si tous les hommes qui ont vécu avaient eu un tombeau et qu'il ne restât plus de terres pour cultiver, il faudrait bien détruire ces monuments inutiles et secouer les cendres des morts pour nourrir les vivants ».

Les dernières années de la monarchie ont laissé, on le voit, dans la question qui nous intéresse, les préoccupations économiques prendre le pas sur les considérations politiques. Et ce fait n'est peut-être pas étranger à l'exactitude de la solution que nous allons rencontrer sous la Révolution.

CHAPITRE II

Notion de Congrégation sous la Révolution

Nous allons retrouver un peu plus loin, dès que nous étudierons les documents de la Constituante, les idées des économistes que nous venons de résumer rapidement. Ce qu'il y a de certain, c'est que ces idées ont influé d'une manière considérable et particulièrement heureuse sur les premières décisions de la Révolution.

Nous allons rechercher dès maintenant quelle a été la notion de congrégation pour les Assemblées de la période intermédiaire : ce qui frappe tout d'abord à ce sujet, c'est l'opposition complète que nous allons rencontrer ici entre le système sur lequel est appuyée la

plus grande partie de la législation révolutionnaire et le système qui inspirait la monarchie française dans les deux siècles qui précèdent : question posée sur un terrain presque exclusivement politique d'une part, terrain purement canonique de l'autre. Donc, à la question : Qu'est-ce qu'une congrégation pour le législateur révolutionnaire, la réponse est facile ; nous avons vu sur le terrain canonique la netteté de la distinction entre les ordres et les congrégations *stricto sensu*. Les Assemblées révolutionnaires se sont ralliées à un critérium infaillible en adoptant purement et simplement cette distinction religieuse.

Et cette opposition — de forme, en quelque sorte — avec la législation royale est particulièrement curieuse à signaler, parce que nous sommes ici dans une des rares matières où, au fond, la politique révolutionnaire ait continué la tradition monarchique. Bien plus, nous allons le voir tout à l'heure, les textes du droit intermédiaire sont plus prohibitifs et plus radicaux que ceux qui les précèdent chronologiquement ; et, cependant, nous sommes partis du point de vue canonique ! Voilà donc la preuve indiscutable qu'il n'est pas impossible à un législateur laïque de réglementer les congrégations, tout en se plaçant sur leur propre terrain, le seul exact. L'importance de cette idée contribuera en partie à la longueur des développements que, dans cette étude historique, nous consacrerons aux décisions des Assemblées révolutionnaires.

La raison du respect attaché par la Constituante aux distinctions du Droit canon est facile à donner, quoique nous n'ayons trouvé aucun historien qui l'invoque ; nous verrons plus loin que les mesures les plus modérées, les plus exactes, les plus juridiques même (si toutefois on peut s'exprimer ainsi en parlant du législateur) ont été prises tout au début de la Révo-

lution par l'Assemblée Constituante, et pourquoi ? Les membres de cette illustre Assemblée avaient vécu jusque-là au milieu des idées courantes de l'ancien régime : un grand nombre d'entre eux s'étaient acquis des grades en théologie ; considérable d'ailleurs était le nombre des savants prêtres Docteurs en Droit canon. Quelle en fut la conséquence ? Le jour où on voulut s'attaquer à la multiplicité de communautés qui vivent en dehors du clergé séculier, on sut que les plus anciennes, les plus solidement établies, celles dont la vie s'écarte le plus des conditions de la vie sociale courante sont celles dont les membres s'enchainent par des vœux solennels et qui constituent des « ordres religieux ». Et sans qu'il fut besoin de s'arrêter longuement à discuter sur le caractère de ces ordres, et chaque Constituant sachant ce dont il s'agissait, on décida sans violence et sans haine que ces vœux n'auraient plus d'effet civil. Et la mesure fut efficace : on était bien sur le terrain du Droit canonique, mais ici c'était pour le combattre.

Les Assemblées de la seconde période de la Révolution ont admis la définition juridique de la congrégation canonique seulement dans une certaine mesure.

Quant aux congrégations séculières, libres de tout vœu solennel, congrégations d'enseignement ou de charité, elles les ont dissoutes : c'était leur droit si on admet l'application radicale de la théorie — sur laquelle nous n'avons pas à prendre parti d'ailleurs — d'après laquelle les gouvernements se sont capables de dissoudre toute agrégation qu'ils jugent inutile ou nuisible à leur fonctionnement (1). Mais pour les ordres réguliers

(1) Voir GEORGES GRAUX, *Les Congrég. relig. devant la loi*, chap. I, § III.

qu'avaient atteints les décrets de 1790-1791, de quel droit le législateur touchait-il à ces agrégations qui n'existaient plus légalement, puisque l'effet civil des vœux, seul élément constitutif de l'ordre n'existait plus, puisque les vœux n'avaient plus d'autres sanctions que celles de la conscience et de la religion, et à quoi pouvait-il les reconnaître, sinon à des critères de fait abandonnés à l'arbitraire des magistrats ?

SECTION I

Première Phase. — La Constituante

Avant d'aborder l'examen détaillé des lois de 1790, dans l'intention de montrer combien elles sont imbues de l'esprit que nous leur avons attribué plus haut, il nous sera permis de jeter un coup d'œil d'ensemble afin de dégager les principes directeurs de la politique de la Constituante.

Les idées que nous avons vu émettre par Turgot sont les idées courantes parmi les politiciens d'alors : elles caractérisent toutes les discussions politiques, et constituent les mobiles de moins en moins voilés des lois que font adopter les partis avancés : les travaux préparatoires des différents textes votés sur les congrégations dans la première phase de la Révolution traduisent aussi fidèlement que possible les différentes idées qui avaient commencé à se faire jour dans les années précédentes. La cause initiale du premier assaut qu'eurent à subir les congrégations c'est le déficit qui existait dans les caisses de la nation : on demanda tout naturellement — et sans mauvaise intention aucune — l'argent indispensable aux rouages de l'Etat à ceux qui en étaient détenteurs. Et puis y avait-il tant de mal que cela à

frapper des corps organisés qui ne correspondaient plus à l'état social dans lequel ils vivaient : l'Etat seul et l'individu étaient considérés comme ayant une existence réelle : les associations n'existent que par la volonté de la loi qui est toute-puissante sur elles : la loi bien entendu les laissera subsister seulement si elles se conforment à la règle qu'elle impose, mais surtout si elles remplissent dans le corps social le but pour lequel elles ont été fondées (1) ; or les ordres monastiques ont été créés pour propager la foi, pour soigner les malades (2) : dans ce double but, ils ne sont plus indispensables, donc il faut les supprimer. Et remarquons qu'on se rend esclave de cette conclusion parce que la logique du raisonnement y amène et non pas par esprit anticlé-

(1) Mirabeau, pour justifier les droits de la nation, distinguait entre trois sortes de fondations :

1^o Celles qui ont été créées par les rois. Les rois ne sont que les organes des peuples : ceux-ci sont les héritiers des rois. Ces fondations n'ont pu avoir lieu que dans un but d'intérêt public. L'aliénation n'a pu être absolue puisque ces biens sont inaliénables : la nation peut toujours revendiquer les biens de la Couronne ; elle peut donc revendiquer également ceux-ci.

2^o Celles qui sont faites par les corps. La dépense du culte et la bienfaisance publique sont services d'Etat. Les corps qui ont créé des fondations n'ont fait qu'acquitter leur contingent d'une dette nationale, devancer l'œuvre de la nation, non se substituer à elle, ni la priver de ses droits.

3^o Celles des particuliers. La propriété est un bien acquis en vertu des lois ; c'est l'Etat seul qui fonde la propriété. En dehors de la loi, il n'y a donc que possession, non propriété civile. Or, il n'y a pas de loi qui institue le clergé propriétaire... Le clergé, loin d'être propriétaire, n'est pas même usufruitier, car il n'a pas la latitude de consommer les fruits : il n'est que le dispensateur des biens ecclésiastiques.

(2) V. LOUIS THOMASSIN, *Traité des édits et moïens de maintenir l'unité de l'Eglise catholique*, p. 1 à 100.

V. aussi : *Discours de Thouret*, 13 octobre 1789.

rical (comme on pourrait le supposer, si d'ailleurs le mot n'était pas un anachronisme). En effet, dans la séance du 13 février 1790 nous voyons l'Assemblée repousser la motion tendant à déclarer que la religion catholique est toujours la religion d'Etat, comme constituant une suspicion injurieuse à l'encontre de la foi nationale.

La troisième idée à relever au début de la Révolution et dans l'œuvre de la Constituante, c'est que les congrégations sont attaquées sur leur véritable terrain puisque les discussions portent sur la question des vœux (1) : solennels ou simples ils sont toujours la base de l'état religieux, mais enchaînent naturellement d'une manière plus complète dans le premier cas : « A l'égard des moines en général, c'est à la prudence du gouvernement à juger de la manière dont il doit en user avec eux ; mais supposé qu'on voulut un jour les détruire ou du moins les affaiblir assez pour les empêcher d'être nuisibles, il est un moyen infaillible d'y parvenir sans employer la violence, qu'il faut même éviter à leur égard : ce serait de faire revivre les anciennes lois qui défendent les vœux monastiques avant vingt-cinq ans (2) ». On combat ainsi les ordres religieux dans leurs vœux : l'effet canonique et légal des vœux n'a plus de place dans un Droit public libre maintenant de toute tutelle, donc purement laïque.

(1) V. BUZOT, séance du 19 mars 1790, *Arch. Parl.*, XII, 238.

« Le but de l'Assemblée, quand elle a prononcé qu'elle ne reconnaîtrait plus les vœux monastiques, était de détruire l'existence de ces corporations religieuses qu'elle regardait comme impolitiques et dangereuses. »

(2) D'ALEMBERT, *Sur la destruction des Jésuites en France.*]

Enfin ce qu'il faut encore noter sur cette première phase de la Révolution, c'est, d'une manière générale, la modération et le calme avec lequel les problèmes les plus passionnants sont abordés dans le sein de l'Assemblée. « On ne doit pas chercher comme on l'a fait trop souvent à rendre la première époque de la Révolution responsable de la seconde : elles ne sont point identiques dans leurs principes ; elles ne peuvent être solidaires dans leurs résultats. Le principe social de 89 est celui du christianisme et du Droit rationnel (1)... »

Ayant ainsi exposé les principes de la Constituante, voyons maintenant comment ils se dégagent de ses dispositions de détail sur les ordres religieux. Ce fut le 28 octobre 1789 que l'Assemblée eut pour la première fois à s'occuper des ordres monastiques : quelques religieuses de l'Immaculée-Conception ayant dénoncé au Président les pressions exercées sur des novices pour leur faire prononcer leurs vœux, la question se trouvait posée. Target fit son rapport sur le texte suivant qui fut adopté par l'Assemblée :

« Ouï le rapport... l'Assemblée ajourne la question sur l'émission des vœux et cependant par provision décrète que l'émission des vœux sera suspendue dans les monastères de l'un et de l'autre sexe ». Plusieurs ecclésiastiques représentèrent que la suspension provisoire jugeait la question et réclamèrent en vain l'exécution du règlement qui exigeait trois jours de discussion pour les matières importantes. Le 2 novembre vient le décret qui met à la disposition de la nation tous les

(1) LAFERRIÈRE, *Essai sur l'Histoire du Droit français*, 2^e édition t. II, p. 100.

biens ecclésiastiques. Le chartreux dom Gerle, membre de l'Assemblée rassure les religieux en leur promettant des pensions en échange. Le 17 décembre Treilhard présente le rapport dont il avait été chargé au nom du Comité ecclésiastique (1). En voici les principaux passages :

« Votre Comité... a cru entrer dans vos intentions en fixant vos premiers regards sur l'état actuel de cette nombreuse partie du clergé qui se glorifie de devoir sa première existence à l'amour et à la perfection, dont les annales présentent tant de personnages illustres et vertueux et qui compte de si grands services rendus à la religion, à l'agriculture et aux lettres. Mais partout a pénétré l'esprit de tiédeur et de relâchement... et les soupirs de pieux cénobites embrasés de l'amour divin n'y sont que trop souvent étouffés par les gémissements de religieux qui regrettent une liberté, dont aucune jouissance ne compense aujourd'hui la perte. Mais en cessant de protéger les liens qui blessent plusieurs individus doit-on rompre la chaîne de tous ? En venant au secours du religieux fatigué de son état, ne devez-vous pas protéger celui qui y désire vivre encore ? Votre Comité a pensé, Messieurs, que vous donneriez un grand exemple de sagesse et de justice lorsque dans le même instant où vous vous abstiendrez d'employer l'autorité civile pour maintenir l'effet extérieur des vœux, vous conserveriez cependant les asiles du cloître aux religieux jaloux de mourir sous leur règle. C'est pour remplir ce double objet que nous vous proposerons de

(1) *Arch. Parl.*, t. X, p. 624.

laisser à tous les religieux une liberté entière de quitter leur cloître ou de s'y ensevelir.

En leur permettant de rentrer dans le monde, vous n'auriez encore rien fait pour eux si vous ne leur assuriez pas en même temps le moyen d'y subsister... Les circonstances qui nous environnent ne permettent d'assurer aux religieux qui sortiront du cloître que le simple nécessaire : le vœu dont ils sont liés ne leur permet pas d'exiger davantage ; mais le nécessaire est le même pour tous ; et nous avons cru en conséquence ne devoir faire aucune distinction entre les religieux des différents ordres : ils ont tous un droit égal à leur subsistance. La différence de l'âge a du seule nous frapper parce qu'elle en peut entraîner une dans les besoins. . Quant aux religieux qui resteront dans le cloître, ils ne s'y déterminent que par un amour louable, un vif amour de la règle qu'ils ont embrassée : il est juste d'entrer dans leur esprit et c'est pour favoriser leurs pieuses intentions que le Comité vous propose de les réunir en nombre suffisant pour garantir une exacte observation de cette règle qu'ils chérissent et de les fixer de préférence dans les campagnes ou dans les petites villes afin de les rappeler autant qu'il sera possible à leur première institution... Nous ne prétendons pas cependant exclure des villes plus considérables les maisons qui offriraient de se vouer au soulagement des malades, celles que vous jugeriez dignes de présider à l'éducation publique ou qui vous paraîtraient utiles au progrès des sciences...

Quant aux autres victimes, que la faiblesse de leur sexe rend encore plus intéressantes, elles méritent un règlement particulier dont votre Comité s'occupe et qui fera l'objet d'un autre rapport ;... votre Comité a pensé que le moment était venu d'attaquer la répartition trop inégale des revenus ecclésiastiques et qu'il fallait fixer

à chaque maison le même revenu à raison d'une somme déterminée pour chaque religieux qui l'habitera... Il a paru aussi à votre Comité également prudent et économique de charger chaque maison de tous les frais relatifs au culte et des réparations de ses bâliments. C'est en considération de cette double obligation que nous croyons devoir vous proposer (1) d'assurer aux maisons conservées 800 livres par religieux. »

(1) Voici le texte du décret proposé :

ART. 1. — Tous religieux qui auront fait des vœux solennels dans quelque ordre ou congrégation qu'ils puissent être déclareront, dans trois mois du jour de la publication du présent décret, devant les officiers municipaux ou les juges royaux de leur domicile, s'ils désirent cesser de vivre sous la règle dans laquelle ils ont fait profession ou s'ils désirent y rester.

ART. 2. — Ceux qui auront déclaré vouloir quitter leur règle seront de ce moment libres de sortir de leurs monastères et de résider où bon leur semblera en habit clérical, sous la juridiction de l'évêque diocésain, comme tous les autres ecclésiastiques, sauf ensuite leur recours à l'autorité ecclésiastique, en ce qui concerne le lien spirituel seulement.

ART. 3. — Il leur sera payé annuellement par quartier et d'avance, savoir : à tout religieux au-dessous de 50 ans, 700 livres ; 800 livres depuis 50 ans jusqu'à 60 ans ; 900 livres depuis 60 ans jusqu'à 70 ans et 1000 livres depuis 70 ans, sans distinction d'ordres.

ART. 4. — Il sera payé annuellement par quartier et d'avance aux abbés réguliers qui sortiront de leur ordre une somme de 2000 livres.

ART. 5. — Les religieux sortis du cloître resteront incapables de toutes successions et dispositions entre vifs et testamentaires ; mais ils auront la capacité de disposer du pécule qu'ils auront acquis depuis leur sortie du cloître et, à défaut de disposition de leur part, leur pécule passera à leurs parents les plus proches.

ART. 6. — Ils pourront être employés comme vicaires et ils seront même susceptibles d'être pourvus de cures, mais dans ce dernier cas leur pension demeurera réduite à moitié.

ART. 7. — Les religieux qui auront déclaré vouloir continuer de vivre sous leur règle seront placés de préférence dans les maisons de campagne du même ordre ou de la même congrégation les plus commodes et les plus saines et subsidiairement dans les maisons des petites villes.

ART. 8. — Pourront néanmoins être conservées dans les villes plus considérables les maisons dont les religieux se voueront au soulagement des malades ou qui seront trouvées dignes de présider à l'éducation publique ou qu'on jugera capables de contribuer au progrès des sciences.

ART. 9. — Les religieux qui auront déclaré vouloir rester dans leur ordre pourront, en tout temps, faire la déclaration qu'ils désirent en sortir et quitter ensuite leurs monastères en observant les formes prescrites par les articles 1 et 2 du présent décret; du moment de leur sortie, ils auront droit à la pension réglée par l'article 3.

ART. 10. — Le nombre des religieux dans les maisons conservées ne pourra être moindre de quinze non compris le prieur ou supérieur.

ART. 11. — Tous privilèges et exemptions accordés à tous ordres et congrégations sont supprimés, et les religieux assujettis, sans exception, à la juridiction des évêques; le régime des congrégations d'ailleurs conservé.

ART. 12. — Les maisons qui seront conservées comme utiles aux sciences, à l'éducation publique et au soulagement des malades pourront, seules, se perpétuer; mais les effets civils de la solennité des vœux sont abrogés; en conséquence, les postulants qui seront admis demeureront toujours libres de quitter leur ordre, et capables de successions et donations entre vifs et testamentaires.

ART. 13. — Il sera désigné pour chaque ordre qui aura des maisons destinées à se perpétuer, en conséquence de l'article précédent, une maison d'épreuve dans laquelle les postulants passeront le temps prescrit par les statuts avant leur admission.

ART. 14. — Lorsqu'une maison aura cessé d'être habitée pendant trois ans par le nombre de sujets fixés par l'article 10, elle sera supprimée et les religieux en seront aussitôt répartis dans les autres maisons du même ordre.

ART. 15. — Il sera assigné à chaque maison un revenu annuel à raison de 800 livres par chaque religieux qui y résidera et, en conséquence, la maison sera chargée de toute espèce d'entretien de ses religieux, de tous les frais du culte et de toutes les réparations usufuitières de ses églises et bâtimens; et la quête sera interdite à tous les religieux qui s'étaient maintenus dans l'usage de quêter.

ART. 16. — Il pourra être assigné sur les demandes des administrations de département un revenu plus considérable aux maisons destinées à l'éducation publique et au soulagement des pauvres.

ART. 17. — L'Assemblée Nationale se réserve de décréter incessamment de quelle manière sera acquitté le revenu des maisons conservées, comme aussi de décréter la forme d'administration des possessions des réguliers et des autres possessions ecclésiastiques, leur emploi, l'acquit des fondations des établissemens qui seront supprimés ainsi que le lieu et l'instant où les pensions des religieux qui sortiront du cloître commenceront à être payées.

Après la lecture du projet de Treillard, l'Assemblée prononce seulement l'impression des articles, se réservant de statuer plus tard sur l'ajournement.

Le 19 décembre 1789, vu les besoins du Trésor on demande de vendre pour une valeur de 400 millions de biens ecclésiastiques.

Le 5 février 1790 (1), Treillard demande à l'Assemblée de se prononcer : « Pour mettre en vente les fonds qui forment le deuxième objet (les bâtiments des ecclésiastiques réguliers des villes) il faut au moins que vous ayez décrété les deux premières bases d'une motion que le Comité ecclésiastique vous a depuis longtemps présentée c'est-à-dire la sortie des religieux et leur sort et la refusion de toutes les maisons des grandes villes dans celles des petites villes et des campagnes : tout le reste pourrait être ajourné. Cependant, comme il importe au crédit que l'on prenne aujourd'hui même un parti, le Comité propose l'adoption d'un décret... »

Voici le résultat de cette proposition : « L'Assemblée Nationale ajourne la motion du Comité ecclésiastique sur les religieux à jeudi prochain et néanmoins décrète dès à présent et en attendant des suppressions plus considérables, la suppression d'une maison de religieux de chaque ordre dans toute municipalité où il en existe deux, de deux maisons dans toute municipalité où il en existe trois, de trois dans toute municipalité où il en existe quatre ; qu'en conséquence la municipalité de Paris indiquera dans la huitaine et les assemblées de département indiqueront, aussitôt après leur formation, celles desdites maisons qu'elles préféreront de supprimer en vertu du présent décret, pour les emplacements

(1) *Arch. Parl.*, t. XI, p. 438.

en être aussitôt mis en vente en exécution et conformément au décret du 19 décembre dernier ». A la séance du 11 février (1), Treillard fait une nouvelle lecture de son rapport : la discussion s'engage aussitôt. Le marquis de la Coste pose la question sur son véritable terrain : « il demande une exception honorable pour les ordres religieux consacrés au service des pauvres et à celui des malades et pour la congrégation de l'Oratoire qui a le mérite, très approprié aux circonstances, de ne pas exiger de vœux et d'offrir ainsi le tableau mobile de l'utilité et de la liberté ». Legrand « remonte à l'établissement de la religion dans les temps du paganisme : il cherche la source des moines dans les déserts de la Thébaïde pour prouver que leur destruction doit être entière et propose de décréter que tous les corps religieux seront éteints ». De Bonnal, évêque de Clermont, après avoir indiqué les principes que ses commettants et sa conscience lui ordonnaient de défendre : « la recherche des moyens les plus propres de rendre la considération à ces corps respectables que l'irrégion voudrait plonger dans l'avilissement, et les voies les plus sûres tant civiles que canoniques, de rétablir parmi eux la discipline monastique et de les faire vivre en leurs cloîtres dans la subordination et la conformité à leurs saintes règles », ne nie pas le droit du gouvernement à ne plus reconnaître et sanctionner les vœux solennels ; mais pour lui, anéantir les vœux, c'est contraire aux droits de l'homme ; « le plus bel usage que l'on peut faire de sa liberté c'est de choisir le genre de vie qui plaît le plus : c'est d'en faire le sacrifice volontaire à l'Auteur de son être, et jamais le plus subtil philosophe

(1) *Arch. Parl.*, t. XI, p. 543.

ne parviendra à me persuader que l'on soit véritablement libre quand on n'a pas même le droit de se faire esclave de Celui à qui l'on doit tout ». C'est évidemment conforme à l'absolutisme de la théorie individualiste de l'époque, mais bien différent de la notion qui devait se faire jour un peu plus tard sous le nom de liberté individuelle : « la possession d'un état permettant dans la société où l'on vit de faire figure d'homme ».

Quoi qu'il en soit, voici les points qui nous intéressent du décret proposé par de Bonnal :

Art. 1. — « Il n'y aura aucun ordre religieux de supprimé... ; il sera permis à tous ceux qui éprouvent dans ce saint état un dégoût qu'ils ne croiraient pas pouvoir surmonter de le quitter... »

Art. 7. — « Les communautés de différents ordres qui subsisteront seront au moins composées de quinze religieux sans y comprendre le supérieur, et elles continueront à être gouvernées par le régime qui leur est respectivement propre et particulier ; elles auront des maisons de noviciat, comme par le passé et il sera permis d'y prononcer des vœux solennels qui auront les mêmes effets qu'ils ont eus jusqu'ici après les épreuves prescrites. »

A la séance du 12 février (1), l'ordre du jour est la suite de la discussion sur le rapport du Comité ecclésiastique relatif aux ordres religieux du royaume. Treilhard propose avant tout de se décider sur les trois articles suivants : 1^o Les ordres religieux seront-ils abolis ? Y aura-t-il des exceptions ? 2^o Quel sort fera-t-

(1) *Arch. Parl.*, t. XI, p. 574.

on aux religieux qui déclareront ne vouloir pas vivre dans les maisons et sous l'habit de leur ordre ? 3^o Quel sort fera-t-on aux religieux qui déclareront vouloir vivre dans les maisons et sous l'habit de leur ordre ?

La discussion avec Røederer, le duc de la Rochefoucauld, l'abbé Grégoire se porte sur le terrain de l'utilité des monastères, des services qu'ils peuvent rendre à la religion, aux lettres et à l'agriculture. Dans le discours de Cayla de la Garde, général des Lazaristes, député de Paris, nous pouvons relever ceci :

« Dans la profession religieuse il y a deux choses, le lien spirituel qui résulte du vœu et les effets civils qui en sont la conséquence par la disposition des lois canoniques et civiles. Personne ne respecte plus que moi les droits, le pouvoir de la nation, mais vous me désavoueriez vous-mêmes, Messieurs, si j'allais vous attribuer une autorité qui ne peut vous appartenir. Maîtres de tout ce qui a trait au Droit civil, vous pouvez accorder et refuser votre autorisation à de nouveaux instituts, ou même empêcher la perpétuité des anciens ; mais l'obligation spirituelle du vœu échappe au souverain ; c'est sous les yeux de Dieu qu'elle est contractée ; lui seul peut la rectifier ou en suspendre les effets par le ministère de son église. Déclarez tant que vous voudrez les ordres religieux supprimés, l'obligation du vœu reste en entier ; et elle doit avoir son effet dans tous les cas où cela n'est pas impossible ainsi que cela a lieu pour le vœu de chasteté. Laissez aux religieux la liberté de sortir ; cette concession ne les affranchit pas de leurs engagements ; cette faveur n'en est point une et ne leur donne aucun droit réel. Ils ne peuvent devenir libres que par une dispense donnée en connaissance de cause par l'autorité ecclésiastique. Voilà les vrais principes ». L'évêque de Nancy discute

ensuite le côté financier de la question ; il montre que le paiement des pensions sera fort lourd à supporter ; il expose que la liberté de rompre le lien religieux est contraire à la religion, à la morale et à la politique.

L'ordre du jour est le suivant à la séance du 13 février 1790 (1) : Les ordres religieux seront-ils abolis ? Y aura-t-il des exceptions ?

L'abbé Eymar, député du clergé de la Basse-Alsace pose la question sur son véritable terrain : « J'ai pris la liberté de dire que la vraie manière de s'exprimer était celle-ci : abrogera-t-on pour la suite ou prohibera-t-on l'émission des vœux monastiques ? ». Si chaque congréganiste optait pour la négative et restait dans son ordre, les décrets n'auraient point d'effet pratique immédiat. L'orateur ne nie pas l'avantage qu'il y aurait à délier les moines qui désirent reconquérir leur liberté et il ajoute : « Pourquoi ne pas soumettre le projet et l'exécution au concours des deux puissances qui ont jusqu'à ce jour opéré conjointement et légalement les suppressions et les extinctions de ce genre... ? L'Assemblée Nationale n'est donc pas compétente pour abroger l'effet civil de vœux monastiques déjà prononcés sous l'autorité de la loi... Je conclus donc ainsi : Si l'Assemblée Nationale se détermine à prononcer une abrogation de l'effet civil des vœux, je demande que la forme des lois canoniques soit observée et que tout religieux ne puisse obtenir la sécularisation sans recourir à l'autorité ecclésiastique comme partie nécessaire dans les jugements à porter à ce sujet. . » C'est dans la même séance que M. de la Fare, évêque de Nancy, propose de déclarer, avant tout, que la religion catholique, apostolique et

(1) *Arch. Parl.*, t. XI, p. 584.

romaine est la religion de l'Etat. Les uns l'appuient ; d'autres protestent, croyant cette motion injurieuse à la religion. Finalement après des explications tumultueuses on revient à l'ordre du jour :

L'abbé de Montesquiou prend la parole :

« ... Examinons d'abord quel est le pouvoir de la société sur les ordres monastiques, quel est son pouvoir sur les vœux. Qu'est-ce qu'un vœu ? Le vœu n'est autre chose que les promesses d'un homme à l'Eternel et à sa conscience de vivre constamment dans l'ordre religieux qu'il a choisi.

Jusque là il n'y a rien que de spirituel dans cet engagement sacré, mais dans les états catholiques, la loi a cru devoir marcher à côté du vœu : elle a voulu que la société renonçât à l'homme qui renonçait à elle. Maintenant il existe des vœux. Pouvait-on, a-t-on dû faire des vœux ? On a pu faire des vœux puisque la loi reconnaissait et autorisait les vœux. Peut-on empêcher les vœux ? Oui, sans doute puisque la société peut ce qu'elle veut. La société peut-elle rompre les vœux déjà faits ? Non, parce qu'ils ont été faits sous la sauvegarde de la loi : On ne peut pas rompre les vœux. Je dirai donc aux religieux : Si vous vous voulez sortir, sortez. Si vous ne voulez pas, demeurez ; car votre vœu est un contrat et je n'ai pas le droit de rompre un contrat. La loi et le religieux, le religieux et la loi, voilà ce que nous devons respecter. Vous êtes homme ; tout ce qui est humain vous appartient, tout ce qui est spirituel n'est pas de vous... Ces différentes réflexions me déterminent à vous proposer le décret suivant :

« L'Assemblée Nationale décrète :

1° Que la loi ne reconnaîtra plus de vœux monastiques solennels de l'un et de l'autre sexes.

2^e Qu'elle ne mettra aucun empêchement à la sortie des religieux ou religieuses existant aujourd'hui dans les cloîtres et que la puissance ecclésiastique n'en connaîtra que pour le for intérieur.

3^e Que tous ceux qui voudront rester dans les cloîtres seront libres d'y demeurer en se retirant dans les maisons composées au moins de quinze personnes. »

Ce projet obtint la priorité. Après l'adjonction d'un amendement de Thouret, voici le texte définitif voté :

« L'Assemblée Nationale décrète comme article constitutionnel que la loi ne reconnaîtra plus de vœux monastiques de l'un ni de l'autre sexe ; déclare en conséquence que les ordres et congrégations réguliers dans lesquels on fait de pareils vœux sont et demeurent supprimés en France sans qu'il puisse en être établi de semblables à l'avenir. »

L'article 2 voté ensuite est ainsi conçu :

« L'Assemblée Nationale décrète que tous les individus de l'un et de l'autre sexe existant dans les monastères et autres maisons religieuses pourront en sortir en faisant leur déclaration devant la municipalité du lieu et il sera pourvu à leur sort par une pension convenable. Il sera pareillement indiqué des maisons où pourront se retirer ceux ou celles qui ne voudront pas profiter de la disposition du présent décret.

Déclare au surplus l'Assemblée Nationale qu'il ne sera rien changé quant à présent à l'égard des maisons chargées de l'éducation publique et des établissements de charité et ce jusqu'à ce que l'Assemblée ait pris un parti sur cet objet. »

L'article 3 est aussi voté : il excepte les religieuses du présent décret.

Ayant donc donné aux religieux la liberté de quitter leur cloître, il fallait maintenant s'occuper de leur situation matérielle, tenir les promesses qu'on leur avait faites, assurer leur existence. Treilhard présente le rapport du Comité ecclésiastique et la discussion, courte mais vive, s'engagea sur le point de savoir si on devait faire une différence entre les ordres rentés et les ordres non rentés. Le duc de la Rochefoucauld, Mirabeau parlèrent dans le sens de l'affirmative (1) : « Vous avez déclaré que les vœux monastiques n'auraient plus d'effet sur la liberté des individus ; vous n'avez pas anéanti ces vœux. Celui qui a fait vœu d'être riche n'a pas fait vœu de ne l'être pas. Il a reçu en échange de son vœu une promesse qu'il faut tenir. Vouloir une loi contraire, c'est vouloir donner à une loi un effet rétroactif et rien dans le monde ne peut rendre légitime une loi rétroactive ».

On objecte surtout contre la fixation immédiate des pensions, l'incertitude où on est encore du rendement des biens ecclésiastiques. L'Assemblée vota, le 19 février, le texte du Comité, augmenté de deux amendements et ainsi conçu : « Il sera payé à chaque religieux qui aura fait sa déclaration de vouloir sortir de sa maison, par quartier et d'avance, à compter du jour qui sera incessamment réglé (2) savoir : aux mendiants 700 livres jusqu'à 50 ans, 800 livres jusqu'à soixante-dix et 1000 après soixante-dix ; et à l'égard des religieux non mendiants 900 livres jusqu'à cinquante ans, 1000 jusqu'à soixante-dix et 1200 après soixante-dix ans. Les ci-devant Jésuites résidant en France qui ne possèdent pas en bé-

(1) 18 février, *Arch. Parl.*, t. XI, p. 639.

(2) Le paiement fut fixé au 1^{er} janvier 1791 pour l'année 1790. (Séance du 8 septembre 1790. *Arch. Parl.* t. XVIII, p. 650.)

néfices ou en pensions sur l'Etat un revenu égal à celui qui est accordé aux autres religieux de la même classe recevront le complément de ladite somme ». Pour les frères laïcs ou convers qui auront fait des vœux solennels et les frères donnés, les pensions sont fixées à 300, 400, 500 livres selon l'âge.

L'incapacité de recevoir des religieux est maintenue surtout pour ne pas jeter le trouble à l'intérieur des familles.

Quid des religieux qui restent en communauté ? (1) De Bonnal, évêque de Clermont, demande qu'ils soient mieux traités que leurs collègues apostats. Voidel propose comme amendement que leurs pensions soient fixées respectivement à 800 et à 600 livres selon qu'ils sont rentés ou mendiants : « .. les moines qui resteront dans les cloîtres auront l'esprit de leur état, or quel est essentiellement l'esprit de l'état religieux ? C'est celui de la désappropriation : si vous donnez aux moines qui resteront en communauté au delà de leurs besoins et quels sont leurs besoins... *Victum et Vestitum...* (*il s'élève des murmures dans le côté droit de la salle*)... ; il est étonnant que j'éprouve autant de défaveur quand je retrace les obligations religieuses dans une Assemblée où il y a tant de prélats catholiques. Si, dis-je, vous leur donnez au delà de leurs besoins, l'Assemblée Nationale aura produit un effet contraire à celui qu'elle aura voulu produire : Je veux dire qu'elle aura la première porté les moines à devenir infidèles au vœu qu'ils ont formé... »

La question préalable est demandée sur l'amendement qui est repoussé.

(1) 19 mars, *Arch. Parl.*, t. XII, p. 238.

L'effet de ces premières mesures ne fut pas celui que l'Assemblée en attendait : les religieux qui quittèrent leurs couvents pour vivre au dehors furent assez peu nombreux ; mais ceux-là mêmes qui le firent ne dépensèrent pas l'activité que l'on attendait d'eux : il y eut bien quelques difficultés pour le règlement des pensions : de nombreux religieux classés comme mendiants réclamèrent énergiquement ; mais on ne trouve pas dans le clergé de larges réclamations de principes contre les décisions de la Constituante : on a, au contraire, des exemples assez nombreux d'adhésions à ses actes de la part des prêtres (1). Les décrets de la fin de 1790 témoignent de la hâte de l'Assemblée de faire vider les monas-

(1) Voici, par exemple, une adresse de vingt-quatre prêtres, curés du district d'Orgelet, département du Mont-Jura, faite le 30 avril 1790 :

« Nous, soussignés, prêtres, curés et vicaires du district d'Orgelet, département du Mont-Jura, instruits des protestations qu'ont faites quelques évêques contre les décrets de l'Assemblée concernant les biens du clergé et des projets qu'ils ont formés d'exécuter dans les peuples des mouvements séditieux sous le prétexte des intérêts de la religion, avons regardé comme un de nos plus saints devoirs de manifester hautement nos sentiments à cet égard.

« La religion s'honore des vertus et non des richesses de ses ministres. L'Eglise est la réunion des fidèles ; ses biens sont les biens du peuple ; ils viennent d'eux, ils leur appartiennent ; ils ont toujours pu en disposer à leur gré.

« La plaie la plus cruelle de la religion a toujours été le faste scandaleux de ses pontifes. L'Eglise n'a cessé de gémir de voir ses biens prodigués avec une profusion scandaleuse à des ministres oisifs et inutiles pour en priver les seuls utiles et nécessaires.

« ... Les vrais pontifes des peuples étaient dans le besoin ; les églises tombaient en ruines ; les prélats, les religieux habitaient dans des palais, dans des temples et le Dieu du Ciel n'avait que de pauvres, sombres et obscures demeures.

« ... La religion s'enrichira de ses sacrifices ; nous osons en concevoir une heureuse espérance : ce scandale ôté du milieu de nous, ramènera dans le sein de l'Eglise beaucoup de nos frères errants

tères : on interroge à nouveau les religieux sur leurs intentions ; chaque maison comprendra au moins vingt religieux. Les supérieurs et économes seront élus pour deux ans. Les costumes particuliers de tous les ordres sont abolis. Les pensions des religieuses sont fixées à 700 livres pour une professe et à 350 pour une sœur converse ; ces sommes d'ailleurs pourraient être réduites si leurs revenus étaient moindres auparavant.

SECTION II

Période violente

A partir de 1791, la lutte entre les religieux et le Gouvernement prend un tout autre caractère que celui que nous lui avons vu jusqu'à présent : l'animosité s'accroît de part et d'autre ; les membres des monastères crient à la persécution : l'Assemblée y répond par des mesures plus rigoureuses que celles qui avaient été prises et dans tous les cas moins juridiques. Primitivement on respectait toutes les croyances et toutes les libertés tant qu'elles ne contrevenaient pas à l'ordre public ; mais à mesure que les événements se précipitent, apparaît de plus en plus nettement une seconde manière de comprendre la liberté dont on se

plus éloignés du relâchement de sa discipline qu'éloignés de sa foi... »

Voir aussi dans le même sens une lettre d'un prêtre de Paris, Benoît Boulet, qui abandonne ses deux modestes bénéfices « pour donner un exemple à ceux que l'intérêt personnel, sous le faux prétexte de religion, continue à égarer. » Voir *Arch. Parl.*, t. XV, p. 490 et XVI, p. 27.

réclame faussement pour imposer des mesures extrêmes qui vont à l'encontre du but à atteindre :

« ... La seconde époque a pour principe la souveraineté du peuple, sans limites, sans délégation constitutionnelle, souveraineté immédiatement exercée par le peuple toujours présent, toujours armé : c'est le principe de la force jeté dans les masses populaires comme un droit absolu... (1) »

« Malheureusement la Révolution fut bientôt défigurée par la fureur des partis et des systèmes. Les passions se mêlèrent à tout. Si l'on avait gémi jusque là sous le poids des abus, on ne tarda pas à gémir sous celui des excès ; alors les principes d'une saine philosophie furent perdus ou obscurcis pour tout le monde au milieu des tempêtes politiques (2) ». « C'est à cette époque que les membres des congrégations se liguent avec ceux des anciennes confréries pour former avec eux les milices de la contre-révolution. »

De tout ceci résulte, bien entendu, une lutte âpre et sans trêve dont la conclusion est l'écrasement complet de l'organisation monastique par le parti jacobin. Dès la fin de 1790, les Assemblées locales font rigoureusement observer la loi sur la fermeture des couvents qui ne contiennent pas les vingt religieux prescrits : elles forcent les sœurs à conduire les enfants au catéchisme du curé constitutionnel ou leur imposent pour aumônier un prêtre assermenté. « Dès lors le parloir des bonnes sœurs devient le lieu de réunion des prêtres insermentés et de

(1) LAFERRIÈRE, loc. cit.

(2) PORTALIS, *Rapport sur le décret du 3 Messidor an XII*.

tous les mécontents (1). » La brouille entre la Révolution et les religieux est donc due, en grande partie, au serment imposé aux ecclésiastiques. Pour les religieuses, l'idée primitive à leur égard fut de réunir les maisons qui persisteraient à mener la vie en commun : le 28 mai 1792 l'Assemblée décrète que les religieuses dont le nombre est inférieur à vingt et qui voudront continuer la vie commune pourront le faire dans celle des maisons de chaque département qui pourra en contenir le plus (2). Puis le 31 juillet 1792, on les supprima après une discussion violente et passionnée. Quant aux religieux, l'Assemblée, après avoir décrété l'urgence, se prononce le 4 août (3) pour l'occupation de leurs établissements par la nation :

Article 1. « Pour le 1^{er} octobre prochain, toutes les maisons actuellement occupées par des religieuses ou par des religieux seront évacuées par lesdits religieux ou religieuses et seront mises en vente à la diligence des corps administratifs... »

Article 3. « Sont exceptées de l'Article 1 les religieuses consacrées au service des hôpitaux et autres établissements de charité, à l'égard desquels il n'est rien innové. »

Quid des congrégations séculières, associations de prêtres ou de laïques dans un but de charité ou d'ensei-

(1) Voir sur tout ceci AULARD (*La Révolution française et les Congrégations*), auquel nous empruntons, avec un grand nombre de ses idées, son plan d'étude de la Révolution.

(2) *Arch. Parl.*, t. XLIV, p. 241.

(3) *Arch. Parl.*, t. XLVII, p. 456.

gnement, ne faisant point de vœux solennels. La Constituante n'y avait pas touché : le type de cette sorte de congrégation était l'Oratoire, animé jadis d'un esprit laïque et même démocratique qui le rendait très populaire (1). Mais, dès 1790, des scissions se produisirent : les frères laïques voulurent faire élire par toute l'organisation un comité de quinze membres qui négocierait avec l'Assemblée Nationale le maintien de l'ordre : le Conseil supérieur s'y opposa : cependant le comité fut nommé. Quand vint la question du serment, trois Oratoriens seulement consentirent à le prêter, ce qui dépopularisa tout l'ordre.

L'évêque constitutionnel Massieu présenta à la Constituante, au nom du Comité ecclésiastique, un rapport sur les congrégations séculières ; il définissait les congrégations séculières des « associations de citoyens ecclésiastiques ou laïcs réunis sous un régime commun et une règle particulière sans vœux solennels ou perpétuels ; l'instruction, l'enseignement, l'éducation, le soin des malades sont des fonctions touchantes, mais est-il besoin pour les remplir d'être membre d'une communauté ? »

Massieu propose donc la suppression générale, sauf à réserver le sort des congrégations de femmes.

L'Assemblée ne discuta pas le projet.

(1) Parmi ceux de ses membres qui se sont rendus célèbres par leurs ouvrages qui touchent directement ou indirectement à notre sujet, on peut citer : THOMASSIN, dont les œuvres furent l'objet de nombreux commentaires ; le P. LORiot, qui tend plutôt vers l'examen des questions morales, et encore le célèbre TABARAUD, auteur de *l'Histoire de l'Assemblée de 1682*, et de la *Déclaration des Quatre Articles*. Il est impossible de ne pas mentionner aussi le philosophe MALEBRANCHE.

La question fut à nouveau agitée et sur le même terrain par l'Assemblée Législative ; les professeurs assermentés des congrégations d'enseignement sont mis à l'index par leurs confrères pour « avoir établi une société d'Amis de la Constitution et dirigé toutes les opérations nécessaires à la confection des rôles et à la perception de l'impôt ». « De plus, la plupart des maisons qui dépendent de ces congrégations sont actuellement obérées de dettes et ces dettes se multiplient tous les jours parce que les supérieurs qui gèrent les affaires, persuadés que la nation, en s'emparant des biens de ces congrégations, se chargera de leurs dettes, ouvrent chaque jour des emprunts considérables pour des besoins imaginaires. Les dilapidations sont telles que des maisons sont assez grevées pour ne plus pouvoir se soutenir et quand la nation prendra leurs biens, au lieu d'avoir des fonds, elle trouvera des dettes. » (1)

L'Assemblée maintient provisoirement les professeurs occupés par les congrégations et convie ceux qui ont été destitués, déplacés ou suspendus à faire juger leurs cas par le Directoire de leur département. Quel fut l'effet du précédent décret ? M. Ichon nous l'apprend à la séance du 30 novembre 1791 (2) : « La motion que fit M. Fauchet, relativement à la suppression des congrégations, vous la renvoyâtes à vos Comités d'instruction publique et des domaines réunis, pour s'en occuper incessamment. Cette motion, répandue par la voie des journaux, a déterminé plusieurs pères de famille, qui aperçoivent le moment prochain de cette suppression, à

(1) Discours de Fauchet, *Arch. Parl.*, t. XXXVIII, p. 366.

(2) *Arch. Parl.*, t. XXXV, p. 454.

garder leurs enfants chez eux. On m'écrit de plusieurs endroits que ces maisons d'éducation sont aujourd'hui désertes et que la plupart des professeurs punis de leur patriotisme et de leur intérêt à la Constitution, dénués de toute ressource, ne peuvent plus subsister ».

A partir de ce moment, l'Assemblée reçoit sans interruption des réclamations de plus en plus vives contre les prêtres insermentés ; le 8 janvier, un député nommé Léopold, se plaint que les biens des couvents restent improductifs et que l'esprit de discorde soit attisé (1) par les prêtres non conformistes « que soudoyent trois ou quatre religieuses restées au fond d'un cloître ». Le 5 février (2) Lecoz, évêque de Nancy, « demande que l'Assemblée fasse enfin que la nation jouisse des droits dont elle s'est mise en possession et qu'elle détruise ces congrégations de religieux séculiers qui ont fait de tous les séminaires des repaires de l'aristocratie ecclésiastique et qui répandent la désolation dans les départements ». Paganel ajoute : « On menace de toutes parts les prêtres patriotes. Nous recevons de plusieurs départements les lettres plus alarmantes. Je pourrais vous en montrer plusieurs qui vous prouveraient que les prêtres réfractaires pleins d'espérance et d'audace font les menaces les plus coupables, que dans d'autres lieux les patriotes, justement irrités ont déjà marqué les maisons et que tout annonce des catastrophes sanglantes... ».

A la séance du 6 avril 1792 (3), Gaudin présente au

(1) *Arch. Parl.*, t. XXXVII, p. 156.

(2) *Arch. Parl.*, t. XXXVIII, p. 179.

(3) *Arch. Parl.*, t. XLI, p. 235.

nom du Comité de l'Instruction publique le projet de décret sur la suppression des congrégations séculières : « L'Assemblée nationale, considérant l'extrême décadence où sont tombées les études dans les congrégations séculières, leur cessation absolue dans quelques établissements, les réclamations de plusieurs villes pour les renouveler, l'impuissance où sont les corps enseignants de pouvoir les rétablir, par conséquent l'inutilité de ces corps ; considérant d'un autre côté, le danger de laisser subsister plus longtemps les autres congrégations séculières qui sont restées sans fonctions et qui ne servent plus qu'à apporter des obstacles à la chose publique, après avoir décrété l'urgence, décrète définitivement... » Le projet supprime « toutes les congrégations séculières d'hommes et de femmes, ecclésiastiques ou laïques, autres que celles vouées au service des hôpitaux et au soulagement des malades... et les maisons de charité des deux sexes... » Lecoq demande la conservation d'un établissement d'enseignement : les Frères de la Doctrine Chrétienne. Marant, au contraire « observe qu'il est de la plus grande nécessité de supprimer promptement la congrégation que l'opinant veut conserver parce que c'est un foyer d'aristocratie et d'incivisme... ; il est extrêmement urgent de supprimer ces congrégations qui portent dans les campagnes et infiniment dans l'esprit des enfants, le poison de l'aristocratie et du fanatisme... » Torné, évêque de Bourges, accepte le rapport mais voudrait y voir une sage modération et non les insultes que le préambule adresse aux congrégations et qui sont indignes de la modération d'un législateur qui frappe :

« Les individus tiennent d'autant moins à la patrie qu'ils se sont plus attachés au petit tout dont ils sont membres... (*Applaudissements*). Ils sont d'autant moins

les sujets de la loi publique qu'ils sont plus soumis au règlement religieux dont ils ont juré l'observance ; et toutes les fois que leur régime isolé se trouve en opposition avec celui de l'Etat, il est bien dangereux que l'acte sacré de la profession religieuse ne l'emporte sur le contrat social... » ; et à propos des corporations d'enseignement : «... Souvenons-nous que c'est là que nous avons appris à bégayer les langues, la littérature ancienne et moderne, les sciences et la religion de nos pères ; s'il nous faut briser ce berceau de notre enfance littéraire, ne le brisons pas du moins avec atrocité.... » L'orateur critique ensuite les termes injurieux du considérant puis en vient à la question des costumes et insiste longuement sur leur complète suppression. Voici son projet de décret avec le préambule :

Préambule : « L'Assemblée Nationale, considérant qu'un Etat vraiment libre ne doit souffrir dans son sein aucune corporation, pas même celles qui, vouées à l'enseignement, ont bien mérité de la patrie, et que le moment où le corps législatif achève d'anéantir les corporations religieuses est aussi celui où il doit faire disparaître à jamais tous les costumes... décrète :

Art. 1. — « Les corporations connues sous le nom de congrégations séculières, même celles uniquement vouées au service des hôpitaux et au soulagement des malades, sous quelque dénomination qu'elles existent en France, soit qu'elles ne comprennent qu'une maison, soit qu'elles en comprennent plusieurs, sont éteintes et supprimées à dater du jour de la publication du présent décret. »

L'Assemblée l'adopte sauf rédaction.

L'Art. 2 du projet porte : « Néanmoins, dans les hôpitaux et maisons de charité, les mêmes personnes conti-

nueront comme ci-devant le service des pauvres et le soin des malades à titre individuel... »

La fin de la séance se perd dans la discussion et le vote de la prohibition des costumes religieux.

Nous arrivons à la séance du 28 avril 1792 (1). Après la séance du 6 avril, Torné avait été chargé de s'entendre avec le Comité d'instruction publique pour refaire le texte du projet de décret. Au bout de peu de temps il y eut dissentiment entre eux ; et le Comité d'une part, Torné de l'autre revinrent chacun avec un projet. Celui du Comité portait :

Art. 1 « Les congrégations séculières et généralement toutes les corporations religieuses et congrégations d'hommes... » Celui de Torné au contraire : Art. 1 « La corporation générale que forme tout le clergé du royaume, les corporations partielles qui en sont les membres sous le nom de prêtres séculiers, ordres monastiques ou sociétés religieuses.. »

L'Assemblée accorde la priorité au projet du Comité. Torné soutient brillamment son projet : le premier point de son discours est particulièrement intéressant : il démontre que son texte est plus compréhensif que celui du Comité, et expose une distinction intéressante :

« Dans ses rapports avec le régime de l'Etat, le clergé en était un des trois ordres et même le premier. Dans ses rapports avec la société, il formait un tout qui s'en était isolé par son régime. Dans ses rapports avec le culte divin, il formait un tout mystique dont tous les membres étaient placés dans l'ordre d'une hiérarchie toute spirituelle.

(1) *Arch. Parl.*, t. XLII., p. 486.

Sous le premier rapport, le clergé était une corporation politique; sous le second rapport il était une corporation civile; sous le troisième rapport il était une corporation religieuse. Considéré sous ce dernier point de vue, le clergé échappe à l'action de la loi politique... Sous le rapport d'un ordre de l'Etat, le clergé du royaume n'existe plus : il a péri sous ce rapport au moment où la Constitution a totalement aboli la distinction des ordres. A-t-il péri du même coup en sa qualité de corporation civile? Non, Messieurs... : les deux rapports d'ordre de l'Etat et de corporation civile sont tellement distincts et indépendants l'un de l'autre que l'un des deux restant le même, l'autre peut s'éteindre ou subsister encore ». Comme conclusion, Torné propose de le détruire en même temps que les congrégations séculières que vise le Comité.

L'Assemblée préfère s'en tenir au projet du Comité; mais la question préalable qui écarte la proposition Torné « parce que la Constitution a formellement anéanti la corporation du clergé » ne nous semble pas appuyée sur des motifs bien sérieux.

La fin de la séance est encore absorbée par la discussion sur les costumes. L'Assemblée vote l'article 1^{er} du projet du Comité, et supprime les confréries de pénitents et de pèlerins.

Le décret du 18 août (1) supprime définitivement les congrégations séculières :

Le Titre I porte la suppression, son exécution, le règlement de la question des costumes.

(1) *Arch. Parl.*, t. XLVIII, p. 350.

Le Titre II règle l'aliénation et l'administration des biens.

Le Titre III fixe les pensions, le Titre IV le traitement des professeurs provisoires. Enfin le dernier Titre renferme les dispositions générales.

CHAPITRE III

L'Œuvre de Napoléon

Les premières tentatives par lesquelles se manifeste la renaissance de l'esprit religieux suivent d'assez loin les dispositions prohibitives de la période violente de la Révolution : l'impression que l'on ressent à la lecture de la plupart des auteurs qui ont écrit sur cette période de l'histoire des congrégations est un sentiment de confusion profonde : on voit des successions de dispositions dont on comprend avec difficulté les motifs : on ne peut saisir le principe directeur de toute cette politique, à la lumière duquel on ne pourrait démêler aisément l'écheveau touffu des dispositions de détail. A la vérité, il n'y a pas de système juridique établi : on ne voit que des congrégations classifiées grâce à un critérium contingent : l'utilité politique, l'attitude vis-à-vis du Gouvernement.

Le premier retour au système d'une législation tolérante est à signaler sous le Consulat : Quand le premier consul permit la reconstitution de quelques congrégations, il leur imposa la vérification de leurs statuts : le décret du 3 messidor an IV, art. 6 stipule que « Nos procureurs sont tenus de poursuivre même par voie extraordinaire... les contrevenants... » A partir de pluviôse

an VIII, quelques églises sont rendues à la foi catholique. Un certain nombre de congrégations de femmes, vouées à l'enseignement des jeunes filles pauvres sont autorisées à se reformer : tel est le sens de l'arrêté du 1^{er} nivôse an IX en faveur de la citoyenne Delau, ci-devant supérieure des Filles de la Charité ; des arrêtés du 24 messidor an XI, du 28 prairial an XI, du 22 germinal an XII. En revanche quand en l'An X le P. Delpit entreprit de restaurer les congrégations des prêtres vouées à la vierge Marie, ses efforts ne furent couronnés d'aucun succès : Napoléon les interdit lors de ses démêlés avec Pie VII. Dans tout ceci il n'y a que des mesures de détail : autorisation de congrégations utiles au service des malades, prohibition des congrégations qui excitent les royalistes contre le Gouvernement.

L'art. 11 des articles organiques de la Convention du 26 messidor an IX, c'est-à-dire la loi de germinal an X porte : « Les archevêques et évêques pourront, avec l'autorisation du gouvernement, établir dans leurs diocèses, des chapitres cathédraux et des séminaires. Tous autres établissements ecclésiastiques sont supprimés ».

Les discours et rapports de Portalis, qui fut le commentateur officiel de la législation concordataire, prouvent qu'on a voulu consacrer alors les prohibitions révolutionnaires à l'encontre des ordres monastiques :

« Toute distinction entre le clergé séculier et régulier est effacée. Les Conciles généraux avaient depuis longtemps défendu d'établir de nouveaux ordres religieux, crainte que leur grande diversité n'apportât de la confusion dans l'Eglise ; et ils avaient ordonné à toutes les personnes engagées dans les ordres ou congrégations déjà existantes de rentrer dans leurs cloîtres et de s'abstenir de l'administration des cures, attendu que leur

devoir était de s'occuper dans le silence et dans la solitude de leur propre perfection et qu'il n'avaient point reçu la mission de communiquer la perfection aux autres. Toutes ces prohibitions avaient été inutiles ; il a été remarqué que la plupart des ordres religieux n'ont été établis que depuis les défenses qui ont été faites d'en former. Il est à remarquer encore que, nonobstant les prohibitions des Conciles, le clergé régulier continuait à gouverner des cures importantes. Ce qui est certain : c'est que la ferveur dans chaque ordre religieux n'a guère duré plus d'un siècle et qu'il fallait sans cesse établir des maisons de réforme qui bientôt elles-mêmes avaient besoin de réformation.

Toutes les institutions monastiques ont disparu : elles avaient été minées par le temps. Il n'est pas nécessaire à la religion qu'il existe des institutions pareilles ; quand elles existent, il est nécessaire qu'elles remplissent le but pieux de leur établissement. La puissance temporelle peut reprendre ce qu'elle a donné sans que la puissance ecclésiastique ait le droit de s'en plaindre ; c'est un acte de souveraineté qui donne l'établissement légal : c'est un acte de souveraineté qui le révoque (1) ».

Devant le Tribunat, Lucien Bonaparte s'exprime ainsi :

« Le Concordat rétablit tout ce qui est utile ; il écarte ce qui est superflu et abusif ; il reconstitue la religion catholique, apostolique et romaine dans la partie du clergé nécessaire au service public et il la dégage de

(1) PORTALIS, *Rapport sur les Articles Organiques*, du 15 germinal an X, *Arch. Parl.* (1800-1860), t. III, p. 428.

toute cette armée monastique indépendante de l'épiscopat et souvent contraire à son utile influence ».

Et cette manière de voir est bien celle qu'a interprétée Taine dans son article : « La Reconstruction de la France en 1800 (1) » en parlant de Napoléon :

« ... il ne lui suffit pas que sa bâtisse soit monumentale, régulière et belle ; avant tout comme il y réside et qu'il l'exploite, il veut qu'elle soit habitable pour les Français de 1800. En conséquence, il tient compte des habitudes et des dispositions qu'il rencontre chez ses locataires, de tous les besoins forts et permanents auxquels la nouvelle habitation doit pourvoir... ».

On a reproché (2) aux articles organiques de n'avoir pas été négociés avec les représentants du pape ; mais peu importe ; ce sont des mesures de police que le gouvernement pouvait prendre seul, en exécution du Concordat. Le pape entama, en l'an XII, des négociations pour solliciter le rétablissement des congrégations ; c'est donc la preuve que celles-ci ne pouvaient puiser le droit de se reconstituer dans la législation concordataire. La preuve que les congrégations étaient considérées comme n'ayant aucun droit contractuel, c'est que le gouvernement les abolissait au fur et à mesure des

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1889, p. 241. Cette idée est maintes fois répétée dans les *Origines de la France contemporaine*.

(2) Ainsi le comte DE MONTALEMBERT devant la Chambre des Pairs : « Les articles organiques sont pour nous une violation du Concordat ; ils n'ont jamais été reconnus par l'Eglise.

« Je sais qu'ils ont été présentés en même temps que le Concordat au Corps législatif ; mais ils n'ont pas été acceptés en même temps par l'autorité qui stipulait, avec l'Etat, au nom de l'Eglise. Au contraire, cette autorité là a protesté contre ces articles, par l'organe du cardinal Caprara qui était alors chargé des négociations. »

annexions de territoires ; dans ce sens, on peut citer le décret du 20 prairial an X. En même temps, le gouvernement recommandait à ses fonctionnaires de mettre les congrégations dans l'impossibilité de se reformer (par exemple par la circulaire ministérielle du 5 pluviose an XII).

Ainsi, jusqu'à présent, rien de nouveau à signaler dans les actes de Napoléon comme susceptible d'éclairer notre sujet ; on a rétabli quelques congrégations à vœux simples, enseignantes ou hospitalières, parce qu'on éprouve le besoin de bénéficier de leur concours. On dissout les communautés hostiles au gouvernement, à quelque branche qu'elles se rattachent. Le décret du 3 messidor nous apportera-t-il quelque chose de nouveau ? Comme les jurisconsultes prétendent voir dans son Article 5 une orientation nouvelle de la politique gouvernementale, examinons ce que cette théorie a de fondé.

Malgré les prohibitions législatives, de petites congrégations solidement constituées s'étaient reformées depuis longtemps sous l'influence très active de prêtres, comme Corivière, ou d'hommes du peuple tels que Paccanari. Ces sociétés avaient adopté des règlements qui ressemblaient énormément à ceux des Jésuites et de plus, elles exigeaient de leurs membres un secret absolu. Ce fut encore le conseiller d'Etat, Portalis, qui fut chargé, à deux reprises, de faire le rapport sur leur situation. Dans son premier rapport, en date du 25 fructidor an X, il conclut à la non autorisation de ces corporations : « Je persiste à penser que le moment n'est pas favorable pour autoriser les corporations ecclésiastiques. Les évêques sont encore trop faibles pour diriger et contenir ces établissements qui, dès leur naissance, seraient plus influents que les évêques ». Dans le second rapport, daté du 19 prairial an XII et qui est particulièrement

intéressant, l'illustre rapporteur commence par faire l'historique des premiers monastères, les décisions à leur égard du IV^e œcuménique de Latran. Il montre l'évolution de la vie et des mœurs dans les monastères, la nécessité de répondre à des besoins sociaux nouveaux, la naissance des congrégations séculières. Le germe des groupements à tendances anti-gouvernementales se trouve dans la phase violente de la Révolution. Il fait l'historique de ces différentes sectes qui se maintiennent grâce au secret absolu qu'elles observent : toutes ces agrégations sont formées sans l'aveu de la puissance publique, ce qui est contraire à l'ordre public et aux droits essentiels des Etats : « les constitutions d'un ordre religieux sont les conditions suivant lesquelles il s'oblige envers l'Eglise et comme il n'y a que le Pape qui puisse, en ce point, la représenter, c'est à lui qu'est déférée l'approbation des ordres qui se présentent pour s'établir dans la chrétienté. Mais le Pape n'est pas le maître absolu de l'Eglise, et l'Eglise elle-même n'a aucun pouvoir sur le temporel : elle est et existe dans l'Etat : c'est donc à l'Etat qu'il appartient de recevoir dans sa domination ou de refuser un ordre ou un institut » ; et plus loin : « les évêques et les prêtres sont établis de Dieu pour instruire les peuples et pour prêcher la religion aux fidèles et aux infidèles. Les ordres religieux ne sont point de la hiérarchie ; ce ne sont que des institutions étrangères au gouvernement fondamental de l'Eglise. Je ne dissimulerai pas que de pareilles institutions ont pu être utiles selon les temps et les circonstances, mais aujourd'hui le grand intérêt de la religion est de protéger les pasteurs destinés à porter le poids du jour et de la chaleur, au lieu de laisser établir à côté d'eux et sur leurs têtes, des hommes qui puissent les opprimer. Le clergé séculier, à peine rétabli, est encore trop faible pour pouvoir diriger

et contenir des établissements qui, dès leur naissance, seraient plus influents que les évêques... »

Le texte du décret-loi du 3 messidor an XII (1) reste conforme à la tradition juridique exacte et à la tradition politique : Art. 3 : « Les lois qui s'opposent à l'admission de tout ordre religieux dans lequel on se lie par des vœux perpétuels, continueront d'être exécutées selon leur forme et teneur ». Néanmoins, dans son Art. 5, le décret permet de continuer d'exister à quelques « agrégations » précédemment autorisées par le Consulat. Il est probable que, par là, le décret a entendu viser les congrégations à vœux simples que nous connaissons, se rattacher à la définition et au sens que donnait à ce mot la Révolution. Mais il est surprenant que le texte d'un jurisconsulte tel que Portalis manque sur ce point de la netteté qu'on s'attendrait à y trouver (2) ; il ne parle qu'en termes très vagues, à la fin de son rapport, des « institutions d'humanité et de miséricorde », des « institutions de bienfaisance et de charité » (3). Ajoutons que ce

(1) Comparer : Rapport du ministre des Cultes du 24 mars 1807, qui distingue entre les ordres monastiques, où on se lie par des vœux perpétuels et les simples associations religieuses : « Les membres de ces associations continuent d'appartenir à leur patrie et à leur famille ; ils ne contractent que des engagements annuels ou triennaux dont la durée puisse sagement se combiner avec les vues du bien public qu'ils se proposent en se réunissant ».

(2) La distinction que nous croyons exacte et juridique a pourtant été faite nettement par Portalis lui-même qui la savait étayée sur des bases solides.

Voir G. GRAUX, *Les Congrég. devant la loi*, p. 14-15.

(3) Donc la phrase de MOURMANT (*Les Congrégations religieuses, Annales des Sciences politiques*, 1887, p. 87) :

« Le décret du 3 messidor an XII, tout en reproduisant les dispositions du décret de la Législative, y introduisit un tempérament dont

décret inséré au *Bulletin des Lois* et non déféré au Sénat comme inconstitutionnel a acquis force de loi, ce que d'ailleurs a admis la jurisprudence (1).

Le décret du 18 février 1809 entre à pleines voiles dans la voie de la confusion complète entre toutes les variétés de congrégations ; il s'intéresse aux communautés hospitalières, mais peu lui importe quelle est au juste leur nature ; il leur accorde une faveur légère, en reconnaissant partiellement les effets des vœux complets de l'ancien temps. Comme on a énormément écrit sur ce décret, considéré comme ayant une portée générale, nous ne pouvons passer sans en dire quelques mots. Une fois qu'on a atteint la majorité qu'il prescrit, les vœux peuvent être prononcés pour cinq ans, en présence d'un évêque et d'un officier de l'état civil. Comme les statuts de la congrégation autorisée, insérés au *Bulletin des Lois*, ont force d'institution publique, faut-il admettre que le législateur, par une dérogation

l'effet fut de détruire l'œuvre de la Révolution », cette phrase, dis-je, attache beaucoup plus d'importance qu'il n'en mérite à cet article 5 ; la preuve en est dans la lettre qu'adressa l'Empereur à Fouché, le 17 septembre 1807, et où il n'a guère l'attitude d'un contre-révolutionnaire puisqu'il ordonne la destruction radicale de toute communauté non autorisée.

(1) Cass., 19 déc. 1864. S. 65, 1-18.

Remarquons, ici, que le décret a une importance capitale au point de vue de l'étude générale des congrégations : les partisans de celles-ci l'affirment abrogé par les Chartes de 1814 et de 1830 qui proclament la liberté des cultes, la Constitution du 28 octobre 1848, article 9 (liberté de l'enseignement), interprétée ainsi que l'a fait Troplong : « Depuis la Constitution de 1848 et depuis qu'on a vu un habit de Dominicain à la Constituante, il serait difficile de soutenir que les lois de l'Etat frappent la simple existence de fait des sociétés religieuses. » (*Don. et Test.*, t. II, n° 671).

En sens contraire, on peut citer les discours de Bertauld, J. Ferry, de Freycinet aux séances des 5, 6, 7, 9 mars 1880.

spéciale à des lois d'ordre public a reconnu et sanctionné au point de vue civil les effets canoniques des vœux 'ainsi que le faisait l'ancienne monarchie? Pour soutenir la négative, on a dit qu'il y aurait dans le système que nous venons d'indiquer une monstruosité, au milieu des règles générales sur l'état des personnes. Et pourtant nous préférons l'affirmative : 1° Une loi d'ordre public peut être modifiée complètement par une autre loi d'ordre public. Or, notre texte est formel. 2° La situation créée par le décret est bien moins rigoureuse que celle de l'ancienne législation civile. 3° N'oublions pas la date : 1809 ; l'empereur avait-il de tels scrupules sur le respect dû aux attributs fondamentaux de la personnalité humaine (1).

Nous concluons donc que ces vœux, pendant le temps fixé par la loi, constituent un empêchement prohibitif au

(1) Dans le sens de notre manière de voir, nous pouvons citer l'opinion de Portalis : il admettait que si la législation moderne refuse de donner sanction aux vœux perpétuels, il n'en est pas de même pour les engagements temporaires ; l'objet des lois est d'empêcher qu'on use de contrainte envers qui que ce soit pour l'exécution d'engagements que la loi ne reconnaît pas ; les statuts autorisés d'une association sont les seuls dont l'exécution peut être forcée. (*Disc. et Rapp.*, p. 495 sq.)

Dans le même sens, on peut citer l'opinion de DEMANTE (*Droit Civil*, édit. Colmet de S. ; *Du Mariage*, n° 230) : « En principe, la loi ne reconnaît pas les vœux religieux (loi des 13-19 février 1790). Mais ce principe ayant été modifié, à l'égard des religieuses hospitalières, par le décret du 18 février 1809 qui autorise de leur part des vœux temporaires dont il règle la forme et les conditions, ces vœux légalement formés me semblent aussi obligatoires dans le for extérieur et peuvent, selon moi, constituer pour le temps de leur durée un empêchement prohibitif. Bien plus, cette idée paraît susceptible d'être étendue à tous les vœux exigés par les statuts d'une congrégation autorisée. »

Voir aussi : Circulaire ministérielle du 17 mai 1825, art. 2 ; l'avis du Cons. d'Et. du 17 oct. 1841 ; LAFERRIÈRE, *Droit public et administratif*, t. I, p. 316 ; BÉQUET, *Répert* ; v° *Cultes*, n° 2025.

mariage, empêchent d'acquiescer autrement que dans la limite fixée par le Droit canon et permettent sinon de faire réintégrer *manu militari* les fugitifs et les apostats, du moins de les poursuivre en dommages-intérêts pour inexécution de leurs obligations : « Les vœux constituent un véritable engagement. Comme nul engagement personnel ne peut enchaîner la personne contre sa volonté, ils ne pourraient pas autoriser une communauté à retenir un de ses membres par la force et appeler, comme autrefois, l'autorité publique en aide à une contrainte personnelle. Il n'y aurait donc pas moyen d'empêcher la violation des vœux. Mais toute obligation personnelle se résout en dommages-intérêts. Si donc l'établissement, légalement autorisé, avait un intérêt appréciable à retenir celui qui veut méconnaître son obligation, il pourrait obtenir contre lui en justice des dommages-intérêts (1) ». Remarquons que les formalités dont le décret de 1809 entoure les professions ne sont que dans l'intérêt des religieux eux-mêmes : l'intervention de l'officier d'état civil par exemple n'est pas prescrite à peine de nullité (2).

Qu'est-ce que le Code pénal a entendu sous le nom de Congrégation ? C'est bien difficile à dire, puisqu'on ne peut que faire des suppositions pour arriver à interpréter les fameux articles 291 et 292. Georges Graux (3)

(1) GAUDRY, *Traité de la Législ. des Cultes*, t. II, p. 356.

(2) Voir Cass., 23 mai 1849. — S. 49. 1. 491. — P. 51. 1. 54. — D. 49. 1. 161. — Voir aussi ANDRÉ, *Dictionnaire Droit can.* t. IV, p. 533, et BÉQUET, *Rép. v^o Culte*, n^o 2027.

(3) *Les Congrégations devant la loi*, p. 79. — D'après lui, la manière dont M. Faustin-Hélie caractérise les associations : « le caractère fondamental des associations est leur permanence, et leur signe distinctif une constitution organique », n'est que dans le but de distinguer les associations des simples réunions.

pense que le Code pénal n'est applicable qu'aux associations laïques : les congrégations de moins de vingt personnes seraient libres sans cela. On répond que les congrégations, prohibées en principe par le Code pénal, sont prohibées par le décret de Messidor quand elles n'ont pas vingt membres. L'article 291 in-fine stipule bien, qu'il ne s'applique pas aux personnes domiciliées en commun ; mais Berlier, au Corps Législatif, a dit que cela ne vise pas autre chose que les petites réunions de famille, d'amitié ou de voisinage.

Avec les autres systèmes sur les textes du Code pénal, on dit soit que les congrégations non autorisées peuvent être dissoutes en vertu du décret de Messidor sans qu'il y ait de sanctions spéciales contre les membres — ou que les congrégations non autorisées peuvent être dissoutes par voie administrative. Leurs membres sont passibles de poursuites judiciaires. (1)

CHAPITRE IV

Notion de Congrégation sous la Restauration (loi de 1825)

Nous avons quitté la législation impériale sans emporter une notion nette de l'idée de congrégation. Sauf dans le décret de 1809 nous n'avons trouvé nulle part les

(1) Voir BERTAULD. Rapp. à l'Ass. Nat. sur la proposition de MM. Tolain et Lockroy, tendant à l'abrogation desdits articles. (Session de 1871, n° 709. — Annexe au procès-verbal de la séance du 14 décembre.)

Voir aussi les intéressants discours du 5 mars 1880 devant le Sénat (*J. O.*, p. 2639.)

congrégations examinées ou réglementées sur le terrain qui est le leur : les distinctions canoniques négligées, les communautés considérées à un point de vue extrêmement étroit : tel est le bilan de la politique impériale. On ne saurait, à vrai dire, sur une semblable question, obtenir d'autre solution de la part d'un pouvoir absolu, surtout si l'existence du gouvernement en question est sans cesse menacée par des complots qu'il estime prendre naissance dans l'asile du cloître et dans l'union de ses ennemis les royalistes et les religieux.

Un roi de France succède à ce gouvernement : ses prérogatives sont limitées, il n'y a plus de monarchie absolue. De plus, il voit d'un œil favorable les institutions religieuses. On peut légitimement espérer qu'il va modifier radicalement le système suivi par l'Empire. Vient la loi de 1817 (1), votée à l'instigation de l'abbé de Montesquiou, puis celle de 1825, restée jusqu'en 1901 la loi organique et qui, relative en principe aux congrégations et communautés religieuses de femmes, a été, en fait, très élargie : l'autorisation du Conseil d'Etat pour accepter une libéralité n'est donnée que dans les conditions fixées par cette loi. Comme elle précède immédia-

(1) Nous citons *in-extenso* cette loi du 2 janvier 1817, parce qu'elle constitue le fond des discussions préparatoires de la loi de 1825 :

ART. 1^{er}. — Tout établissement ecclésiastique reconnu par la loi, pourra accepter, avec l'autorisation du Roi, tous les biens meubles, immeubles ou rentes qui lui seront donnés par actes entre vifs ou par actes de dernière volonté.

ART. 2. — Tout établissement ecclésiastique reconnu par la loi pourra également, avec l'autorisation du Roi, acquérir des biens immeubles ou des rentes.

ART. 3. — Les immeubles ou rentes appartenant à un établissement ecclésiastique seront possédés à perpétuité par ledit établissement et seront inaliénables, à moins que l'aliénation n'en soit autorisée par le Roi.

tement dans l'ordre chronologique la loi de 1901, il est indispensable de savoir ce qu'elle a entendu comprendre sous le nom de congrégation : si elle s'est expliquée avec netteté sur ce point, elle nous sera d'un secours considérable et facilement utilisable pour éclaircir la loi de 1901 : sinon, la recherche de ses intentions sera d'une grande complexité au milieu de travaux préparatoires considérables ; de plus, elle ne tendra qu'à jeter la confusion dans les distinctions si nettes que nous avons vues jadis.

Or le texte de la loi ne dit pas ce qu'on a voulu viser en 1825 sous le nom de congrégation. Un examen des travaux préparatoires va nous montrer un éloignement progressif du terrain ecclésiastique pour aboutir à un critérium politique très vague.

Notre travail sera facilité par les trois projets successifs qui marquent comme trois étapes dans cette évolution et dont nous résumerons les points intéressants, après l'étude de chacun d'eux.

Voyons-les successivement. Le premier est du 12 février 1825 ; à cette date, le comte Ferrand propose : « Que le Roi soit très humblement supplié de vouloir bien donner une loi d'après laquelle toutes les communautés religieuses de femmes pourraient être chacune reconnue légalement par une ordonnance en se conformant du reste aux dispositions de la loi de 1817 ».

Le 19, il expose l'utilité des congrégations religieuses de femmes au point de vue de la religion, de la morale, de la politique. Il explique que les mots : « reconnu par la loi », de la loi de 1817 ne doivent pas être pris au pied de la lettre, et que le législateur actuel doit stipuler expressément qu'une ordonnance suffit pour la reconnaissance d'une congrégation. Le 20 mars, le comte Portalis présente le rapport de la Commission, sur le projet.

Il fait l'histoire rapide de la question sous l'ancien régime, de la renaissance de l'esprit religieux après la Révolution, des décrets contenant des « brevets d'institution », des textes de 1809 et du code pénal. La loi de 1817 contient une triple disposition : aucune libéralité ne peut être faite à un établissement ecclésiastique non reconnu par la loi ; les fondations en immeubles sont autorisées ; les établissements ecclésiastiques ont le droit d'acquiescer.

Quid du projet actuel ? « Deux objections se présentent : les uns redoutent le retour des institutions monastiques ; les autres craignent, pour les familles, les conséquences de l'abolition de la monasticité.

« Essayons de les écarter successivement : tout ordre monastique est une association religieuse ; mais toute association religieuse n'est pas un ordre monastique. Ce qui caractérise la monasticité, c'est la garantie que les lois donnent pour assurer l'exécution des engagements que prennent avec eux-mêmes et avec le ciel les membres d'une association religieuse. Dans les ordres monastiques, on se lie par des vœux perpétuels et les lois de l'Etat, en reconnaissant l'inviolabilité de ce lien, retranchent absolument, et pour toujours, de la société les sujets qui font profession solennelle dans ces ordres. Une religieuse proprement dite perd ses droits de famille et de cité : elle meurt civilement. Ses sentiments et ses idées peuvent changer : sa situation ne change plus.

« Les associations religieuses qui existent actuellement en France n'offrent rien de pareil. Les membres de ces associations continuent d'appartenir à leur patrie et à leur famille. Ils s'unissent par des liens religieux sans renoncer à aucun lien civil. Les engagements qu'ils contractent ne sont reconnus et sanctionnés par les lois

qu'autant qu'ils sont temporaires ou révocables et sagement combinés avec les vues du bien public que ces associations se proposent.

« Objecterait-on que les engagements publics et temporaires que l'on contracte en entrant dans ces établissements n'empêchent pas qu'on ne se lie secrètement, et dans le for intérieur, par des engagements perpétuels ?

« Nous n'avons aucun intérêt à le nier. Mais la perpétuité du vœu ne constituait la monasticité que parce que le vœu était solennel, c'est-à-dire que les lois consentaient à cette perpétuité et s'engageaient à la garantir. Le vœu en soi est indépendant de toute monasticité. Des citoyens ordinaires font des vœux sans vivre dans un cloître. De là vient la distinction si connue des vœux simples et des vœux solennels. Les vœux simples ne sont pas du ressort des lois qui ne peuvent régler que les actions. L'intention de la perpétuité dans le genre de vie que l'on choisit est presque inséparable de la ferveur et du zèle qui déterminent ce choix ; mais quelque résolution que la loi prenne, on demeure l'arbitre de sa propre destinée si les lois n'y portent point obstacle ». Quant à la question des successions, si on veut être logique, il faut maintenir la liberté individuelle des religieux, donc le droit de succéder, comme on la maintient pour les vœux. La Commission conclut à l'adoption des mesures suivantes : la congrégation qui se fonde devra être reconnue par une loi. Pour les maisons nouvelles dépendant d'une congrégation fondée, une simple ordonnance suffira : c'est d'ailleurs conforme à la tradition historique : jadis les Lettres Patentes du roi ne devaient être enregistrées que dans la Cour Souveraine du ressort ; donc elles n'avaient pas ce caractère de généralité auquel on reconnaît une loi. A la séance du 1^{er} avril le marquis de Castellan combat le

projet : il veut qu'une loi reste nécessaire pour les établissements dépendant d'une congrégation déjà formée. Il refait l'historique de l'ancien Droit, s'appuie sur d'Héricourt : « On ne peut établir en France aucune communauté séculière ou régulière sans Lettres Patentes qui doivent être enregistrées au Parlement et même à l'Hôtel commun de la ville de l'établissement ; ce qui a même lieu pour les maisons particulières des ordres et congrégations qui ont déjà obtenu des permissions générales pour le royaume ». Une ordonnance est incapable de donner les garanties de stabilité et de solidité nécessaires aux couvents où des femmes s'engagent pour longtemps. Dans l'ancien régime, les Lettres Patentes enregistrées devant une seule Cour Souveraine, toutes Chambres assemblées, étaient considérées comme lois. Avec une ordonnance, les vœux dont on se propose de limiter la durée à deux ou à cinq ans ne pourront avoir force exécutoire dans le for externe : « sans quoi l'ordonnance donnerait force de loi à des règlements ». Il ne faut pas restreindre les pouvoirs du roi, mais pas non plus les étendre de manière à violer la Charte. On objecte que la nécessité d'une loi amènerait une multitude de votes successifs de la Chambre : c'est donc qu'on songe à l'établissement d'une multitude de monastères ; il faut de la modération en tout : l'édit de 1768 ne voulait pas plus d'un monastère de chaque congrégation dans chaque ville. D'ailleurs c'est la tradition de la Chambre des Pairs : l'ancien texte « reconnu par la loi » qu'elle a adopté ne doit pas recevoir de démenti.

Le comte de la Fare, archevêque de Sens, parle en sens contraire. Il dit qu'il n'y a pas à s'effrayer des amoncellements possibles de richesses par les congrégations et qu'on ne peut restreindre la capacité de recevoir des religieuses, puisqu'on n'admet pas de vœux

perpétuels et que leur personnalité est intacte. Le marquis de Rougé s'en tient aux explications et à l'interprétation fournies par la Commission. Mais, pour lui, il faut remarquer que les mots de la loi de 1817 « reconnu par la loi » signifient « reconnu suivant les formes voulues par la législation existante ». Ces mots ont été introduits en remplacement de ceux-ci : « légalement autorisés ». La Commission a dit formellement à plusieurs reprises qu'elle n'entendait pas changer le sens indiqué plus haut ; or les formes existantes d'autorisation, c'était une ordonnance du roi rendue après l'avis du Conseil d'Etat. Dans l'ancien régime, la volonté du roi était toute-puissante pour ses ordonnances ; le Parlement n'était qu'un corps de conseil ; mais quand la volonté royale était arrêtée, rien n'y pouvait mettre obstacle. Les ordonnances sont aussi stables que les lois ; elles garantissent autant la fixité ; une loi peut changer avec la majorité. Le 2 avril, le comte Lanjuinais demande qu'on soumette à l'autorisation législative, également religieux et religieuses : « Toutes les corporations perpétuelles et propriétaires dans l'Etat ne se composent que de fictions légales et de privilèges : il faut donc toute la puissance de la loi pour les autoriser ; il n'y a qu'elle qui puisse créer des fictions légales et déroger aux droits de tous, à la nature des choses ». Les Romains n'avaient qu'une maison de Vestales pour tout l'empire ; la loi Papiria exigeait une loi pour autoriser les acquisitions d'immeubles par un établissement religieux quelconque. Tout système contraire est nuisible à l'état social actuel et aux lois positives. Il faut donc une loi, dans tous les cas, combinée avec de nombreuses réformes administratives.... L'ajournement est demandé et appuyé par le baron Pasquier ; ce qu'il y a d'intéressant dans son discours c'est la comparaison entre la différence de situation des anciennes et des

nouvelles religieuses : avec les vœux perpétuels, la donation de la personne et des biens est irrévocable. Aujourd'hui, avec les vœux temporaires, il est nécessaire de conserver les biens pour la sortie du couvent. Les familles mêmes souffrent de cet état de choses qui peut amener la dissémination des patrimoines. Le Conseil d'Etat a demandé une loi pour la congrégation initiale et simplement une ordonnance pour les maisons dépendantes. Une loi dans tous les cas serait préférable : il suffira d'être un peu actif dans la délibération et le vote de ces lois pour ne pas être trop retardé.

Les différents discours prononcés à propos de ce premier projet, sont singulièrement intéressants, non qu'ils éclairent d'un jour nouveau la question, mais bien parce qu'ils nous révèlent une disposition d'esprit très particulière. A chaque instant, dans la discussion, nous voyons revenir un désir, plus ou moins conscient et plus ou moins masqué, de préciser la nature de ces congrégations qu'on réglemente ; les orateurs les plus clairvoyants et les plus juridiques arrivent à cotoyer le problème mais aucun ne parvient à le poser nettement. Il était possible, lors du rapport de Portalis, d'espérer que la question allait être posée sur son véritable terrain ; mais l'orateur se prononce avec une netteté insuffisante sur la force civile des vœux et leur effet légal pendant le délai que leur a concédé la loi ; son opinion sur le décret de 1809 est particulièrement vague. Et, en dernier lieu, on pouvait raisonnablement supposer qu'il visait les congrégations à vœux perpétuels, quand il vient jeter la confusion dans la suite de son rapport à l'aide d'une notion de vœux simples qui est contraire à celle qui nous est enseignée par la tradition canonique. Le comte de la Fare paraît avoir sur le décret de 1809 l'opinion suivante : les vœux qu'il tolère ont, pendant le temps de leur durée légale, effet seulement en ce qu'ils

ne contredisent pas les lois d'ordre public de la Révolution; ce à quoi il songe : c'est aux ordres à vœux perpétuels; mais la loi ne sanctionne pas les engagements absolus de leurs profès, ni les conséquences qui en résulteraient. La théorie du baron Pasquier aboutit au fond à la même solution, mais elle est basée non pas sur des motifs juridiques, mais bien sur des raisons d'ordre pratique.

Le 21 juin 1824, le ministre de l'Intérieur (de Corbière) présente le projet suivant au nom du roi pour mettre fin à toutes les incertitudes :

« Les communautés religieuses de femmes qui auront été définitivement reconnues par les ordonnances royales, rendues dans la forme des règlements d'administration publique, jouiront du droit d'acquérir et de posséder tous biens meubles et immeubles, conformément à la loi du 2 janvier 1817 ». Le 6 juillet, Ferrand lit le rapport de la Commission chargée d'examiner le projet; son rapport, qui emprunte beaucoup à celui de Portalis, peut se résumer ainsi :

1° Utilité religieuse, morale et politique des communautés de femmes.

2° Avantages déjà signalés de la reconnaissance par voie d'ordonnance, précédée des formalités d'usage et après une enquête de *commodo et incommodo*.

3° Les craintes de l'accroissement exagéré des biens de mainmorte ne sont pas fondées.

Le projet vient à la discussion le 10 juillet 1824.

Le comte Siméon soutient que, sur les congrégations de personnes qui se réunissent pour vivre dans la retraite, y prier, être quelquefois hospitalières ou enseignantes, il faut suivre l'ancienne tradition de la royauté.

Faute de le faire, on est arrivé à une multitude de petits corps sans vie. Le contrôle de la loi est au moins aussi sûr que celui de l'administration : l'autorité gouvernementale est insuffisante pour contrôler les libéralités faites aux religieux :

Le comte Lainé propose deux amendements :

« Les communautés religieuses de
« femmes * qui auront été définitive-
« ment reconnues par des ordonnan-
« ces royales rendues dans la forme
« des règlements d'administration pu-
« blique jouiront du droit d'acquérir et
« posséder tous biens, meubles et im-
« meubles, conformément à ** la loi du
« 2 janvier 1817 ».

* provisoirement
autorisées jusqu'à
ce jour

** l'Art. 2 de

Cette faveur pour les communautés en question comprend au moins 1500 maisons. Il est bien suffisant de leur permettre d'acquérir et de posséder collectivement (Art. 2 de la loi 1817) non d'acquérir par donation ou testament. Il est suffisant de n'accorder qu'une partie des facilités concédées par la loi de 1817 surtout si, à l'avenir, on admet les autorisations par ordonnance (1). Le ministre de Corbière essaie de réfuter les objections qui ont été faites au projet : on a dit qu'il était traditionnel que l'autorisation fut législative. Mais les précédents historiques de l'Ancien Droit ne sont pas nets sur cette affaire, les Lettres Patentes correspondent plutôt à des règlements d'administration. Le Gouvernement a cru sage de mettre à part les communautés d'hommes parce

(1) Voir dans le même sens le discours du comte de Villèle, 12 juillet 1824.

qu'elles touchent en quelque sorte à l'administration publique, par exemple par la prédication. Quant aux acquisitions qu'on craint préjudiciables aux familles, les craintes qu'on a, à leur égard, sont exagérées ; Lainé a employé dans un sens qui ne traduit pas sa pensée le mot « acquisition » qui, juridiquement, comprend les donations et le testament. Est-il juste de faire une telle différence entre les communautés qui sollicitent l'autorisation et celles qui jouissent de l'autorisation provisoire ?

Avec ces discours, il nous semble que nous sommes en possession d'un système nouveau. Les conceptions que l'on avait jadis de la congrégation, paraissent s'être élargies et viser, avec les communautés contemplatives à vœux perpétuels, toutes les formes possibles d'institutions que l'on qualifie : congrégations actives. Dans le même sens, se prononcera encore le marquis de Lally-Tollendal à la séance du 12 juillet 1824 : il désire qu'on s'en tienne strictement au texte de la loi de 1817. Une reconnaissance législative donne d'ailleurs bien plus de garanties qu'une ordonnance royale : pour les Hospitalières, il faut être très large ; d'ailleurs les grands ordres admis suffisent à recueillir toutes les professions. Pour ce qui est des Contemplatives, il faut prendre garde à ce qu'elles existent dans toute leur pureté pour servir d'exemple à tous. Quant aux Enseignantes, leurs préceptes doivent être contrôlés pour qu'on connaisse la direction qu'elles donnent à la jeunesse : les acquisitions devront être vérifiées soigneusement. L'orateur propose, en conséquence de tout ceci, qu'une loi soit nécessaire pour reconnaître toute communauté religieuse de femmes : tout établissement nouveau autorisé par ordonnance pourra acquérir conformément à la loi de 1817. En revanche deux orateurs (séance du 12 juillet 1824) semblent avoir conservé l'opinion anté-

rieure de la Chambre des Pairs et n'avoir songé qu'à régler le sort des congrégations à vœux perpétuels : le marquis d'Herbouville, en soutenant le projet ministériel, dit que : si autrefois les religieux étaient morts civilement, il ne faut plus aujourd'hui les frapper de la même incapacité, parce que les craintes que l'on peut avoir de l'accroissement des biens de main-morte ne sont pas très fondées ; celui qui veut gratifier un monastère pourra toujours le faire, s'il est forcé pour arriver à son but de rester au siècle. Les garanties les plus sûres sont dans le contrôle, selon les formes légales, des acquisitions particulières faites par le monastère. Le baron Pasquier, de son côté, en combattant la théorie gouvernementale, soutient qu'une loi doit être indispensable pour le règlement des questions qui comportent l'immutabilité et la perpétuité ; et puis, si une ordonnance suffisait pour les congrégations de femmes, on arriverait à l'étendre aux congrégations d'hommes et ce pourrait être dangereux. « Pourquoi s'en tenir d'ailleurs à la fiction ; on sait bien que les profès prononcent des vœux perpétuels, quoique la loi n'en autorise que des temporaires. Pourquoi ne pas les admettre tels quels et supprimer tous les droits qui sont incompatibles avec l'exécution du vœu de pauvreté — sans, bien entendu, admettre les réintégrations *manu militari* : c'est sa conscience seule qui doit maintenir le religieux au couvent. »

Les débats à la séance du 13 juillet sont particulièrement confus ; le duc Mathieu de Montmorency, le comte Portalis, le comte Lanjuinais prennent successivement la parole sur la question de l'autorisation par voie de loi ou d'ordonnance ; ils examinent la procédure d'enregistrement sous l'ancien régime, l'utilité de chaque système eu égard à l'intérêt de l'ordre public,

de l'Etat et des familles. Le comte de Frayssinous, évêque d'Hermopolis, fait preuve de grandes qualités d'historien ; il fait l'éloge des Hospitalières : « c'est au célibat, objet de tant d'attaques irréfléchies que nous devons toutes ces vertus ». On objectera que le célibat diminue la population ; mais que l'on considère combien les religieux sont peu nombreux, comparativement au reste de la nation. Quid de l'enseignement ? Les soins des communautés sont aussi très nécessaires pour diriger les jeunes générations. Enfin, celles qui se vouent uniquement à la prière « font compensation dans le total des actions humaines avec les grands crimes et les grandes fautes du siècle » ; que les vœux soient perpétuels ou temporaires, ils restent toute la vie agréables, malgré les proclamations révolutionnaires parlant des gens désireux de briser leurs chaînes. Est-il à craindre que des donations exagérées ne dépouillent les familles ? Non, on ne voit plus de grands seigneurs prêts à se dépouiller pour des couvents ; l'affection pour la famille, jointe au désir d'observer soigneusement le vœu de pauvreté, sont, au contraire, bien souvent la cause de l'entrée en religion. Dans l'Ancien Droit, c'est un acte du roi, ainsi que l'établissait d'Héricourt, qui autorisait les congrégations ; il doit en être encore de même aujourd'hui.

La Chambre vote la clôture, tout en laissant la parole au rapporteur de la Commission. Voici le résumé des quelques paroles que prononce le comte Ferrand : La discussion n'a fait que développer les points prévus et discutés en Commission. Une seule législation doit être imposée à toutes les communautés de femmes ; leur situation sera la même, qu'elles soient Hospitalières, enseignantes ou contemplatives. Quid de la reconnaissance par ordonnance à la place de la reconnaissance par voie de loi ? La situation faite sous

l'ancien régime était conforme à l'état des communautés religieuses et à la perpétuité des vœux. Mais une situation nouvelle fut faite au xix^e siècle; traduite fidèlement par les décrets du Consulat et de l'Empire, elle fut continuée sous les trois premières années de la Restauration; « une excessive réserve l'a modifiée en 1817; toute discussion, toute recherche des formes dans les anciennes ordonnances, déclarations, Lettres Patentes, arrêts du Conseil est étrangère à ce qui s'est pratiqué depuis vingt-quatre ans ». Il a fallu faire une différence entre les communautés de femmes (leur grand nombre ne peut être nuisible) et les communautés d'hommes: un excès de réguliers risque de priver de prêtres séculiers. La crainte d'une main-morte exagérée est mal fondée; un préopinant ne craint que la faculté de recevoir; c'est à tort, cela n'amènerait que des tentatives de frauder la loi. Que conclure? On est souvent tenté de voir dans la Restauration un retour aux anciens établissements monastiques avec leurs imperfections accumulées depuis des siècles; ou bien on veut rétablir subitement tout ce que la Révolution a détruit. Il faut se tenir dans un juste milieu.

A la séance du 14 juillet, Lally-Tollendal propose comme amendement au projet du Gouvernement: « Toutes les fois qu'une association ou une communauté religieuse de femmes aura été reconnue par la loi, toute maison nouvelle ou tout établissement nouveau formé par cette association ou affilié à cette association pour l'adoption de ses statuts, jouira, lorsqu'il aura été autorisé par une ordonnance royale, du droit d'accepter, acquérir, posséder, tous biens meubles et immeubles conformément à la loi du 2 janvier 1817 ».

Cette distinction est intéressante, parce qu'elle doit avoir une longue persistance. L'amendement est brillamment soutenu par son auteur, surtout au point de vue historique. De même, le baron de Barante invoque le grand avantage de la fixité de la loi : peut-on jamais être sûr que le texte qui va être voté ne sera pas étendu aux congrégations d'hommes, qui offrent bien moins de garanties et sur lesquelles on n'a pas discuté encore. Mais le Garde des Sceaux Peyronet fait rejeter l'amendement proposé : le Gouvernement propose-t-il une subversion complète de la loi de 1816 ? Non : il ne vise pas les communautés d'hommes. Quant à la distinction qui a été faite entre les anciennes lois publiques et les lois privées, elle n'existe plus : l'autorité législative a une forme particulière : il n'y a que des lois publiques. D'ailleurs, le fait qu'autrefois les Lettres Patentes étaient susceptibles d'opposition, prouve qu'elles sont plutôt assimilables aux ordonnances. La distinction que propose l'amendement est inadmissible : il n'y a rien à redouter des communautés de femmes ; et il est sûr que le gouvernement n'a pas l'intention de comprendre dans les termes de la loi les communautés d'hommes.

Vient ensuite la discussion du premier amendement Lainé : il est soutenu par son auteur et le baron Pasquier : toujours les communautés ont été autorisées dans les formes solennelles. Il n'y a pas de raisons pour changer. Le système de l'amendement est trop modéré : il couvre le passé en admettant tous les établissements qui n'avaient qu'une vie provisoire. Le Gouvernement (comte de Villèle, comte de Peyronet) fait rejeter l'amendement pour des raisons déjà maintes fois énoncées, les garanties suffisantes qu'accorde une ordonnance ; pourquoi ne suffiraient-elles plus à l'avenir si elles suffisaient pour couvrir le passé ? Il fait aussi, avec assez de bonheur, repousser l'amendement Roy tendant à faire retrancher

du projet gouvernemental les mots « rendus en la forme de règlements d'administration publique ». Le second amendement Lainé a le même sort. Mais l'ensemble du texte de la Commission échoue lui aussi pour la seconde fois.

Nous arrivons enfin au projet définitif : on conçoit aisément qu'il a encore plus d'importance que ses deux prédécesseurs et c'est pourquoi il nous faut veiller attentivement à ne rien laisser échapper qui soit de nature à nous éclairer. Le comte de Frayssinous, évêque d'Hermopolis, présenta ce projet le 2 janvier 1825 : aucune congrégation de femmes ne pourra se former avant que ses statuts n'aient été vérifiés et enregistrés en Conseil d'Etat. Ces statuts ne pourront être approuvés s'ils ne contiennent la clause que la congrégation est soumise, dans les choses spirituelles, à la juridiction de l'ordinaire. L'autorisation sera accordée par ordonnance du roi contre laquelle l'opposition sera possible de la part des intéressés dans les trois mois de son insertion au *Bulletin des Lois*. Il faudra l'autorisation royale pour accepter, acquérir, aliéner.

La discussion s'engage dès le 3 février. Les adversaires du projet demandent que l'on conserve le système traditionnel de 1817, de reconnaissance par voie de loi. Pourquoi innover, augmenter les prérogatives des évêques ou du Conseil d'Etat « qui n'a pas d'existence légale » (1). N'est-ce pas consacrer la prérogative royale autant que faire se peut, que réclamer la conservation de ce que Louis XIII, Louis XIV, Louis XV ont prescrit (2). C'est

(1) Voir discours du marquis de Castellan, 3 février.

(2) Voir discours du comte Siméon, même séance.

d'ailleurs le seul système qui assure le respect de tous les intérêts (1). En revanche, le Président du Conseil répond que les anciennes Lettres Patentes ne peuvent être assimilables à des lois : quand les édits généraux étaient soumis aux Cours Souveraines, ils étaient transmis aux Procureurs Généraux, avec obligation d'en requérir l'enregistrement ; pour les Lettres Patentes, ils requerraient ce qu'ils voulaient. Certes, en Angleterre, on use de la forme du bill d'intérêt privé pour toutes les questions de détail ; mais les trois lectures ne donnent pas de garanties spéciales puisqu'elles sont faites rapidement et en abrégé. Il en serait de même chez nous : le Conseil d'Etat, au contraire, s'est toujours fait remarquer par sa haute compétence et sa vigilance : il a fait ses preuves dans l'enregistrement des bulles de la Cour de Rome. En vain voudrait-on s'en tenir à l'ancienne législation qui prohibait les donations faites par les religieux aux monastères dans lesquels ils entraient : les circonstances ne sont plus les mêmes ; aujourd'hui on n'admet plus de vœux perpétuels ; il vaut mieux autoriser les donations dans de justes limites, sans quoi on s'exposerait à des interprétations frauduleuses. La situation a complètement changé depuis la législation de l'ancienne monarchie : la loi civile ne respecte plus les vœux, de quel droit enlèverait-elle la capacité complète d'en disposer ? (2) L'évêque d'Hermopolis répond aux adversaires du projet ; il résume leurs objections :

1° Sous l'Ancien Droit, l'autorisation était faite par voie législative.

(1) Voir comte de Lanjuinais, comte Cornudet, 4 février.

(2) Voir discours du duc de Narbonne-Pelet, 3 février ; du vicomte de Bonald, 4 février.

2° Il ne faut pas donner de compétence au Conseil d'Etat dont l'existence précaire n'offre pas de garanties.

3° La nécessité du consentement épiscopal est une atteinte aux prérogatives royales.

4° On craint que les familles ne soient dépouillées au profit des établissements de mainmorte.

Mais en vérité il n'y a pas d'arguments à tirer de l'Ancien Droit: souvent les Lettres Patentes ont été employées pour la publication des bulles ou pour des dispenses d'âge. Le roi pouvait passer outre aux défauts d'un enregistrement, qui n'avait donc pour but que de l'éclairer.

Le Conseil d'Etat existe aujourd'hui. Il peut donc être utilisé: c'est seulement s'il disparaissait que l'autorisation législative deviendrait nécessaire.

L'opposition épiscopale ne saurait porter atteinte aux prérogatives de la couronne, puisqu'elle résulterait d'un droit légal et non d'une insoumission ou d'un empiétement.

L'augmentation des biens de mainmorte n'est pas à craindre. D'ailleurs le respect du vœu de pauvreté n'est pas de tradition constante et que doive sanctionner forcément une législation civile.

De l'ensemble très résumé de la discussion générale du projet, nous pouvons déduire, tout d'abord, que le mot congrégation a maintenant complètement dévié de son sens primitif; sauf par quelques juristes, nous le verrons désormais employé par tous comme expression générique très large: ce n'est qu'une question de terminologie, mais il faut être, dès maintenant, fixé sur elle. Les discussions approfondies auxquelles on vient de se livrer sur la législation de l'ancien régime, tendraient, si on s'en tenait aux apparences de la discussion, à faire croire que ce qui est visé ce sont les vieux ordres de la

monarchie, à l'exclusion des congrégations simples, qui, nous le savons, étaient, même à la fin du xviii^e siècle, vues avec faveur. Et cependant, si on considère l'état d'esprit des membres du Gouvernement, leur extrême désir de faire passer le projet, puisque c'était la troisième fois qu'on le remettait en discussion depuis moins de deux ans, le dessein certain du Président du Conseil de favoriser les communautés religieuses et qui d'ailleurs apparaît avec une transparence extraordinaire dans ses discours que nous ne pouvons rapporter in-extenso, on ne peut douter que le texte doive englober tout ce que l'opinion courante englobe d'ordinaire sous le nom de congrégation. Que comprend ce terme exactement? C'est peu facile à le dire; mais c'est pourtant à cette notion, aussi vague que peu juridique, que s'est rallié le Gouvernement, hypnotisé par le désir de faire, enfin, aboutir son projet. D'ailleurs notre manière de voir est confirmée par le texte des Art. 1 et 2 qui sont tous deux très larges « aucune congrégation... ». Elle est confirmée aussi par la discussion des articles du projet, que nous allons examiner brièvement :

L'Article 1, qui annonce les autres, est voté sans difficulté. Quand on discute l'Art. 2, le baron Pasquier propose l'amendement « ...après la vérification et l'enregistrement, l'autorisation sera accordée, par une loi, à celles de ces congrégations qui n'existaient pas au 1^{er} janvier 1825. A l'égard de celles de ces congrégations qui existaient antérieurement au 1^{er} janvier 1825, l'autorisation sera accordée par une ordonnance du roi ». Dans l'Ancien Droit, l'enregistrement constituait quand même une garantie; le Conseil d'Etat, quoique inamovible en fait, n'avait aucun pouvoir de contrôle. Le projet de la Commission est susceptible d'amener des conflits entre les évêques et le roi. Au contraire

l'autorisation par les Chambres offre plus de garanties : l'encombrement n'est pas du tout à craindre, surtout si on règle, par une loi générale, les conditions auxquelles l'autorisation sera donnée (1). Malgré l'opposition du Président du Conseil et du Garde des Sceaux, qui disent que les autres articles du projet sont contredits par l'amendement, celui-ci est adopté.

Quid de l'Art. 3 qui considère l'établissement dépendant d'une congrégation religieuse de femmes déjà autorisée. Lainé exige qu'on maintienne la nécessité du consentement de l'évêque : cela constitue une garantie que les règlements canoniques seront respectés et rien de plus. Le baron Mounier demande qu'on retranche la possibilité d'opposition des parties intéressées : c'est contraire à la tradition ancienne, mais nous savons que la nécessité de l'enquête ecclésiastique à ce sujet a toujours été observée.

Le projet d'Art. 4 portait « les congrégations et établissements ne pourront sans l'autorisation spéciale du roi... acquérir... ». Lainé propose de remplacer ces mots par « les établissements ne pourront... ». On ne peut donner qu'à un établissement déterminé, non à un corps collectivement comme dans toutes les autres matières ; on ne peut donner à l'Eglise de France en général. Les testaments instituant un ordre légataire universel seraient susceptibles d'entraîner dans trop de difficultés et de procès. Le texte ainsi amendé est adopté.

L'Art. 6 portait primitivement : « L'autorisation des congrégations religieuses de femmes ne peut être révo-

(1) Discours de Portalis, 5 février.

quée que dans les formes prescrites pour l'autorisation par les Art. 2 et 3 ». La Chambre des Pairs préféra le texte actuel : « L'autorisation des congrégations religieuses ne pourra être révoquée que par une loi » ; puis, à la seconde partie « l'autorisation des maisons particulières dépendant de ces congrégations ne pourra être révoquée que dans les formes prescrites par l'Art. 3 », on ajouta « après le consentement de l'évêque diocésain ». Les Art. 7 et 8 sont adoptés sans difficultés ainsi que l'ensemble du projet de loi le 8 février 1825.

Le comte de Frayssinous lit à la seconde Chambre, le texte voté par les Pairs, à la séance du 17 mars. Le 30 mars, de Lezardière, au nom de la Commission, fait un rapport favorable. Le 6 avril discussion générale. Méchin combat le projet : il est partisan des communautés de femmes ; mais il y a danger à leur laisser une latitude trop grande ; elles s'enrichiraient outre mesure et la richesse est non la cause mais l'effet de la piété, « et jamais les sentiments religieux ne furent plus exaltés que dans le cours des persécutions et aux époques de pauvreté ». Le comte de Blangy ne voit pas de raisons de faire une différence entre les communautés religieuses et les autres sociétés. Le chevalier Dubourg expose leur utilité, leur influence morale. La crainte d'accroissement des biens de mainmorte n'existe plus comme autrefois. Hyde de Neuville et de Gères proposent la suppression de l'Art. 5 : la crainte de la captation est chimérique. Le rapporteur dit que la Commission persiste dans ses conclusions.

Le Président met les quatre premiers articles aux voix. Petit-Perrin propose comme amendement à l'Article 4 que : « les congrégations qui recevront des immeubles non attenants à leur demeure devront, dans les cinq ans, les convertir en rentes sur l'Etat ». C'est con-

forme à l'ancienne législation ; cela augmentera les revenus des congrégations, diminuera leurs soucis de gestion et augmentera le crédit de l'Etat. Le Garde des Sceaux répond : certes le fond de l'ordonnance de 1749 était de mettre obstacle aux acquisitions exagérées d'immeubles : elle mettait des formalités aux acquisitions. Le texte que propose la Commission est celui de la loi de 1817 restreint, puisqu'il ne permet de recevoir qu'à titre particulier seulement et avec l'autorisation du roi. L'amendement détruit le système de 1817 sans raisons sérieuses et sans que les dangers qu'il redoute existent réellement. L'amendement est rejeté, malgré l'appui que lui fournit Cambon. Le président continue la lecture du projet. Il est entièrement voté (6 avril 1825).

La discussion de la Chambre est-elle de nature à modifier l'opinion que nous avons formulée un peu plus haut sur la nature des congrégations que vise la loi de 1825 ? Non : son vote a seulement ratifié avec précipitation la décision de la Chambre Haute. Nous quittons la loi de 1825 sans une notion bien précise de la congrégation, ayant pu d'ailleurs découvrir l'opinion du législateur de cette époque, non pas dans des discours nets et juridiques mais seulement dans de longues discussions souvent oiseuses, assez délicates à analyser (1).

On peut cependant conclure que ce qui est visé à cette époque par la législation, c'est bien l'ensemble des congrégations religieuses de femmes, à la fois les congrégations régulières et les congrégations séculières. C'est

(1) On peut trouver l'ensemble des *Travaux Préparatoires* dans la collection des *Archives Parlementaires*. Ce qui se rapporte à la proposition Ferrand est contenu dans les tomes XXXVIII et XXXIX. Pour les deux projets gouvernementaux, v. t. XLI, XLII, XLIII. Quant à la ratification de la Chambre, v. t. XLIV.

d'ailleurs ce qui semble résulter d'un avis du Conseil d'Etat consulté, en 1832, sur le droit de dissolution.

« Les lois de 1790 et 1792 ont expressément défendu l'établissement en France des ordres monastiques et religieux des deux sexes. Les dispositions prohibitives de ces lois non abrogées ont été renouvelées par le décret du 3 messidor an XII. Si la loi du 24 mai 1825 a dérogé en faveur des congrégations religieuses de femmes, cette loi exceptionnelle a formellement exprimé les conditions auxquelles les nouvelles communautés pourraient être maintenues ou établies. Les termes impératifs de cette loi et les règles d'une législation spéciale ne sauraient être éludées sous prétexte de liberté des cultes et de la liberté d'association qui résulte des principes généraux de notre Droit public. Ainsi l'autorité peut dissoudre immédiatement une communauté de femmes non autorisée, en vertu des lois de 1790 et 1792 toujours en vigueur (1). »

La notion juridique de la congrégation telle que nous avons essayé de la préciser dans notre première partie est définitivement obscurcie; la loi de 1825 lui a porté un coup dont elle ne se relèvera pas dans tout le courant du XIX^e siècle. Abandonnée sous un régime monarchique et religieux, il lui était bien difficile de réapparaître avec un gouvernement républicain et nous pouvons donc dès à présent, annoncer que si nous critiquons la loi de 1901 à ce point de vue, il est du moins facile de l'excuser sur le terrain historique, puisqu'elle peut se réclamer d'un précédent et non des moindres, créé par une loi de la royauté.

(1) Voir CLAMAGERAN, *Rev. pratiq.*, t. III, p. 9.

CHAPITRE V

Période transitoire : Gouvernement de Juillet. — Empire.

Depuis la loi de 1825 jusqu'à celle de 1901, on ne trouve plus de texte législatif général réglementant la liberté d'association ; ce n'est pas dans les débats, à propos de la loi sur l'enseignement, que l'on pourra espérer revenir à une notion plus nette de la congrégation ; les discours les plus importants traduisent simplement la défiance à l'égard des congrégations actives qui se mêlent constamment à la société pour influencer sur elle dans un sens que redoute le Gouvernement ; on craint l'influence de ce lien si solide qui est la base fondamentale de l'esprit congréganiste. Mais on ne veut quand même pas rechercher quelle en est la nature exacte.

Dans les actes de l'Empire, nous ne relevons pas non plus aucun texte fondamental, mais seulement quelques mesures de détail inspirées par les circonstances : c'est le règne incontesté du critérium politique.

Notons toutefois que, au début de cette période, dans les procès-verbaux de la Commission instituée par ordonnance royale du 3 février 1831, on trouve à côté des discours du comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur et de Cuvier, la reconnaissance très nette de la distinction canonique exacte entre « les ordres perpétuels qui forment une société dans la société » et ceux qui, au contraire, n'ont qu'une durée limitée et des constitutions beaucoup plus fragiles. Mais il faut dire aussi que cette distinction a été faite par Daunou, un ancien Oratorien.

Pour ne pas nous attarder sur cette époque, nous ne citerons que quelques extraits des principaux parlementaires d'alors. Dans le discours prononcé par Dupin à la séance du 25 janvier 1844, l'orateur vise spécialement les corporations enseignantes ; il englobe toutes les variétés de congrégations dans les termes qu'il emploie et pense que les lois les frappent toutes de la même prohibition (1) ; « dans les congrégations, on se lie par des vœux, on se lie par des serments, on dénature sa personne, on abdique son individualité ; à la place de tel homme, c'est un couvent soumis à un abbé, à un chef spirituel : toutes les volontés individuelles s'effacent et disparaissent dans un être collectif moral qui représente tous les membres et constitue une société dans l'Etat, une société qui vit par une organisation qui lui est propre » (2). Dans le même sens, mais à un autre point de vue : « .. ce ne sont pas les individus qui ont la propriété des biens transmis à la corporation : c'est cette corporation considérée comme être collectif et moral » (3). Thiers partageait, dans une certaine mesure, cette manière de voir : il pensait toutes les congrégations d'hommes prohibées en principe et susceptibles d'être dissoutes par cet acte gouvernemental au cas où elles deviendraient gênantes. « Il est bien entendu que nous reconnaissons que les lois sont applicables, que leur application est devenue nécessaire et que, quel que soit le résultat des négociations, elles seront exécutées » (4).

(1) DUPIN, *Manuel du Droit ecclésiastique*, p. 348.

(2) Chambre des Députés, 2 mai 1845, *Moniteur* du 3 mai.

(3) Voir DE VATIMESNIL, *Mémoire sur l'état légal des associations religieuses non autorisées*, 1844, p. 5.

(4) Séance du 3 mai 1845.

Ailleurs nous le trouvons redoutant les conséquences du lien d'obéissance, de quelque nature qu'il soit et de quelque façon qu'il enchaîne le religieux à la volonté de de son supérieur : « On peut ne pas poursuivre les individus, ne pas chercher s'ils sont assemblés sur le territoire de façon à faire supposer qu'ils existent en congrégation : mais on a bien le droit de leur demander ce qu'ils sont, s'ils appartiennent à des ordres religieux défendus par nos lois et, dans ce cas, de leur interdire les fonctions qu'ils voulaient exercer ; c'est assurément la moindre des exigences » et encore : « Les lois ont exclu certaines congrégations : on peut ne pas poursuivre les individus, mais on a le droit de les arrêter quand ils se présentent pour exercer certaines fonctions ». Guizot, à la même époque, dit, devant la Chambre des Pairs, toujours à propos de la loi sur l'enseignement : « Les congrégations qui ne sont pas spécialement autorisées par les lois sont interdites. On adresse à tout homme qui veut devenir chef d'institution cette question : êtes-vous ou n'êtes-vous pas membre d'une congrégation ? Il répond oui ou non, il n'y a pas là de persécution... ».

Que visent au juste tous ces termes : c'est bien difficile de le dire : d'après l'intention présumée de leurs auteurs, ils semblent être très larges, aussi compréhensifs que possible à l'égard des corps enseignants non autorisés ; mais de définition juridique on ne trouve aucune trace.

Le décret du 31 janvier 1852, dans les cas prévus par les quatre paragraphes de son Art. 1^{er}, substitue l'autorisation par décret à l'autorisation législative. Comme il renvoie à la notion de congrégation qu'a établie la loi de 1825 nous n'insisterons pas.

Les quelques textes que la seconde période de l'Empire nous a légués (1859-1870) traduisent plutôt le souci

de se défendre contre toutes les corporations actives que le désir d'apporter un jour nouveau sur la question :

Telles sont : la circulaire signée de Rouland et adressée au Recteur de Rennes le 6 mars 1860, (« ...l'Empereur a cru devoir, dans un loyal esprit de tolérance et de bien public, ne pas fermer la France aux congrégations religieuses d'hommes, prohibées comme telles par nos lois spéciales. Mais en favorisant ainsi le tranquille développement d'œuvres vraiment chrétiennes, il n'a pu entendre que l'hospitalité donnée dépasserait la mesure qui est convenable et utile et que ces congrégations pourraient s'étendre abusivement... ») et la circulaire de Duruy aux Recteurs, du 13 janvier 1869 (« de nouveaux établissements appartenant à des congrégations d'hommes ne doivent plus être tolérés sans que le Gouvernement ait constaté l'utilité de ces fondations (1) »).

CHAPITRE VI

Les Décrets

Pas plus que précédemment, nous ne trouverons, dans les mesures qui précèdent ou suivent les Décrets, de système juridique sur la notion de congrégation. Il ne s'agit que de mesures de circonstances contingentes et par conséquent intéressées. Nous n'avons pas à étudier

(1) (On peut trouver de nombreux renseignements avec d'intéressants commentaires sur les dispositions de cette époque dans les débats passionnés qui eurent lieu en 1880 à propos du fameux Article 7.)

en détail les innombrables projets présentés depuis l'avènement du régime républicain ; ils ne sont d'aucune utilité à notre point de vue (un seul est intéressant : c'est la proposition déposée au Sénat le 17 juin 1880 par M. Dufaure : nous en reparlerons plus loin). Il n'en sera toutefois pas de même de la discussion relative à la liberté de l'enseignement supérieur, particulièrement sur l'Art. 7 du projet « nul n'est admis à diriger un établissement public ou privé de quelque ordre qu'il soit, ni à y donner l'enseignement, s'il appartient à une congrégation religieuse non autorisée ». Cette tournure négative est très large et très compréhensive. Bertauld soutient le projet, en s'appuyant sur les traditions transmises par les Dupin et les Thiers ; il vise les corporations que visaient ces orateurs « les membres de ces congrégations non autorisées pris individuellement sont dans une position singulièrement défavorable quand ils demandent la protection d'une loi dont ils récusent avec obstination l'autorité... » Dans sa réponse, M. Léon Clément resserre un peu la notion puisque, selon lui, les Art. 291, 292 du Code pénal n'étaient pas applicables aux congrégations, ce qui d'ailleurs est logique, le Gouvernement impérial ayant entre les mains, une arme beaucoup plus sûre, dans le décret de Messidor. Le Ministre de l'Instruction publique, J. Ferry, établit qu'à l'heure actuelle, les prohibitions édictées contre toutes les variétés de congrégations par les législateurs de 1790 et de 1792 sont toujours complètes. Il montre l'intérêt fondamental que possède l'État à rester toujours renseigné sur la situation des congrégations religieuses, toujours armé en face des menaces constantes du parti qu'elles représentent, et apporte en faveur de cette thèse, la tradition de tout le xix^e siècle, depuis la Commission royale de 1831 jusqu'aux discours de Thiers. Il quitte ensuite le terrain des principes, pour aborder l'examen

spécial de la question de l'enseignement et la manière dont le pratiquent les institutions religieuses. La critique académique du rapporteur amène avec les applaudissements de la droite cette réplique intéressante de Ronjat :

« Quelle est la situation d'une congrégation non autorisée ? Est-ce que la surveillance est possible sur elle ? Est-ce que le Gouvernement peut exercer ce droit qu'on lui reconnaissait tout à l'heure ? Non : elle n'existe pas légalement, je n'ai pas besoin de le dire ; elle n'existe pas officiellement, on ne sait pas de quoi elle se compose. On ignore quels sont ses statuts : c'est une congrégation qui se cache et qui se dérobe, qui échappe par conséquent à tout contrôle, à toute surveillance, et cependant, Messieurs, lorsqu'une congrégation est destinée à l'enseignement, qui est-ce qui enseigne ? Est-ce que ce sont les membres mêmes de la congrégation en tant que citoyens français *ut singuli* comme on dit au Palais. Non : qui enseigne ? Ce n'est pas le membre de la congrégation, seul ; le membre de la congrégation, en effet, ne peut rien faire, ne peut notamment enseigner sans la permission, sans l'ordre de son supérieur..... M. le Ministre avait grandement raison, dans une précédente séance, de vous indiquer les décisions judiciaires qui proscrivent les congrégations, qui déclarent que ces congrégations n'existent pas légalement toutes les fois qu'on soutient un procès dans lequel il est parlé de personne interposée ; c'est qu'en effet en matière de donation et en matière d'enseignement les congréganistes n'exercent jamais un droit personnel : ils sont toujours personnes interposées. Et celui qui enseigne, comme celui qui reçoit les donations ou les legs ce n'est pas le congréganiste, c'est le corps, c'est la congrégation. »

A la séance du 9 mars, le Président du Conseil prend la parole : « On a dit : mais ce sont des individus. C'est là, Messieurs, une question de fait et de bonne foi et je me demande si, quand on est en présence de membres de congrégations non autorisées, on est vraiment en présence de personnes isolées agissant en leur propre et privé nom, ou bien en présence des mandataires et des représentants des associations? ». Il laisse pressentir les décrets « il n'y a pas de gouvernement assez aveugle pour faire autrement que nous ferons nous-mêmes. (*Applaudissements*). Et, enfin, s'il se trouvait un cabinet assez passionné, assez aveugle pour opérer, ainsi que vous avez l'air de le croire, qui est-ce qui vous met à l'abri d'un pareil cabinet? Qu'est-ce qui empêcherait donc ce cabinet si vous refusiez l'Art. 7, d'appliquer les mesures d'expulsion qui sont encore en vigueur? ». Très intéressante également est la réponse de Dufaure : après un historique de la politique contemporaine, que nous ne pouvons rapporter, nous y relevons particulièrement ceci : « Un membre de la Chambre des Députés a dit : Vous venez nous demander d'interdire le droit d'enseigner aux membres des congrégations religieuses non autorisées; vous vous fondez, pour nous demander cela, sur les doctrines que ces congrégations enseignent; mais les congrégations autorisées enseignent-elles d'autres doctrines...? Alors un député, très bon logicien, a dit : Transformez votre article, rendez-le plus juste et qu'il interdise l'enseignement absolument à tout maître catholique, dans tous les établissements que tiennent les catholiques, sous quelque nom que ce soit, » et plus loin : « ... voilà comment il est impossible, à mon avis, de dire à l'avance que le membre d'une congrégation non autorisée est nécessairement incapable d'enseigner. On nous a dit : les vœux qui lient le congréganiste le

rendent incapable d'enseigner, puisqu'il peut être obligé d'enseigner contre ce que lui dicte sa conscience. Mais je vous prie de remarquer le caractère de l'objection que l'on fait au membre de cette congrégation non autorisée pour le déclarer incapable. Vous avez fait un vœu religieux ; qu'est-ce que ce vœu ? La loi française déclare qu'il n'a aucune efficacité ; elle ne l'admet en aucune manière. A la différence des anciennes lois qui, non seulement le reconnaissent, mais encore obligeaient à l'accomplir et par conséquent lui donnaient des effets civils, la loi nouvelle n'en tient pas compte, n'oblige pas à l'accomplir et en aucun point ne veut le reconnaître.

« J'ai fait un vœu, il est entre ma conscience et moi ; entre la religion et moi ; il ne dépasse pas ces limites, il n'entre pas dans la vie civile ; la société ne l'admet pas : il est au fond de ma conscience. C'est de ma conscience que vous parlez, et vous me dites que, parce qu'au fond de ma conscience il y a un engagement, je ne pourrai pas remplir mes droits ordinaires, rester citoyen libre de mon pays, enseigner la jeunesse, lorsque les lois donnent à tout citoyen le droit d'enseigner ! C'est impossible..... » (1).

Viennent ensuite les Décrets (29 mars, 3 avril 1880). L'interpellation de M. Lamy, en date du 3 mai, les attaque surtout au point de vue historique, qui est examiné avec un grand soin :

(1) *J. O.*, 1880, p. 2833.

On sait que M. Dufaure vit sa thèse couronnée de succès : l'Art. 7, qui avait été adopté à 340 voix de majorité devant la Chambre, fut, au Sénat, repoussé par 148 voix contre 129.

« Les associations sont de deux sortes :

« Des hommes s'associent et ils veulent que, de leur réunion, naisse un être moral indépendant de chacun d'eux, donc de droit envers les tiers avec lesquels il traitera, la justice devant laquelle il sera reçu à ester, la nation dans laquelle il pourra survivre aux individus. Cette association ne peut se former que par le consentement de l'Etat. Les formes de ce consentement varient ; pour les associations religieuses elles sont fixées par les lois de 1817 et de 1825. Le principe est le même. Le consentement de l'Etat est indispensable parce que, seul, l'Etat peut mettre à son consentement les conditions qui lui plaisent car s'il crée un corps moral, c'est pour l'utilité générale. Cette utilité générale, il en est l'appréciateur souverain.

« Par contre, des hommes se réunissent ; ils ne demandent pas à former un corps moral ; ils veulent être une simple juxtaposition d'individus et conserver les droits individuels que chacun d'eux porte avec lui... ; j'affirme que cette seconde sorte d'association est la seule sous laquelle les congrégations religieuses se présentent à l'Autorité, à l'Etat, à la Société...

« Ces associations sont interdites quand elles ne sont pas autorisées par le Gouvernement. Mais deux exceptions sont apportées à cette règle : les associations sont permises sans aucune autorisation alors qu'elles sont composées de moins de vingt personnes et sans condition de nombre quand elles se composent de personnes domiciliées où elles se réunissent.

« Le ministre de l'Instruction publique voulant, il y a quelque temps, répondre à cet argument de la loi de 1834, disait devant le Sénat : « Les congrégations dont il s'agit, celles qui sont à craindre, celles que nous redoutons justement pour la société civile, ne sont pas sous

le même toit : elles sont sous un grand nombre de toits, affiliées entre elles, répandues sur toute la surface du territoire et si l'exception de l'Art. 291 peut couvrir un de ces toits, il ne couvre pas l'ensemble de la congrégation ».

Voilà en résumé la théorie de M. Lamy : avec l'Art. 291, le domicile couvre l'association, parce que les investigations et le contrôle du Gouvernement sont aisés. Sous l'ancien régime, les vœux et les règlements monastiques étaient sanctionnés : l'Etat pouvait alors légitimement surveiller la mort civile des religieux, l'usage qu'ils faisaient de leurs droits : « quand des doctrines se présentaient venant de Rome, l'Etat pouvait leur donner ou ne pas leur donner le caractère de lois d'Etat ». Avec la Révolution, « le religieux n'est plus un religieux aux yeux de l'Etat : il est un citoyen qui demande à s'associer, qui, dans ces conditions, doit être limité ; mais aussi doit-il être protégé par les lois ordinaires qui règlent la liberté des associations ... On a vu, pendant la Révolution, des religieux frappés comme aristocrates réfractaires, non pour avoir vécu en commun... Au plus fort de la Terreur, des religieux et des religieuses continuent leur vie commune. Ceux qui sont dispersés, le sont par la violence, non par le droit. Car ce droit, qu'il s'appelle la liberté d'association, alors à peu près illimité dans les textes, qu'il s'appelle l'inviolabilité du domicile, les protège ; » « ... s'il y a tradition, c'est celle du respect du droit d'association dans la personne des religieux ; toutes les fois que la question des ordres religieux a été agitée, c'est uniquement aux Jésuites qu'elle s'adresse, aujourd'hui ce sont tous les ordres sans exception ».

La réponse de Cazot, garde des sceaux est beaucoup moins importante : le Gouvernement se défend d'innover : il n'a fait qu'appliquer les lois existantes. Il ne faut

pas confondre l'association et la congrégation : l'association augmente les forces de l'individu, tandis que la congrégation les anéantit. L'Art. 291 est applicable aux congrégations religieuses : ce n'est pas la vie en commun qui pourrait les couvrir. La législation spéciale n'a pu être abrogée par désuétude. M. Cadot, de son côté, pense qu'il n'y a aucun danger à redouter de la part des congrégations.

Le duc de la Rochefoucauld pose ce dilemme :

Si les lois existaient encore, il fallait les appliquer. Sinon, les décrets sont inconstitutionnels : « Jamais il n'est entré dans l'esprit de la Constitution que lorsqu'une loi, proposée par le Gouvernement, aurait été repoussée par le Parlement, les décrets viendraient se mettre au-dessus des lois et qu'une pareille injure serait faite au Sénat ». M. Lamy dépose l'ordre du jour suivant : « La Chambre, espérant que le Gouvernement déposera à bref délai une loi sur les associations, passe à l'ordre du jour ». Le Président du Conseil demande l'ordre du jour pur et simple ; celui-ci a la priorité ; il est mis aux voix et adopté par 347 voix contre 133.

Nous en avons fini avec l'étude des documents législatifs susceptibles de nous éclairer sur la seconde notion de congrégation que pourra adopter la loi de 1901. Cette notion fut à certains moments terriblement troublée. Il est heureux, toutefois, qu'à bien des époques, des jurisconsultes clairvoyants et impartiaux se soient rencontrés, qui aient maintenu dans toute leur intégrité les saines traditions.

TROISIÈME PARTIE

De la Notion de Congrégation sous le régime de la loi de 1901

Nous avons établi assez longuement, dans les deux parties qui précèdent, les deux critères auxquels peut se rattacher un législateur pour déterminer la notion de congrégation. Le premier, le critérium canonique, distingue entre deux sortes de communautés religieuses les ordres et les congrégations *stricto sensu*. Le second y renferme tout ce que le langage courant comprend dans l'expression « Congrégation » ; il abandonne aux magistrats le soin de préciser, et ceux-ci, selon l'avis de certains auteurs, n'ont jamais le moindre embarras pour y parvenir.

La distinction en ordres et en congrégations peut paraître, au premier abord, bien subtile pour un législateur laïque ; elle n'est cependant pas impossible ; nous l'avons vu par l'exemple que nous fournit la Constituante. Quoi qu'il en soit, simplifions encore cette distinction et ne retenons, du Droit canonique, que la notion d'une congrégation qui se différencie des associations par les vœux que prononcent ses membres.

Eh bien, il est hors de doute que ce n'est pas à cette notion-là que s'est rattachée la loi de 1901 : « Les vœux ne constituent pas, au point de vue de la loi du 1^{er} juillet 1901, l'élément essentiel des congrégations religieuses (1) ». Le principe est toujours celui qu'ont posé les Assemblées de la Révolution ; leurs lois sont d'ordre public ; non abrogées expressément, elles sont toujours en vigueur. « Depuis la Révolution française, il ne peut être tenu aucun compte, au point de vue des sanctions civiles, des vœux prêtés dans certains couvents (2) ». La vérité, c'est que la loi de 1901 s'est peu souciée de donner un critérium exact ; ses auteurs se sont placés surtout au point de vue utilitaire : « La loi de 1901 envisage les congrégations au point de vue des services qu'elles peuvent rendre à l'utilité publique ; elle exclut l'intrigue, mais elle n'exclut pas la charité. (*Vifs applaudissements*) Elle n'a pas d'ostracisme non plus contre ceux dont l'ambition consiste moins à régenter la société qu'à secourir la misère (3) ». Le législateur a voulu ne déroger en rien aux précédents historiques séculaires, et cela n'a d'ailleurs rien qui doive nous surprendre :

« ... Je viens de démontrer qu'avec tous les précédents, cette jurisprudence est inutile... » « Je n'ai qu'une observation à faire, c'est que, depuis un siècle, on n'a jamais défini la congrégation ni l'association et

(1) Cass. Crim., 1^{er} mai 1903. — V. C. de Cass. Bull. Crim., 1903, p. 275.

(2) Discours de Viviani, 28 juin 1901. — Voir *Questions Actuelles*, t. LIX, p. 285.

(3) Voir discours de Saint-Etienne, 12 janvier 1902. — *L'Action Républicaine*, Paris, 1902, chez Capiomont, p. 342.

que jamais les tribunaux n'ont été embarrassés pour dire s'ils avaient devant eux une congrégation ou une association (1) ».

Nous ne voulons pas, dès maintenant, discuter cette formule, rechercher si les tribunaux n'auront pas plutôt, en présence d'une organisation déterminée, à dire s'il y a encore ou s'il n'y a plus congrégation. Nous tirerons de ces paroles la simple conclusion que, dans la loi de 1901, il n'y a rien d'innové, de l'aveu même de ses auteurs ; mais y a-t-il en elle une réglementation définitive, comme semblent l'impliquer certaines phrases : « ... la loi de 1901 n'est pas une loi de circonstance ; elle doit rester, dans notre droit public, comme le statut durable de toutes les associations (2)... » ? Nous ne le pensons pas, et nous sommes en excellente compagnie (3) pour déclarer qu'elle n'est que l'un des termes d'une évolution : « La législation nouvelle n'est pas définitive ; le propre des lois définitives est d'être l'aboutissement d'un mouvement sociologique si puissant, que ces lois, le jour où elles sont promulguées, ne semblent pas constituer un droit nouveau et qu'elles sont immédiatement ratifiées soit par la conscience publique, soit par l'élite intellectuelle du pays ; de sorte que si la loi nouvelle peut encore rencontrer des résistances chez ceux dont elle blesse les intérêts ou dont elle supprime les privilèges, du moins elle clôt l'ère des controverses

(1) Paroles de Vallé et Waldeck-Rousseau. V. *J. O.*, 20 juin 1901, p. 944 sq.

(2) Waldeck-Rousseau au Sénat à propos des demandes d'autorisation, 27 janvier 1903. — *Rev. pol. et parl.*, oct. 1904, p. 13.

(3) M. MOULIN, *Cours de Droit adm. de Doct.*, 1901-1902, *Les Associations*, Intro.

spéculatives impartiales ou des revendications populaires passionnées ; au contraire la loi nouvelle sur le contrat d'association a réveillé les controverses et a provoqué des récriminations contradictoires ; loi de violence aux yeux des uns, loi de faiblesse au dire des autres, elle n'a satisfait pleinement personne, pas même peut-être les théoriciens désintéressés ou ses auteurs, car — rien ne montre mieux le caractère imparfait, transactionnel et précaire de la loi nouvelle — cette loi a subi de telles modifications dans les débats que le texte définitif est très différent du projet ».

Nous pourrions donc abrégier considérablement notre étude de la loi parce que, au point de vue théorique, nous connaissons exactement le terrain sur lequel est posée notre discussion, et parce que, d'autre part, nous sommes maintenant au milieu d'un ensemble de faits et d'idées auxquels l'esprit est accoutumé par leur actualité même.

En effet, nous allons exposer tout d'abord très brièvement les dangers auxquels a voulu parer le législateur de 1901, par suite, les congrégations qu'il vise. A quoi pourra-t-on les reconnaître ; la jurisprudence sera-t-elle guidée par des indices précis ? Nous examinerons ensuite, avec ce critérium purement civil auquel s'en tient la loi, à quelles conséquences on est amené juridiquement : est-il suffisant ? Non : les auteurs de la loi s'en sont d'ailleurs rendu compte puisque tous, d'une manière plus ou moins conséquente, ont fait une place aux données religieuses.

Dans un second chapitre, nous verrons les juges du fait obligés, eux aussi, dans leur recherche du critérium de la congrégation, de tenir compte de nombreuses questions de Droit canonique mais rappelés au respect de la loi civile par la Cour suprême.

Pour terminer, nous examinerons brièvement ce qu'aurait pu faire, à notre avis, un législateur laïque ayant à réglementer la question.

Les quelques lignes qui ont précédé l'exposé de notre plan ont pour but de montrer l'enchaînement qui existe entre notre loi et les systèmes des gouvernements antérieurs : comme eux, elle se rallie à ce que nous avons appelé le critérium politique de la congrégation. Le moment est venu, pour nous, d'exposer avec des preuves à l'appui l'infériorité de cette méthode comparée à celle en faveur de laquelle nous avons dès le début pris parti : nous montrerons donc, tout d'abord, que la complexité et les contradictions que le système législatif amène, entraînent pour théoriciens et praticiens l'obligation de faire place, malgré eux, à notre critérium canonique.

Il est sans doute superflu d'ajouter que, si le législateur avait donné de la congrégation une définition exacte et précise, nous l'aurions, sans hésitation, préférée au critérium canonique, dont la netteté ne laisse certes rien à désirer, mais dont la recherche n'est pas des plus aisées. Le législateur est libre de qualifier, comme il l'entend, les institutions qu'il cherche à atteindre, s'il peut arriver à les désigner avec netteté ; sinon il est préférable d'examiner ces institutions sur leur véritable terrain : c'est ce que nous avons essayé de faire.

CHAPITRE I

Etude et critique de la loi. Inconvénients et avantages des critères en présence

SECTION I

Objet du titre III de la loi de 1901. Critérium qu'il admet ; ses inconvénients

Ce que vise le titre III de la loi de 1901; ce que visait le Gouvernement, je crois que je n'aurai pas à insister longuement pour le faire savoir. Est-il besoin de rappeler les craintes conçues de l'accroissement des biens de mainmorte et la reprise des paroles de d'Aguesseau : « Le désir que nous avons de profiter du retour de la paix pour maintenir de plus en plus le bon ordre dans l'intérieur du royaume nous fait regarder comme un des principaux objets de notre attention les inconvénients de la multiplication des établissements des gens de main morte et de la faculté qu'ils trouvent à acquérir des fonds naturellement destinés à la subsistance et à la conservation des familles ; en sorte qu'une très grande partie des fonds de notre royaume se trouve actuellement possédée par ceux dont les biens, ne pouvant être diminués par des aliénations, s'augmentent au contraire par de nouvelles acquisitions (1) ».

(1) WALDECK-ROUSSEAU, discours du 21 janvier 1901. *Associations et Congrégations*, Paris, 1901 chez Fasquelle, p. 84.

Je ne dirai rien des inconvénients politiques redoutés par le législateur résultant de la concentration de ces fortunes aux mains « des moines ligueurs ou des moines d'affaires », ni de l'utilisation possible du « milliard » à la création des retraites ouvrières. Je n'insisterai pas sur les dangers, maintes fois répétés devant le Parlement, de l'armée monastique, instrument docile aux mains de généraux étrangers, parvenue à la domination de l'Etat-Major, de l'enseignement et de l'esprit populaire grâce à ses publications : « ...le fait le plus inquiétant, Messieurs, ce n'est pas le développement de la richesse, c'est le développement de l'influence, c'est l'occupation stratégique de toutes les avenues par lesquelles on doit passer depuis l'enfance pour arriver à l'âge d'homme (*Très bien. Nouveaux applaudissements à gauche*). C'est la mainmise sur les esprits et sur les intelligences ; c'est aussi — je le montrerai dans un instant — la mainmise sur les consciences (1)... ».

Tout cela est trop près de nous pour qu'il soit néces-

(1) WALDECK, 13 juin, *Assoc. et Cong.*, p. 318. Des brefs développements qui précèdent, il résulte, sans hésitation possible, que ce que le législateur a cherché à frapper, ce ne sont pas tant les corps rentrant sous la dénomination exacte de congrégation, que l'ensemble des personnes qui, se tenant en dehors des conditions ordinaires de vie des autres citoyens, cherchent à conserver et à propager leurs croyances religieuses, leur idéal politique et leur discipline propre ; n'est-ce pas là ce qu'implique la circulaire de Waldeck-Rousseau aux procureurs généraux, du 25 septembre 1901 (*Bull. des Congr.*, 1901, p. 683).

« Quand les mêmes hommes seront restés dans la même maison pour y poursuivre la même communauté d'existence et s'y livrer aux mêmes œuvres, vous n'aurez pas d'effort à faire pour montrer, sous l'ajustement des détails improvisés, la persistance manifeste de la congrégation frappée par la loi. »

Nous aurons l'occasion d'y revenir plus loin, en examinant la jurisprudence.

saire d'insister : ces quelques mots suffisent à rappeler l'esprit général du titre III de notre loi. Mais ces indications, essentiellement contingentes sur la manière d'être et les manifestations extérieures des congrégations poursuivies, si vagues soient-elles, sont les seules auxquelles on pourra essayer de reconnaître les institutions visées par la loi. Remarquons d'ailleurs que cette notion pouvait suffire avec la situation qui était faite aux congrégations par le projet primitif Waldeck-Rousseau. Et ceci a été dit devant la Chambre (1) :

« ...Après une série de précisions qui ne figurent pas dans le texte du projet mais qui sont dans l'esprit de la Chambre, j'en étais arrivé à conclure qu'on vise par là, uniquement et exclusivement, les congrégations catholiques qui font des vœux, qui vivent en commun et qui restent en communion avec le S. S., centre de la foi et de l'autorité. Je disais : pourquoi cette exclusion ?...

« Au moins le projet de M. le Président du Conseil nous apportait une solution. Il ne parlait pas des associations religieuses, convaincu, avec juste raison, que, dans un projet de cette nature, il ne faut pas faire de catégories ; il s'établissait sur le terrain solide du droit commun et des règles générales. Il se contentait d'indiquer les prescriptions auxquelles les associations religieuses seraient obligées de se soumettre pour avoir une existence légale. Entre elles et les associations laïques il n'y avait plus de différence. Pour tenir compte des exigences actuelles, ce projet maintenait le *statu quo* des associations autorisées, ce qui pouvait n'être même

(1) L'abbé LEMIRE, 29 janvier 1901, *Quest. Act.*, t. LVIII, p. 5 et 11.

qu'une transition. Mais aux autres il disait : je ne vous demande pas d'être autorisées, cela ne dépend pas de vous ; je vous dis seulement dans quel cadre vous devez entrer ; si vous n'y entrez pas, vous n'existerez plus légalement à mes yeux. C'était logique ! (*Très bien, très bien, sur divers bancs*).

« Il y avait une logique semblable dans le projet du Conseil d'Etat : ... voilà la loi, si vous l'observez, vous êtes en règle, si vous ne l'observez pas, vous devenez illégale, vous méritez le châtiment ».

Et si le Président du Conseil, se plaçant ici au point de vue purement civil, n'employait pas ce terme général de congrégation, dont un jurisconsulte tel que lui ne pouvait ignorer la portée exacte, il faut dire, que c'était d'une manière parfaitement calculée, parce que, précisément, ce n'étaient pas toutes les congrégations, tous les organismes méritant réellement ce nom qu'il voulait détruire. Il l'a prouvé le 12 mars 1901 en répondant à M. Zévaès (1) ; il l'a prouvé dans le discours de Saint-Etienne dont nous parlions plus haut ; il l'a prouvé enfin devant la commission sénatoriale instituée pour instruire les demandes d'autorisation que le ministère Combes lui avait renvoyées (2) :

« ... M. le Président du Conseil a constaté que l'Etat s'était laissé distancer dans les œuvres de charité par l'initiative privée, qu'il aurait mauvaise grâce à décourager, dans autrui, des efforts dont il s'est montré, jusqu'à présent, incapable. Il n'en est pas autrement en ce qui concerne le maintien de notre influence à

(1) *Assoc. et Congr.*, p. 217 et aussi p. 79.

(2) *Rev. pol. et parl.*, oct. 1904, p. 13 cit.

l'extérieur, soit par des œuvres d'assistance, soit par la propagation de notre langue. C'est assez dire dans quel esprit on doit examiner les projets dont le Sénat est saisi et ceux dont il le sera encore. S'il s'agit d'une congrégation enseignante on devra rechercher si le maintien de tel ou tel de ses établissements est utile, si l'Etat ou la commune est en situation de se substituer à elle. S'il s'agit de congrégations qui se proposent l'enseignement du dogme ou de la morale religieuse, on devra rechercher si elle se renferme dans son apostolat naturel, si elle répond à l'idéal de haute culture catholique, si elle présente les garanties essentielles d'indépendance individuelle et d'autonomie française, quelles limites doivent être assignées à son expansion. Tout ceci revient à dire qu'il s'agit d'appliquer la loi telle qu'elle a été votée et non les solutions qui ont été écartées et qu'il importe grandement de ne pas essayer de lui faire produire des conséquences inconciliables avec les considérations qui ont déterminé le Parlement à l'adopter ».

De ces idées très larges, à une définition juridique précise, il y a loin, et on peut parcourir en vain tous les travaux préparatoires de la loi avant d'y rencontrer la notion exacte que nous cherchons. Il faut donc conclure que sur ce point là, comme sur beaucoup d'autres, la loi de 1901 a continué à suivre les errements antérieurs; les congrégations seront reconnaissables à des signes extérieurs, que chacun concevra à sa manière :

« ... Il n'est que vrai de dire : il n'est point de critérium, point d'élément essentiel, ni le nombre, ni les vœux, ni la vie en commun, qui, suivant les cas, pourront bien être relevés et retenus comme servant à caractériser la congrégation mais qui ne seront ou pourront n'être ni nécessaires ni suffisants. Ce que les tribunaux

juges du fait, auront à rechercher ce sont toutes ces circonstances que, de tout temps, ils ont prises en considération et dont il est possible d'induire l'agrégation concertée dans un but religieux, la permanence de l'effort sous une direction commune, le renoncement au monde, à la vie de famille, l'abandon de l'individualité et l'absorption dans la collectivité par la soumission à une hiérarchie spéciale et par l'asservissement à une règle particulière (1) ». Parmi tous ces signes admis déjà par la jurisprudence antérieure à la loi (2), et que la loi consacre, celui auquel on recourra presque toujours en premier lieu comme au plus apparent et au plus facile, c'est la vie en commun : « Bien que le fait de la vie en commun ne soit pas lui-même un fait illicite qui puisse motiver une interdiction du législateur, nous considérons néanmoins, que la cohabitation créée, pour ceux qui la pratiquent, une situation exceptionnelle, qu'elle n'est pas de l'essence de l'association » (3).

Mais ceci nous met déjà en présence d'un inconvénient du système, qui, d'ailleurs, a été signalé plusieurs fois à la tribune en 1880 (4) : voici des Jésuites qui se livrent à l'enseignement ; on les déclare dissous, puis on suppose et, non sans raison, que la congrégation

(1) D. P., 1903. 1. 389. Conclusions du Procureur général.

(2) Par ex. : *Trib. des Confl.*, 2 avril 1881. D. P., 1881, 3, 81 : « ... Il y a lieu de comprendre parmi les congrégations les simples associations de personnes libres, si elles vivent en commun — dans l'espèce des professeurs de l'Ecole Sainte-Marie, de Toulouse — bien que celles-ci invoquent l'expulsion par arrêté préfectoral et la soumission à l'autorité diocésaine. » V. S. 43, 2, 33. — 47, 2, 278. — 57, 2, 481.

(3) Voir discours de M. Perreau, 12 mars 1901. *Quest. Act.*, LVIII, p. 376, et de Lamarzelle, 11 juin, id., LIX, p. 86.

(4) GEORGES GRAUX, cité, p. 174 sq.

existe encore frauduleusement. Mais ses membres ont pris des vêtements laïques, complètement civils en apparence et vivent chacun de leur côté : à quoi verra-t-on qu'il y a encore congrégation ? Ou bien des religieux appartenant à une congrégation se séparent volontairement pour un temps déterminé : pas plus dans ce cas que dans le cas de sécularisation civile, la congrégation n'est dissoute, nous le savons ; et cependant les religieux sont hors d'atteinte (1). Nous n'avons pas trouvé dans la jurisprudence, d'exemples de religieux isolés, même si ce sont « des moines ligueurs ou des moines d'affaires », poursuivis et condamnés comme tels et cependant il n'est pas douteux qu'il en existe : c'est bien la preuve que la méthode dont s'est servi le législateur n'a pas été adaptée ni proportionnée au but politique qu'il poursuivait. Je sais bien qu'on m'objectera que la recherche du délit congréganiste aurait exigé des mesures d'inquisition extraordinaires. Je répondrai simplement que cette recherche aurait exigé que l'on tint compte des vœux qu'on a voulu ne pas connaître avec l'ensemble de leurs effets. Le point de départ du législateur est en effet celui-ci, répétons-le encore : la loi ne reconnaît plus de vœux monastiques de l'un et de l'autre sexe : c'est le vieux principe de Droit public qui, loin d'avoir été abrogé par désuétude, a été confirmé et revivifié un peu plus d'un siècle après sa naissance. Nous disons qu'il est impossible de s'en tenir à ce principe et que ses conséquences sont inacceptables. Il n'est donc pas étonnant que les auteurs de la loi, pris individuellement, lui aient fait une place plus ou moins large.

(1) Voir discours de l'abbé GAYRAUD, 11 mars 1901, *Q. A. t.* LVIII, p. 340.

SECTION II

**Place faite au vœu en tant que signe distinctif de la congrégation par
les auteurs de la loi**

Commençons par ce qui aurait, peut-être, dû être le commencement dans la loi : la définition. L'opposition qu'on fit toujours aux propositions dans ce sens fut sans doute motivée à la fois par la crainte du législateur de ne pouvoir faire une définition suffisamment compréhensive pour englober toutes les formes que la souplesse de ses adversaires leur permettait de revêtir et aussi par l'impossibilité dans laquelle on était de définir la congrégation sans tenir compte des vœux en première ligne (1). Prenons au hasard. Voici la définition de M. Bérenger :

« La congrégation religieuse est l'association de plus de vingt personnes liées par des vœux religieux et vivant en commun. ». Voyons maintenant celle de M. Zévaès : « sont réputées congrégations toutes les associations dont les membres vivent en communauté, dans un but religieux, liés par des vœux perpétuels ou temporaires

(1) «... Le législateur de 1901 s'est absolument refusé à donner une définition de la Congrégation... Ce n'est pas seulement parce que cette définition était difficile ou dangereuse, mais surtout *parce qu'elle aurait été nécessairement empruntée au Droit canon*, qui, dans cette mesure, aurait été reçu parmi nous. De parti pris, le législateur veut considérer la Congrégation comme un simple fait. Il n'a pas défini le délit de congrégation non autorisée, pas plus que dans la loi du 28 juillet 1894 il n'a défini *l'acte de propagande anarchiste*. ».

Note de M. ESMEIN. S. 1903, 1, 425.

d'obéissance, de pauvreté ou de célibat ». Et, commentant quelques lignes du discours de Waldeck-Rousseau du 6 mars 1883, que nous citons plus loin, M. Zévaès prononçait, le 7 mars 1901 (1), ces paroles : « Il n'y a rien à ajouter, Messieurs, à une démonstration aussi irréfutable. Mais, je le demande, est-ce que cette critique si forte, si décisive, ne s'applique pas indistinctement à à toutes les congrégations, aussi bien à celles qui sont autorisées qu'à celles auxquelles est refusée l'autorisation (*Très bien ! Très bien ! à l'extrême gauche*).

« Le fait de renoncer à sa personnalité en prêtant des vœux, constitue le premier caractère distinctif de la vie des congrégations. Leur second trait distinctif, c'est qu'elles sont essentiellement soumises à l'autorité romaine... ». Il me sera permis encore de citer l'Art. 2 de la proposition de loi Dejeante (2) :

« Toutes les congrégations religieuses précédemment autorisées ou non autorisées sont supprimées.

« Sont réputées congrégations toutes les associations dont les membres vivent en communauté, dans un but religieux, liés par des vœux perpétuels ou temporaires d'obéissance, de pauvreté ou de célibat. ».

Même rédaction, donc mêmes observations, que pour le texte Zévaès.

Comment le Président du Conseil analysait-il la congrégation ? Le discours de Saint-Etienne nous a montré qu'il s'est surtout placé au point de vue utilitaire.

(1) *Q. A.*, t. LVIII, p. 293-294.

(2) « Tendant à la suppression du budget des cultes et au retour à la nation des biens dits de mainmorte..., présentée à la séance de la Chambre des Députés du 27 juin 1902 ».

Mais cela ne l'a pas empêché de découvrir et d'exposer très nettement le critérium exact, tant au moment de la discussion de la proposition Dufaure (1), que dans les débats de la loi de 1901 (2) :

« ...Je ne pense pas qu'on conteste qu'aucune congrégation digne de ce nom, rentrant dans le cadre prévu des congrégations, ne se forme sans un triple vœu : il y a le vœu d'obéissance, il y a le vœu de pauvreté et il a le vœu de chasteté.

« Par l'un de ces vœux, on se détache absolument de ces intérêts, considérés comme vulgaires, qui consistent à être propriétaire, en d'autres termes, à travailler à la prospérité de son pays (*Très bien ! Très bien ! à gauche*).

« Par un autre vœu, on se débarrasse de ce que les théologiens ont appelé un second souci. Ce souci c'est d'avoir une famille, d'appartenir à cette famille et surtout de vivre pour elle (*Très bien ! sur les mêmes bancs*).

« Par le vœu d'obéissance, on fait cette chose qui peut vous sembler toute naturelle, qui à moi me paraît précisément la négation de la personnalité humaine, on fait, dis-je, non plus suivant l'expression de jurisconsultes, mais suivant l'expression d'hommes qui donnent cet enseignement « donation de soi-même à Dieu dans la personne d'un homme ».

(1) *Assoc. et Cong.*, p. 10.

(2) *Assoc. et Cong.*, p. 78. *Q. A.*, t. LVIII, p. 293.

M. CUNÉO D'ORNANO, le 29 janvier 1901 (*Q. A.* t. LVIII, p. 30), nous dit : « Quand vous allez au fond de cette formule pour rechercher ce qu'elle signifie au point de vue juridique, vous vous apercevez qu'elle ne signifie rien ».

Ceci n'est qu'une critique partielle et injustifiée. Nous ne l'acceptons pas.

« Or, quand de la personnalité humaine, vous avez retranché ce qui fait qu'on possède, ce qui fait qu'on raisonne, ce qui fait qu'on se survit, je demande ce qui reste de cette personnalité ? » (*Rires et applaudissements à gauche*).

Il est seulement regrettable que, d'une théorie si lumineusement exposée, le Président du Conseil n'ait pas tiré toutes les conséquences qu'elle comporte. Faute de le faire, le législateur est arrivé à des résultats imprécis au point de vue juridique et dont voici un exemple : il s'agit de la capacité de posséder des congrégations ; cette indécision dont nous parlons est assez sensible, dans un discours prononcé par Waldeck-Rousseau devant le Sénat le 20 juin 1901 (1) : la difficulté de concilier les différents systèmes en présence peut seule, expliquer les incertitudes et la complexité qui s'en dégagent. Contrairement à la thèse de plusieurs éminents jurisconsultes du barreau de Paris (2), Waldeck-Rousseau, nous l'avons déjà dit, n'a voulu admettre les congrégations non autorisées, ni comme sociétés de fait (3), ni comme groupements des droits individuels de leurs membres (4) : « ...pour que chacun ait, dans la masse commune, un droit individuel, un droit personnel, il faut que ce quelqu'un n'ait pas commencé par s'exclure de toute sorte de possession et de toute sorte de propriété.

« Vainement on viendrait dire qu'au moment où une congrégation religieuse se forme, ses biens sont la

(1) *Assoc. et Cong.*, p. 358.

(2) *Q. A.*, t. LVIII, p. 106.

(3) Chambre, 28 juin. *Q. A.*, LIX, p. 291.

(4) *Assoc. et Cong.*, p. 360.

propriété individuelle de chacun de ses membres ; ce serait aller contre la raison d'être même de la congrégation. »

Ceci est une allusion bien nette au vœu de pauvreté. Remarquons, tout d'abord, que c'est la congrégation non autorisée elle-même qui est en faute : elle est considérée comme tellement en dehors de la loi qu'elle ne peut prétendre à une « existence de fait » si minime soit-elle. Le vœu en lui-même n'a rien d'illicite, puisque le système proposé par l'orateur lui attribue précisément cet effet de dessaisir celui qui l'a prononcé d'une certaine capacité juridique ; un acte illicite ne saurait avoir d'effet juridique : si Waldeck-Rousseau avait considéré le vœu non seulement comme négligé par la loi, (et nous voyons combien peu cette notion est négligée puisqu'il est impossible de s'en passer) mais aussi, comme contraire à la loi et à l'ordre public, il ne pouvait lui attribuer cet effet de dessaisissement réclamé par les religieux, excluant même le *dominium radicale*, puisque *nemo auditur propriam turpitudinem allegans*. Quoi qu'il en soit, voilà une congrégation non autorisée ; en affirmant son caractère illégal et délictuel, on est arrivé à attribuer un effet au vœu de pauvreté et même plus d'effets qu'il n'en devait produire canoniquement.

Voici maintenant une congrégation de charité qui apparaît sous les couleurs les plus favorables. Elle obtiendra l'autorisation, que, seule, la forme la plus solennelle, la loi, peut accorder : « On ne peut engager ses services qu'à temps... ; si les statuts religieux prescrivent un engagement perpétuel, c'est une exception demandée à la loi et nul autre que le pouvoir législatif ne peut l'accorder. Si la durée des vœux est limitée, il faut encore un acte du pouvoir législatif pour déter-

miner cette durée d'une manière précise (1) ». Ainsi le législateur se reconnaît le droit d'admettre cette congrégation charitable avec ses vœux, telle qu'elle se présente d'après le Droit canonique, puisque c'est d'après le Droit canonique qu'on prétendait réglementer la situation des membres des congrégations non autorisées. Mais comment pourra-t-on justifier alors, en Droit civil, le droit de propriété collective ? On admettait, tout à l'heure, que les vœux avaient effet pour supprimer la qualité de sujets de droits. L'autorisation légale a renforcé les effets des vœux ; c'est M. Waldeck-Rousseau, lui-même, qui vient de nous le dire : il est alors impossible de justifier juridiquement la propriété de la congrégation.

Je sais bien qu'on pourrait me répondre : même si l'ensemble des religieux, considérés individuellement, est estimé incapable d'être sujet de droits, la congrégation autorisée est susceptible d'être propriétaire : l'autorisation législative a donné ce droit à l'être collectif. Mais pour que le législateur puisse donner la vie à une corporation, à une collectivité, il est nécessaire que cette collectivité préexiste à la loi. Si cette collectivité préexistait à la loi, sur quoi s'est-on basé pour refuser à la congrégation non autorisée, de tout à l'heure, le droit d'être propriétaire comme société de fait ? Le point faible du système que nous critiquons, ainsi d'ailleurs que nous l'avons déjà dit, est que celui-ci n'a pas été complètement conséquent avec lui-même et qu'il n'a pas tiré du principe tout ce qu'il pouvait donner : pourquoi admettre les règles du Droit canonique pour les vœux et ne pas les admettre pour la congrégation. La déduction logique des conséquences

(1) *Assoc. et Cong.*, p. 364.

qui découlent de cette manière de poser la question est le dilemme suivant : ou bien la congrégation autorisée est absolument inapte à être propriétaire ; — ou bien, si on ne veut pas que l'autorisation législative puisse aboutir à ce résultat insensé, si alors on considère la congrégation comme capable, le fait même de son autorisation la détruit, puisque — à moins que la congrégation n'ait aucun bien — puisque, dis-je, cette autorisation rend impossible l'exercice de l'un des vœux, élément constitutif de la congrégation.

Voyons maintenant la place que font au Droit ecclésiastique les deux rapporteurs de la Chambre et du Sénat et les conséquences qu'ils en déduisent.

M. Vallé, dans son rapport au Sénat, admet les vœux dans les termes que voici : « ... la congrégation reposant, comme nous l'avons dit, sur les vœux repose du même coup sur une violation de la loi.

« On objecte que les vœux ne sont pas sanctionnés par le Code, c'est vrai. On ajoute que ceux qui les ont formulés ont toute liberté pour s'y soustraire, admettons le encore ; il n'en est pas moins certain que l'objet tout entier de la congrégation étant de faire maintenir ces vœux, nous avons raison de soutenir que celle-ci, depuis le jour où elle est fondée et tant qu'elle dure, repose sur la violation de la loi ».

Et, à propos des associations religieuses : « il va de soi qu'il ne s'agit pas ici de congrégation, que les membres de ces associations religieuses conserveront intacte toute leur personnalité, qu'ils ne vivront pas en commun et qu'ils ne seront pas liés par des vœux monastiques (1) ».

(1) Rapport au Sénat du 6 juin 1901, *J. O.* du 7.

Mais le système auquel nous allons directement, est celui, plus intéressant, de M. Trouillot, parce qu'il essaie de prévoir les difficultés qui ne manqueront pas d'apparaître dans la pratique. Voyons comment l'honorable rapporteur va être, lui aussi, amené à suivre de très près les indications du Droit canonique. Pour plus de sûreté citons textuellement (1) :

« ... Comme second élément constitutif du délit, il faut que la personne poursuivie, demeurée membre de la congrégation illégale, continue d'observer la règle monastique ou conventuelle. La preuve de l'affiliation incombe au ministère public.

« En vue d'échapper à l'application de cette sanction pénale, un certain nombre de religieux ont prétendu qu'ils s'étaient complètement détachés de leurs congrégations et étaient devenus prêtres séculiers, qu'ainsi incorporés au clergé concordataire, ils ne pouvaient être atteints par aucune peine.

« D'après les canonistes, la sécularisation est l'acte par lequel un religieux est mis au rang des membres du clergé séculier ou même des laïques. Cet acte peut avoir une portée générale... il peut n'avoir qu'une portée personnelle... Les religieux ainsi relevés de leurs vœux monastiques peuvent être soumis à la juridiction de l'ordinaire ou même rendus à la vie civile.

« De ces diverses sortes de sécularisation, les membres des congrégations dissoutes n'invoquent que celle leur permettant de prendre place dans les rangs du clergé séculier.

« Remarquons de suite, qu'elle ne saurait avoir de

(1) *Du Contrat d'association*, TROUILLOT et CHAPTAL, p 269.

valeur légale que si elle est faite en conformité des lois et règlements, si ce n'est pas seulement en apparence que le religieux a cessé de vivre sous la règle de son ordre et si c'est d'une façon réelle que s'exerce sur lui l'autorité épiscopale.

« L'ensemble des lois qui déterminent les rapports de l'Eglise et de l'Etat, subordonnent la sécularisation à des conditions précises, à défaut desquelles, elle ne doit être considérée que comme un expédient destiné à empêcher l'application de la loi. ».

Aux termes du décret-loi du 3 messidor an XII, Art. 2 — nous continuons l'exposé du système de M. Trouillot — les membres des agrégations religieuses dissoutes devront se retirer dans leur diocèse pour y vivre conformément aux lois et sous la juridiction de l'ordinaire. La loi de 1901 n'a pas abrogé ce texte : donc la première condition de la sécularisation des membres des congrégations illicites est le retour dans leur diocèse. Sous l'ancienne monarchie, les clercs étaient obligés de servir l'Eglise dans le diocèse de leur origine (1). Le diocèse dont il est question est, en principe, celui du lieu de naissance : si une personne se consacre à la prêtrise, elle doit donc recevoir les ordres sacrés des mains de l'évêque de ce diocèse à moins d'autorisation provisoire par « lettres dimissoires », d'autorisation définitive par « lettres d'excorporation ». « La dissolution d'une congrégation a donc pour conséquence nécessaire, d'obliger tous les religieux qui en font partie et qui veulent être sécularisés, à rentrer sous la juridiction de l'évêque, par

(1) D'HÉRICOURT, *Loix Eccl.*, cité, p. 374. Parlement de Paris 1^{er} déc. 1764 ; édit du 13 mai 1777.

lequel ils ont été consacrés prêtres et à l'autorité duquel ils n'ont été soustraits que par le fait de leur agrégation au clergé séculier. »

« Il va de soi que, s'il s'agit d'un congréganiste qui n'a pas reçu l'ordination, il ne peut avoir d'autre diocèse d'origine que celui du lieu de sa naissance.

« Une fois rentrés dans leurs diocèses de naissance ou d'adoption, quels rôles les religieux doivent-ils y remplir ? Une autre considération essentielle de sécularisation est qu'ils y exercent une des fonctions sacerdotales prévues par les lois et règlements en vigueur. » Ces fonctions seront celles de vicaires généraux, chanoines, curés desservants, vicaires, chapelains (1). « Tels sont les seuls emplois réglementaires auxquels peuvent être appelés les anciens religieux sécularisés. Mais une nomination de pure forme serait évidemment insuffisante : il faut que le titulaire exerce effectivement sa fonction pour que la sécularisation soit valable... »

M. Trouillot examine ensuite (2) une autre cessation de la vie religieuse : « une preuve évidente de la rupture du lien congréganiste résulterait sans doute d'une décision de l'autorité pontificale relevant les congréganistes de leurs vœux ou de leurs règles. Mais il est de principe que tout acte émanant du Saint-Siège ne peut avoir d'effet qu'autant qu'il a été vérifié dans les formes

(1) Art. organique de la loi de l'an X : art. 21, 27, 31, 35. — Décret du 30 sept. 1807. — Déc. du 17 mars 1808, art. 3. — Déc. du 30 déc. 1809, art. 30 et 38. — Déc. du 22 déc. 1812. — Voir aussi Circulaire de la Chancellerie, juin 1903, *Bull. Cong.*, 1904, p. 219.

(2) Loc. cit., p. 277 — Voir aussi : *La Juridiction épiscopale et la mise à exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901*, chez Reteaux, Paris, 1902.

voulues pour la publication des bulles d'institution canonique. L'Art. 1 des articles organiques dispose en effet que « aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provision, signature servant de provision, ni autres expédients de la Cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne pourront être reçus, publiés, imprimés, ni autrement mis à exécution sans l'autorisation du Gouvernement ». Des applications de ce droit essentiel ont été faites sous tous les régimes : « s'il s'agit... d'actes dont on voudrait faire sortir des effets civils et intéressant la discipline générale de l'Eglise catholique, dans ses rapports avec le gouvernement, on ne pourrait invoquer l'Article 1^{er} du décret-loi du 28 février 1810 « les brefs de pénitencerie, pour le for intérieur seulement, pourront être exécutés sans autorisation ». En résumé les conditions d'une sécularisation valable paraissent, d'après notre Droit public, être les suivantes : la rentrée du congréganiste sous la juridiction de l'évêque qui lui a délivré ses lettres d'ordination, l'exercice effectif d'une des fonctions ecclésiastiques prévues par les dispositions législatives ou réglementaires, la rupture de toute attache avec la congrégation dont il faisait partie, rupture qui résultera notamment : soit d'une décision de l'autorité canonique régulièrement enregistrée, soit de la suppression réelle de tous les établissements relevant de cette congrégation ».

Qu'y a-t-il à ajouter à ces paroles de l'honorable rapporteur de la Commission ? Bien peu de choses, à notre avis : n'est-ce pas là un fait plus éloquent que tous les raisonnements que d'avoir pu apporter, à l'appui du système que nous présentons ici, ces paroles, inévitables d'ailleurs, de M. Trouillot : il est matériellement impossible, pour apprécier les congrégations, de se placer sur un terrain autre que celui des vœux et des auto-

rités compétentes pour en connaître ; tous les efforts en sens contraire ne peuvent aboutir qu'à gêner considérablement les jurisconsultes qui tentent une définition complète de la congrégation. Ces jurisconsultes dis-je seront gênés pour arriver au critérium exact et loyal parce qu'ils ont voulu ignorer la réglementation canonique et que, ne pouvant s'en passer, il leur est arrivé de l'interpréter imparfaitement ; c'est ainsi, à notre avis, que M. Trouillot se place à un point de vue beaucoup trop étroit, quand il traite exclusivement de la sécularisation des congrégations de prêtres séculiers : où trouve-t-on que la sécularisation canonique, surtout postérieurement à 1901, n'est pas réclamée fréquemment par des religieux étrangers aux congrégations sacerdotales ? Pourquoi ces limitations de l'existence à tel ou tel diocèse : on ne peut les justifier que par des intérêts de police, non par les principes théoriques du Droit ecclésiastique.

Au point de vue de la loyauté même, le terrain est également glissant : « Nous, législateur laïque, nous ne voulons, nous ne pouvons pas connaître vos vœux. Toutefois nous admettrons que vous ne serez plus congréganiste le jour où vous en aurez été relevés par l'autorité compétente ! ». Et puis, d'ailleurs, cette autorité compétente, quelle est-elle au juste ? Dois-je ou ne dois-je pas la connaître ? Comment faire, le jour où l'« Etat ne reconnaîtra aucun culte » ?

CHAPITRE II

Jurisprudence

Ce n'est pas sans une certaine hésitation que nous nous risquons à affronter le monceau des décisions de jurisprudence rendues sur les congrégations depuis la loi de 1901. La manière dont se présentent les espèces et leurs différents détails est extrêmement variable, quoique, au total, les deux ou trois questions de principes reviennent toujours à peu près dans les mêmes termes. En présence de semblables matériaux, il serait certes bien facile, à celui qui ne craindrait pas de sacrifier à un intérêt quelconque, une scrupuleuse exactitude, de dégager de cet ensemble considérable, une vue synthétique favorable à sa cause. Mais, bien décidé à ne voir les choses que telles qu'elles sont, nous préférons donner prise à la critique contraire, sinon nous faire accuser d'avoir mis quelque coquetterie à exposer les incertitudes ou les contradictions d'une jurisprudence privée de principes directeurs fermement étayés. Quoi qu'il en soit, ces oppositions frappantes dont nous donnons acte, nous permettent d'établir pratiquement que les signes distinctifs de la congrégation auxquels a cru pouvoir s'en tenir la loi de 1901 sont notoirement insuffisants : nous savons que, dans son texte, la loi de 1901 n'a voulu faire aucune place à la notion de vœu et aux conséquences qu'elle comporte — ce sur quoi notre travail est basé. Nous avons vu également les auteurs de la loi, pris isolément, mis dans l'impossibilité, par la force même des choses, de négliger complètement cette

•

notion pour désigner ce qu'ils entendaient viser. Mais quelle place faut-il exactement lui faire, voilà la question qui va réapparaître à chaque instant devant les tribunaux.

La Cour Suprême n'a jamais hésité à reconnaître que le vœu n'est pas, selon la loi de 1901, l'élément fondamental de la congrégation (1). Nous n'hésitons pas à l'admettre ; mais dans quelle limite peut-on l'accepter comme contribuant à maintenir la congrégation, telle est la question qui, dès la première heure, a inquiété les juges du fait.

SECTION I

Premier état de la jurisprudence *

Les premières décisions rendues firent une assez large place à cette notion, en admettant la cessation de l'état congréganiste, par les décrets de l'autorité compétente pour relever des vœux. Tel est le sens général des premiers arrêts que nous résumons brièvement (2) : « La congrégation atteinte par la loi de 1901 n'est autre chose que l'association religieuse soumise à certaines règles canoniques... facile à reconnaître à ce qu'à côté des traits contingents... figurent, avant tout, les vœux solennels de pauvreté, de chasteté, d'obéissance, ce dernier vœu étant d'ailleurs le trait essentiel

(1) Voir Cassation Crim., 1^{er} mai 1903, cité, C. de Cass. *Bull. Crim.*, 1903, p. 275. — et Cass., 30 juillet 1903, *Gaz. Trib.*, 7 août 1903.

(2) Ces arrêts ont déjà été examinés dans les thèses juridiques de MM. André Faré, Jean Sturel, Léon Ledoux et Robert Delamarre qui en reproduit un certain nombre *in-extenso*.

de la congrégation. Par suite, toute association religieuse cesse d'être libre et devient une congrégation illicite, dans les termes de la loi du 1^{er} juillet 1901, lorsque le vœu d'obéissance, suivi d'un défaut d'autorisation, est établi contre elle (1) ».

« La congrégation, pour le tribunal de Reims (2), suppose une entente entre plusieurs personnes mettant en commun d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité, en vue d'une œuvre déterminée. » « Il est de l'essence d'une association de ce genre que chacun de ses membres observe des vœux contractés sous la seule sanction canonique. »

La plupart des décisions de cette époque sont très soucieuses de savoir, pour les congréganistes sécularisés, le diocèse dans lequel ils se sont retirés, quoique, ainsi que nous l'avons déjà dit, ceci ne nous semble pas fondamental. Le tribunal de Die (3) est assez large :

« Attendu qu'on ne saurait faire découler du texte du décret du 3 Messidor an XII l'obligation, pour les membres d'une congrégation dissoute, de se retirer dans leur diocèse d'origine.

« Qu'en effet, le décret de Messidor n'a pas créé un droit nouveau pour la résidence des congréganistes dont il ordonnait la dispersion, ni pour leur admission dans les diocèses.

« Qu'il se réfère donc vraisemblablement aux dispositions du Droit canon qui prévoient quatre diocèses

(1) Nîmes, 13 nov. 1902. *G. P.*, 1902, 2, 542.

(2) 4 juin 1902. *G. T.*, 10 juin 1902.

(3) 21 mars 1902. V. DELAMARRE, *Les Cong.* p. 186.

possibles pour un prêtre : le diocèse d'origine, le diocèse de naissance, le diocèse de bénéfice ecclésiastique et le diocèse de familiarité, et permettent en outre aux religieux sécularisés d'adopter non seulement un de ces quatre diocèses, mais encore celui de l'évêque bénévole qui voudra le recevoir.

« Que, quand les personnes, qui jusque-là consacrées à ces ordres, redeviennent les citoyens qu'ils étaient avant d'être moines, elles rentrent dans le droit commun qui les soumet à la juridiction épiscopale... ; que le mode de sécularisation des membres d'une congrégation devient une question de Droit canon de la compétence des évêques... ».

Notons encore l'arrêt de Chambéry (1), à cause de sa netteté :

« Attendu que le décret de la congrégation des Evêques et Réguliers... manque en France de toute valeur légale... mais qu'il ne convient pas moins sans doute de le relever à titre de simple fait et comme élément essentiel du jugement à porter sur la situation des prévenus au regard des vœux...

« Que ces vœux, formés sans le concours de l'Etat, peuvent être rompus et sont rompus de même et qu'il serait exorbitant de considérer le dispensé comme toujours soumis à des obligations antérieures parce que la remise, qui lui en aurait été accordée par l'autorité religieuse seule compétente, n'aurait pas été formellement confirmée par l'autorité civile...

« Que les prévenus ont été ainsi sécularisés et que l'on

(1) 9 juin 1902. D., 1902, 2, 257.

ne peut plus les qualifier de congréganistes à moins d'aller jusqu'à dire qu'ils ont joué une indigne comédie à laquelle la plus haute puissance spirituelle se serait associée... ».

SECTION II

Jurisprudence de la Cour de Cassation

Ce système ne pouvait tarder à être soumis à l'appréciation de la Cour Suprême. En effet, à la date du 1^{er} mai 1903, celle-ci eut à se prononcer sur des espèces dont l'importance est pour nous capitale. Puisque cette occasion nous est offerte d'examiner les théories de la Cour de Cassation, il nous sera permis d'esquisser à grands traits l'évolution que semble avoir suivi sa jurisprudence. Nous croyons qu'il n'est possible que de donner une indication très générale de ce changement d'orientation et non pas de chercher à en préciser le détail, quelque intérêt qu'on puisse avoir à le faire (1). Qu'il

(1) Une note insérée au *Bull. Cong.*, 1904, p. 750, sous un arrêt du 5 nov. 1904, distingue quatre phases dans cette jurisprudence depuis les arrêts de 1903. Nous la résumons :

1^o Arrêts 1^{er} mai 1903, *B. C.*, 1903, p. 496. — 14 nov. 1903, *B. C.*, 1903, p. 1058. — 19 fév. 1904, *B. C.*, 1904, p. 208. La continuation de la vie en commun et de l'œuvre constituent une présomption *juris et de jure* de la persistance de la congrégation.

2^o Arrêts 1^{er} août 1903, *B. C.*, 1903, p. 980. — 18 juin 1904, *Bull. Soc. d'Educ.*, 1904, p. 949. La vie en commun dans les établissements d'enseignement peut se justifier par la nécessité de surveiller les élèves de jour et de nuit.

3^o Arrêts 29 avril 1904, *B. C.*, 1904, p. 318. — Cass., 3 juin 1904, *B. C.*, 1904, p. 541. — Cass., 25 juin 1904, *B. C.*, 1904, p. 511. La seule raison d'économie peut justifier la continuation de la vie en commun.

4^o Arrêt du 5 nov. 1904, *B. C.*, 1904, p. 750. Il faut la continuation

nous soit permis, pour mieux l'exposer, de dire comment la question nous semble se poser devant la justice. Les tribunaux sont placés entre, d'une part les congrégations du Droit canonique, avec les vœux comme signe distinctif, et d'autre part les corporations que le législateur a visées ; et ces corporations ce ne sont pas seulement les organismes, qui méritent en droit canonique, le nom de congrégations (1), mais bien plutôt l'ensemble des personnes généralement groupées et vivant en commun qui fournissent leurs soins au nom de l'Evangile, ou qui, par l'enseignement, propagent, avec les idées de l'Eglise catholique, les principes pour la conservation desquels elle combat. Il n'est pas douteux que la Cour Suprême en acceptant comme congrégations les groupements qui rentrent dans ce cadre (2), ne soit en conformité com-

de la vie commune entre les mêmes personnes résidant déjà dans l'établissement avant la laïcisation alléguée.

A vrai dire, les nuances entre ces différents arrêts ne nous semblent pas aussi faciles à saisir, et même en 1904 l'évolution ne s'est pas achevée dans un sens aussi favorable aux congrégations. Voir, par exemple : Cass. Cr. 21 janvier 1904. — *Gaz. Trib.*, 27 mai 1904. — 18 fév. 1904, *Gaz. Trib.*. 3 mars 1904. — 22 avril 1904, *Gaz. Trib.*, 30 avril 1904. — 6 mai 1904, *Gaz. Trib.*, 18 mai 1904.

(1) V. notes de M. ESMEIN sous Cass., 25 juillet 1902, S. 1903, 1, 57, et Cass., 13 mars 1903, S. 1903, 1, 425.

(2) V. la circulaire de Vallé aux procureurs généraux, *Bull. Cong.*, 1903, p. 499 :

« Les motifs de ces décisions (Cass., 1^{er} mai 1903) pourront utilement inspirer leurs réquisitions dans les affaires de même nature, notamment lorsque les inculpés invoqueront pour leur défense une prétendue sécularisation ; la Cour suprême pose en effet ce principe que les vœux ne constituent pas un élément essentiel des congrégations religieuses dont l'existence peut résulter d'autres faits, comme de la persistance de la vie en commun et de l'exercice des mêmes fonctions en vue de perpétuer la même œuvre... Vous voudrez bien inviter vos substituts à requérir toutes les mesures d'investigation, perquisitions et à ne rien négliger pour arriver à assurer une exacte application de la loi. »

plète avec les intentions du législateur de 1901. Nulle part, certes, elle n'a posé la question aussi brutalement que nous venons de le faire, mais, en réalité, les termes qu'elle emploie ne laissent place à aucun doute, (du moins quand il s'agit de gens qui ont appartenu à des congrégations et qui se prétendent sécularisés). Quoi qu'il en soit, appuyé sur un tel fondement, ce système arrive fatalement au résultat prévu par M. Pillet (1) : « une personne pourra être poursuivie en France comme congréganiste alors qu'elle n'est plus tenue d'aucune des obligations du religieux ».

Dans ses décisions plus récentes, la Cour Suprême semble ne plus admettre ces signes apparents de la congrégation, que s'ils sont appuyés sur la persistance réelle de l'état congréganiste ; et ceci revient à dire que dans ces cas, elle donne plus de place à la notion de vœu (2), puisque, quand les religieux lui apportent la preuve sérieuse qu'ils ont été relevés de leurs vœux par l'autorité compétente, elle décide que l'état délictuel a cessé.

(1) Note : D. 1902, 2 257, cit.

(2) V. par exemp. : Arrêt cité, 5 nov. 1904, *Bull. Cong.*, 1904, p. 749 :

« Attendu que l'arrêt (Grenoble, 14 janv. 1904, cité plus loin) constate que les Petits Frères de Marie de Saint-Genis-Laval vivent en commun sous l'autorité d'un supérieur général et sont liés par des vœux d'obéissance, de pauvreté et de chasteté ; que leur association est formée pour un temps indéterminé ; qu'on n'y est admis qu'après un noviciat ; qu'ils la désignent eux-mêmes sous la dénomination de Congrégation et que cette dénomination se trouve aussi dans leurs statuts ;

« Que, en déclarant dans ces conditions que l'agrégation des Petits Frères de Marie de Saint-Genis-Laval présentait le caractère d'une Congrégation soumise à l'autorisation prescrite par l'article 13 de la loi du 1^{er} juillet 1901, la Cour d'appel de Grenoble, loin de violer ledit article, en a fait au contraire une exacte application... »

§ I. — *Les premières décisions de la Cour de Cassation semblent impliquer qu'en cas de continuation de la vie et de l'œuvre communes, il y a présomption juris et de jure de l'existence de la congrégation.*

Voyons tout d'abord la première conception de la Cour Suprême qui se dégage des arrêts du 1^{er} mai 1903 (1). Voici ce dont il s'agissait : antérieurement à la loi de 1901, un établissement enseignant, dépendant de la congrégation universelle des Salésiens de dom Bosco, dont la maison mère est à Turin, était établi au quartier de la Navarre dans la commune de la Crau d'Hyères. A l'expiration du délai fixé par la loi de 1901, il ne restait comme personnel que le directeur, l'abbé Tomatis et l'abbé Benoit. Tous deux prétendaient être en dehors de l'application de la loi, puisqu'ils avaient été incorporés au clergé séculier par décision épiscopale et puisqu'ils apportaient l'acte de la Congrégation romaine des Evêques et Réguliers qui les relevait de leurs vœux. Le tribunal correctionnel de Toulon, par jugement du 28 mai 1902, relaxa les prévenus :

« Attendu que le tribunal n'a pas à rechercher si les prévenus ont été relevés des vœux qui les liaient à l'ordre des Salésiens, que la décision à ce relative qui a pu intervenir émanant d'un pouvoir non reconnu en France et, par conséquent, inexistant, ne saurait avoir

(1) déjà cités : *Bull. Congr.*, 1903, p. 496. D. 1903. 1, 385.

V. aussi dans le même sens : Cass., 26 nov. 1903, *Gaz. Pal.* 1903, 2608, *Gaz. Trib.*, 5 déc. 1903, *Bull. Cong.*, 1903, p. 1068. — Cass., quatre arrêts : 4 déc. 1903, *Gaz. Pal.* 1904, 1, 75, *Gaz. Trib.*, 2 fév. 1904, *Bull. Cong.*, 1904, p. 86.

aucune influence sur la situation des prévenus au point de vue juridique.

« Attendu qu'il en est autrement de la décision par laquelle Mgr. l'évêque de Fréjus a admis la sécularisation et leur incorporation.

« Attendu que tribunal, autorité judiciaire, serait incompétent pour apprécier les actes par lesquels l'évêque de Fréjus a admis la sécularisation et l'incorporation.

« Que si ces actes sont irréguliers ainsi qu'il est allégué, il appartient à l'autorité administrative compétente d'en poursuivre l'annulation et d'en ordonner la répression s'il y a lieu, mais que leur caractère délictueux ne saurait être déclaré à priori.

« Attendu que tel ne serait pas le cas si, par un abus de pouvoirs manifeste et frauduleux, qui les rendrait véritablement complices d'un délit de droit commun, les évêques procédaient à la sécularisation en masse et au delà des besoins de leur clergé des membres des congrégations non autorisées.

« Mais attendu que la sécularisation accordée par l'évêque s'adresse à deux personnalités demeurées seules dans les lieux autrefois occupés par les Salésiens; qu'il est naturel d'admettre que ces deux personnalités, dont l'une dirige des travaux agricoles, dont l'autre donne un enseignement régulièrement contrôlé par l'autorité académique et par conséquent nullement clandestin ni suspect, ont continué, sous la direction de l'ordinaire au point de vue spirituel et en dehors de leurs anciens chefs ou coassociés, avec lesquels l'existence en commun n'existe plus, l'œuvre à laquelle ils se sont consacrés.

« Attendu en conséquence que l'irrégularité de la situa-

tion de Tomatis et de Benoit ne pourra être établie et que, par conséquent, leur bonne foi ne cessera que du jour où l'autorité compétente aura déclaré irrégulier l'acte de sécularisation accordé par l'évêque de Fréjus... ».

La Cour d'Aix confirme ce jugement le 30 juillet 1902 :

« Attendu que les prévenus affirment qu'ils ne font plus partie de l'ordre religieux auquel ils appartenaient et qu'ils produisent, à l'appui de leur affirmation, des documents dont la Cour doit admettre, jusqu'à preuve du contraire, la sincérité.

« Attendu qu'il ne peut être soutenu que c'est manifester suffisamment la continuation de l'état de congréganiste que s'occuper d'une œuvre de charité ou de bienfaisance, alors même que cette œuvre aurait été fondée par une congrégation.

« Attendu qu'en sollicitant le relèvement de leurs vœux et leur incorporation dans un diocèse, les prévenus ont manifesté la volonté de se soumettre à loi et de se placer sous la juridiction de l'ordinaire.

« Attendu.. que, même si l'évêque avait excédé ses pouvoirs, la seule conséquence à en déduire serait que les sécularisations accordées cesseraient de produire effet valable et légal, mais non que la prévention serait justifiée par ce fait... ».

Le Procureur général d'Aix soumet cet arrêt à la Cour de Cassation. Voici les principales idées contenues dans le rapport du conseiller Dumas :

Le Procureur de la République n'avait qu'à prouver qu'avant la loi de 1901, il y avait congrégation et que celle-ci n'était pas autorisée : ceci fait, sa tâche était terminée. Or personne n'a contesté les deux points indiqués. « Le ministère public avait, dès lors, rempli sa mission,

puisque la preuve qui lui incombait était faite ; il ne lui restait plus, s'il ne voulait pas exposer sa poursuite à une surprise, qu'à faire interpellier les deux administrateurs de l'établissement congréganiste de la Navare, sur le point de savoir si eux-mêmes, ou leur congrégation pour eux, s'étaient pourvus en autorisation dans le délai prescrit par la loi... Pour échapper aux conséquences résultant de l'absence de toutes diligences à fin d'autorisation, ils ont prétendu n'avoir pas eu besoin de formuler une demande à cet effet, parce qu'avant le délai prescrit, ils avaient cessé d'appartenir à la congrégation des Salésiens et, à l'appui de leur prétention, ils invoquaient le rescrit de la congrégation romaine qui les avait relevés de leurs vœux et la décision de l'évêque de Fréjus qui les avait sécularisés dans son diocèse ».

Le premier moyen par lequel les prévenus prétendent justifier leur exception est tiré du rescrit de la congrégation romaine qui les a déliés de leurs vœux : « .. Dans ses rapports actuels avec l'Eglise catholique, l'Etat ne reconnaît, en dehors du territoire, qu'une autorité qui est le Pape et les décisions seules du chef de cette Eglise peuvent produire effet en France : encore faut-il ajouter avec l'Art. 1^{er} de la loi du 18 germinal an X que cet effet n'est produit que dans la limite où le Gouvernement le juge utile... Il faut donc repousser comme une erreur de Droit le motif de l'arrêt, qui attribue une valeur légale à la décision de la congrégation des cardinaux et dire qu'en invoquant cette décision, les prévenus n'ont rien produit qui puisse utilement être retenu en faveur de leur exception ».

Le second moyen invoqué, c'est la sécularisation par l'évêque. Le tribunal y a vu un acte administratif dont il n'a pas à apprécier la validité. Mais si le tribunal ne peut apprécier la valeur légale, il ne peut en faire état

ni pour condamner ni pour absoudre. Or le tribunal se déclare incompétent pour juger de la validité de la décision épiscopale et il lui attribue force et effet tant que l'autorité administrative n'aura pas invalidé l'acte de sécularisation. Dans notre espèce, en admettant que le tribunal eut ce pouvoir, il aurait fallu tout d'abord qu'il déclarât que la décision de l'évêque avait été prise dans la limite de ses attributions. Or s'étant dénié ce pouvoir, ses prémisses cessaient de justifier sa conclusion...

La Cour dit : même si l'évêque avait excédé ses pouvoirs, la seule conséquence à en déduire serait que les sécularisations n'auraient plus d'effet valable et durable, mais non que la prévention serait justifiée. Or des ecclésiastiques peuvent bien avoir perdu leur qualité de congréganistes malgré une incorporation dans un diocèse irrégulièrement faite. Mais inversement « la régularité de la décision de sécularisation ne fait pas que des ecclésiastiques auraient cessé d'être congréganistes, s'il est établi que leur incorporation a été purement nominale et si, en fait, ils sont restés dans les liens de la congrégation ». Le ministère public n'a jamais entendu déduire de l'illégalité de la décision de l'évêque l'existence même du délit, mais seulement l'impossibilité pour les prévenus d'y baser leur moyen de défense. Quant aux fonctions auxquelles l'évêque a appelé les deux prévenus, elles ne constituent pas assez nettement des fonctions séculières, pour augmenter le degré de sincérité que peut inspirer l'incorporation au diocèse de Fréjus.

Les conclusions du procureur général Baudoin, dans le même sens, sont également très intéressantes pour nous :

Le délit dont Tomatis et Benoit étaient prévenus,

exige la réunion du fait matériel et de l'intention : le ministère public devait prouver qu'il y avait congrégation et que les défendeurs y étaient affiliés. La congrégation des Salésiens est universelle, mais y a-t-il congrégation dans l'établissement de la Crau d'Hyères ?

Les prévenus l'ont nié en invoquant le relèvement de leurs vœux par un rescrit d'une Congrégation romaine. Le tribunal a accepté cette thèse ; la Cour cite le rescrit pour dire que les prévenus se retranchent derrière lui : elle l'accepte toutefois indirectement, en admettant l'acte épiscopal qui ne pouvait être rendu sans lui et que voici :

« Nous... évêque... déclarons que l'abbé Tomatis, relevé de ses vœux religieux par le S. S. à la date du 10 septembre 1901, a été incorporé au clergé de notre diocèse et le nommons par les présentes directeur de l'orphelinat de Saint-Joseph de la Navare. »

« Ainsi, continue le procureur général, le rescrit romain est le fondement même de l'acte épiscopal ; il y est lié intimement, indivisiblement ; il ne peut en être séparé. En l'incorporant à son acte, l'évêque lui a donné incontestablement exécution en France ; le pouvait-il faire légalement ? La négative ne saurait faire selon moi l'objet d'un doute... » et le procureur s'appuie sur la jurisprudence traditionnelle des Parlements. « Nous avons le droit de dire que le rescrit de la Congrégation des Évêques et Réguliers, invoqué par les défendeurs, est lettre morte en France, qu'il doit y être considéré comme inexistant et qu'à aucun titre, il ne peut être invoqué devant un tribunal français, qui n'a même pas le droit d'en prendre connaissance et par conséquent d'en tirer un argument quelconque soit en faveur, soit à l'encontre des prévenus. Et nous devons ajouter que ce vice, dont il est infecté, atteint également

et avec la même portée, l'acte épiscopal auquel il sert de base et auquel il est indissolublement lié. Dès lors, tout n'est-il pas dit à ce point de vue et puisque, d'un côté, le ministère public fait la preuve du délit qu'il poursuit, en établissant la persistance de la vie commune et la continuation de l'œuvre salésienne par les défenseurs, que d'autre part ceux-ci, ayant à faire la preuve de la rupture des liens qui les rattachent à la congrégation, n'invoquent pour y parvenir que des documents juridiquement inexistants dont la justice française ne peut faire état à aucun degré, la cassation de l'arrêt qui se base sur ces documents pour prononcer le relaxe ne s'imposerait-elle pas, et ne doit-elle pas, être dès maintenant prononcée ? ».

« Que si le rescrit romain devait, contre toute évidence, être considéré comme émanant du Pape lui-même ma conclusion serait encore la même, mais les motifs en seraient différents : je dirais alors que ce rescrit n'a pas été soumis au gouvernement et que par suite, son exécution n'a pas été autorisée en France. . ».

Quid de l'incorporation au clergé séculier par acte de l'évêque de Fréjus ? Le procureur général montre que d'après la tradition constante de la jurisprudence administrative et judiciaire « le caractère de l'Eglise dans l'Etat est bien celui d'un service public... : les décisions disciplinaires prises par les évêques dans la mesure des pouvoirs qui leur sont conférés constituent des actes d'administration ecclésiastique ». Les autorités ecclésiastiques ne sont pas, à vrai dire, comprises dans la hiérarchie administrative proprement dite : « à ce point de vue leurs actes ne rentreraient peut-être pas sous l'empire de principe général de la séparation des pouvoirs institué pour régler les rapports des autorités de l'Etat ». Leurs actes ne sont pas passibles du recours

contentieux pour excès de pouvoirs : mais par l'Art. 6 de la loi de Germinal, ils sont soumis à l'Assemblée générale du Conseil d'Etat, statuant en matière de recours comme d'abus. C'est la séparation des pouvoirs présentée sous une autre forme. Devant un tribunal judiciaire incompétent pour en connaître, le fait que l'un de ces actes est contesté ne constitue-t-il pas une question préjudicielle : le problème se pose en effet ainsi : les prévenus, réguliers avant la loi n'ont pu cesser de l'être que par une incorporation en règle; en présence de la présomption de délit qui pèse sur eux, ils présentent l'acte d'incorporation : « cet acte est contesté par le ministère public; valable, la prévention tombe; nul, ils ne font pas la preuve à laquelle ils sont tenus. La question à trancher a donc bien une influence décisive sur le jugement à rendre au fond, ce qui est la condition qu'elle doit remplir pour être considérée comme question préjudicielle ». D'après la dernière théorie de la Cour de Cassation « l'exception d'abus est préjudicielle au fond, non à l'action publique : en d'autres termes l'exception d'abus ne se présume pas et lorsque la légalité de l'acte invoqué n'est pas contestée, le juge n'a pas à l'examiner d'office, et doit nécessairement statuer sur l'action ». Or, l'exception d'abus ayant été soulevée devant la Cour d'Appel par le procureur de la République, celle-ci devait surseoir jusqu'à ce que l'autorité compétente eut tranché le différend. D'ailleurs l'arrêt se contredit lui-même, en disant que même si l'évêque a excédé ses pouvoirs, les sécularisations cesseront de produire effet, mais que la prévention n'en sera pas davantage établie ! Mais celle-ci ne peut-elle pas précisément n'être détruite que par la sécularisation, puisque le ministère public a fourni les preuves qu'il avait à fournir ?

Enfin la Cour dans son dernier considérant dit « Attendu que l'intention frauduleuse des prévenus n'est pas établie... ». Mais ceci, elle ne l'appuie sur rien : « ... Dans notre espèce, pourquoi la cour déclare-t-elle que l'intention frauduleuse n'est pas établie ? Serait-ce qu'elle en déduit l'absence de ce que les prévenus ont pensé que sécularisés, ils pourraient continuer à vivre ainsi qu'ils l'ont fait jusque là ? S'il en est ainsi et c'est très probable, c'est une erreur de droit caractérisée ; c'est une fausse conception de ce qu'est juridiquement la congrégation. Que les prévenus soient encore dans les liens de leurs vœux ou non, qu'ils soient ou non sécularisés, j'estime que la congrégation illicite existe, lorsqu'en fait, nous trouvons réunis les éléments divers que j'ai passés en revue avec vous : lorsque nous sommes en face de cette œuvre continuée identiquement dans les mêmes conditions par les Salésiens d'hier, se perpétuant dans les mêmes lieux, avec les mêmes attributions, dans le même but... Ils ont pu croire que la sécularisation tentée par eux couvrirait leurs actes : ils se sont trompés ; ils ont ainsi commis une erreur de droit qui ne saurait effacer le délit déjà constitué dans tous ses éléments, par le fait matériel de l'agrégation et le fait intentionnel, la volonté de demeurer agrégés... ».

La Cour adopte ces conclusions ; elle admet que le rescrit de la congrégation romaine, émané d'une autorité non reconnue en France, est dépourvue de toute valeur légale (1). Quant à l'acte épiscopal : « Attendu que sans qu'il y ait lieu d'examiner si la contestation élevée par le ministère public, sur la validité de cette décision, ne

(1) V. Circul. du Garde des Sceaux, *Gaz. Trib.*, 24-25 mars 1902.

s'opposait pas à ce que la Cour d'Appel put en faire état, il échet de reconnaître, qu'à raison de la présomption résultant contre les prévenus de la persistance de la vie en commun et de la continuation de l'œuvre de la congrégation, ladite décision par laquelle, l'un d'eux Benoit, n'a été appelé à aucune fonction, et l'autre a été nommé directeur de l'établissement même incriminé par la poursuite, n'était pas de nature à établir que ceux-ci avaient cessé d'être congréganistes... ».

Voyons encore les théories de la Cour Suprême dans une affaire analogue (1). La Cour d'Aix (30 juillet 1901) a admis le système suivant : pour continuer leur enseignement, les ex-congréganistes ont le choix de demander l'autorisation ou de renoncer à l'état de congréganistes, pour vivre conformément au droit commun, sans qu'une incapacité personnelle et permanente puisse mettre obstacle à leur liberté individuelle. Les tribunaux ont bien le droit de se prémunir contre tous les subterfuges en vue de tourner la loi : mais encore faut-il que le ministère public apporte la preuve de la persistance de l'état congréganiste. Or, ici, les ex-congréganistes ont renoncé à leurs vœux et à la congrégation ; ils apportent certes, un acte d'une autorité étrangère ; mais l'Art. 1 du décret du 28 février 1810 dit que les brefs pénitentiaires pour le for intérieur pourront être exécutés sans autorisation « par suite, les inculpés et l'autorité diocésaine ont pu estimer en conscience, qu'ils étaient déliés de leurs vœux et affranchis de tous liens avec la congrégation à laquelle ils appartenaient ; on ne voit pas du reste quelle pièce plus probante pour-

(1) 1^{er} mai 1903. D. 1903, 1, 394.

raient produire les inculpés pour établir leur sincérité et leur bonne foi». « Il importe peu que l'œuvre de bienfaisance, à laquelle s'adonnent les prévenus, n'ait changé ni d'organisation, ni de but, si la situation individuelle n'est plus la même, c'est-à-dire, s'ils ne veulent plus être et ne sont plus congréganistes. »

Devant la Cour de Cassation, le conseiller Roulier chargé de rapporter cette affaire, s'applique à démontrer que l'arrêt ne met en jeu aucun principe de droit : L'importance des vœux est capitale en matière de congrégation : a) ceux pour qui elle est exclusive de tout autre signe caractéristique pensent que la loi ne peut imposer des conditions à leur abolition puisqu'elle n'en met pas à leur formation. On ne saurait contester à l'autorité religieuse, le droit de dissoudre le lien que, seule, elle a créé (1).

b) D'autres, au contraire, soutiennent que le rescrit qui délie un congréganiste de ses vœux ne peut être mis à exécution qu'après l'accomplissement de formalités réglées par la loi civile.

La Cour d'Appel n'a pas pris parti entre ces deux systèmes ; elle a cité le décret de 1810 pour conclure que les prévenus avaient pu, en conscience et de bonne foi, se croire déliés de leurs vœux. Au total l'arrêt se résume ainsi :

1° « Nul n'est congréganiste sans le vouloir.

2° « Un individu qui était congréganiste a pu cesser de l'être par l'effet de sa volonté manifestée dans certaines conditions.

(1) Note PILLET, cit. D. 1902, 2, 257.

3° « La sincérité de l'ex-congréganiste qui a voulu cesser de l'être et qui ne l'est plus, est suffisamment attestée par les efforts qu'il a tentés en vue de se faire délier de ses engagements par l'autorité religieuse et par les circonstances du procès. Il importe peu que les actes de cette autorité religieuse soient plus ou moins réguliers au point de vue de la loi civile, puisqu'ils sont appréciés par le juge du fait, non pas à raison de l'effet qu'ils sont susceptibles de produire, mais comme étant simplement la manifestation extérieure de l'intention de celui qui, en les sollicitant, prouve sa volonté de ne plus être congréganiste. »

«... La vie en commun est certainement un des indices de l'état de congréganiste, mais à une condition essentielle, c'est que l'on soit congréganiste...; quand le ministère public répond que la vie en commun exclut la bonne foi, il ne répond rien qui soit concluant puisque la loi de 1901 n'interdit à personne la vie en commun.... »

Le rapporteur montre en terminant les contradictions auxquelles on est fatalement amené en exigeant un enregistrement civil du rescrit ecclésiastique qui délie des vœux : un individu qui est lié par des vœux désire s'en libérer ; en conscience, il en sera délié quand l'autorité religieuse compétente l'en aura délié : au point de vue des conséquences défavorables, il sera, et pour toute sa vie, à la merci d'un enregistrement qui peut être refusé !

Voilà le point de vue sur lequel se termine le rapport, lequel nous semble parfaitement logique, mais conçu dans un esprit qui ne répond pas exactement aux intentions du législateur de 1901. La Cour se sépare donc de son rapporteur pour s'en tenir à ces intentions : «.. Attendu que l'arrêt attaqué ne méconnaît pas que,

antérieurement à la loi de 1901, les prévenus appartenaient à la congrégation non autorisée des Salésiens.... que la persistance de la vie en commun dans les circonstances précitées contredit les appréciations formulées dans l'arrêt et implique que les prévenus ont commis le délit prévu et réprimé par les articles visés au au moyen... ».

§ II. — *Evolution de la Jurisprudence de la Cour de Cassation dans un sens moins rigoureux*

Cette première conception de la Cour Suprême était plutôt dure pour les prévenus. Elle ne s'y est pas tenue longtemps. Mais en s'acheminant vers des solutions plus clémentes, tout en cherchant à interpréter mieux encore la loi, elle arrive fatalement aux oppositions curieuses que nous avons déjà signalées : voici par exemple l'arrêt du 21 janvier 1904 (1) qui nous dit : « Attendu que... les prévenues ne donnent pas l'enseignement mais seulement l'instruction religieuse, et qu'elles ne font ni classe ni école, d'où il suit qu'on ne saurait davantage faire grief aux prévenues d'avoir continué l'œuvre qu'elles poursuivaient précédemment.

« Attendu qu'il est dès lors sans intérêt de rechercher avec l'arrêt entrepris si les prévenues ont été relevées de leurs vœux... »

Au contraire, l'arrêt du 19 février (2) relaxe les prévenus parce que « les trois défendeurs ont... fait tout leur possible pour se mettre en règle avec la loi de 1901

(1) V. *Gaz. Trib.*, 27 mai 1904, *Bull. Cong.*, 1904, p. 270.

(2) V. *Bull. Cong.*, 1904, p. 208.

et pour s'y soumettre, qu'ils se sont faits relever de leurs vœux et qu'ils ont demandé leur sécularisation sous l'autorité diocésaine ».

Nous allons cependant essayer de donner une vue d'ensemble de l'état actuel de la jurisprudence de la Cour Suprême et rechercher les personnes, à la charge desquelles elle met le fardeau de la preuve — fardeau particulièrement lourd en cette matière. Un signe auquel elle attache une grande importance, c'est la vie en commun. La simple observation des faits courants montre que, d'ordinaire, les congrégations n'existent pas sans vie en commun (1); en l'absence de cette condition, on présume donc qu'il n'y a pas de congrégation (2). C'est pourquoi, quand l'ancienne œuvre de la congrégation est continuée par un seul religieux, la Cour a hésité à décider s'il y avait ou non congrégation (3). Avec la vie en commun, la continuation de l'ancienne œuvre de la congrégation, dans le même esprit, la continuation des actes prévus par les constitutions de l'Institut, par exemple des soins gratuits donnés aux malades, l'enseignement, donné avec les mêmes méthodes, constituent des faits qui, quand ils sont apportés par le ministère public, suffisent à faire admettre qu'il y a

(1) Cass. Crim., 17 juin 1904, *Gaz. Trib.*, 29 juin 1904. — et 5 novembre 1904, *B. C.*, 1904, 749.

(2) Cass. Crim., 3 juin 1904, *Gaz. Trib.*, 8 juin 1904. — et 8 avril 1905, *B. C.*, 1905, p. 267.

(3) V. sur la continuation d'une congrégation par une seule religieuse : BOUX, *De Jure regularium*, cité, t. I, p. 359. — DURAND DE MAILLANE, v° *Communauté*. — ANDRÉ, v° *Communauté*.

Selon TROCHON (*Traité des Cong. relig.*, p. 255), et GAUDRY (op. cit., t. II, n° 612), il n'y a pas forcément extinction d'une communauté, même si toutes les religieuses quittent la maison.

congrégation, s'il n'est pas versé de preuve contraire (1). Peu importe, d'ailleurs, que l'œuvre, par exemple l'école, fonctionne ou non chez un tiers laïque (2), si celui-ci n'a pas, en même temps que la direction, des rapports contractuels avec les adjoints pris individuellement.

Mais tout ceci ne constitue que des signes extérieurs et la Cour de Cassation s'est bien rendu compte qu'il ne fallait les admettre qu'avec une grande prudence et seulement jusqu'à preuve contraire, sous peine d'attacher une incapacité exorbitante à la personne d'un religieux (3) par cela seul qu'il a fait partie d'une congrégation. Cette preuve contraire (4), les juges du fait peuvent l'apprécier souverainement; mais le relaxe, quand ils le prononcent, doit être motivé (5).

Les prévenus commenceront donc à établir leur défense sur ce que, malgré les apparences, ils ne sont plus congréganistes en Droit ecclésiastique, et pour cela ils produiront, avec la sécularisation consentie par leur supérieur et transcrite sur les registres que la

(1) V. Cass., 26 nov. 1903. Rapp. du cons. Roulier; conclusions du proc. gén. Baudoin, *Gaz. Trib.*, 28 nov. 1903, *B. C.*, 1903, p. 1068. — V. Cass., 18 fév. 1904, *G. T.*, 27 mai 1904. — Cass., 22 avril 1904, *G. T.*, 30 av. 1904. — Cass., 29 av. 1904, *G. T.*, 27 mai 1904. — Cass., 3 juin 1904, *G. T.*, 25 sept. 1904. — Cass., 10 juin 1904, *G. T.*, 1^{er} juillet 1904. — Cass., 18 juin 1904, *G. T.*, 25 juin 1904. — Cass., 24 juin 1904, *G. T.*, 30 juin 1904.

(2) Cass., 18 fév. 1904, déjà cité, *G. T.*, 27 mai 1904.

(3) V. GEORGES GRAUX, cité, p. 176, et *Bull. Congr.*, 1903, p. 895.

(4) Cass., 29 janv. 1904, *G. T.*, 7 févr. 1904. — Cass., 18 fév. 1904, *G. T.*, 27 juillet 1904. — Cass., 3 juin 1904, *Rec. G. T.*, 1905, 1, 6. — Cass., 24 juin 1904, *B. C.*, 1904, p. 542. — Cass., 8 juillet 1904, *B. C.*, 1904, p. 639.

(5) Cass., 29 av. 1904, *G. T.*, 7 mai 1904.

congrégation doit tenir conformément à l'Art. 15 de la loi de 1901, la dispense de vœux accordée par l'autorité compétente.

Mais, comme les vœux ne sont pas, pour le législateur, l'élément fondamental de la congrégation, et comme les rescrits dont il vient d'être parlé peuvent n'être pas authentiques ou sincères (1), il faut que les prévenus prouvent que les actes de dispense et de sécularisation sont confirmés par la vie qu'ils mènent, et que l'existence commune s'explique autrement que par la soumission à une règle conventuelle. Voici par exemple une espèce empruntée au tribunal de Montargis (2) : un sieur de Brosse, propriétaire à Griselles, avait fondé en 1881, dans un immeuble lui appartenant, une école primaire dont il avait confié la direction à des religieuses dépendant d'une congrégation autorisée. Le 3 octobre 1901, la Supérieure générale sollicite l'autorisation pour l'établissement de Griselles sans demander leur avis aux directeurs. L'autorisation est refusée et le refus notifié à de Brosse et à la Supérieure locale. Les religieuses de l'école obtiennent la sécularisation, à la fois de l'évêque d'Orléans et de la Supérieure de l'ordre et elles continuent leur enseignement. Les juges du fait les ont acquittées : « Attendu qu'elles invoquent les lettres de sécularisation de l'évêque, l'abandon du costume religieux, la radiation de leur nom dûment constatée

(1) Cass., 18 fév. 1904, *B. C.*, 1904, p. 188, et *G. T.*, 25 fév. 1904. — Cass., 3 juin 1904, deux arrêts, *G. T.*, 8 et 10 juin 1904, *B. C.*, 1904 p. 448 et 541.

(2) 26 août 1903, *Bull. de la Soc. gén. d'Educ.*, 1903; p. 911. Confirmé par arrêt d'Orléans, 26 janv. 1904, *Bull. Cong.*, 1904, p. 318. Confirmé Cass., 29 avr. 1904, *B. C.* 1904, p. 413 et *Gaz. Trib.*, 27 mai 1904, cit.

sur le registre de la maison mère..... la cessation de toutes relations avec leur ancienne supérieure, le traitement que chacune d'elles reçoit directement de de Brosses, la libre disposition qu'elles ont de leurs modestes ressources qu'elles affectent au paiement de leurs obligations.

« Attendu que toutes ces circonstances sont en effet de nature à établir le caractère sérieux de leur laïcisation... : qu'on ne peut que trouver naturel que les prévenues aient continué la vie commune, à raison de la modicité de leurs ressources... que l'existence en commun est en usage dans un grand nombre d'établissements purement laïques : que la vie en commun n'impliquant pas en l'espèce, soumission à une règle conventuelle, il n'échet de faire état de cette circonstance... ».

Somme toute la Cour de Cassation admet que l'état congréganiste a cessé, quand on peut relever des faits qui sont incompatibles avec le *status religiosus*, quand il y a abandon du costume religieux, quand le mode de vie contredit manifestement les vœux (1) d'obéissance et de pauvreté (2) : l'arrêt du 16 juin 1904 (3), par exemple, accepte dans ce sens, le fait qu'un ex-religieux a acheté un cheval, qu'un autre envoie de l'argent à ses parents.

(1) Nous pensons, à l'heure actuelle, avoir suffisamment insisté sur la nécessité absolue de tenir compte des vœux en première ligne, pour ne pas avoir à revenir sur ce fait, que les systèmes qui ne les admettent pas directement, sont fatalement amenés, par la force même des choses, à en tenir compte indirectement.

(2) Cass., 29 av. 1904, *G. T.*, 12 mai 1904, *B. C.*, 1904, p. 349. — Cass., 17 juin 1904, *G. T.*, 21 juin 1904. — Cass., 24 juin 1904, cit. *G. T.*, 30 juin, *B. C.*, 1904, p. 542.

(3) Cass., 16 juin 1904, *G. T.*, 22 juin 1904.

On peut voir sans peine, dès à présent, comme il est nécessaire aux prévenus de produire des faits concordants pour appuyer la laïcisation qu'ils allèguent et pour combattre la présomption qui résulte contre eux de la continuation de la vie en commun. Si cette communauté d'existence a disparu, la situation change du tout au tout ; c'est alors au ministère public de prouver qu'on a bien affaire à des congréganistes et s'il ne peut d'apporter des présomptions graves, précises et nettement caractéristiques de la continuation de l'œuvre antérieure, il lui est impossible d'obtenir une condamnation (1).

Cette idée de continuation de l'œuvre antérieure, à laquelle la Cour de Cassation donne tant de place, l'a amenée à une théorie peut-être un peu hardie sur certains établissements congréganistes : du moment qu'il y a congrégation quand les œuvres visées par la loi de 1901 sont continuées, il n'y aura pas congrégation quand il y a un état de choses complètement différent de l'ancien ; il n'y aura par conséquent pas délit quand il y aura non pas la continuation d'un état de choses antérieur, illicite, mais une situation nouvelle dont les juges du fond doivent apprécier les divers éléments : notamment la cessation de la vie commune et la réorganisation d'un établissement scolaire sous la direction

(1) V. notamment Cass., 28 janv. 1904, *G. T.*, 2 fév. 1904. — Cass., 28 janv. 1904, *G. T.*, 4 fév. 1904. — Cass., 18 fév. 1904, *G. T.*, 3 mars 1904. — Cass., 19 fév. 1904, *G. T.*, 3 mars 1904. — Cass., 19 fév. 1904, *G. T.*, 27 juil. 1904 et *Bull. Cong.*, 1904, p. 208.

Un jugement d'Auxerre dans ce sens ayant été réformé par la Cour de Paris, le 17 nov. 1903, la Cour de Cassation, le 3 juin 1904 (*Bull. Soc. d'Educ.*, 1904, p. 694. *Bull. Cong.*, 1904, p. 391), cassa l'arrêt et le renvoya à la Cour d'Orléans qui (6 déc. 1904, *B. C.*, 1905, p. 208), confirma le jugement.

d'une tierce personne sont, surtout s'il y a des adjoints ou des collaborateurs nouveaux, des modifications essentielles qui peuvent être prises en considération par le juge du fait (1). La Cour de Cassation semble disposée à aller beaucoup plus loin encore. Voici un autre arrêt du 3 juin 1904 qui nous met en présence de l'espèce suivante (2) : Soulié et Villet autrefois chargés en qualité de religieux de la direction d'un établissement d'enseignement appartenant à une congrégation, se font laïciser. Une école située à Podensac qui dépendait précédemment de la congrégation est abandonnée par elle ; leur supérieur apprend ce fait à Soulié et à Villot qui vont ouvrir dans ledit immeuble une école libre. Le ministère public près le tribunal de Bordeaux, (21 novembre 1903), conclut à la continuation de l'œuvre congréganiste, mais cette thèse n'est pas admise par le tribunal non plus que par la Chambre correctionnelle ou que par la Cour de Cassation (3).

« Attendu que le supérieur général... se borna à faire connaître à Soulié sur sa demande, que l'école de Podensac était abandonnée par la congrégation, que, dans ces conditions, l'intervention du supérieur général n'apparaît que comme celle d'un tiers fournissant un simple renseignement.. ; que dans ces circonstances souverainement constatées il n'y avait pas... continuation d'un état de choses antérieur et illicite, impliquant violation de la

(1) Cass., 6 mai 1904, *G. T.*, 18 mai 1904. — Cass., 3 juin 1904, cit., *G. T.*, 8 juin 1904. — Cass., 25 juin 1904, *G. T.*, 30 juin 1904.

(2) Cass., 3 juin 1904, cit., *Bull. Congr.*, 1904, p. 448.

(3) V. sur la même congrégation : Cass., 5 nov. 1904, cit., *R. C.*, 1904, p. 749, et *Rec. G. T.*, 1904, 2, 545.

loi, mais une situation dont la Cour d'Appel a fait l'appréciation qui rentrait dans ses pouvoirs... »

Ayant ainsi exposé la manière, très exacte, à notre humble avis, dont la Cour de Cassation a interprété la loi de 1901 et les signes auxquels elle reconnaît la congrégation, il nous sera permis, pour terminer sur ce point, pour montrer combien notre système s'écarte de celui-là et combien la jurisprudence affecte de négliger en principe la notion de vœu, d'opposer seulement deux arrêts :

Tout d'abord celui du 8 juillet 1904 (1) ; il s'agit de missionnaires qui ne prononcent pas de vœux. Leur supérieur est nommé par l'évêque ; ils ont adopté les règlements du séminaire dépendant de l'évêché ; les membres sont employés au gré de l'évêque et payés par lui. La Cour Suprême décide qu'il y a là congrégation.

Voyons maintenant notre second arrêt qui nous amène, d'une manière particulièrement frappante, en présence d'une critique que nous avons déjà adressée à la loi de 1901 : en disant que ce qui fait la congrégation c'est non le vœu, mais l'œuvre, l'acte congréganiste, la loi a mis — et certainement sans le vouloir — en dehors de son atteinte une certaine catégorie de congrégations : Voici l'espèce de l'arrêt de Riom (2) confirmé en Cassation (3) :

Il s'agit d'inculpés.Jésuites, vivant par groupes de deux,

(1) *G. P.*, 1904, 2, 168 et *D.* 1905, 1, 59. — V. aussi *Cass.*, 8 juillet 1904. *Rec. G. T.*, 1905, 1, 67.

(2) *B. C.*, 1904, p. 494.

(3) *Cass.*, 8 av. 1905, *cit.*, *B. C.*, 7 mai 1905, p. 267.

se livrant à la prédication, ne niant pas leur qualité, ni le défaut d'autorisation de leur établissement et que la jurisprudence se reconnaît incapable de condamner :

« Attendu, en droit, qu'il ne pourrait y avoir de difficultés : que les prévenus reconnaissent qu'ils sont Jésuites, ayant prononcé des vœux et n'en ayant jamais été déliés ; qu'ils n'ont point sollicité l'autorisation.

« Que le seul fait de persistance des vœux monastiques ne saurait constituer une présomption de délit ; que, dès lors, quelles qu'aient été à cet égard les déclarations des prévenus, il incombe au ministère public, pour justifier l'application de la loi, d'établir que depuis la dissolution de l'ordre les prévenus avaient continué à faire acte de congréganistes.

« Que la loi du 1^{er} Juillet 1901, en visant dans son Art. 16 les prévenus faisant partie d'une association non autorisée, n'a pas examiné comme punissable en elle-même et indépendamment de toute manifestation extérieure, la persistance des vœux monastiques : qu'elle a eu nécessairement en vue les actes qui, par eux-mêmes, ou en raison des circonstances dans lesquelles ils ont été accomplis, impliquent l'affiliation des prévenus à une agrégation congréganiste ; qu'on ne saurait reconnaître ce caractère à des actes tels que la prédication et la célébration de la messe... »

SECTION III

Cours et Tribunaux

Si la Cour de Cassation est arrivée à une jurisprudence relativement cohérente en notre matière, on ne peut malheureusement pas en dire autant des décisions des Cours et Tribunaux. Nous ne pouvons qu'esquisser

très vaguement l'indication des courants principaux, tout en constatant que, dans l'ensemble, on croit sentir une facilité plus grande à admettre les sécularisations ecclésiastiques comme preuve de la cessation de l'état congréganiste. Nous diviserons ce point en trois paragraphes pour tenter d'y mettre un peu de lumière : nous verrons d'abord quelques décisions conformes à la jurisprudence de la Cour Suprême, puis les décisions plus favorables. Nous dirons enfin quelques mots de systèmes un peu divergents.

§ I. — *Décisions conformes à la Jurisprudence de la Cour Suprême.*

Les arrêts plus rigoureux que ceux de la Cour de Cassation sont rares, nous l'avons dit. Citons, toutefois, un arrêt de Lyon du 2 février 1904 (1) : la continuation de la vie antérieure dans un établissement scolaire dépendant d'une congrégation de femmes autorisée, maintient le caractère congréganiste, « malgré la cessation du fonctionnement de l'école, la location à des tiers d'une portion des bâtiments devenue sans emploi et la réduction du personnel postérieurement au rejet de la demande d'autorisation relative à cet établissement ».

La majorité des Cours et Tribunaux admet, comme la Cour Suprême, que la vie en commun et la continuation de l'œuvre mettent les prévenus dans l'obligation de produire leurs pièces de sécularisation et de justifier leur sincérité en apportant des faits qui soient en contradiction avec les obligations des religieux. Le tribunal

(1) D. 1905, 2, 137.

de Bar-sur-Aube (1), par exemple, a eu à statuer sur l'espèce suivante : deux anciennes religieuses sont revenues s'installer dans leur ancien établissement, dépendant du couvent de la Providence de Troyes. Leurs vêtements sont laïques, mais elles reprennent la vie commune, l'ancienne discipline, la subordination de l'une à l'autre et la continuation de l'œuvre. La maison mère a demandé pour cet établissement l'autorisation qui a été refusée. Le tribunal condamne les prévenues : « Attendu que pour leur défense, les deux prévenues produisent, il est vrai, des lettres de sécularisation émanant de l'évêché de Troyes en date du 8 août 1903 et signées du vicaire général Ecalle, en même temps supérieur du couvent de la Providence ;

« Mais attendu que le tribunal ne peut se préoccuper de la valeur réelle de l'acte que ces lettres de sécularisation auraient pour but de constater au point de vue religieux, la loi civile ne reconnaissant pas les vœux monastiques ; qu'en conséquence ces lettres de sécularisation ne peuvent être considérées que comme l'expression de la volonté de celui qui les produit, d'être affranchi de vœux qu'il aurait faits.

« Attendu que par suite ces lettres sont inopérantes, le tribunal n'ayant à rechercher que le fait de savoir si les demoiselles Gauvin et Rapinat continuent par leurs

(1) 7 janvier 1904, *G. T.*, 15 et 16 fév. 1904.

V. dans le même sens : Trib. corr. Bourgoïn, 11 juin 1903, *G. T.*, 12 juillet 1903. — Paris, 10^e chambre corr., 23 déc. 1903, *G. T.*, 10 mars 1904. — Angers, ch. corr., 7 janv. 1904., *G. T.*, 12 janv. 1904. — Trib. Bar-sur-Aube, 30 janv. 1904, *G. T.*, 10 mars 1904. — Besançon, 12 fév. 1904, *G. T.*, 10 mars 1904. — Riom, 26 mars 1904, *B. C.*, 1904, p. 331. — Trib. corr. d'Ussel, 4 mars 1905, *G. T.*, 10 mai 1905, *B. C.*, 1905, 183.

actes extérieurs l'œuvre congréganiste antérieure ou font œuvre congréganiste... »

D'autres décisions s'en tiennent, encore plus fidèlement, à la jurisprudence que la Cour de Cassation laissait pressentir par l'arrêt du 13 novembre 1903 (1) et dont l'expression la plus nette est dans l'arrêt du 8 avril 1905 (2) ; on ne tient plus aucun compte des vœux ni de leur relèvement ; on considère exclusivement si la continuation de l'œuvre est suffisamment marquée par des actes, par des faits extérieurs (3). Comme la Cour de Cassation, on arrive à dire qu'il peut y avoir congrégation en dehors et des vœux et de l'institution canonique (4). La Cour de Poitiers décide encore, comme la Cour Suprême, qu'un établissement fondé là où il n'en existait pas, ne peut impliquer la continuation de l'œuvre ; donc il n'y a pas congrégation (5).

§ II. — *Décisions plus favorables*

Le Tribunal de Montauban (6), pour acquitter les prévenues, se base, le 30 janvier 1904, sur ce que « les demoiselles C. et S. versent au débat les deux lettres dont il s'agit... ; qu'elles sont en conséquence relevées de

(1) *B. C.*, 1903, p. 1073. V. Aix, 5 fév. 1903, *B. C.*, 1903, p. 977.

(2) *Cit. B. C.*, 1905, p. 267.

(3) Montpellier, 8 janv. 1903, *B. C.*, 1903, p. 142. — Rennes, 9 déc. 1903, *B. C.*, 1903, p. 1089. — Chambéry, 4 fév. 1904, *G. T.*, 10 mars 1904. — Rennes, 21 déc. 1904, *B. C.*, 8 janv. 1905, p. 23. — Paris, 9^e chamb. corr., 9 mars 1905, *G. T.*, 10 mars 1905, *B. C.*, 1905, 19 mars, p. 182.

(4) Trib. corr., Seine, 2 fév. 1904. Droit, 3 mars 1904. — Lyon, 12 juillet 1904. Loi, 19 sept. 1904

(5) 29 juillet et 5 août 1904, *Rec. G. T.*, 1905, 2, p. 41 et 47.

(6) *G. T.*, 15, 16 fév. 1904.

leurs vœux par l'évêque et de leurs engagements par la congrégation ; que, ce faisant, elles ont fait tout ce qu'elles pouvaient faire et par suite tout ce qu'elles devaient ; que la justice ne peut exiger davantage, qu'elles sont par conséquent devenues laïques et qu'à ce titre elles ont droit d'enseigner où bon leur semble, comme toutes personnes laïques, ensemble ou séparément...

«... Qu'on ne saurait reconnaître une preuve suffisante dans cette circonstance que deux congréganistes d'un ordre enseignant dont l'établissement a été fermé collaborent à la tenue d'une même école ; qu'une telle circonstance peut être considérée comme un indice suspect, éveiller le soupçon, inciter aux recherches, mais qu'à défaut des recherches fructueuses, elle n'est pas à elle seule une fraude, ni même une présomption consistante de fraude... »

Voici encore par exemple un arrêt de Poitiers (1) dans le même sens :

« Attendu que si les prévenus donnent leurs leçons aux mêmes élèves, dans les mêmes classes, avec les mêmes méthodes, les mêmes programmes et les mêmes livres qu'auparavant, rien n'établit que ces livres ou méthodes soient contraires aux prescriptions de l'autorité académique, qu'ayant eu le droit, en l'état de la législation, de se séculariser sur place à la condition, réalisée dans l'espèce, que leur laïcisation soit effective, ayant par conséquent le droit d'instruire les mêmes élèves, dans le même local qu'ils ne tiennent plus de la

(1) 25 mars 1904, *G. T.*, 29 av. 1904. V. aussi : trib. corr. Mayenne, 17 juill. 1903, *G. T.*, 2 août 1903. — Arrêt de Caen, 7 déc. 1904, *B. C.*, 14 mai 1905, p. 283. — Arrêt d'Angers, 9 mars 1905., *B. C.*, 1905, p. 286.

congrégation, les prévenus devaient naturellement conserver les livres, les méthodes et les programmes qui pouvaient seuls leur permettre de préparer ces enfants à l'obtention des certificats ou des brevets délivrés par l'autorité publique ; que des instituteurs n'ayant jamais eu qu'un caractère laïque n'auraient pas agi autrement.

« Attendu qu'il résulte en même temps de l'instruction, que les prévenus se sont attachés, depuis leur sécularisation, à ne plus garder vis-à-vis de leurs jeunes élèves le caractère qu'ils avaient précédemment, qu'ils n'en recevaient plus la qualification de « cher frère »... »

L'appréciation de cette jurisprudence ne nous retiendra pas longtemps ; sa base est celle-ci : malgré toutes les apparences, malgré tous les actes possibles on ne peut condamner des individus comme congréganistes quand il n'y a plus réellement de congrégation. Ce système peut paraître très séduisant, mais nous le croyons — étant donné qu'il s'agit d'un système de jurisprudence et non pas de spéculation — moins exact que celui de la Cour de Cassation : il nous semble que le délit visé par la loi de 1901 c'est moins l'existence, abstraite en quelque sorte, de l'organisme qui est vraiment congrégation, que le fait matériel et tangible de la poursuite d'une œuvre avec les tendances et dans l'esprit que j'ai indiqués.

§ III. — *Décisions dissidentes*

Signalons pour mémoire un arrêt de la Cour de Grenoble (1), à raison de l'importance qu'il attache aux vœux :

(1) 14 janvier 1904, *B. C.*, 1904, p, 94.

« Attendu que l'agrégation... a été reconnue d'utilité publique... sous la qualification d'association religieuse, qu'elle est qualifiée d'association dans d'autres décrets postérieurs et dans divers actes officiels ;

« Mais que cette dénomination ne saurait lui enlever son véritable caractère, qu'elle est une congrégation au sens de la loi de 1901.

« Qu'en effet les Frères... vivent en commun sous l'autorité d'un supérieur général, qu'ils sont liés par des vœux d'obéissance, de pauvreté, de chasteté ; que leur association est formée pour un temps indéterminé ; qu'on n'y est admis qu'après un noviciat et que les Frères... désignent eux-mêmes leur agrégation sous le nom de Congrégation ; que cette dénomination se trouve aussi dans leurs statuts... »

Pour la Cour d'Alger (1), ce qui caractérise la congrégation religieuse, ce n'est ni la vie en commun, ni la communauté de croyances, ni même l'œuvre religieuse pratiquée en commun, mais « exclusivement les vœux qui, bien que non reconnus par la loi civile, n'en sont pas moins, pour elle, la raison d'être et le fondement des dispositions édictées par la loi du 1^{er} juillet 1901, à l'égard des congrégations religieuses ».

Malgré toutes les sympathies que nous pouvons avoir pour un tel système, nos explications précédentes nous semblent suffisantes pour l'écarter, comme contraire à la loi et à ses travaux préparatoires.

Disons enfin, pour terminer, quelques mots d'un jugement récent de Montauban (2), plus intéressant parce qu'il se prête mieux à la discussion. Voici l'espèce :

(1) 10 juin 1904, Droit, 25 oct. 1904, Loi, 12 nov. 1904.

(2) 14 janvier 1905, *Rec. G. P.*, 1905, p. 383, et *Bull. Cong.*, 1905, p. 189.

Des religieuses, membres d'un établissement congréganiste d'enseignement ont obtenu des lettres de sécularisation du supérieur, confirmées par l'évêque. Leur supérieure locale, une demoiselle Bessat a loué l'immeuble occupé et continue à y donner l'enseignement avec ses compagnes. Puis elle réclame sa dot à la congrégation. Selon le tribunal, elle est dans la situation d'un « créancier de l'association », mais cela n'implique pas qu'elle soit demeurée « associée ». L'acte de l'évêque était inutile ; comme dans tout contrat, l'accord de volontés suffisait à rendre à chacun sa liberté : les vœux sont inconnus de la loi ; ils sont donc négligeables si l'intéressé en juge ainsi dans son for intérieur : « il est parfaitement loisible aux congréganistes de rompre leur obligation sans obtenir l'autorisation du pouvoir ecclésiastique qui a reçu leurs vœux, si dans leur for, ils croient pouvoir s'en dispenser ». L'acte établissant la volonté du supérieur suffisait donc, jusqu'à preuve contraire, à établir que l'ex-religieuse ne fait plus partie de la congrégation :

« Attendu que le ministère public prétend trouver cette preuve dans une jurisprudence dominante, aux termes de laquelle la persistance de la vie commune et de la même œuvre dans le même établissement, entre les mêmes personnes, implique la persistance de l'état congréganiste ;

« Attendu que cette jurisprudence procède d'une simple affirmation et que cette affirmation n'a jamais été motivée parce qu'elle ne peut pas l'être ; que l'emploi du mot « implique », qui atteste une relation nécessaire de cause à effet entre une situation de fait établie et le fait à établir n'est pas justifié ; que la situation établie — consistant en ces quatre faits, savoir : 1^o persistance de la vie en commun ; 2^o poursuite de la même

œuvre ; dans le même local ; 4° par les mêmes personnes — ne contient nullement la preuve du fait à établir, savoir ; la persistance de l'état congréganiste...

« ...Attendu, en conséquence, que la persistance de la vie en commun et de l'œuvre dans le même local, entre les mêmes anciennes congréganistes, n'est illicite et punissable qu'à la condition expresse que ces mêmes personnes soient restées congréganistes...

« Mais, attendu qu'il faut toujours démontrer qu'elles sont demeurées telles et que cette démonstration ne peut s'établir par ce fait qu'elles ont persisté dans la situation où elles se trouvaient quand elles l'étaient... »

Ce jugement nous semble difficile à justifier, à quel point de vue qu'on se place :

a) Il est contraire à la loi : jamais le législateur de 1901 n'a admis que la congrégation fut fondée sur le simple accord des volontés, comme un contrat d'association (1).

Admettre que l'accord des volontés du supérieur et du religieux peut suffire à rompre ce lien, c'est violer aussi l'esprit de la loi, qui n'a jamais admis que cela pourrait suffire pour mettre brusquement un terme à l'état congréganiste : ce serait donner trop beau jeu aux sécularisations fictives (2).

b) Il est contraire à la jurisprudence constante de la Cour de Cassation : la lettre de sécularisation du supérieur (même si elle est jointe à un acte épiscopal, et *a fortiori* si elle est seule) ne peut pas faire tomber la

(1) V. TROUILLOT et CHAPSAL, opusc. cit., p. 201 et suiv.

(2) V. Cour de Bourges, 30 juill. 1903, *Bull. Cong.*, 1903, p. 896, et trib. corr. d'Amiens, 12 août 1903. *B. C.*, 1904, p. 109.

présomption résultant de la concordance des quatre faits énumérés.

Si d'ailleurs on admet que le lien peut être rompu par simple acte du supérieur, que les quatre faits ne constituent pas même un commencement de preuve, à quoi reconnaîtra-t-on la congrégation visée par la loi ?

c) Le jugement est enfin, et bien entendu, en contradiction formelle avec toutes les notions de Droit canonique sur les vœux et sur la dispense.

CHAPITRE III

Conclusion

Nous ne donnons cette conclusion que sous toutes réserves au point de vue de nos opinions politiques personnelles.

Nous est-il possible de nous en tenir à la notion de congrégation qui nous est fournie par la loi de 1901 ? Nous ne le croyons pas et c'est d'autant plus regrettable qu'il nous semblait, étant donné le but poursuivi, sinon facile, du moins possible d'arriver à une solution plus exacte que la sienne.

La simple observation des faits courants révèle l'existence d'une grande quantité de groupements, par lesquels se manifeste la vie et l'activité religieuses, réunions de personnes désireuses de discuter ou d'approfondir les questions dogmatiques qui les intéressent ou les inquiètent, « Tiers ordres » composés de gens du monde qui, sans être liés à l'observance d'une règle déterminée, sont toutefois tenus à une austérité de vie et à une manière d'être exemplaires. A côté de ces groupements,

il en est d'autres, plus cohérents encore, dans lesquels une personnalité nouvelle est superposée aux personnes physiques de leurs membres. Et ces groupements, quelle que soit leur nature, quelle que soit leur cohésion, le langage courant et le législateur lui-même les englobe sous le terme général : Congrégations.

Le Droit canonique nous a pourtant montré les différences profondes qu'il y a parmi ces communautés et il nous sera permis de les résumer en quelques mots.

D'un côté il y a ce qu'il appelle les ordres. Ce sont les corporations les plus anciennes et les plus fermées ; les Réguliers sont liés par les vœux solennels et par toutes les conséquences qu'ils comportent : ils n'ont d'autre désir que celui de s'enfermer entre les murs du monastère, en prenant ce mot dans son sens absolu et étymologique ; la clôture est complète, aussi bien quant à l'entrée des étrangers, que quant à la sortie des religieux : donc aucune espèce de relations avec l'extérieur. Ces ordres, en un mot, se suffisent à eux-mêmes, et portent en eux-mêmes leur fin.

D'autre part viennent les « congrégations *stricto sensu*, ou instituts ». Ces corporations-ci n'ont plus un idéal aussi purement mystique, ni aussi abstrait. Leurs constitutions, plus souples, donnent à leurs membres une latitude plus grande pour se mêler à la vie active : les vœux sont moins rigoureux, la clôture moins complète et les pratiques de piété moins austères. Le but final de ces organismes est toujours d'arriver à la perfection chrétienne de leurs membres : mais les moyens qu'ils se proposent pour y arriver sont ceux qui consistent à se mêler d'une manière constante à la société séculière, pour y offrir leurs services au nom de l'Evangile, pour y soigner les malades, instruire la jeunesse et prêcher conformément à leurs règles.

Le législateur de 1901 avait devant lui ce double organisme. Il s'est principalement appuyé, pour le combattre, sur ce fait, que les corporations dont il est question, en s'attachant les individus par des liens perpétuels, sont en contradiction avec les conceptions modernes sur les droits et les devoirs des individus (1) : chacun a un rôle social à remplir, auquel il ne peut se soustraire en alléguant des engagements de quelque nature qu'ils soient.

Mais, à notre avis, malgré la manière dont on a insisté à bien des reprises sur ce point, il ne nous semble pas qu'il soit le motif déterminant du système que symbolise la loi de 1901. Pas plus pour elle que pour les lois qui l'ont précédée, ces considérations sociales n'ont eu le pas sur les considérations politiques. Remarquons qu'en notre matière, la situation est complètement différente (2) de ce qu'elle est dans bien des cas où la loi intervient dans le but de protéger des intérêts économiques : si nous comparons, par exemple, la situation en présence de laquelle nous nous trouvons, avec une législation ouvrière interventionniste, nous voyons qu'en matière de congrégation *lato sensu*, les manœuvres dolosives, les pressions exercées par la congrégation sur la volonté d'un individu, pour le déterminer à entrer en religion, loin de rejallir en conséquences désastreuses sur une famille de prolétaires, profiteront généralement à la famille dont un membre devient plus ou moins incapable de posséder ou de recevoir.

(1) V. Conférence sur *L'Idée de Solidarité*, 2 fév. 1905, M. GÉRARD-VARET, prof. de philo. à la Fac. de Dijon.

(2) V. FONSEGRIVE, *Le Droit d'Association*, 1899, p. 24.

La loi de 1901 n'est donc pas au fond une loi sociale : c'est avant tout une loi anticléricale, en prenant ce mot dans son sens le plus large. Elle veut parer aux menées politiques des moines ligueurs, aux accaparements des moines d'affaires, à l'influence des corporations enseignantes sur l'esprit de la jeunesse.

Mais ces corps qu'elle qualifie « Congrégations », à quoi les reconnaîtra-t-on ? Elle ne les a définis nulle part, redoutant, sans doute quelque peu, que sa définition ne fut pas assez compréhensive et ne permit à certains des groupements qu'elle visait de lui échapper. Elle s'en est tenue pour les désigner à des signes de fait, à des indices purement matériels. Nous répétons, une fois de plus, que ce système est bien difficile à justifier juridiquement, et que de simples indices extérieurs peuvent tout au plus faire « impliquer » qu'il y a congrégation. Ce ne peut être qu'un commencement de preuve très vague, qui « expose à faire poursuivre comme congréganistes des gens qui ne le sont plus ». Il ne peut être défendu à un ex-congréganiste de s'associer avec qui bon lui semble, dans les conditions qui lui plaisent, de prendre part à la vie active comme tout citoyen. Le résultat auquel veut arriver la loi c'est atteindre les organismes dont les membres mènent une vie active sous l'influence de leurs constitutions spéciales et en obéissant à la discipline que nous savons.

Pourquoi alors n'avoir pas consenti, pour arriver à ce résultat, à se placer sur le terrain exact dont on ne peut faire sortir le problème ? Quelque politique que soit le but poursuivi, il est impossible de l'atteindre sans se placer sur le terrain juridique et sans admettre un critérium juridique. Or, le Droit canonique nous offre une division toute faite entre les ordres où l'on prononce des vœux solennels et les congrégations où ne sont émis que des vœux simples ; et cette division,

qui se trouvait répondre à merveille aux besoins de la cause, permettait au Parlement de 1901 de faire, contre l'organisation monastique, une loi plus claire, et aussi — quoique ce résultat puisse paraître paradoxal — à la fois plus rigoureuse contre les corporations qu'il estimait menaçantes et plus libérale pour les autres. La formule qui, en droit public moderne, aurait pu traduire la distinction très nette que nous admettons entre les ordres et les congrégations du Droit canonique aurait été la suivante : « Couvents où l'on prie, simple déclaration ; congrégations militantes, autorisation préalable ». Et voici comment nous l'entendons : les vœux quels qu'ils soient, n'ont en eux-mêmes rien d'illécite ; donc, dans les ordres réguliers et contemplatifs, on pourra admettre l'exécution intégrale de ces vœux (1), puisque la Société n'a aucun danger à redouter du fait même de ces corporations, à qui il sera permis d'exister grâce à une simple déclaration, quand, bien entendu, leurs règlements sont sérieux et authentiques (2). Les congrégations, au contraire, ne sont plus dans la même situation au point de vue de la société civile. Celle-ci désire s'entourer de garanties avant de les accepter : elle pourra donc enquêter, examiner les constitutions de ces instituts (3) et ne les admettre que quand leur

(1) V. C. C. SARDE (Art. 714), encore appliqué en Savoie avant l'annexion.

(2) Remarquons que, pratiquement, le système proposé pour les ordres ne s'éloigne pas sensiblement de celui auquel amène la loi de 1901 ; jusqu'à présent, du moins, la jurisprudence a principalement porté son effort du côté des congrégations actives.

(3) « ... De cette différence entre la vie intérieure de certaines congrégations religieuses et l'existence militante d'autres congrégations, ne doit-il pas résulter dans la législation une distinction entre les ordres qui vivent dans la solitude du cloître et ceux qui se livrent à des manifestations publiques. » (V. GEORGES GRAUX, *Les Congrégations devant la Loi*, p. 39.)

utilité est démontrée, non seulement au point de vue religieux, mais encore au point de vue social. La congrégation existe, en fait, dès que ses membres ont émis les vœux qui, selon nous, donnent naissance au lien congréganiste. La congrégation cependant n'a pas encore l'existence légale à ce moment, parce qu'il lui faut en plus l'autorisation législative. Mais les vœux en eux-mêmes n'ont rien d'illicite ; ce qui est illicite c'est le fait de les prononcer dans une congrégation non autorisée. Donc le jour où le législateur accorde à une congrégation l'autorisation, il ne fait que donner la consécration de son autorité à un corps qui préexistait à la loi ; et ce système n'a-t-il pas la logique que certains orateurs réclamaient devant le Parlement : « Voilà la loi, si vous l'observez, vous êtes en règle ; si vous ne l'observez pas, vous devenez illégale, vous méritez le châtiment (1) ». De plus, il aurait permis à la jurisprudence d'atteindre des congrégations qui restent insaisissables avec la loi de 1901, par exemple toutes celles qui, ne niant pas qu'elles soient restées enchaînées dans les liens de leurs vœux, ne font aucun acte qui puisse être retenu comme impliquant l'état congréganiste.

Nous n'ignorons pas, qu'au point de vue des principes, en reconnaissant effet aux vœux solennels, en faisant la part la plus belle aux corporations « les plus religieuses » en quelque sorte, on peut être taxé d'un

(1) « ... Du moment où le principe de la liberté des associations, à la condition de leur publicité, est proclamé par la loi, les associations clandestines sont sans excuse ; elles sont trop suspectes pour ne pas être prohibées. » Voir BERTHAULD, *Rapp. sur la propos. Tolain*, Sess. 1871, p. 25.

individualisme qui constitue un anachronisme impardonnable à l'heure présente. Et cependant, n'était-ce pas là, la solution qui offrait le plus de garanties à la société civile et qui était en même temps la plus libérale pour les croyants dont nous parlait si éloquemment Montalembert, puisque, en même temps qu'elle limitait le champ d'action des congrégations menaçantes, elle laissait libre carrière au mystérieux besoin d'ascétisme de la nature humaine.

Vu :

DESLANDRES.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon.*

E. BAILLY.

Vu et permis d'imprimer,

Dijon, le 20 mai 1905

Le Recteur de l'Académie,

E. BOIRAC.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Les Congrégations en Droit canonique.....	9
---	---

LIVRE I

CONSTITUTION ET FONCTIONNEMENT D'UN ORDRE RÉGULIER.....	28
--	----

TITRE I

<i>Conditions dans lesquelles les vœux seront émis.....</i>	29
---	----

CHAPITRE I

Le Noviciat.....	29
------------------	----

CHAPITRE II

La Profession.....	35
--------------------	----

SECTION I

Définitions de la profession.....	35
-----------------------------------	----

SECTION II

Conditions requises pour faire profession.....	38
--	----

§ I. — Age.....	38
-----------------	----

§ II. — Consentement des parents.....	40
---------------------------------------	----

§ III. — Autres conditions communes à tous les contrats.....	44
---	----

§ IV. — Condition spéciale : consentement du Roi...	45
---	----

SECTION III	
Autorités dont dépend la réception du profès.....	47
SECTION IV	
De la profession tacite.....	51
SECTION V	
Effets généraux.....	56
SECTION VI	
Nullités de la profession.....	56
APPENDICE I	
Changement d'Ordre.....	59
APPENDICE II	
Des fugitifs et des apostats.....	60
APPENDICE III	
« De conversione conjugatorum ».....	63
TITRE II	
<i>Les vœux</i>	66
CHAPITRE I	
Du vœu en général.....	67
SECTION I	
Importance.....	67
SECTION II	
Analyse du vœu.....	70
SECTION III	
Divisions des vœux.....	71
SECTION IV	
Effets généraux.....	73

CHAPITRE II

Des vœux en particulier.....	74
------------------------------	----

SECTION I

Du vœu de chasteté.....	74
-------------------------	----

SECTION II

Du vœu de pauvreté.....	75
§ I. — Sort des biens de celui qui fait profession.....	76
§ II. — Capacité de posséder et recevoir.....	78
§ III. — Capacité de disposer.....	81
§ IV. — Situations particulières qui ne portent pas atteinte au vœu de pauvreté.....	81
1 ^o Ancien Droit.....	81
2 ^o Droit Moderne.....	83
§ V. — Sanctions.....	85

SECTION III

Du vœu d'obéissance.....	86
§ I. — Son importance.....	86
§ II. — Sanctions.....	89
§ III. — Quelles personnes peuvent les infliger.....	90

SECTION IV

Vœux accessoires.....	93
§ I — Obligation de tendre à la perfection.....	93
§ II. — Clôture.....	93
1 ^o Des moniales.....	94
2 ^o Des hommes.....	98

APPENDICE I

Du régulier promu à l'épiscopat.....	98
--------------------------------------	----

APPENDICE II

Du religieux qui vit dans le siècle.....	101
--	-----

CHAPITRE III	
« De voti redemptione ».....	103
SECTION I	
« Immutatio ».....	103
SECTION II	
« Annulatio ».....	104
SECTION III	
« Commutatio ».....	105
SECTION IV	
Dispense.....	106
SECTION V	
Qui est-ce qui opère dispense ?.....	110
TITRE III	
<i>De l'exemption</i>	112
LIVRE II	
CONGRÉGATIONS « STRICTO SENSU ».....	116
TITRE I	
<i>Naissance de la notion de Congrégation</i>	118
TITRE II	
<i>Réglementation moderne</i>	123
CHAPITRE I	
Bulle « Conditæ a Christo ».....	123
SECTION I	
Congrégation diocésaine.....	125

§ I. — Fondation d'un nouvel Institut.....	126
§ II. — Rapports de la Congrégation diocésaine avec l'Evêque.....	128
§ III. — L'extension en plusieurs diocèses.....	130

SECTION II

Les Congrégations approuvées à Rome	132
§ I. — Comment on obtient l'approbation.....	132
§ II. — Les rapports avec l'Ordinaire et avec Rome..	135

CHAPITRE II

« Normæ ».....	144
§ I. — Rédactions des constitutions.....	144
§ II. — Les livres accessoires.....	144
§ III. — Les membres de l'Institut.....	145
§ IV. — L'admission des sujets.....	146
§ V. — Le Postulat.....	147
§ VI. — Le Noviciat.....	147
§ VII. — La Profession.....	148
Conclusion de la Première Partie.....	150

DEUXIÈME PARTIE

Variations des Critériums de la Congrégation depuis le XVII^e siècle jusqu'à la fin du XIX^e.	155
--	-----

CHAPITRE I

De la notion de Congrégation au XVII ^e et au XVIII ^e siècles.....	158
--	-----

SECTION I

Défiances des légistes et du Parlement à l'encontre des Congrégations	159
--	-----

SECTION II

Politique gouvernementale.....	165
--------------------------------	-----

CHAPITRE II

Notion de Congrégation sous la Révolution.....	176
--	-----

SECTION I

Première phase. — La Constituante.....	179
--	-----

SECTION II

Période violente.....	197
-----------------------	-----

CHAPITRE III

L'œuvre de Napoléon.....	207
--------------------------	-----

CHAPITRE IV

Notion de Congrégation sous la Restauration.....	217
--	-----

CHAPITRE V

Période transitoire. — Gouvernement de Juillet. — Empire.....	240
--	-----

CHAPITRE IV

Les Décrets.....	243
------------------	-----

TROISIÈME PARTIE

De la notion de Congrégation sous le régime de la loi de 1901.	251
--	------------

CHAPITRE I

Etude et critique de la loi. — Inconvénients et avan- tages des critères en présence.....	256
--	-----

SECTION I

Objet du Titre III de la loi de 1901. — Critérium qu'il admet. — Ses inconvénients.....	256
--	-----

SECTION II

Place faite au vœu comme critérium de la Congrè- gation par les auteurs de la loi	263
--	-----

CHAPITRE II

Jurisprudence.....	275
--------------------	-----

SECTION I

Premier état de la jurisprudence.....	276
---------------------------------------	-----

SECTION II

Jurisprudence de la Cour de Cassation.....	279
--	-----

§ I. — Premières décisions de la Cour de Cassation, semblant impliquer qu'en cas de continuation de la vie et de l'œuvre communes, il y a présomption <i>juris et de jure</i> de l'existence de la Congrégation..	282
---	-----

§ II. — Evolution de la jurisprudence de la Cour Suprême dans un sens moins rigoureux.....	294
--	-----

SECTION III

Cours et tribunaux..	302
----------------------	-----

§ I. — Décisions conformes à la jurisprudence de la Cour de Cassation.....	303
--	-----

§ II. — Décisions plus favorables	305
---	-----

§ III. — Décisions dissidentes.....	307
-------------------------------------	-----

CHAPITRE III

CONCLUSION...	311
---------------	-----



ERRATA

Page 15. — 2^e paragraphe (8^e ligne), lire : Théodose et non Théodore.

Page 21. — Note 2, lire : JOANNIS XXII et non JOANNIS, XXII.

Page 153. — 3^e paragraphe (2^e ligne), lire : contemplatives et non contemplatives.



ATAATA

IMP. DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, J. BERTHOUD, RUE BOSSUET, 15, DIJON

IMP. DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, J. BERTHOUD, RUE BOSSUET, 15, DIJON

